

Analyse comparative du traitement médiatique des actions d'Extinction Rebellion Belgique dans les journaux francophones belges Le Soir, La Libre Belgique, La Meuse, La Dernière Heure, L'Avenir et Le Vif/l'Express d'avril 2019 à mai 2025

Auteur : Puma, Emma

Promoteur(s) : Geuens, Geoffrey

Faculté : Faculté de Philosophie et Lettres

Diplôme : Master en journalisme, à finalité spécialisée en investigation multimédia

Année académique : 2024-2025

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/24801>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Université de Liège
Faculté de Philosophie et Lettres
Département Médias, Culture et Communication

CORPUS MÉDIATIQUE

Mémoire présenté par Puma Emma en
vue de l'obtention du grade de Master
en Journalisme, à finalité spécialisée en
investigation multimédia

Année académique 2024/2025

LA DERNIÈRE HEURE

Documents sauvegardés



© 2019 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191013-BDS-3cae53c0-ed32-11e9-ac54-fba39bc248ea

Nom de la source	Dimanche 13 octobre 2019
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Dim_8
Presse • Journaux	• 413 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page dim_8

"Extinction Rebellion" a investi la place Royale

manif bruxelles

Il est 13h50 et le tram menant à la place Royale est bondé. Femmes, hommes, jeunes, personnes âgées, tous ont apporté leur chaise pour investir comme il se doit la place emblématique de la capitale.

La manifestation du mouvement "extinction rebellion", rassemblement de désobéissance civile qui lutte pour une justice climatique a commencé à 14h à Bruxelles. Les manifestants resteront sur place pendant 24h.

"Je suis venue ici avec mes enfants, ma nappe de pique-nique et des livres pour tenir un maximum de temps avec eux", décrète Julie qui fait partie du mouvement depuis peu. "Je suis active dans la cause climatique depuis longtemps. Je pense que ce mouvement non violent revendique un message clair et fort : dire au gouvernement qu'il faut décréter l'urgence climatique et prendre des mesures."

Un peu plus loin, plusieurs groupes de manifestants se forment naturellement. Il s'agit de plusieurs assemblées populaires, nous explique Sarah, porte-parole du mouvement à Bruxelles. "Pendant ces 24 heures, tous les citoyens et citoyennes présents vont discuter de so-

lutions concrètes pour réagir face à la crise climatique. Toute une série de thèmes seront abordés pour entamer une transition vers une société qui soit aussi bien socialement, qu'éologiquement. On estime qu'il faut que ça se fasse de manière la plus démocratique possible."

Dès 14h, les autorités ont bloqué l'accès à la place des Palais, craignant un envahissement des jardins royaux. "Nous avions annoncé vouloir investir la place des Palais mais ça n'a pas été possible. Nous ne sommes pas autorisés non plus à rester sur la place Royale mais nous sommes agissons de manière totalement pacifiques et sommes en contact avec la police. Ils sont tout à fait au courant de notre action puisque notre stratégie est totalement transparente", conclut Sarah.

Quelques interpellations

Quelques manifestants du mouvement Extinction Rebellion ont été interpellés par la police bruxelloise, samedi, peu après 16 h. Ils tentaient de forcer l'entrée des jardins du Palais royal.

Parallèlement, quelques dizaines d'activistes se sont regroupés dans le parc royal où ils ont hué la police.

La police Bruxelles Capitale Ixelles sig-

nalait en outre sur Twitter une intervention pour "restaurer le passage des transports publics sur un axe important". La Stib avait en effet signalé plus tôt que le trafic des trams 92 et 93 était interrompu entre Louise et Botanique à cause de la manifestation.

MdK

La police a bloqué l'accès à la place des Palais, craignant un envahissement des jardins royaux. AFP

Documents sauvegardés



© 2019 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191015-BDS-8e1ab4ee-eec5-11e9-af55-d3f7cbc596ff

Nom de la source	Mardi 15 octobre 2019
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Brux_15
Presse • Journaux	• 604 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page brux_15

Ph. Close rencontrera Extinction Rebellion aujourd'hui

bruxelles-ville Police

Ceci n'est pas une crise, assurent de concert écologistes et socialistes à la sortie de leur réunion destinée à tirer au clair les interventions musclées des policiers samedi dernier lors de la manifestation non autorisée du collectif Extinction Rebellion. Ce n'est pas la première fois que les deux partis forts de la Ville de Bruxelles s'écharpent. Mais d'ordinaire c'est en coulisses. Ici, les images de violence policière ont fait le tour de la Belgique, voire plus.

Dans ce cas-ci, Ecolo joue sa crédibilité. S'il ne combat pas la répression de la police envers une manifestation pro-climat, certes non autorisée mais pacifique, sa parole ne sera plus audible. C'est la crédibilité de la Ville de Bruxelles qui est surtout en jeu, rétorque le premier échevin bruxellois, Benoît Hellings, qui estime qu'en termes d'image les événements de dimanche sont catastrophiques. "Ce qui s'est passé dimanche est grave. Cela m'interpelle et me révolte. Il est inadmissible d'utiliser du spray au poivre à bout portant sur des manifestants pacifiques. Mais nous avons tous (sous-entendu Philippe Close aussi, NdlR) pris la mesure de ce qui s'est passé", commente l'Ecolo.

"Notre objectif commun est de comprendre pourquoi cela s'est passé comme ça. Pourquoi et dans quel cadre la police a fait usage de spray au poivre et de matraques. Leur utilisation est encadrée par la loi (lire ci-dessous, NdlR)." Pour Benoît Hellings, l'arrestation des manifestants était totalement justifiée car ils se trouvaient dans la zone neutre. En d'autres termes, l'intervention de la police est justifiée. La façon dont elle est intervenue non. "Cela vaut pour tout le monde : les fascistes, les syndicats, les pro-climat, etc. Là n'est pas le problème. Mais cela ne justifie en rien le recours aux méthodes extrêmes telles que le spray au poivre ou les coups de matraques."

Défi aussi veut la clarté. "Les images de cette manifestation nécessitent que toute la lumière soit faite", commente Fabian Maingain, qui rappelle que "la loi est la loi et elle s'applique à tout le monde. Toute opinion se vaut d'être écoutée si elle s'exprime dans un cadre pacifique, organisé et respectant la liberté d'expression".

C'est donc sur la méthode utilisée par la police pour faire évacuer la manifestation que portera le rapport demandé par le chef de la police - et bourgmestre bruxellois -, Philippe Close (PS). Ce

rapport sera communiqué aux membres de la majorité dans la semaine. Et fera très certainement l'objet de multiples questions lors du conseil communal de lundi prochain.

Philippe Close, par la voix de sa porte-parole, a quant à lui rappelé que le dispositif d'une manifestation n'était jamais évalué sur son contenu. "Le bourgmestre est neutre et il décide sur base d'une analyse de risques pour les citoyens, la Ville et la police." Il a précisé que la présence des manifestants "a été tolérée pendant six heures, jusqu'à ce qu'ils commencent à bloquer le passage des trams. La décision d'évacuation de la place a été prise par le bourgmestre parce qu'ils refusaient de libérer les voies comme la police le leur avait demandé à plusieurs reprises".

Par ailleurs, Philippe Close rencontrera une délégation d'Extinction Rebellion ce mardi matin, à leur demande. L'idée : négocier un parcours afin que leur prochaine action n'aboutisse pas au fiasco de dimanche dernier.

M. L.

L'usage de spray au poivre et de matraques scandalise Ecolo. Un rapport sera communiqué dr

Documents sauvegardés

Sur cette photo, on a tous cru que le policier gazait le manifestant déjà menotté et à terre. Eh bien non ! Il lui applique un spray destiné à calmer les irritations dues, il est vrai, au spray au poivre. dr

Documents sauvegardés



© 2019 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191016-BDS-4f8fa7ea-ef95-11e9-af55-d3f7cbc596ff

Nom de la source	Mercredi 16 octobre 2019
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Brux_17
Presse • Journaux	• 480 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page brux_17

Extinction Rebellion : des dizaines de témoignages d'abus

Bruxelles-Ville polémique

Le mouvement Extinction Rebellion a déjà rassemblé plus de 30 témoignages sur l'action de la police de Bruxelles-Ixelles dans le cadre de la répression de l'action de désobéissance civile sur l'urgence climatique de samedi, tant sur la place Royale que dans les cellules. Il est question de harcèlement et même de possibles mauvais traitements. "Si ces déclarations s'avèrent correctes, ces actes sont naturellement inadmissibles", a déclaré Ilse Van de Keere, porte-parole de la police zonale.

L'intervention des forces de l'ordre a fait l'objet de nombreuses critiques quant à la proportionnalité des moyens déployés face à des manifestants non violents et à la gratuité de certains gestes posés par des policiers. C'est notamment le recours à l'autopompe qui est questionné au niveau des décisions prises par les responsables. À titre individuel, des images diffusées dans les médias ont par exemple montré des manifestants aspergés de gaz lacrymogène alors qu'ils étaient immobilisés au sol. "Les gens ont été impressionnés, perplexes même, face à ce qui s'est passé", rapporte Linde Polfliet, porte-parole d'Extinction. "Le

sentiment général, c'est qu'ils ne s'attendaient pas à ce que cela soit possible en Belgique."

La police a déjà annoncé qu'une enquête serait ouverte pour évaluer l'intervention policière. Le journal De Standaard fait écho d'un incident particulièrement préoccupant qui aurait eu lieu dans les garages du commissariat central de la rue du Marché au Charbon, où une quarantaine de manifestants auraient été amenés après leurs arrestations. À un certain moment, des policiers auraient fermé toutes les portes du garage et l'un d'eux serait monté sur sa moto en dirigeant le pot d'échappement vers les manifestants et en accélérant à plusieurs reprises. Il aurait aussi fait des tours autour du groupe pendant environ 5 minutes. D'autres policiers auraient de plus commencé à fumer. Les manifestants qui avaient du mal à respirer auraient demandé de l'eau, qui leur aurait été refusée. Une jeune fille aurait fini par vomir et d'autres se seraient urinés dessus car les policiers refusaient de les laisser aller aux toilettes. Le quotidien parle encore de moqueries et d'intimidations. Pieter Geens avance avoir eu des échos de cet incident dans les témoignages recueillis.

Les militants envisagent de se mobiliser lundi au prochain conseil communal de la Ville de Bruxelles. Le bourgmestre Philippe Close a entre-temps proposé de se mettre autour de la table avec les activistes pour voir comment ils peuvent organiser au mieux leurs éventuelles prochaines actions. "Nous sommes toujours prêts à dialoguer", a assuré Linde Polfliet. Pieter Geens estime que cette question de la violence policière éclue leurs revendications premières qui concernent le climat : "Est-ce que le gouvernement veut nous aider à grandir en mettant en oeuvre un vrai dialogue démocratique ou est-ce qu'il choisit de nous réprimer en utilisant la violence ?", s'interroge-t-il.

Olivier de Schutter, ancien rapporteur spécial des Nations unies, participait à la manifestation. DR

Documents sauvegardés



© 2019 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191016-BDS-be8f8336-ef81-11e9-af55-d3f7cbc596ff

Nom de la source	Mercredi 16 octobre 2019
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Namur_16
Presse • Journaux	
Périodicité	• 404 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

Les arbres de la discorde

La donne a changé. La Ville doit compter avec Extinction Rebellion Namur comme interlocuteur et non plus comme petit groupe d'activistes allumés.

La manifestation de ce week-end place Royale, réprimée par la police de Bruxelles, a donné un coup de projecteur et un élan de sympathie à XR, mouvement pacifique qui a décrété l'urgence climatique. Tout comme la conférence de Rob Hopkins (dont la femme est impliquée dans XR avec des actions très médiatisées à Londres) qui a rempli l'auditoire Pedro Arrupe quelques jours auparavant.

Les actions précédentes de XR Namur semblaient brouillonnes. On se souvient qu'Extinction Rebellion a remplacé le drapeau de la tour du guettement - et malheureusement tagué le pont de Jambes - mais aussi placé ses calicots sur les façades d'institutions et de partis avant les élections de mai.

Le groupe prend de l'ampleur et de la légitimité. Ce mardi très tôt, il a déversé 7 mètres cubes de copeaux de récupération devant l'hôtel de ville. "Namur se dit consciente des enjeux touchant au climat et à la biodiversité, mais manque d'ambition. Elle le prouve notamment par l'abattage d'arbres anciens sur dif-

férents sites, dont le parc Léopold, en prétendant erronément pouvoir le compenser. En ces jours où les consciences se tournent vers le drame des dévastations de masse de forêts aux quatre coins du monde, nous rappelons au Namurois la triste trahison de leur commune en ce jour de conseil communal", déclare Extinction Rebellion Namur.

Le mois dernier, les activistes de XR avaient affirmé qu'ils maintiendront la pression sur les élus lors de chaque conseil. La séance de septembre avait déjà été perturbée par un autre acte de désobéissance civile pacifique : plusieurs dizaines de citoyens, de XR au collectif Léopold en passant par des gilets jaunes, ont protesté en chanson contre la suppression du square. La Ville de Namur va-t-elle arrêter de se retrancher derrière le résultat des élections et adopter une posture plus à l'écoute ?

Même si les activistes ne sont pas si nombreux, le devenir des arbres en ville émeut plus d'un Namurois. La semaine dernière, les élus - en particulier le bourgmestre - se sont fait incendier sur Facebook pour l'abattage de 8 marronniers malades. Preuve qu'il est temps d'abandonner les justifications hautaines, ne serait-ce qu'en termes d'image, pour engager un dialogue.

Magali Veronesi

Les copeaux ont été déversés pour montrer ce que Namur fait de ses arbres, selon Extinction Rebellion. XR

Documents sauvegardés



© 2019 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191018-BDS-9e6f0944a-f121-11e9-af55-d3f7cbc596ff

Nom de la source	Vendredi 18 octobre 2019
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Brux_17
Presse • Journaux	• 367 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page brux_17

Extinction Rebellion : le PTB veut le rapport de police

bruxelles manifestation

Le PTB a exigé jeudi que les ordres donnés par le bourgmestre de la Ville de Bruxelles à la police de la zone de Bruxelles-Capitale-Ixelles et les résultats de l'enquête sur l'intervention des forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation d'Extinction Rebellion soient rendus publics.

Le mouvement Extinction Rebellion a rassemblé une série de témoignages sur l'action de la police de Bruxelles-Capitale-Ixelles dans le cadre de la répression de l'action de désobéissance civile sur l'urgence climatique menée samedi dernier. L'intervention des forces de l'ordre est au centre de nombreuses critiques quant à la proportionnalité des moyens déployés face à des manifestants non violents et à la gratuité de certains gestes posés par des policiers.

La police a annoncé l'ouverture d'une enquête pour évaluer l'intervention policière. Jeudi, le PTB a déposé une proposition de motion au conseil communal de la Ville de Bruxelles pour avoir des "engagements clairs" de la majorité Ecolo-PS-Défi.

"Les déclarations du bourgmestre selon lesquelles il n'y aurait pas eu de com-

portements illégitimes sont extrêmement inquiétantes pour notre démocratie. Comment est-il possible que le bourgmestre endosse la responsabilité du recours au spray à poivre ?"

"Son rôle devrait être de faire respecter la circulaire ministérielle qui précise que son utilisation doit rester limitée aux situations de violence collective grave commise contre la police ou contre des personnes, aux cas de légitime défense", a commenté la cheffe de file de la formation d'extrême gauche au conseil communal, Mathilde El Bakri.

Pour le PTB, les résultats de l'enquête qui doit "désigner clairement qui porte la responsabilité politique des abus et du recours à la violence" doivent être rendus publics. "Les citoyens ont le droit de savoir si c'est le bourgmestre qui a donné l'ordre à son corps de police de faire usage de la violence et d'utiliser du spray à poivre", a encore dit Mathilde El Bakri.

Pour elle, la majorité doit réaffirmer le droit constitutionnel de manifester et le bourgmestre, chef de corps de la zone de police, doit faire respecter ce droit sur le territoire de la commune lors de manifestations pacifistes et démocratiques.

Mathilde El Bakri, cheffe de groupe PTB à Bruxelles. guillaume

Documents sauvegardés



© 2019 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191028-BDS-014aba5c-f909-11e9-83e2-79d94a4a61b2

Nom de la source	Lundi 28 octobre 2019
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Brux_14
Presse • Journaux	• 361 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page brux_14

Extinction Rebellion : action civile contre la Ville

Extinction Rebellion veut engager une action civile contre la Ville de Bruxelles, a fait savoir la section belge de ce mouvement citoyen international sur sa page Facebook. Les militants écologistes qui estiment avoir subi un dommage physique ou moral lors de l'intervention policière du 12 octobre dernier sont invités à se joindre à la cause. "Des actions pénales nous feront plus de tort que de bien et n'ont qu'une très faible probabilité de succès. C'est pourquoi nous voulons engager des actions civiles contre la Ville de Bruxelles, autorité judiciaire responsable de la police", a expliqué Extinction Rebellion Belgium sur sa page Facebook et par courriel à ses membres.

Les personnes concernées ont jusqu'au 29 octobre pour se signaler si elles souhaitent rejoindre cette action collective. "Si vous avez une assurance familiale ou juridique, vous serez très probablement couverts pour ce genre de cas et cela ne vous coûtera rien", a précisé le mouvement écologiste.

L'organisation va aussi déposer une plainte pénale pour obtenir la confirmation officielle que la zone de police de Bruxelles-Capitale-Ixelles a ouvert une enquête interne sur le déroulement de son intervention et que celle-ci "ne sera

pas enterrée, une fois la pression médiatique retombée". En revanche, aucune plainte ne sera adressée par Extinction Rebellion auprès du Comité P. "Nous estimons que notre énergie devrait être concentrée sur les étapes précédentes, de sorte que les conséquences concrètes en découlent pour les responsables", justifie l'organisation.

Par ailleurs, Extinction Rebellion indique que, si certains reçoivent une amende administrative communale ces prochains jours, elle les soutiendra dans les démarches à accomplir individuellement pour la contester.

Le 12 octobre dernier, des centaines d'activistes se sont rassemblés sur la place Royale pour dénoncer l'urgence climatique. De nombreuses voix se sont indignées de la manière dont les forces de l'ordre ont évacué les participants à cette action de désobéissance civile. Quatre procédures d'enquête disciplinaire ont été ouvertes à l'égard de policiers, selon le bourgmestre de la Ville, Philippe Close.

Plainte pénale va être déposée pour obtenir la confirmation officielle que la zone de police de Bruxelles-Capitale-Ixelles a ouvert une enquête interne sur le déroulement de son intervention. DR

Documents sauvegardés



© 2019 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191107-BDS-d090b372-00e6-11ea-bbed-02c5a694274c

Nom de la source	Jeudi 7 novembre 2019
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Brux_14
Presse • Journaux	• 374 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page brux_14

Extinction Rebellion exige réparations à la Ville de Bruxelles

Mardi matin, les membres de l'équipe juridique du collectif Extinction Rebellion se sont réunis avec leur avocat pour finaliser leur dossier d'action civile contre la Ville de Bruxelles. "Nous considérons que la police de Bruxelles a eu un comportement fautif, indique Boris Libois, porte-parole d'Extinction Rebellion Belgium. "Nous allons déposer, avant la fin du mois, une action civile contre la Ville de Bruxelles, autorité judiciaire responsable de la police, avec l'objectif d'obtenir réparation pour les préjudices subis." Le dossier réunit deux plaignants. "Le dossier est technique, rappelle Boris Libois. Nous devons finaliser l'argumentaire. C'est pour cette raison que cela prend un peu de temps."

Pour rappel, les manifestants de l'association Extinction Rebellion, qui lutte contre l'inaction face au dérèglement climatique, avaient occupé le samedi 12 octobre la place Royale, dans le centre de Bruxelles. Ils ont été délogés par la police qui a déployé le canon à eau. 435 personnes avaient été arrêtées administrativement. "Nous jugeons que leur réaction a été disproportionnée, lâche le militant. Nos actions sont toujours non violentes."

À la suite de cette manifestation et face à l'incompréhension des manifestants, une rencontre avait été organisée entre le bourgmestre de Bruxelles Philippe Close (PS) et certains membres de l'association. "Nous lui avons remis un dossier comprenant 30 pages de témoignages", rappelle Boris Libois. Depuis le 15 octobre, l'association maintient le contact avec le bourgmestre. Entre-temps, les témoignages se sont étoffés. "Nous avons 95 pages de témoignages, soit treize témoignages individuels", précise Boris Libois.

L'autre procédure juridique est une plainte officielle auprès du procureur du Roi qui sera également déposée à la fin du mois. "Nous voulons nous assurer que les enquêtes internes, l'une administrative et l'autre judiciaire, au sein des services de la police soient toujours en cours. Nous souhaitons que ces enquêtes débouchent sur quelque chose, qu'elles ne s'enlisent pas."

Le comité P a reçu quatre plaintes et, côté parquet, une information judiciaire est en cours. Boris Libois précise qu'aucune plainte n'a été déposée au Comité P au nom d'Extinction Rebellion. Mais le militant reconnaît que "d'autres plaintes ont pu être déposées individuellement".

Jennifer Bodereau

Le dossier s'est étoffé. Treize témoignages d'abus policiers ont été recueillis. Soit 95 pages au total. afp



Documents sauvegardés



© 2019 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191121-BDS-96231b84-0bdc-11ea-ae25-5a4500f66209

Nom de la source	Jeudi 21 novembre 2019
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Charle_19
Presse • Journaux	
Périodicité	• 393 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

Extinction Rebellion ira au conseil communal

Le mouvement radical de désobéissance civile Extinction Rebellion ira lundi soir à la rencontre des élus au conseil communal. Avec une demande : que Charleroi se déclare en urgence climatique.

"On veut pour ça que les politiques votent une motion pour que Charleroi soit la première ville wallonne à se déclarer en urgence climatique", indique une militante. "On sait par des contacts informels que des groupes politiques veulent aussi aborder ce point : l'idée, c'est que ça soit mis à l'ordre du jour d'un prochain conseil, que la motion soit portée par un maximum de partis politiques, puis votée. Et il faut qu'une assemblée citoyenne soit créée pour assurer un déroulement transparent de la transition écologique. Nous n'avons plus le temps d'attendre et, si notre action reste lettre morte, nous continuerons à mener des actions non violentes de désobéissance civile jusqu'à ce que nos revendications aboutissent. On fait déjà, chacun, des petites actions pour le climat, comme des colibris, mais sans les politiques rien ne changera."

Les militants carolos de ce mouvement international fondé l'année passée à Londres se réuniront d'abord sur la place Charles II, à côté de l'hôtel de ville,

avant d'aller faire entendre leur voix devant le conseil communal. Il n'y a aucune chance que la motion soit votée ce lundi, ni même qu'elle figure à l'ordre du jour : la procédure légale n'a pas été respectée. "On aurait pu faire une pétition, demander à un groupe politique de porter notre motion, mais ce ne sont pas nos méthodes et on veut éviter les récupérations des politiques. On fera donc de la désobéissance non violente pour se faire entendre."

Pari risqué ? Pas nécessairement. Benjamin Debroux (Ecolo), président du conseil communal, veut ouvrir le dialogue. "Légalement, on ne peut rien faire lundi, mais ce qu'on a déjà fait avec Paul Magnette en début de mandature, c'est d'écouter les revendications avant d'ouvrir officiellement la séance du conseil, c'est une façon de contourner les règles. Quant à l'inscrire à l'ordre du jour, je dois voir avec le directeur général de quelle manière on peut se positionner pour montrer que nous tenons compte de l'avis des citoyens."

Après Londres, Paris, Genève, Cologne, New York, Vancouver, Bruxelles et bien d'autres, Charleroi sera-t-elle officiellement déclarée en état l'urgence climatique ? Début de réponse probablement lundi prochain.

JVK

Leur méthode est la désobéissance civile.AFP

Documents sauvegardés



© 2019 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191126-BDS-494b4504-0fcc-11ea-9f71-318617231e4e

Nom de la source	Mardi 26 novembre 2019
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Charle_16
Presse • Journaux	• 419 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

Quatre manifestations au conseil

Louverture du conseil communal de Charleroi, ce lundi soir, a été mouvementée.

Extinction Rebellion : pour déclarer l'état d'urgence climatique

Le groupe Extinction Rebellion avait annoncé qu'il viendrait réclamer l'état d'urgence climatique, au même titre que d'autres villes comme Londres ou Bruxelles. C'est chose faite, avec un rassemblement devant l'hôtel de ville et une occupation en masse de la salle du conseil. La parole leur a été donnée avant l'ouverture de la séance : ils réclament, donc, l'état d'urgence climatique, mais aussi qu'un conseil citoyen soit mis en place pour suivre les actions concrètes que prendra la Ville après avoir décrété l'urgence. Il faudra attendre les prochaines séances pour voir si les politiques proposent officiellement de voter cette motion.

Associations féministes : contre la violence faite aux femmes

La plateforme associative Ruban Blanc a installé un grand ruban blanc (bien entendu) dans la salle du conseil, avec l'aval des élus, et distribué des rubans aux différents conseillers communaux. Ce ruban est un symbole de l'opposition à la violence faite aux femmes. Le 25

novembre, jour du conseil, est la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Toute une série d'actions sont programmées jusqu'au 6 décembre, et l'immense ruban blanc continuera d'orner l'hôtel de ville durant ces deux semaines. Des militantes étaient présentes dans la salle du conseil, en soutien à l'échevine Françoise Daspremont (PS) qui a pris la parole à ce sujet lors de la séance.

Gilets jaunes : contre la pauvreté et le sans-abrisme

Un petit groupe de gilets jaunes est venu manifester devant l'hôtel de ville, aux côtés d'Extinction Rebellion. Ils réclamaient aux politiques, les "élites", plus d'humanité et d'entraide pour les moins fortunés, notamment les sans-abri mais également les personnes en précarité.

Commerçants de la N5 : contre le BHNS dans l'état actuel

Un groupe de commerçants carolos est venu protester contre le BHNS, le bus à haut niveau de service. Pas contre le fait que l'offre de transports en commun soit meilleure, mais contre le projet actuel qui, d'après les manifestants, empiétera sur le parking et fera souffrir les commerces. Paul Magnette (PS), le bourgmestre de retour pour cette session au conseil avant de repartir informer le

Roi sur une possible formation de gouvernement fédéral belge, est sorti pour les rassurer, en promettant que ces inquiétudes sont au cœur des réflexions. Une intervention qui n'a pas convaincu les manifestants.

JVK

La salle du conseil, côté du public, était bondée, mais dans une ambiance finalement assez bonne d'écoute et de respect.



Documents sauvegardés



© 2019 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191203-BDS-ddc109c4-1541-11ea-836d-6d9c60318a61

Nom de la source	Mardi 3 décembre 2019
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Namur_14
Presse • Journaux	• 293 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

Mise sous pression par des activistes et citoyens

Ce dont Namur commence à se rendre compte, c'est de la convergence des luttes. Ceux qui militaient hier contre le projet de centre commercial sont rejoints par des militants d'Extinction Rebellion (qui réclame l'urgence climatique), une partie du réseau wallon de lutte contre la pauvreté (qui demande une justice climatique). Et l'échevine de la Transition - qui se décrit comme "l'échevine des arbres" quand elle se déplace sur un chantier - est mise sous pression maximale.

Chaque mois, XR alias Extinction Rebellion, est présent au conseil communal, parfois précédé d'une action surprise de désobéissance civile comme la présence de mètres cubes de copeaux de bois devant l'hôtel de ville.

Chaque semaine, Marcel Guillaume l'interpelle au nom d'un collectif de militants et de citoyens, sur Facebook ou par mail, sur la situation de tel arbre mal-traité, tel arbre condamné.

Le fossé se creuse.

L'échevine répond de manière pédagogique à chaque fois et se rend au chevet de chaque arbre qui est porté à son attention, tente de sauver l'un ou l'autre. Mais elle ne reviendra pas, ni

en paroles ni en actes, sur ce que qui a été décidé sous la législature précédente, à savoir la suppression du square Léopold, avec le soutien d'Ecolo, pour la construction d'un projet mixte commerces/logements/bureaux.

Parmi les actions prévues par le collectif de préservation des arbres, celle de ce samedi entre 15 h et 16 h, qui s'oppose au permis d'abattre du hêtre remarquable pour l'extension du casino.

Ou encore la vague de plantations citoyennes sur la voie publique, qui se tiendra la journée du dimanche 15/12.

M.V.

Marcel Guillaume est porte-parole d'un collectif qui compte sur le soutien d'Extinction Rebellion et prévoit plusieurs actions. Collectif

Documents sauvegardés



© 2019 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191219-BDS-23162004-21e5-11ea-bea3-d1037344ade8

Nom de la source	Jeudi 19 décembre 2019
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Brux_19
Presse • Journaux	• 490 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page brux_19

Extinction Rebellion manifestera sur la Grand-Place

Ce vendredi, le groupe d'activistes pour le climat Extinction Rebellion prévoit de se réunir sur la Grand-Place de Bruxelles pour interpréter leur "Deuxième Déclaration de Rébellion."

Mais du côté de la Ville de Bruxelles, on tient à rappeler que la Grand-Place est une zone neutre où toute manifestation est interdite. "À ce jour, aucune demande de manifestation n'a été introduite par Extinction Rebellion", indique Philippe Close (PS), bourgmestre de Bruxelles-Ville. "La Grand-Place est une zone neutre et il faut que les personnes qui veulent s'y rendre soient mises au courant pour éviter tout malentendu sur le caractère de cette action. En fonction du déroulement de l'action, la mission sera donnée à la police d'agir de manière adaptée."

De son côté, le groupe d'activistes a bien l'intention de braver l'interdiction et affirme que l'action est maintenue. "Ensemble, parmi des centaines d'autres rebelles, nous lirons collectivement notre Deuxième Déclaration de Rébellion tel un choeur géant. Nous unirons nos nombreuses et diverses voix en un seul appel massif à nos gouvernements, à nos entreprises, à tous les citoyens et à nous-mêmes."

"La Grand-Place est une zone neutre où les manifestations sont interdites. Nous sommes en contact avec le bourgmestre et la police afin de rendre cet évènement aussi pacifique que possible mais nous ne pouvons pas exclure les risques légaux. Chaque participant à l'Extension de la Rébellion court le risque d'être arrêté ou de payer une amende", poursuit le groupe d'activistes.

En cette période de l'année, la Grand-Place où trône fièrement le sapin de Noël est très fréquentée, avec notamment la présence des Plaisirs d'Hiver. "Afin d'éviter tout risque que notre performance ne génère des mouvements de panique ou n'effraie tout simplement les gens, merci de ne pas vous réunir en groupe, restez dispersés parmi les visiteurs et réalisez la performance là où vous êtes. Pas d'éclats bruyants ou visuels inattendus tels que des pétards, des sirènes, des cris d'agressivité ou de détresse. Pas de course ou de mouvements trop rapides, pas de bousculade. Ne pas interférer avec les mouvements des autres personnes, de quelque façon que ce soit. Ne pas interférer avec les décos de Noël. Une fois notre performance terminée (elle durera environ 15 minutes), quittez rapidement et calmement la place", font-ils savoir.

"Nous devons nous assurer que la police

ne nous reconnaîsse pas"

Les activistes sont bien déterminés à braver l'interdiction. "La police nous empêchera peut-être d'entrer sur la Grand-Place et nous devons donc nous assurer qu'elle ne nous reconnaîsse pas. Voici quelques astuces : pendant que vous traînez sur la place, essayez de vous comporter comme un touriste ordinaire. Si vous en avez une, sortez votre déclaration de rébellion déjà imprimée peu avant 20 h 08. Remarque : nous ne pourrons probablement pas distribuer quoi que ce soit sur la Grand-Place, donc assurez-vous d'avoir votre déclaration sur vous !", conclut Extinction Rebellion.

A. F.

L'action du 12 octobre dernier avait mené à de nombreuses arrestations. DR

Documents sauvegardés



© 2020 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200524-BDS-199a11ae-9d17-11ea-b2d2-0850c71771ed

Nom de la source	Dimanche 24 mai 2020
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Dim_5
Presse • Journaux	• 1270 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page dim. 5

Esméralda de Belgique parle de ses combats

La princesse Marie-Esméralda de Belgique est une personne engagée. La fille de Léopold III et de sa seconde épouse Lilian Baels est journaliste et militante impliquée dans la préservation de l'environnement et le droit des peuples autochtones. En octobre 2019, elle avait même été arrêtée à Londres pour avoir participé à une manifestation d'Extinction Rebellion. Une situation plutôt exceptionnelle pour un membre de la famille royale.

Qu'est-ce qui vous pousse à être engagée, militante ?

"Cela fait des années que le combat pour l'environnement compte pour moi. C'est un sujet de bataille. Mon père avait déjà créé une fondation pour l'exploration et la protection de la nature dans les années 1970. Alors quand il est décédé en 1983, j'ai repris la présidence de celle-ci. C'est ancré en moi depuis un très jeune âge. Ainsi que les droits des peuples autochtones. Ils sont les meilleurs gardiens de la biodiversité et des forêts. Pourtant, ils ont toujours été extrêmement menacés. D'abord par la colonisation, désormais par les incursions des compagnies minières et pétrolières."

À propos de peuples autochtones : au Brésil, la question est un peu passée sous silence par le président Jair Bol-

sonaro ?

"Ce qu'il se passe au Brésil est terrible. D'abord parce que le pays est l'un de ceux comptant le plus de cas de Covid-19, et évidemment parce que cela affecte les plus pauvres, les plus vulnérables. Ceux qui ne peuvent pas s'isoler, qui ne peuvent pas avoir accès aux soins de santé rapidement. Et c'est le cas des peuples indigènes. C'est aussi multiplié par la déforestation sauvage actuelle (65 % de plus que l'année dernière au même moment), car les bûcherons et mineurs illégaux profitent du fait que personne ne regarde, personne ne contrôle pendant la crise. Eux aussi peuvent apporter le virus en forêt d'ailleurs. Les populations qui devraient rester protégées, isolées, sont en grand danger actuellement."

Cela accélère leur potentielle disparition ?

"Oui... Ces incursions sont illégales et provoquent un désastre, écologique et humain."

Le président Bolsonaro a déjà tenu des propos très polémiques sur la préservation des peuples d'Amazonie... Il favorise cette situation ?

"Il est très clair qu'il encourage plutôt ces prospections, ces explorations. Il

avait décrété il y a quelque temps que toutes les ressources minières étaient en territoires indigènes et qu'il n'y avait donc aucune raison pour qu'ils soient protégés. Au contraire, il veut un développement économique dans ces zones."

Il est un peu à l'exact opposé de votre combat...

"Absolument. En ce moment, aux États-Unis comme au Brésil, on a deux climatosceptiques, deux présidents qui poussent à ces activités des énergies fossiles."

Vous trouvez que les personnages comme Trump et Bolsonaro ont de plus en plus d'écho au niveau mondial, de par leur influence ? Ou pensez-vous que le monde évoluera autrement après la crise ?

"En général, dans l'Histoire, on voit que lors de grosses crises, qu'elles soient économiques, sanitaires, ou lors de guerres, on peut aller dans deux directions opposées. Soit il y a un sursaut salutaire, avec des aspects progressistes, la création de systèmes de santé comme ça a été le cas en Angleterre après la Seconde Guerre mondiale, ou encore comme le plan de Franklin Roosevelt. Soit on va complètement à l'opposé, comme ça s'est passé après la grande

Documents sauvegardés

crise économique de 2008, où on est plutôt partis vers l'austérité généralisée et une montée des populismes. On est à la croisée des chemins. C'est maintenant qu'il faut se mobiliser pour une société plus juste. "

Les mesures de Roosevelt favorisaient la relance de la consommation. Est-ce que ce modèle est viable à long terme ? Ou doit-on le repenser ?

"Complètement. C'était bon à une certaine période. On voit que ce modèle peut apporter un désastre écologique et qu'on ne peut absolument pas continuer sur ce même chemin. Mais il y a une opportunité justement au niveau européen, avec le Pacte vert, avec différentes propositions. Et beaucoup d'économistes sont désormais des avocats de la cause. Car ils savent, pour la plupart, que la meilleure relance économique doit se faire par des énergies renouvelables, une meilleure agriculture et un meilleur système de transports. Il y a "l'argument business" pour qu'on aille vers l'économie verte. Et ça, c'est un grand pas. Après, est-ce que cela va contre-carrer les puissants lobbies des énergies fossiles ? C'est une autre question."

Pourtant la détérioration de l'environnement pourrait créer de nouvelles crises sanitaires.

"Oui. Des scientifiques ont également vu un lien entre la pollution atmosphérique et le fait qu'il y ait un risque plus grand de succomber au Covid-19. À mon avis, il y a plein de corrélations à faire. D'ailleurs si on parle du nombre de morts dans l'absolu, la pollution fait des millions de victimes chaque année dans le monde."

Si vous deviez adresser un message, quel serait-il ?

"Il faut changer, pour les gens, pour la nature, pour la planète. On va vers une terrible crise économique. Évidemment, il faut protéger les gens. Il faut un système de santé performant. Mais il faut qu'on mette la nature au centre des préoccupations et de l'économie. On ne peut pas continuer à traiter notre environnement comme on le fait."

Vous avez participé à des manifestations d'Extinction Rebellion. Dans votre position, en tant que membre de la famille royale, est-ce facile de porter un discours qui prône une certaine désobéissance aux autorités d'un pays ?

"D'abord, j'ai la chance d'être libre de mes propos. Je suis de la famille royale mais je n'ai pas de liste civile (dotation royale, NdlR), je ne suis pas redevable d'un silence par rapport aux autorités. Je n'ai pas de devoir de ce côté-là. Je pense honnêtement que la désobéissance civile non-violente - ce qui est très important - a prouvé sa valeur tout au long des siècles. Que ce soit pour les droits civiques aux États-Unis, en Inde pour l'indépendance ou en Afrique du Sud. Il y a eu des avancées énormes grâce à la désobéissance civile. Car un maximum de citoyens se rassemblent et font pression. C'est pour cela que je l'ai fait. Je me suis dit que peut-être avec mon nom, ça pourrait parler à une autre catégorie de personnes. Comme le font les acteurs, les scientifiques, etc. Chacun a son audience. C'est important de mobiliser le plus possible de gens."

Le "sans violence" est-il possible à l'infini ? À un moment, a-t-il des limites ?

"Je pense qu'il faut éviter la violence à tout prix. Elle est contre-productive. Avec elle, des gens ne suivent plus, doutent de la justesse du mouvement.

Mais déranger le quotidien, c'est important. En bloquant la circulation par exemple, comme on l'a fait à Londres. C'est ce qui a fait qu'on a commencé à parler de la crise climatique partout, à la télévision, à la une des journaux. La grève des écoliers pour le climat a beaucoup fait pour la cause aussi."

Il faudrait changer de modèle pour sensibiliser les gens ? Ou faut-il une crise comme maintenant pour que cela fonctionne ?

"Ce sont les crises qui permettent des changements brutaux, des changements d'habitudes. Je pense que c'est ça qui va nous faire avancer dans la bonne direction."

Avez-vous une crainte particulière pour l'avenir ?

"Une des choses qui me fait le plus peur, c'est qu'il y ait des confrontations internationales. On cherche déjà un coupable actuellement. Les guerres, les conflits sont parfois des "excellentes manières" pour les États de sortir d'une crise. Pour fédérer le peuple contre un ennemi extérieur. Mais ce n'est pas ce dont on a besoin."

Li. B.

La Princesse a participé à des manifestations d'Extinction Rebellion. reporters

Aux côtés de son père, le roi Léopold III et de son frère le prince Alexandre. reporters/belga

Documents sauvegardés



© 2020 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200629-BDS-41ffb6e4-b98c-11ea-9102-a7528217ed8b

Nom de la source Lundi 29 juin 2020

La Dernière Heure - Les Sports

Type de source

Presse • Journaux

• p. Brux_16

Périodicité

Quotidien

• 189 mots

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique



Page brux_16

60 arrestations après l'action d'Extinction Rebellion

Les activistes d'Extinction Rebellion ont mené trois actions samedi après-midi place de la Bourse, rue Neuve et à la Tour des Finances. Elles se sont déroulées sans incident. La manifestation devait se terminer au pied de la Tour des Finances, dont les lettres composant le mot "Finance", sur la devanture, avaient été retirées plus tôt dans la semaine dans le but de les remplacer par le mot "Resilience" samedi.

La police n'a cependant pas autorisé l'apposition de nouvelles lettres sur la façade du bâtiment et a empêché les manifestants de se rendre ensuite à la rue de la Loi. Quelques dizaines d'activistes retenus par les forces de l'ordre sur le boulevard Pacheco ont fini par devoir décliner leur identité et laisser leur matériel de protestation, puis partir. Une majorité de manifestants s'est pliée aux injonctions de la police.

Ceux qui ont refusé de partir - environ soixante personnes - ont été arrêtés administrativement. Ils ont pu retrouver la liberté dans le courant de la soirée.

Les lettres composant le mot "Finance", sur la devanture, ont été retirées plus tôt dans la semaine. belga

Documents sauvegardés



© 2020 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200907-BDS-2218a8e0-f087-11ea-938e-ffed68465647

Nom de la source	Lundi 7 septembre 2020
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Brab_17
Presse • Journaux	• 278 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

Extinction Rébellion tente un coup d'intox

On sait qu'entre la majorité MR aux commandes de la commune de Villers-la-Ville et certains citoyens réclamant publiquement un changement radical de politique pour lutter contre les changements climatiques, il y a eu quelques accrocs ces derniers mois.

Un curieux épisode s'est ajouté ce week-end, avec un communiqué de presse annonçant que des Villersois se sont regroupés autour d'Extinction Rébellion (XR)... et ont convaincu le collège communal de renoncer à organiser son salon du véhicule électrique.

Rappelons qu'en septembre 2019, la majorité avait mis sur pied à la maison communale un salon présentant des voitures, des motos et d'autres véhicules électriques. Une première dans l'air du temps et aux résultats prometteurs, mais il n'y aura pas d'édition cette année.

"Extinction Rébellion a convaincu le collège communal de l'ineptie de cet événement en contradiction avec les enjeux de la mobilité et de l'urgence climatique, indique le communiqué envoyé via une adresse mail utilisée par les activistes d'XR Louvain-la-Neuve. Un plan d'action comparable à celui mené par Extinction Rébellion lors du dernier Salon de l'auto au Heysel a ainsi été

évité."

Détaillant pourquoi une administration communale "ne peut pas organiser une foire commerciale sur les véhicules électriques", le courriel comprend également la copie d'une lettre d'XR remerciant le collège communal d'avoir pris conscience de l'urgence climatique...

À prendre manifestement au deuxième degré. Le bourgmestre Burton confirme n'avoir eu aucun contact avec le groupe : le salon du véhicule électrique, annulé uniquement pour des raisons sanitaires, reviendra bien l'an prochain.

V.F.

Le salon du véhicule électrique viller-sois avait connu un beau succès en 2019. Annulé pour des raisons sanitaires, il reviendra en 2021.D.R.

Documents sauvegardés



© 2020 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20201123-BDS-0f5f8764-2d0e-11eb-b7d6-97df29fe934b

Nom de la source	Lundi 23 novembre 2020
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Brux_15
Presse • Journaux	• 214 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page brux_15

Extinction Rebellion bloque le bois

Des activistes du mouvement écologiste Extinction Rebellion (XR) ont mené samedi vers 15h une action symbolique au bois de la Cambre, en empêchant le passage des voitures s'engageant dans le parc au niveau du rond-point de l'avenue Louise vers l'avenue Diane et à d'autres entrées.

Leur objectif est de demander la fermeture totale du parc aux voitures. Durant le premier confinement, alors que seuls les déplacements essentiels étaient autorisés, le bois de la Cambre est resté libre de tout trafic automobile pendant dix semaines.

Par cette action baptisée "Reclaim the park", Extinction Rebellion revendique "le droit des Bruxellois à un parc apaisé, calme et paisible".

Pour mémoire, le tribunal de première instance a ordonné la semaine dernière la réouverture au trafic automobile de la boucle sud du bois de la Cambre, donnant ainsi gain de cause à la commune d'Uccle devant la décision de fermeture prise par la Ville de Bruxelles.

"Nous refusons que le poumon vert de la ville redevienne une autoroute urbaine", explique un activiste, cité dans un communiqué envoyé par Extinction Rebellion.

La police s'est rendue sur place et l'action a été arrêtée après une petite demi-heure. Des contrôles d'identité ont été menés.

L'action a été stoppée par la police bruxelloise après une petite demi-heure. belga

Documents sauvegardés



© 2020 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20201201-BDS-c9325c56-3354-11eb-97b0-bc9ab61b5b81

Nom de la source	Mardi 1 décembre 2020
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Brux_15
Presse • Journaux	• 355 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page brux_15

Aucun P.-V. pour les blocages sauvages du bois de la Cambre

Pour la quatrième fois, des activistes du mouvement Extinction Rebellion ont bloqué les entrées du bois de la Cambre du côté de l'avenue Louise et de l'avenue De Fré pour leur action "Reclaim the Park". Ils réclament la fermeture totale du bois à la circulation automobile.

"Nous avons décidé de bloquer les entrées du bois aux voitures pour marcher ensemble, en famille et entre amis et rappeler que le bois n'est pas fait pour les voitures", explique une des activistes dans une vidéo publiée sur Facebook, où l'on voit les membres d'Extinction Rebellion danser durant le blocage du côté du square des Milliardaires.

De leur côté, les partisans de la réouverture du bois aux voitures entendent se réunir samedi prochain au cas où les activistes d'Extinction Rebellion comptent revenir sur les lieux pour à nouveau réaliser une action de blocage.

Plusieurs appels à une contre-manifestation circulent en effet sur le groupe Facebook "L'automobiliste en a marre", qui réunit plus de 24 000 personnes. Une plainte a également été déposée par un taximan au sein de la zone de police Bruxelles Capitale-Ixelles. Ils déplorent

ce blocage sauvage, ainsi que le fait que la police n'a, selon eux, pas agi pour stopper l'action.

, peut-on lire dans les commentaires postés sur le groupe. "Bon b en c'est simple, rendez-vous à tous samedi prochain sur place, on verra s'ils fermeront la barrière !", "il faut y aller à plusieurs samedi prochain et ouvrir les barrières, quitte à faire venir un huissier pour faire un constat !"

De plus amples informations sur cette contre-manifestation seront communiquées par les membres du groupe dans le courant de la semaine.

De son côté, la police affirme faire le nécessaire pour éviter ce genre d'actions. "Cela concerne des actions spontanées. À chaque fois on intervient, on demande à ces personnes de quitter les lieux, ils sont coopérants et on a pris toutes les identités des personnes qui ont participé à l'action", explique Ilse Van de Keere, porte-parole de la zone de police Bruxelles Capitale-Ixelles. "Aucun procès-verbal n'a été établi à ce stade."

A. F.



Documents sauvegardés



© 2020 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20201203-BDS-f95bfff94-34ef-11eb-b2ea-39277e2c5cce

Nom de la source	Jeudi 3 décembre 2020
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Brux_14
Presse • Journaux	• 459 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page brux_14

Bois de la Cambre : des échauffourées sont à craindre

A quatre reprises, les activistes du mouvement Extinction Rebellion ont bloqué les entrées du bois de la Cambre dans le cadre de leur action "Reclaim The Park". Ils demandent que le bois soit totalement fermé à la circulation automobile. Samedi dernier, ce sont les entrées situées du côté de l'avenue Louise et du côté de l'avenue De Fré qui ont fait l'objet d'une action de blocage.

De son côté, le bourgmestre d'Uccle Boris Dilliès (MR) déplore ces actions sauvages et souhaite éviter pareille situation à l'avenir. "Je respecte le droit de manifester mais cela doit se faire sans entraver la liberté de circulation des autres", explique l'édile ucclois, qui a envoyé un courrier à son homologue de la Ville de Bruxelles Philippe Close (PS).

Dans la missive, il demande à la Ville de Bruxelles "de prendre toutes les mesures avec votre police afin que ces manifestants exercent leur droit, mais sans entraver celui des autres".

"Outre le fait que cette manifestation aussi petite soit-elle perturbe le trafic directement sur Uccle, je commence sérieusement à craindre que la situation finisse par dégénérer entre manifestants et certains automobilistes, dans la

mesure où les activistes empêchent ceux-ci de passer", explique Boris Dilliès. "Si je suis tout comme vous attaché au droit de manifester, il n'est pas acceptable que ces personnes obstruent le passage, mais surtout il serait grave que la situation s'envenime. Il semblerait que ce groupe souhaite réitérer ses actions et notamment samedi prochain."

Il craint donc qu'un accident ne survienne suite à ces actions de blocage. Sur le groupe Facebook L'automobiliste en a marre, plusieurs appels circulent en effet pour organiser une contre-manifestation samedi prochain, au cas où une nouvelle action d'Extinction Rebellion se produit.

Dans sa réponse, Philippe Close assure que "la manifestation de samedi n'a pas fait l'objet d'une demande d'autorisation. Or, tout organisateur doit introduire au préalable une requête auprès de la police. Cette action n'a pas été tolérée. La police s'est immédiatement rendue sur place pour mettre fin à l'action et rétablir la circulation".

Le bourgmestre de la Ville de Bruxelles rappelle que si les activistes veulent à nouveau se réunir samedi, ils doivent impérativement en faire la demande sans quoi la police interviendra sur-le-champ.

Pour rappel, aucun P.-V. n'a à ce stade

été dressé par la zone de police Bruxelles Capitale-Ixelles. Le bois de la Cambre rouvrira à la circulation automobile à partir du 18 décembre, soit trente jours après la notification du jugement rendu par le tribunal de première instance, qui a donné raison à la commune d'Uccle.

Arnaud Farr

À quatre reprises, les activistes d'Extinction Rebellion ont bloqué les entrées du bois de la Cambre.Belga

Boris Dilliès.Demoulin

Philippe Close.JC Guillaume

Documents sauvegardés



© 2021 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20210927-BDS-d80bb9b0-1ef5-11ec-a092-4c3f69e69ce4

Nom de la source	Lundi 27 septembre 2021
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. 10
Presse • Journaux	
Périodicité	• 352 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

Ils dénoncent l'élevage industriel au McDonald

L'élevage industriel a de lourds impacts sur l'environnement, et c'est devant un emblème du secteur qu'Extinction Rébellion a voulu dénoncer ces ravages. Une quinzaine de militants ont mené une action symbolique devant le McDonald de la Grand-Place de Mons ce samedi midi. Certains ont squatté des tables de la terrasse pour déguster leur propre lunch végétalien. D'autres ont mis en scène un crime d'écocide devant la célèbre enseigne étatsunienne.

L'élevage industriel est la source d'approvisionnement majeur des grandes chaînes de fast-food comme McDonald, KFC ou Burger King. Mais il fait des ravages. "Selon les Nations unies, cet élevage serait responsable de 67 % de la déforestation de l'Amazonie et de la destruction des habitats naturels", souligne Extinction Rébellion. "Il occasionnerait plus de 15 % des émissions de gaz à effet de serre, jusqu'à 21 % en incluant la déforestation. Cette industrie est à l'origine de 25 % de l'acidification des sols et de 74 % de la dégradation des espaces aquatiques."

Les militants écologistes dénoncent en outre une surconsommation de la viande en Belgique. Ils s'appuient sur une étude de l'UCL commandée par Greenpeace.

Elle démontre que les Belges âgés de 15 à 65 ans consomment en moyenne 114 g de viande par jour alors qu'ils devraient en consommer maximum 27 gr pour faire baisser les gaz à effet de serre de 58 %, les émissions d'azote de 40 %. Cela réduirait de 76 % la pression sur la biodiversité en Belgique.

Pour Extinction Rébellion, consommer de la viande n'est plus une option viable. "Nous sommes ici pour dénoncer le crime d'écocide de Mc Do. Et montrer qu'un régime végétalien peut être équilibré et savoureux. Nous exigeons que McDonald prenne ses responsabilités, effectue une véritable transition et non un greenwashing marketé."

Les militants d'Extinction Rébellion avaient débarqué peu après 12 h pour mener leur action symbolique devant le McDonald de la Grand-Place de Mons. Au bout d'une bonne demi-heure, la police a fait évacuer les lieux dans le calme. Les militants ont plié bagage, en espérant que leur message touche un maximum de monde.

G. la

Les militants accusent McDonald d'écocide.G.La

Documents sauvegardés



© 2021 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20211206-BDS-edb4d8ca-561b-11ec-baf8-bc5c6c6db2dd

Nom de la source	Lundi 6 décembre 2021
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Brab_17
Presse • Journaux	• 344 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

"Burger King, c'est Murder King"

Le collectif "Animal" d'Extinction Rébellion mène des actions au niveau national pour dénoncer, disent-ils, l'élevage intensif, la maltraitance animale, la dégradation de l'environnement menée par les fast-foods de type McDonald's et Burger King.

"McDonald's est la multinationale la plus implantée en Belgique et dans le monde. Nous menons donc des actions pour que ces multinationales changent leur pratique et passent à une agriculture végétale, éthique, avec un modèle économique respectueux de la nature mais aussi de leurs employés", indique Grégory Wispelaere, responsable national d'Extinction Rébellion.

"Cet élevage intensif est synonyme d'écocide, de la destruction des écosystèmes. Cela mène à l'exploitation et la mise à mort de plus de 67 milliards d'animaux par an, à 67 % de la déforestation de l'Amazonie de 15 à 21 % des émissions à effet de serre." Selon les activistes, la source majeure d'approvisionnement des multinationales des fast-foods, comme Burger King et McDonald's, est l'élevage intensif.

Le collectif mène des actions dans le pays. Elles ont déjà eu lieu à Mons, Bruxelles et Bruges. Samedi, le collectif

était présent à Louvain-la-Neuve. Après une séance d'information qui s'est déroulée dans les locaux de la maison des jeunes chez Zelle, le collectif a mis en scène une scène d'écocide devant le Burger King de la place de l'Accueil.

Pour l'occasion l'enseigne a été rebaptisée "Murder King". Une quinzaine de personnes y ont participé. Deux d'entre elles étaient déguisées, l'une en vache morte et l'autre en vache habillée de noir pour marquer le deuil. Des banderoles ont été déployées, des tracts distribués aux passants, interpellés sous la forme d'un micro-trottoir. Derrière, deux personnes du mouvement dégustaient un repas végétarien.

À l'intérieur, de nombreuses personnes étaient attablées à prendre leur repas de midi, sans trop se soucier de l'action qui se déroulait à l'extérieur.

Le tout s'est passé sans le moindre incident. Après plus d'une heure de présence sur place, le groupe a regagné la maison des jeunes pour le débriefing de la journée.

Michel Demeester

La scène s'est déroulée samedi midi devant le fast-food, sans déranger la clientèle. ÉdA

Documents sauvegardés



© 2022 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20220921-BDS-18df9e08-3925-11ed-8003-b807ccbea720

Nom de la source	Mercredi 21 septembre 2022
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Brab_15
Presse • Journaux	• 410 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

Les activistes devront payer

Les avaient annoncé qu'ils tiendraient une assemblée citoyenne sur place et ils ont tenu parole : lors du "salon du véhicule électrique et hybride" organisé le week-end dernier à la maison communale de Villers-la-Ville, les activistes d'Extinction Rebellion ont mené une action durant une partie de la journée pour protester contre la tenue de l'événement.

Arrivés avec des drapeaux, ils se sont installés dans l'enceinte de la maison communale pour dialoguer à une vingtaine, d'après l'association. Plutôt la moitié, selon les organisateurs du salon... Quoi qu'il en soit, via un communiqué, les protestataires se réjouissent d'avoir tenu cette assemblée pour "rebaliser les élus politiques". Pour les activistes, l'assemblée villersoise a prouvé que le citoyen est capable de prendre part au débat politique.

"Dans bien des dossiers, Villers-la-Ville est une commune représentative des dérives démocratiques, attaque Extinction Rebellion. Le salon de la consommation électrique est l'exemple même de la déconnexion du politique par rapport à la réalité sociale."

Et de s'en prendre aussi, dans la foulée, à la Région wallonne, qui "octroie de l'argent public pour des bornes de recharge,

alors que l'expérience prouve l'inusage de celles-ci."

"Pas de raison qu'ils bénéficient d'un passe-droit"

Du côté du collège communal, on s'en doute, on n'a pas vraiment la même lecture de la manifestation de dimanche. Selon les échevins villersois, les activistes cherchaient l'incident pour pouvoir faire davantage parler d'eux, mais personne n'est tombé dans le piège. Même lorsqu'ils se sont assis en cercle au milieu de leurs calicots pour organiser cette assemblée en plein air débattant des impacts négatifs de la mobilité électrique.

"En revanche, puisqu'ils ont occupé pendant un certain temps un espace à l'intérieur du salon pour vendre leurs idées, nous avons estimé qu'ils étaient des exposants comme les autres, lâche le bourgmestre de Villers-la-Ville, Emmanuel Burton (MR). Il n'y a pas de raison qu'ils bénéficient d'un passe-droit alors que les autres participants ont payé pour prendre part à notre événement. S'ils avaient juste fait un tour des stands et pris une boisson, ils auraient été considérés comme des membres du public. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Nous avons donc adressé une facture à une personne qui faisait partie de ce groupe,

et que nous avions identifiée. Le droit est ouvert auprès du receveur, nous n'avons pas encore eu de retour..."

Vincent Fifi

Pour les autorités communales, puisque Extinction Rebellion s'est installée dans l'enceinte du salon, l'association est un exposant comme les autres... EDA

Documents sauvegardés



© 2022 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20220928-BDS-2ca7b310-3e9f-11ed-9760-c83647e7b947

Nom de la source	Mercredi 28 septembre 2022
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Brab_17
Presse • Journaux	• 396 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

350 € de facture pour Extinction Rebellion

La semaine dernière, nous avions annoncé que la commune de Villers-la-Ville comptait envoyer une facture à un membre identifié d'Extinction Rebellion. Après que les activistes pour le climat ont organisé une "assemblée citoyenne" sur le site du Salon du véhicule électrique et hybride organisé le 11 septembre dernier par la commune, celle-ci a considéré qu'Extinction Rebellion était un exposant comme un autre. Et comme les autres avaient payé leur emplacement pour rencontrer et informer le public lors de l'événement...

Confirmation : la facture est bien arrivée chez ce citoyen, et elle demande à l'association de régler à Villers-la-Ville un montant de 350 €. Comme on peut s'en douter, Extinction Rebellion la conteste. Dans un communiqué émis en réaction à l'attitude de la commune, l'association évoque une "pénalité sans fondement légal" pour sanctionner la tenue de cette assemblée populaire sur le site de la maison communale durant l'événement organisé par le collège.

"Le Salon du véhicule électrique n'était pas sur un espace privatisé mais bien dans un parc public ouvert en tous sens, argumente l'association. Les visiteurs avaient la totale liberté de déambuler ou

de s'asseoir à n'importe quel endroit. Reprécher le calicot Extinction Rebellion dans un lieu public est incompréhensible du fait du caractère non violent du mouvement [...]. Le groupe de citoyens en assemblée populaire ne s'est jamais vu présenter un droit d'emplacement à payer, lors du salon. Aucun formulaire de participation n'a été signé. Il n'y a eu aucun blocage empêchant les visiteurs de se rendre librement au salon."

Extinction Rebellion estime aussi que le groupe de parole n'a pas occupé la place d'un exposant lors de l'événement du 11 septembre dernier, et souligne que le climat était pacifique ce jour-là.

Les activistes en profitent surtout pour en rajouter une petite couche et à nouveau contester, comme ils le font depuis la première édition, l'événement communal. Ils en demandent d'ailleurs l'annulation.

"Face à la crise écologique, le rôle d'une commune est de mettre en place les infrastructures pour une mobilité active et durable. Or ce salon promeut une augmentation de la consommation électrique alors même que nos gouvernements fédéraux et régionaux prônent la modération énergétique. Un salon de la consommation électrique n'a plus aucun sens à notre époque."

Vincent Fifi

Présente en 2021, Extinction Rebellion est revenue en 2022 au Salon du véhicule électrique. La commune a envoyé une facture. EDA

Documents sauvegardés



© 2023 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20230201-BDS-ef3e5a42-a18b-11ed-b2fa-cb6d235a78f5

Nom de la source	Mercredi 1 février 2023
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. Namur_12
Presse • Journaux	
Périodicité	• 278 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

Énergie : se conformer au nouveau règlement

Le groupe Extinction Rebellion (XR) Namur a lancé, ce lundi 30 janvier, une action afin de sensibiliser les commerçants namurois au gaspillage énergétique.

Celle-ci faisait suite à l'approbation, par la Ville de Namur le 15 novembre dernier, d'un nouveau règlement imposant à ses entreprises, commerces et institutions des mesures de solidarité sur le plan énergétique. Depuis le 1er décembre (NdlR : avec un délai supplémentaire jusqu'au 15/02 pour les retards justifiés), les commerces ne peuvent plus laisser leurs portes d'entrée ouvertes, quelle que soit la saison. L'éclairage des locaux, des enseignes et des vitrines inoccupés (NdlR : sauf exception comme les pharmacies de garde) doit par ailleurs être coupé de minuit à 6 h du matin. "À présent, il est grand temps de se conformer à ce nouveau règlement. C'est pourquoi le groupe militant écologiste a félicité les commerçants qui respectent déjà ces mesures et a sensibilisé les autres à le faire le plus rapidement possible, lors d'une distribution de deux feuillets informatifs", indique Extinction Rebellion dans un communiqué.

Extinction Rebellion précise qu'appliquer ce règlement est dans l'intérêt des

acteurs concernés "puisque la perte énergétique moyenne d'une porte maintenue ouverte durant une saison de chauffe atteindrait une valeur proche de 10 000 kWh/an ou 1 000 litres de mazout ou m³ de gaz par an."

Le groupe préconise, sur base d'une étude menée aux Pays-Bas, le placement d'une porte coulissante automatique. Cette solution permettait de réduire de près de 43 % la consommation pour le chauffage, en plus d'autres effets positifs pour le personnel et les clients.

S. M.

Deux feuillets ont été distribués dans les commerces namurois, ce lundi soir.D.R

Documents sauvegardés



© 2023 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20230307-BDS-be69d014-bc42-11ed-821b-554d0389508a

Nom de la source

La Dernière Heure - Les Sports

Mardi 7 mars 2023

Type de source

Presse • Journaux

La Dernière Heure - Les Sports

Périodicité

Quotidien

• p. Namur_15

• 255 mots

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Des affiches sur les vitrines des commerces restés allumés

Le 15 novembre 2022, la Ville de Namur a approuvé un nouveau règlement imposant à ses entreprises, commerces et institutions des mesures de solidarité sur le plan énergétique. Les acteurs visés ne pourront plus avoir leurs portes d'entrée ouvertes, quelle que soit la saison, et devront obligatoirement éteindre, de minuit à 6 h du matin, l'éclairage des locaux, enseignes et vitrines inoccupés. Ces deux mesures sont entrées en vigueur le 1er décembre. Un délai supplémentaire jusqu'au 15 février 2023 était toutefois possible pour les entreprises, commerces et institutions qui présentaient un justificatif de leur retard.

Le 30 janvier, Extinction Rebellion Namur avait déjà mené une action pour sensibiliser les commerçants namurois au gaspillage énergétique : ceux qui respectaient déjà ces mesures étaient félicités, tandis que les autres avaient reçu un feuillet les invitant à s'aligner sur le règlement communal.

Lionel, qui a participé à l'action, explique : "Si la majorité des commerçants s'est bien conformée au nouveau règlement, force est de constater qu'il reste encore quelques irréductibles moins scrupuleux en matière de gaspillage én-

ergétique. Afin de leur rappeler le nouveau règlement, nous avons placardé des affiches sur les devantures des enseignes qui laissaient encore leurs vitrines et enseignes allumées pendant la nuit et des derniers commerces dont les gérants laissent les portes ouvertes en journée. Nous ne comprenons pas ce manque d'adaptation alors que la perte énergétique que cela génère équivaut à la consommation électrique annuelle de plus de trois ménages belges."

JVE

L'affiche en question. Extinction Rebellion

Documents sauvegardés



© 2024 La Dernière Heure - Les Sports.
Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20240129-BDS-c4628aaa-cbd9-43d0-80ce-529159ef50cc

Nom de la source	Monday, January 29, 2024
La Dernière Heure - Les Sports	La Dernière Heure - Les Sports
Type de source	• p. 6
Presse • Journaux	• 415 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

bruxelles - Extinction Rebellion va durcir le ton

Une rue de Bruxelles a été bloquée à la circulation ce dimanche. Les actions des activistes vont se multiplier en vue des élections.

Sur des airs de reggae et tambours battants, une centaine d'activistes d'Extinction Rebellion ont bloqué la circulation sur la Cantersteen, en bas du mont des Arts, ce dimanche après-midi. Sous le regard amusé des badauds, ils ont exigé la fin des énergies fossiles et demandé au gouvernement de prendre des mesures fortes à quelques mois des élections belges et européennes.

“Nous demandons au gouvernement belge d’arrêter progressivement l’utilisation et l’importation de combustibles fossiles ainsi que de supprimer les subventions accordées à ceux-ci”, explique Alena, membre du mouvement. “La transition vers un avenir sans énergie fossile doit accorder la priorité à la justice, à l’accès à une énergie abordable pour tous et à la préservation de la nature.”

En 2020, la Belgique a subventionné les combustibles fossiles à hauteur de 12,9 milliards d'euros. *“La même année, seuls 13 % de l'énergie produite en Belgique provenaient des énergies renouvelables. Malgré les conséquences climatiques désastreuses qu'elles provo-*

quent, le gouvernement belge prévoit de subventionner la construction d’au moins quatre nouvelles centrales thermiques”, ajoute-t-elle.

Il s’agissait de la première action d’une série de manifestations qui se poursuivront jusqu’aux élections. *“Nous voulons tous un avenir propre et juste, où nous et nos familles pourrons être en bonne santé et en sécurité. Mais au lieu d'accorder la priorité à la santé et à la sécurité, le gouvernement belge investit et se lance dans de nouveaux projets liés aux combustibles fossiles qui nous mènent directement à la destruction”, ajoute Alena.*

“Avec la vague d’actions, nous célébrons et étayons unanimement l’opinion du public belge, qui est clairement en faveur de mesures plus fortes en termes de lutte contre le changement climatique et contre les combustibles fossiles”, embraye Xavier. “Selon la Banque européenne d’investissement, 82 % des Belges considèrent la crise climatique comme la plus grande menace du 21e siècle, et 70 % d’entre eux sont favorables à des mesures gouvernementales plus strictes en faveur du climat.”

Des actions parfois provocatrices

Les activistes d'Extinction Rebellion font souvent parler d'eux pour leurs actions de désobéissance civile parfois provocatrices. Aucun débordement n'a toutefois été enregistré lors de l'action de ce dimanche.

Arnaud Farr

Une centaine d'activistes a bloqué une rue du centre de Bruxelles. BELGA

LA LIBRE

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20190905-BLIW-712424_3735

Nom de la source	Jeudi 5 septembre 2019
La Libre (site web)	La Libre (site web) • 309 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion revendique la déprédition de l'ambassade du Brésil

Le groupe d'activistes pour le climat Extinction Rebellion a revendiqué jeudi soir le jet de peinture et l'inscription de tags qui ont défiguré, dans

la nuit de mercredi à jeudi, le bâtiment de l'ambassade du Brésil sur l'avenue Louise à Bruxelles. Les militants ont agi de la sorte pour exprimer leur mécontentement envers la politique du président brésilien Jair Bolsonaro, qu'ils tiennent pour responsable des feux de forêt qui ravagent l'Amazonie.

"Bolsonaro=écocide". Telle est l'inscription découverte jeudi matin sur la façade de l'ambassade ainsi que "Amazonie" avec un cœur dessiné dessus. Des empreintes de mains ensanglantées, réalisées à l'aide de peinture rouge, ont également défiguré le bâtiment. "Jair

Bolsonaro commet un écocide et met l'avenir de la planète en péril. Les dommages causés à la forêt amazonienne et ses habitants à court terme sont d'une ampleur sans précédent. L'impact sur le climat mondial et la biodiversité est également énorme", dénonce Extinction Rebellion, dans un communiqué transmis jeudi soir. Pour le groupe d'activistes, le régime populiste de droite et néolibéral du président Bolsonaro est la

cause des nombreux feux de forêt qui ravagent l'Amazonie. "Son gouvernement encourage les agriculteurs et les grands propriétaires terriens à allumer des feux afin de libérer davantage de place pour la culture du soja et du palmier dattier. Les défenseurs de l'environnement et autres défenseurs des droits des communautés autochtones sont réduits au silence et même assassinés", ajoute Extinction Rebellion. Il exige que tous les efforts soient déployés pour éteindre le brasier, que l'appropriation illégale et la destruction de la forêt tropicale humide soient sévèrement punies et que des programmes de restauration de la nature soient mis en place. L'acte de vandalisme avait été découvert jeudi matin et la police de la zone Bruxelles-Capitale/Ixelles avait ouvert une enquête afin d'en identifier les auteurs. (Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/extinction-rebellion-revendique-la-depredation-de-l-ambassade-du-bresil-5d7153cb9978e2480728bd24>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190909-BLIW-364553_163516

Nom de la source	Lundi 9 septembre 2019
Type de source	La Libre (site web) • 399 mots
Périodicité	Presse • Presse Web
Couverture géographique	En continu
Provenance	Nationale
	Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion invite les Belges à occuper le jardin du Palais royal le 12 octobre

La Libre.be

Le mouvement Extinction Rebellion invite tous les habitants de Belgique à occuper pacifiquement le jardin du Palais royal de Bruxelles le 12 octobre prochain, a-t-il fait savoir lundi.

Ce sera le premier volet d'une série d'actions de désobéissance civile prévues dans la capitale d'ici au printemps 2020, pour alerter sur "l'état d'urgence climatique et écologique". "Face à l'ampleur de la catastrophe climatique, écologique et sociale en cours, toute prétention à la neutralité est soit complètement irresponsable, soit purement suicidaire. Extinction Rebellion appelle tous les habitants de Belgique à braver l'interdiction de manifester dans la zone dite 'neutre' établie autour des institutions politiques fédérales, en venant occuper le jardin situé à l'entrée du Palais royal de Bruxelles, et à participer à un exercice de responsabilité citoyenne pour démontrer leur détermination et leur capacité à dépasser l'échec de leurs institutions politiques devenues délétères", a annoncé le mouvement international né au Royaume-Uni. Les participants sont invités à se munir d'une chaise. "Pendant toute la durée de l'occupation, une vingtaine

d'assemblées se dérouleront en parallèle, accueillant chacune entre 30 et 50 personnes. Chaque assemblée traitera d'un aspect particulier de ce qu'il conviendrait de faire en Belgique pour agir contre la catastrophe climatique et écologique en cours. Les assemblées dureront aussi longtemps que nécessaire, se poursuivant jusqu'au lendemain s'il le faut", a précisé Extinction Rebellion. Les initiateurs veulent ainsi interroger directement le Roi, pour qu'il sorte "de sa réserve constitutionnelle". Ils espèrent aussi pousser les gouvernements à reconnaître l'état d'urgence et à agir en conséquence. Extinction Rebellion défend la mise en place d'assemblées de citoyens tirés au sort pour définir le contenu des plans à adopter afin de ramener nos modes de vie en-deçà des limites de capacité de la Terre. D'autres actions non violentes de grande envergure suivront, prévient Extinction Rebellion, à "l'exemple des actions menées en avril 2019 à Londres". Le mouvement affirme compter environ 2.000 membres en Belgique depuis son lancement en janvier 2019. (Belga)

© 2019 Belga. Tous droits de reproduction et de représentation réservés. Toutes les informations reproduites dans

cette rubrique (dépêches, photos, logos) sont protégées par des droits de propriété intellectuelle détenus par Belga. Par conséquent, aucune de ces informations ne peut être reproduite, modifiée, rediffusée, traduite, exploitée commercialement ou réutilisée de quelque manière que ce soit sans l'accord préalable écrit de Belga.

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depêches/belga/extinction-rebellion-invite-les-belges-a-occuper-le-jardin-du-palais-royal-le-12-octobre-5d766425f20d5a229e45f236>

Documents sauvegardés



© 2019 La Libre Belgique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190920-BLI-00099de8-dafa-11e9-9db9-3d5c568e2d45

Nom de la source	Vendredi 20 septembre 2019
La Libre Belgique	
Type de source	La Libre Belgique
Presse • Journaux	• p. Nat_41
Périodicité	• 1033 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page nat_41

Pour que le désespoir climatique ne se transforme pas en guerre civile écologique

Opinion

Le court-métrage de fiction Anita, tourné cet été en Belgique par l'équipe du bouillonnant Félicien Bogaerts avec l'implication de scénaristes et d'acteurs belges de renom, interpelle sur les réseaux sociaux. Il met en scène une jeune "Anita", en référence à peine voilée à Greta Thunberg et Anuna De Wever, qui, faisant le constat de l'échec de plusieurs années d'activisme climatique partout dans le monde, dénonce son instrumentalisation comme "soupe de sécurité du système", et finit par se suicider brutalement devant un parterre de décideurs. Cette oeuvre puissante est à la fois critique et dramatique. Elle doit interroger les citoyens et plus particulièrement les décideurs. Car elle pose de bonnes questions en narrant un présent et un avenir détestables pour mieux nous mettre en garde et réveiller notre conscience collective, une des fonctions les plus importantes de l'art et de la fiction.

Car un jour peut-être, ce ne sera plus de la fiction. Les démocrates doivent oser décrire ce qui sera un futur détestable si la démocratie échoue.

En chemin vers la violence

Un jour peut-être, un groupe de jeunes Belges, désespérés par l'inertie de notre démocratie face à l'urgence écologique et climatique, trahis par les générations au pouvoir et une majorité de citoyens apathiques, sabotera une infrastructure aéroportuaire ou routière, ou un laboratoire de recherche sur la viande, organisera une prise d'otage de lobbyistes, ou pire, posera une bombe au siège d'un parti climato-inerte, ou dans les bureaux bruxellois du siège central d'une multinationale de l'énergie, du pétrole, de l'aviation, de l'automobile, de l'agriculture, de la publicité.

Un jour peut-être à l'inverse, de jeunes leaders du mouvement climatique seront passés à tabac ou pire, assassinés par d'autres jeunes de l'extrême droite, désespérés par la remise en question de l'imaginaire occidental dominant et la perte de tous leurs acquis et repères, sous l'influence des discours de plus en plus réactionnaires de politiciens ou entrepreneurs climato-inertes.

Radicalisation

Vincent de Coorebyter l'a pointé dans une opinion récente, l'incapacité de la démocratie actuelle à offrir une réponse à la hauteur de l'urgence écologique et

climatique, creuse sa propre tombe et prépare le terrain de l'autoritarisme. Cette inertie démocratique assure deux scénarios du pire : le retour de la dictature anti-intellectuelle et climato-négationniste (Trump et Bolsonaro en sont des prototypes) ou le renforcement d'un régime néolibéral qui deviendra totalitaire, en absorbant la question écologique dans son dispositif de contrôle sur les corps et la planète, au mépris des droits fondamentaux.

Demain, cette première génération de jeunes qui a marché jusqu'à présent pacifiquement dans les rues de notre pays, menant des actions de désobéissance civile relativement sympathiques, accédera aux responsabilités professionnelles et civiques. Elle sera rejoints par la succession d'autres générations plus jeunes, qui ne pourront que se radicaliser davantage tant que dure l'inertie écologique.

La démocratie est le dialogue pacifique de tous pour solutionner les rapports de forces et résoudre les intérêts en conflit. Mais déjà, Extinction Rebellion fait référence à la jurisprudence des Procès de Nuremberg qui jugèrent les crimes des nazis et de leurs complices. Face



Documents sauvegardés

à des crimes contre l'humanité, nulle obéissance à aucune autorité instituée ne se justifie, la désobéissance et la rébellion deviennent des obligations juridiques. Un principe de droit inaliénable à la rébellion que les théoriciens de l'État eux-mêmes ont consacré, dès le XVIIe siècle, lorsque le contrat social est rompu. En sommes-nous là ?

Qui niera que la destruction des conditions de vie sur la Terre est peut-être le plus grand crime contre l'Humanité jamais commis ? Qui niera qu'on peut relier ce crime à des faits génératrices, des dommages et des liens de causalité ? Qui niera qu'on peut affecter une responsabilité différenciée à des personnes juridiques individuelles et morales, en fonction de leur implication dans ce crime, et de leur action ou inaction face à sa commission, alors que tous les faits scientifiques sont sur la table ?

L'efficacité de la non-violence

Les démocrates conscients de l'urgence écologique doivent s'inquiéter que le désespoir ne génère des violences inutiles. Ils doivent s'unir pour que le cri de la jeunesse se canalise dans un mouvement non violent beaucoup plus déterminé et puissant que celui que nous connaissons jusqu'à présent. Ce mouvement doit en effet devenir sociétal, et rassembler les syndicats, les pouvoirs publics, les artistes, les intellectuels, les scientifiques, les jeunes, les travailleurs, les entrepreneurs, les pensionnés et trouver un relais politique crédible au sein d'un ou plusieurs partis démocratiques.

Désobéissance civile, rébellion non violente, objection de conscience, manifestations, pétitions, etc., Gandhi, King, Mandella, tous ont dû soupeser la meilleure stratégie possible, entre des

méthodes plus ou moins violentes. Après parfois des essais de modes d'action violents, ils ont opté après mure réflexion pour la non-violence à la fois pour des raisons morales mais aussi pour des raisons instrumentales : cette méthode se révélait la plus puissante pour des individus et collectifs qui n'avaient pas l'ascendant en termes de monopole de la violence et du pouvoir (c'était les États et les entreprises en place qui en disposaient).

Le politologue Gene Sharp, le Machiavel de la non-violence, estimait que cette technique s'était montrée la plus puissante et la plus fiable durant l'histoire, après étude détaillée de milliers de conflits réels.

Évitons la guerre civile écologique

Diaboliser ne résoudra pas le problème, la réalité est grise, nous sommes pour beaucoup complices des destructions, à divers degrés. Mais l'histoire a montré que le clivage se renforce et que les positions se durcissent lorsqu'une société ne parvient pas à résoudre une urgence et un conflit d'intérêts latent. On peut craindre des violences malheureusement, et craindre en particulier pour la vie des jeunes leaders du mouvement climatique en Belgique et ailleurs. À mesure que leur rapport de force se renforce, on va chercher à les abattre, au propre ou au figuré. Déjà des centaines d'environnementalistes meurent dans le monde, notamment au Brésil.

Les intellectuels doivent s'unir pour démontrer que des voies de "dépassement" démocratiques, humanistes, sociales et libérales des catastrophes écologiques (avant, pendant, après) existent encore pour éviter la barbarie. Elles nécessitent humilité, conscience et dialogue... et

détermination éthique.

Nous devons éviter la guerre civile écologique, il en est encore temps.

Chapô et intertitres sont de la rédaction.

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191004-BLIW-719100_3735

Nom de la source	Vendredi 4 octobre 2019
La Libre (site web)	La Libre (site web) • 401 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Climat - Extinction Rebellion lance une série d'actions dans le monde entier

En plein essor, le mouvement écologiste Extinction Rebellion (XR) organise à partir de lundi des actions dans 60 villes dans le monde qui devraient rassembler des milliers de personnes, et notamment des actions de blocage à Londres prévues pour durer plus de deux semaines.

"Aux gouvernements dans le monde, nous avons déclaré l'urgence climatique et écologique. Vous n'avez pas fait assez. A tous les autres, rebellez-vous", exhorte le mouvement sur son site internet, insistant sur l'urgence: "nous sommes presque à un point de non-retour". Hormis Londres, des blocages sont prévus à Madrid, Amsterdam, Berlin, Paris. D'autres actions doivent aussi avoir lieu entre autres à New York, Washington ou Bruxelles, le 12 octobre, selon des responsables du mouvement. Extinction Rebellion est né au Royaume-Uni fin 2018 à l'initiative d'universitaires notamment, inspiré par la stratégie de lutte pour les droits civiques aux Etats-Unis dans les années 60. Prônant la désobéissance civile, il s'est étendu grâce aux réseaux sociaux et revendique aujourd'hui 500 groupes dans 72 pays, dont en Belgique. A Londres, Extinction Rebellion espère rassembler 20.000 à 30.000 personnes

sur deux semaines pour prendre part aux actions de blocage visant 12 sites, la plupart situés autour de Westminster, où sont concentrés les lieux de pouvoir, selon l'un de ses responsables Robin Boardman. A Paris, le mouvement commencera avec une "avant-première" dès samedi, où des militants de XR, auxquels devraient se joindre des "gilets jaunes", ont prévu d'occuper "un lieu symbolique du système pour le transformer en maison du peuple". Dimanche, ils organiseront une "cérémonie d'ouverture" dans un parc parisien, événement festif et ouvert à tous, avant les autres actions la semaine suivante. Les militants mettent en avant leur principe de non violence, mais certains s'interrogent sur la réaction des forces de l'ordre à leurs opérations de blocage, après un événement survenu en juin dernier. Alors qu'ils occupaient un pont qui traverse la Seine à Paris, des membres d'Extinction Rebellion avaient été délogés par les forces de l'ordre avec notamment l'utilisation à bout portant de gaz lacrymogène. Les images, abondamment partagées et critiquées sur les réseaux sociaux, avaient conduit à l'ouverture d'une enquête. A Berlin, le mouvement prévoit plusieurs manifestations pacifiques et veut "bloquer les rues et les parcs". Enfin, à Bruxelles, les activistes

du mouvement planifient une incursion dans le jardin du Palais royal le samedi 12 octobre. (Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depêches/belga/climat-extinction-rebellion-lance-une-série-d-actions-dans-le-monde-entier-5d97a914d8ad5841fc45cbd1>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20191010-BLIW-720165_3735

Nom de la source	Jeudi 10 octobre 2019
La Libre (site web)	La Libre (site web) • 285 mots
Type de source	
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

Plus de 400 personnes samedi dans les jardins du Roi pour 24h de discussion sur le climat

Le mouvement Extinction Rebellion Belgium a détaillé jeudi matin l'action de désobéissance civile qu'il organise samedi à 14h00 dans les jardins du Palais royal à Bruxelles. Entre 400 et un millier de participants sont attendus.

Les organisateurs appellent les personnes voulant prendre part à l'action à emmener une chaise. Les militants envisagent de tenir une assemblée générale sur les problèmes climatiques 24 heures durant. "Le Roi a fait valoir son soutien aux manifestations pour le climat dans son discours du Nouvel An, mais on voudrait qu'il aille plus loin, qu'il sorte de sa réserve devant les manquements du gouvernement et qu'il prenne position en déclarant l'urgence climatique en Belgique", explique un membre d'Extinction Rebellion. Une lettre a été déposée le 30 septembre au Palais par des militants, qui ont été arrêtés administrativement. Celle-ci reste pour l'instant sans réponse. Les activistes avancent, à l'issue des discussions avec la police, qu'une zone délimitée sur la place des palais pourrait être tolérée. La porte-parole de la police de Bruxelles-Ixelles, Ilse Van de keere, explique qu'il n'y a pas eu de demande officielle pour cet événement et que, en conséquence, au-

cune autorisation ne peut être délivrée. "Il y a un appel sur Facebook, mais on n'a pas eu de demande officielle. On suit donc la situation de près et on prendra les mesures nécessaires en fonction des informations que l'on aura", indique-t-elle. Le mouvement assure qu'il vise à ce que cette action soit pacifique et qu'il n'est pas question de forcer les barrages policiers. Plusieurs scénarios ont été envisagés en fonction des différentes décisions qui pourraient être prises par la police. (Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/plus-de-400-personnes-samedi-dans-les-jardins-du-roi-pour-24h-de-discussion-sur-le-climat-5d9f12a4d8ad5841fc67e3af>

Documents sauvegardés



© 2019 La Libre Belgique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191011-BLi-adc6db0b2-eb9f-11e9-ac54-fba39bc248ea

Nom de la source	Vendredi 11 octobre 2019
La Libre Belgique	
Type de source	La Libre Belgique
Presse • Journaux	• p. Nat_9
Périodicité	• 331 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



À Bruxelles, Extinction Rebellion en appelle au Roi

G.T.

Lancée à l'échelle internationale, la mobilisation du mouvement Extinction Rebellion génère des actions d'ampleur variable un peu partout dans le monde.

Alors que le centre de la capitale anglaise et un aéroport londonien étaient occupés par des milliers de manifestants jeudi, la branche belge du mouvement a détaillé l'action de désobéissance civile qu'elle organisera samedi, à partir de 14 heures, dans les jardins du Palais royal à Bruxelles. Entre 400 et un millier de participants sont attendus.

Une lettre au Roi

Les organisateurs appellent les citoyens voulant prendre part à cette action pacifique à apporter une chaise. Ils envisagent de tenir une assemblée générale sur les problèmes climatiques 24 heures durant.

"Le Roi a fait valoir son soutien aux manifestations pour le climat dans son discours du Nouvel An, mais nous voudrions qu'il aille plus loin, qu'il sorte de sa réserve devant les manquements du gouvernement et qu'il prenne position en déclarant l'urgence climatique en Belgique", explique un membre d'Extinction Rebellion.

Une lettre en ce sens a d'ailleurs été déposée le 30 septembre au Palais par des militants, qui ont été arrêtés administrativement. Cette lettre reste pour l'instant sans réponse.

La police suit la situation de près

Les activistes avancent, à l'issue des discussions avec la police, qu'une zone délimitée sur la place des palais pourrait être tolérée. La porte-parole de la police de Bruxelles-Ixelles, Ilse Van de keere, nous a expliqué, pour sa part, qu'il n'y a pas eu, à ce stade, de demande officielle pour cet événement et qu'en conséquence, la police récolte les informations là où elle le peut. "Il y a un appel sur Facebook. On suit donc la situation de près et on prendra les mesures nécessaires en fonction des infos dont on disposera", indique-t-elle.

Le mouvement assure qu'il n'est pas question de forcer les barrages policiers. Plusieurs scénarios ont été envisagés en fonction des différentes décisions qui pourraient être prises par les forces de l'ordre.

G.T.

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191013-BLIW-720757_3735

Nom de la source	Dimanche 13 octobre 2019
La Libre (site web)	
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion: la police bruxelloise a-t-elle agi de manière excessive ? Une enquête est ouverte

Publié le dimanche 13 octobre 2019 à 14h35 - Mis à jour le dimanche 13 octobre 2019 à 14h35

La police bruxelloise a interpellé samedi après-midi 435 manifestants d'Extinction Rebellion sur la place des Palais et la place Royale, dont 317 ont fait l'objet d'une arrestation administrative. Les autres ont été emmenés au commissariat pour identification et ont été relâchés. Une enquête est menée pour vérifier si la police n'a pas agi de manière excessive dans certaines interpellations.

Extinction Rebellion avait appelé à une occupation des jardins du Palais royal afin d'y tenir des débats citoyens sur la question climatique. Ces jardins se trouvent dans la zone neutre, où les manifestations sont interdites. La police avait dès lors tout prévu pour empêcher cette occupation.

Elle a interpellé 147 activistes qui ont tenté de pénétrer dans les jardins. Un petit groupe a réussi à fouler l'herbe royale. La majorité des manifestants s'est rassemblée sur la place Royale et peu avant 18h00, la police a mis un terme à l'action, utilisant une autopompe et du spray au poivre. Les manifestants

ont tenté de résister de manière pacifique mais ont finalement été embarqués.

La police a interpellé 435 manifestants au total, peut-être parfois d'une manière trop dure. Des images montrent par exemple un activiste au sol, aspergé de spray au poivre.

"Il y a effectivement des indications que tout ne s'est pas passé conformément aux règles", a admis le porte-parole de la police Olivier Slosse. "Ce que les images montrent n'est certainement pas ce qui est prescrit. Cela fera l'objet d'une enquête."

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/belgique/societe/extinction-rebellion-une-enquete-est-menée-sur-l-action-policiere-a-bruxelles-apres-l-arrestation-de-435-manifestants-5da319019978e22374da0c2e>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20191013-BLIW-720831_3735

Nom de la source	Dimanche 13 octobre 2019
La Libre (site web)	La Libre (site web) • 602 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Christophe sous le choc après la charge des policiers: "Je ne comprendrais pas que cela reste sans conséquence"

Publié le dimanche 13 octobre 2019 à 19h15 - Mis à jour le dimanche 13 octobre 2019 à 23h11

La police a interpellé 435 manifestants samedi. Pas toujours dans les règles...

La police bruxelloise a interpellé samedi après-midi 435 manifestants d'Extinction Rebellion sur la place des Palais et la place Royale, dont 317 ont fait l'objet d'une arrestation administrative. Les autres ont été emmenés au commissariat pour identification et ont été relâchés, les premiers à partir de 21 h et les derniers peu avant 3 h du matin.

Une enquête est ouverte pour vérifier si la police n'a pas agi de manière excessive dans certaines interpellations. Extinction Rebellion avait appelé à une occupation des jardins du Palais royal afin d'y tenir des débats citoyens sur la question climatique. Ces jardins se trouvent dans la zone neutre, où les manifestations sont interdites. La police avait donc tout prévu pour empêcher cette occupation.

Une intervention musclée

Elle a interpellé 147 activistes qui ont tenté de pénétrer dans les jardins. Un petit groupe a réussi à fouler l'herbe royale. La majorité des manifestants s'est rassemblée sur la place Royale peu avant 18 h. La police a mis un terme à l'action, utilisant une autopompe et du spray au poivre. Les manifestants ont tenté de résister de manière pacifique mais ont finalement été embarqués.

D'une manière un peu trop musclée ? Des images montrent par exemple un activiste au sol, aspergé de spray au poivre.

"Il y a effectivement des indications que tout ne s'est pas passé conformément aux règles", a admis le porte-parole de la zone de police Bruxelles-Ixelles, Olivier Slosse.

"Ce que les images montrent n'est certainement pas ce qui est prescrit. Cela fera l'objet d'une enquête."

Assemblées populaires

Le mouvement Extinction Rebellion avait invité tous les citoyens du pays à occuper le jardin du Palais royal pour y tenir des assemblées populaires débattant des réponses à apporter à l'urgence

de la crise climatique. Les initiateurs entendaient ainsi interroger directement le Roi, pour qu'il sorte

"de sa réserve constitutionnelle". Ils espéraient aussi pousser les gouvernements à reconnaître l'état d'urgence et à agir en conséquence. Vendredi, une délégation de militants avait été reçue par le chef du cabinet du Roi, rapporte le Palais. De son côté, la princesse Esmeralda de Belgique a été arrêtée par la police, à Londres, alors qu'elle participait à la manifestation locale d'Extinction Rebellion.

"Je ne comprendrais pas que cela reste sans conséquence"

Christophe (prénom d'emprunt) n'est pas un manifestant aguerri.

Mais ce quadragénaire avait pris sa chaise, samedi, pour exprimer dans les rangs d'Extinction Rebellion sa volonté que les politiques s'emparent enfin sérieusement de la question climatique. Il a été pris dans la charge, "tout à fait disproportionnée", des policiers qui ont dégagé la place Royal sur le coup de 18 heures. Christophe a reçu du spray au poivre en pleine figure, ce qui lui a coupé le souffle.



Documents sauvegardés

"C'était très choquant. J'en suis encore bouleversé", nous confiait-il dimanche soir. "Il y avait des enfants, des vieux, des gens tout à fait pacifiques dans leur attitude et leur discours."

Beaucoup ont été surpris par la démesure de l'évacuation.

"Si on voyait des images comme celles-là en provenance de Roumanie ou de Hongrie, on crierait au scandale. Je ne comprendrais pas que cela reste sans conséquences au niveau de la hiérarchie policière et de la Ville.

""

(D'après Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/belgique/societe/christophe-sous-le-choc-apres-la-charge-des-policiers-je-ne-comprendrais-pas-que-cela-reste-sans-consequenc-e-5da35acb9978e22374db3ce6>

Documents sauvegardés



© 2019 La Libre Belgique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191014-BLI-925d3522-eddf-11e9-ac54-fba39bc248ea

Nom de la source	Lundi 14 octobre 2019
La Libre Belgique	
Type de source	La Libre Belgique
Presse • Journaux	• p. Nat_9
Périodicité	• 388 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page nat_9

Des militants d'Extinction Rebellion ont été gazés au poivre. Une enquête est ouverte

La police bruxelloise a interpellé samedi après-midi 435 manifestants d'Extinction Rebellion sur la place des Palais et la place Royale, dont 317 ont fait l'objet d'une arrestation administrative. Les autres ont été emmenés au commissariat pour identification et ont été relâchés, les premiers à partir de 21 h et les derniers peu avant 3 h du matin.

Une enquête est ouverte pour vérifier si la police n'a pas agi de manière excessive dans certaines interpellations. Extinction Rebellion avait appelé à une occupation des jardins du Palais royal afin d'y tenir des débats citoyens sur la question climatique. Ces jardins se trouvent dans la zone neutre, où les manifestations sont interdites. La police avait donc tout prévu pour empêcher cette occupation.

Une intervention musclée

Elle a interpellé 147 activistes qui ont tenté de pénétrer dans les jardins. Un petit groupe a réussi à fouler l'herbe royale. La majorité des manifestants s'est rassemblée sur la place Royale peu avant 18 h. La police a mis un terme à l'action, utilisant une autopompe et du spray au poivre. Les manifestants ont

tenté de résister de manière pacifique mais ont finalement été embarqués.

D'une manière un peu trop musclée ? Des images montrent par exemple un activiste au sol, aspergé de spray au poivre. "Il y a effectivement des indications que tout ne s'est pas passé conformément aux règles", a admis le porte-parole de la zone de police Bruxelles-Ixelles, Olivier Slosse. "Ce que les images montrent n'est certainement pas ce qui est prescrit. Cela fera l'objet d'une enquête."

Assemblées populaires

Le mouvement Extinction Rebellion avait invité tous les citoyens du pays à occuper le jardin du Palais royal pour y tenir des assemblées populaires débattant des réponses à apporter à l'urgence de la crise climatique. Les initiateurs entendaient ainsi interpeller directement le Roi, pour qu'il sorte "de sa réserve constitutionnelle". Ils espèrent aussi pousser les gouvernements à reconnaître l'état d'urgence et à agir en conséquence. Vendredi, une délégation de militants avait été reçue par le chef du cabinet du Roi, rapporte le Palais. De son côté, la princesse Esmeralda de Belgique a été arrêtée par la police, à Londres, alors qu'elle participait à la manifestation lo-

cale d'Extinction Rebellion. (D'après Belga)

Certaines images montrant des interventions violentes circulaient samedi sur Facebook.



Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191014-BLIW-720931_3735

Nom de la source

La Libre (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Lundi 14 octobre 2019

La Libre (site web) • 275 mots

Philippe Close revient sur les débordements lors de la manifestation d'Extinction Rebellion

La décision d'évacuation de la place a été prise par le bourgmestre parce qu'ils refusaient de libérer les voies du tram comme la police le leur avait demandé à plusieurs reprises.

Le dispositif policier déployé pour une manifestation est décidé sur base d'une analyse de risque et non sur le message véhiculé, explique ce lundi le bourgmestre de Bruxelles Philippe Close, balayant ainsi la critique d'un membre du syndicat libéral flamand de la fonction publique. Ce dernier dénonçait lundi matin sur Radio 1 une prétendue plus grande sévérité de la police envers les rassemblements de droite que de gauche. L'intervention musclée des forces de l'ordre pour faire évacuer les militants écologistes d'Extinction Rebellion de la place Royale samedi après-midi continue de faire débat.

Mise en cause par le syndicaliste flamand Patrick Roijens, la Ville de Bruxelles a réagi par la voix de la porte-parole de Philippe Close.

"Une manifestation n'est jamais évaluée sur son contenu. Le bourgmestre est neutre et il décide sur base d'une analyse de risques pour les citoyens, la ville et la

police."

Samedi, les manifestants se sont déployés dans la zone neutre, où tout rassemblement est normalement proscrit.

"Leur présence a été tolérée pendant six heures, jusqu'à ce qu'ils commencent à bloquer le passage des trams. La décision d'évacuation de la place a été prise par le bourgmestre parce qu'ils refusaient de libérer les voies comme la police le leur avait demandé à plusieurs reprises"

, explique Maïté Van Rampelbergh.

Philippe Close va rencontrer des membres du mouvement Extinction Rebellion pour évoquer leurs prochaines actions, a encore précisé la porte-parole.

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/regions/bruxelles/philippe-close-revient-sur-les-debordements-lors-de-la-manifestation-d-extinction-rebellion-5da4619ef20d5a2781766789>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20191014-BLIW-720962_3735

Nom de la source

La Libre (site web)

Lundi 14 octobre 2019

Type de source

Presse • Presse Web

La Libre (site web) • 248 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Le cofondateur d'Extinction Rebellion devant la justice londonienne

Le cofondateur du mouvement écologiste Extinction Rebellion, Roger Hallam, a comparu par vidéoconférence lundi devant un tribunal londonien, soupçonné d'avoir tenté de perturber le trafic aérien à l'aéroport d'Heathrow en utilisant un drone.

Roger Hallam, 53 ans, est apparu par vidéoconférence devant le tribunal d'Isleworth depuis la prison où il est en détention provisoire. Il a seulement confirmé son identité et sera jugé le 17 février, a déclaré le juge. Il avait été arrêté le mois dernier près d'Heathrow, l'aéroport londonien le plus fréquenté, après une manifestation du groupe Heathrow Pause. Ce groupe, né dans le sillage d'Extinction Rebellion et s'opposant à la construction d'une troisième piste à l'aéroport d'Heathrow, espérait perturber le trafic aérien en pilotant des drones près de l'aéroport. Mais ils n'étaient pas parvenus à faire fonctionner les appareils, ce qui les avaient conduits à affirmer que la police avait utilisé des appareils de brouillage. La police londonienne a pris des mesures pour tenter de minimiser l'impact des manifestations d'Extinction Rebellion, qui a lancé la semaine dernière une mobilisation de deux semaines pour dénoncer la crise climatique. Au total, 1.336 per-

sonnes ont été arrêtées depuis le début de cette mobilisation, a annoncé la police lundi matin. Parmi eux, un homme déguisé en brocoli. Lundi matin, des militants d'Extinction Rebellion ont bloqué la circulation à l'heure de pointe dans le centre financier de Londres, dénonçant les milliards investis dans des énergies fossiles qui nuisent à l'environnement. (Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/le-cofondateur-d-extinction-rebellion-devant-la-justice-londonienne-e-5da482919978e218e335804f>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191014-BLIW-720919_3735

Nom de la source	Lundi 14 octobre 2019
Type de source	La Libre (site web) • 1125 mots
Périodicité	Presse • Presse Web
Couverture géographique	En continu
Provenance	Nationale
	Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion construit sa légitimité autour du concept trompeur de "désobéissance"

Une opinion de Guillaume Grignard, politologue, chercheur en sciences politiques au CEVIPOL, Université Libre de Bruxelles.

Samedi 12 octobre avait lieu à Bruxelles une action de désobéissance civile portée par la plateforme Extinction Rebellion

. J'ai eu le plaisir d'y participer en début d'après-midi. J'ai échangé avec un groupe de citoyens sur les motivations qui nous poussaient à nous rendre à ce type d'actions. Le moment a été d'une grande convivialité. J'y ai appris les signes des mains qui sont usuels dans ce genre de manifestation : on lève la main avant de prendre la parole, on fait des ronds avec ses mains quand on est d'accord avec l'interlocuteur qui a la parole, etc. Il y a un nouveau code discursif, un échange avec des citoyens qu'on ne connaît pas, une très belle expérience de démocratie directe. C'est sur ce point que le mouvement est très fort, il régénère la démocratie et y apporte une touche d'optimisme et de créativité. La démocratie en ressort réenchantée et teintée de nouvelles couleurs.

Néanmoins, le mouvement construit sa

légitimité autour du concept de désobéissance qui me paraît trompeur : il apparaît d'emblée comme un mouvement civique porteur de courage et de bravoure. Il cache en revanche son aspect conformiste et pas vraiment désobéissant lorsqu'on pousse plus loin l'analyse. C'est l'objet de cette opinion. Elle met en doute le fait qu'on ait fait beaucoup avancer l'environnement ce samedi 12 octobre 2019.

L'obsession de vouloir être arrêté par la police

Un vrai rebelle construit sa légitimité par le fait d'avoir été arrêté par les forces de l'ordre. Dans le formulaire pour s'inscrire à l'événement c'est un aspect qui est central. Êtes-vous prêt(e) à vous faire arrêter ? Le rapport à la norme se construit donc face à la Loi et la police dont la fonction est de la faire respecter.

Or, est-ce réellement cette norme qu'il faut affronter ? Cette stratégie pourrait être efficace si elle était massive. Le jour où tout citoyen souhaite s'installer sur l'espace public avec une chaise et un cahier pour débattre avec un autre citoyen de l'avenir de la planète, alors la norme serait brisée. La rue est à tout le monde et aucune force policière ne peut

y résister.

Le 26 mai dernier, c'est un autre rapport de force qui s'est exprimé : celui des urnes. Les quelques 70 000 personnes qui se sont parfois rassemblées le dimanche pour exprimer leurs préoccupations relatives au changement climatique ont constaté qu'une autre société civile s'était déplacée dans les urnes et qu'elle avait exprimé un autre rapport de force : une percée pas aussi grande qu'attendue pour l'écologie politique à Bruxelles, un bon score mais loin des deux grands autres partis en Wallonie, et un autre choix en Flandre où c'est l'extrême-droite et le repli sur soi qui ont été primés. Dès lors, au lieu d'affronter la police, n'est-ce pas d'abord tous ceux qui n'adhèrent pas à ce projet qu'il faudrait considérer ? Oui, c'est un beau moment de démocratie quand deux écologistes bruxellois s'installent Place Royale, mais c'est un acte également conformiste dans le sens où cela revient à parler à quelqu'un qui pense pareil que nous et qui construit une grille de lecture largement identique.

Redécouvrir d'autres espaces où enfreindre les normes

Certes il y avait une belle mobilisation samedi dernier, mais quelques rues plus



Documents sauvegardés

loin, ils étaient bien plus nombreux à consommer la rue Neuve comme des bons citoyens capitalistes qui déboisent l'Amazonie et vident la planète de ses ressources par leurs habitudes nauséabondes de consommer chaque samedi de nouveaux produits. N'était-ce pas dans la Rue Neuve qu'il fallait se trouver ? Ne faudrait-il pas parler de ce problème avec les 40 000 visiteurs par jour de City 2 ? Là ce serait une première norme à enfreindre : se trouver dans un espace où l'écologie politique sera contestée. Ce serait autrement plus subversif que de faire un pique-nique écolo entre amis, sous les yeux des forces de l'ordre.

Est-ce d'ailleurs à Bruxelles centre qu'il fallait se trouver ? Pourquoi ne pas investir des espaces plus paupérisés où l'écologie est une préoccupation bien accessoire ? La géographie électorale bruxelloise montre clairement que le vote Ecolo est divisé en deux par la Senne, avec une partie Ouest de la ville, qui tend à nettement moins voter pour les partis écologistes. Pourquoi ne pas organiser ces assemblées citoyennes sur la place communale de Molenbeek ?

Redéfinir les normes, réinvestir les espaces

Les mouvements écologistes sont aujourd'hui dans une impasse. Ils sont nombreux, médiatisés, mais comme mon groupe de parole le soulignait dans l'échange citoyen de samedi Place Royale, les manifestations conventionnelles ne semblent pas avoir beaucoup d'impact. En Belgique, la manifestation monstre un certain dimanche n'a pas empêché la Belgique de défendre une position nettement moins ambitieuse sur la scène européenne le lendemain. Par ailleurs, les élections du 26 mai dernier

ont été une véritable gifle pour l'écologie politique. Non, des mois de grèves scolaires, abondamment médiatisées, ne se traduisent pas par un rapport de force politique dans les urnes. L'écologie politique est une force importante, mais pas centrale. En Wallonie, elle aurait pu être contournée pour la formation du gouvernement. En Flandre, elle ne séduit pas les jeunes. Il ne s'agit donc pas de se croire un écolo courageux parce qu'on affronte la police. Ce qu'il faut affronter c'est l'indifférence de certaines couches plus aisées qui ne se sentent toujours pas concernées par ce problème. La main qu'il faut tendre, c'est celle qui s'adresse aux moins favorisés d'entre nous et qui n'ont ni les moyens ni les ressources de considérer le combat écologiste comme essentiel.

Pour faire avancer l'écologie, il est grand temps d'arrêter de se parler à soi-même et c'est peut-être cela la plus grande des désobéissances. Quand l'ensemble de la Belgique partagera les idées de

Extinction Rebellion, il sera alors temps de se rassembler Place Royale. Au lieu "d'oser" affronter la police, il faudrait "oser" reconnaître qu'aujourd'hui il n'y a pas un contrat social écologique qui unit tous les citoyens à nos représentants élus pour protéger l'environnement. C'est ce contrat qu'il faut construire. Il implique des nouvelles mobilisations et la construction de nouveaux espaces de dialogues.

Titre de la rédaction. Titre original: "Que signifie désobéir? Enfreindre les normes pour défendre l'environnement"

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/debats/opinions/extinction-rebellion-construit-sa-legitimite-autour-du-concept-trompeur-de-desobeissance-5da449cbd8ad5841fc813d2c>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191015-BLIW-721147_3735

Nom de la source

La Libre (site web)

Mardi 15 octobre 2019

Type de source

Presse • Presse Web

La Libre (site web) • 224 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Des copeaux de bois déversés par Extinction Rebellion devant l'Hôtel de ville de Namur

Plusieurs mètres cubes de copeaux de bois ont été déversés mardi matin devant l'entrée de l'Hôtel de ville namurois par les activistes de l'antenne locale d'Extinction Rebellion. Ceux-ci souhaitaient "dénoncer l'inaction politique de la commune en matière de climat".

"La Ville de Namur se dit consciente des enjeux touchant au climat et à la biodiversité mais manque cependant d'ambition", ont-ils indiqué dans un communiqué. "Elle le prouve notamment par l'abattage d'arbres anciens sur différents sites, dont le parc Léopold, en prétendant erronément pouvoir le compenser."

"En ces jours où les consciences se tournent vers le drame des dévastations de masse de forêts aux quatre coins du monde, nous, Extinction Rebellion Namur, rappelons aux Namurois la triste trahison de leur commune", ont-ils ajouté. "Ce tas de copeaux issu d'éléments organiques récupérés illustre l'erreur de notre commune, en ce jour du conseil communal mensuel." Outre les copeaux, plusieurs panneaux laissaient apparaître des messages. On pouvait notamment y lire: "Aux arbres citoyens", "L'Amazonie brûle et vous coupez nos arbres" ou encore "Un arbre coupé n'abrite pas de nids". Extinction Rebel-

lion est un mouvement né à Londres. Il se définit comme un collectif écologiste non-violent et revendique la désobéissance civile pour inciter les gouvernements à agir contre le changement climatique et ses conséquences. (Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/des-copeaux-de-bois-deverses-par-extinction-rebellion-devant-l-hotel-de-ville-de-namur-5da589769978e218e33a3ef0>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191015-BLIW-721218_3735

Nom de la source

La Libre (site web)

Mardi 15 octobre 2019

Type de source

Presse • Presse Web

La Libre (site web) • 342 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion: des dizaines de témoignages d'abus et une enquête ouverte

Le mouvement Extinction Rebellion a déjà rassemblé plus de 30 témoignages sur l'action de la police de Bruxelles-Ixelles dans le cadre de la répression

de l'action de désobéissance civile sur l'urgence climatique de samedi, tant sur la place Royale que dans les cellules. Il est question de harcèlement et même de possibles mauvais traitements. "Si ces déclarations s'avèrent correctes, ces actes sont naturellement inadmissibles", a déclaré Ilse Van de keere, porte-parole de la police zonale.

L'intervention des forces de l'ordre a fait l'objet de nombreuses critiques quant à la proportionnalité des moyens déployés face à des manifestants non violents et à la gratuité de certains gestes posés par des policiers. C'est notamment le recours à l'auto-pompe qui est questionné au niveau des décisions prises par les responsables. A titre individuel, des images diffusées dans les médias ont par exemple montré des manifestants aspergés de gaz lacrymogène alors qu'ils étaient immobilisés au sol. "Les gens ont été impressionnés, perplexes même, face à ce qui s'est passé", rapporte Linde Polfliet, porte-parole d'Extinction. "Le sentiment général c'est qu'ils ne s'at-

tendaient pas à que cela soit possible en Belgique". La police a déjà annoncé qu'une enquête serait ouverte pour évaluer l'intervention policière. Extinction Rebellion envisage de déposer une plainte collective sur la base des témoignages rassemblés, mais la question n'est pas encore tranchée. Pieter Geens, un autre porte-parole du mouvement, explique que "toute notre énergie se concentre pour l'instant à apporter du soutien aux victimes, physiquement, psychologiquement mais aussi juridiquement. On s'occupe d'abord des gens qui ont souffert et on verra dans un second temps si on décide de porter plainte. Ce n'est pas le plus important pour nous". Les militants envisagent de se mobiliser lundi au prochain conseil communal de la Ville de Bruxelles. Le bourgmestre Philippe Close a entretemps proposé de se mettre autour de la table avec les activistes pour voir comment ils peuvent organiser au mieux leurs éventuelles prochaines actions. "Nous sommes toujours prêts à dialoguer", a assuré Linde Polfliet. (Belga)

quette-ouverte-5da5dc3a9978e218e33
b7d05

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/extinction-rebellion-des-dizaines-de-temoignages-d-abus-et-une-en>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20191017-BLIW-721599_3735

Nom de la source	Jeudi 17 octobre 2019
La Libre (site web)	La Libre (site web) • 362 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Le PTB exige que les ordres du bourgmestre et le rapport d'enquête soient rendus publics

Le PTB a exigé jeudi que les ordres donnés par le bourgmestre de la Ville de Bruxelles à la police de la zone de Bruxelles-Ixelles et les résultats de l'enquête sur l'intervention des forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation d'Extinction Rebellion soient rendus publics.

Le mouvement Extinction Rebellion a rassemblé une série de témoignages sur l'action de la police de Bruxelles-Ixelles dans le cadre de la répression de l'action de désobéissance civile sur l'urgence climatique menée samedi dernier. L'intervention des forces de l'ordre est au centre de nombreuses critiques quant à la proportionnalité des moyens déployés face à des manifestants non violents et à la gratuité de certains gestes posés par des policiers. La police a annoncé l'ouverture d'une enquête pour évaluer l'intervention policière. Jeudi, le PTB a déposé une proposition de motion au conseil communal de la Ville de Bruxelles pour avoir des "engagements clairs" de la majorité Ecolo-PS-Défi. "Les déclarations du bourgmestre selon lesquelles il n'y aurait pas eu de comportements illégitimes sont extrêmement inquiétantes pour notre démocratie. Comment est-il possible que le bourgmestre endosse la responsabilité du recours au spray à

poivre? Son rôle devrait être de faire respecter la circulaire ministérielle qui précise que son utilisation doit rester limitée aux situations de violence collective grave commise contre la police ou contre des personnes, aux cas de légitime défense", a commenté la cheffe de file de la formation d'extrême gauche au conseil communal, Mathilde El Bakri. Pour le PTB, les résultats de l'enquête qui doit "désigner clairement qui porte la responsabilité politique des abus et du recours à la violence" doivent être rendus publics. "Les citoyens ont le droit de savoir si c'est le bourgmestre qui a donné l'ordre à son corps de police de faire usage de la violence et d'utiliser du spray à poivre" a encore dit Mathilde El Bakri. Pour elle, la majorité doit réaffirmer le droit constitutionnel de manifester et le bourgmestre, chef de corps de la zone de police, doit faire respecter ce droit sur le territoire de la commune lors de manifestations pacifistes et démocratiques. (Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/le-ptb-exige-que-les-ordres-du-bourgmestre-et-le-rapport-d-enquête-soient-rendus-publics-5da84ec29978e218e3478ed1>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191024-BLIW-722932_3735

Nom de la source	Jeudi 24 octobre 2019
La Libre (site web)	La Libre (site web) • 247 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion: Ecolo sollicite le Comité P

La députée Céline Thibaut (Ecolo-Groen) a écrit au président de la Chambre, Patrick Dewael, pour lui demander que le Comité P ouvre une enquête sur

le comportement de la police le 12 octobre, lors de la dispersion de la manifestation du mouvement Extinction Rebellion, rapporte jeudi l'Avenir.

"Il n'y avait ni casseur ni personne masquée, juste des citoyennes et des citoyens, et des familles rassemblés pour revendiquer un avenir désirable sur une planète habitable. Nous ne remettons bien sûr pas en question le rôle des policiers, chargés de veiller au bon déroulement des mobilisations, et notamment de garantir la Zone neutre, mais nous nous interrogeons sur la nécessité de l'usage disproportionné de la force ce jour-là, d'où notre demande que le comité P se saisisse de ce dossier", commente Mme Thibaut dans un communiqué. La députée sera désignée ce jeudi pour siéger dans la commission de suivi du Comité P, organe chargé du contrôle des services de police. "Cette enquête du Comité P doit pouvoir déboucher, au-delà de l'identification des responsabilités, sur des recommandations pour une approche mieux proportionnée, et donc plus efficace, des services d'ordre lors des nombreuses

manifestations qui se déroulent régulièrement à Bruxelles, et une meilleure adaptation au caractère non violent de certaines d'entre elles", conclut-elle. La Ville de Bruxelles a par ailleurs entamé quatre procédures d'enquête disciplinaire visant des policiers après l'intervention des forces de l'ordre dans le cadre de cette action de désobéissance civile. (Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/extinction-rebellion-ecolo-sollicite-le-comite-p-5db151a99978e218e36ded90>

Documents sauvegardés

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191024-BLIW-723026_3735

Nom de la source

La Libre (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Jeudi 24 octobre 2019

La Libre (site web) • 1438 mots

Réprimer les manifestations : une banalisation de pratiques policières inadmissibles en démocratie

Ces dernières années, divers mouvements sociaux ont été le théâtre de méthodes policières de plus en plus violentes. Jusqu'où ira-t-on ?

L'intervention policière dont ont été victimes de nombreuses personnes rassemblées ce samedi 12 octobre sur la place royale dans le cadre de l'appel d'Extinction Rebellion - une manifestation qui réclamait qu'une "urgence climatique" soit reconnue au plus haut niveau politique - a été considérée comme disproportionnée de la part de nombreux observateurs. Cette intervention a eu lieu au moment de l'évacuation de la place et a été justifiée par le fait que les manifestants, sommés de dégager les lieux publics, n'ont pas répondu aux ordres.

Or si la majorité de la presse met en avant l'utilisation de l'autopompe, des sprays au poivre directement actionnés au plus près des yeux et du visage et de l'utilisation des matraques comme faisant partie d'une intervention "musclée", d'autres pratiques policières pouvant être considérées comme des atteintes démocratiques semblent faire l'objet déjà d'une certaine accoutumance dans les récits médiatiques (notamment le "colsonnage" des manifes-

tants et les arrestations administratives massives) alors que d'autres faits encore plus graves sont très peu abordés (ce qui se passe dans les lieux où les manifestants sont détenus durant plusieurs heures).

Des témoignages qui pourraient se révéler accablants

Ainsi, Extinction Rebellion est en train de recueillir plusieurs témoignages qui convergent de manifestants enfermés après leur arrestation dans un garage clos de la police de Bruxelles où un motard-policier, en présence de plusieurs de ses collègues, aurait projeté du gaz d'échappement de sa moto de façon prolongée dans le visage des personnes arrêtées et immobilisées. Ceci paraît tellement grave qu'a priori on aurait envie de ne pas y croire. Car ceci, cela s'appelle de la torture et que tout acte de torture exercé par des membres des forces de l'ordre remet directement et radicalement en cause le caractère démocratique d'un pays. Il serait impensable qu'une enquête judiciaire et non simplement disciplinaire ne soit pas ouverte et, si les faits sont avérés, que les responsables ne soient pas démis immédiatement de leurs fonctions, en plus de condamnations pénales à venir à l'issue d'un procès.

Mais cette carte blanche a pour objectif de replacer ces "dérapages" policiers dans un contexte un peu plus long de répression policière des manifestations en Belgique depuis quelques années et dont les pratiques inacceptables en démocratie semblent s'installer, s'automatiser, se banaliser ces derniers temps, notamment dans le cadre des arrestations administratives des Gilets jaunes belges qui s'effectuent régulièrement depuis près d'un an déjà ou lors de celles des militantes de

Reclaim the night lors de leur marche à Bruxelles en 2017 et 2018.

Si nous prenons en considération ces événements non pas comme des "actualités", aussitôt oubliées car remplacées par d'autres du jour ou lendemain, mais comme la répétition d'une même dérive, nous devons en conclure que la contestation sociale qui touche nos systèmes à leur cœur (la liberté du commerce et du profit financier comme priorité contre tout ce qui fait réellement société : égalité politique, fraternité, justice sociale et fiscale, protection de la planète) semble de plus en plus être traitée comme une déviance qui mériterait un traitement répressif "d'exception". Cette répression policière ne devrait dès lors plus être perçue comme des "dérapages" ou des



Documents sauvegardés

"dérives" mais devrait être vue comme l'installation d'une politique de répression assumée par la classe politique au pouvoir, violant la liberté d'expression et de manifestation démocratique des citoyens et banalisant la déshumanisation des contestataires; ce qui ouvre la voie à des pratiques gratuites de violences policières qui doivent être assimilées à des formes de torture.

Arrestations préventives systématiques

Ainsi depuis 2014 environ, avec la vague des contestations contre les traités commerciaux de libre-échange (à cette date contre le TTIP ou Tafta), la police de Bruxelles a commencé à systématiser la pratique des arrestations préventives des manifestants venant en métro ou en train (pour les empêcher de se rendre à la manifestation), à procéder à des arrestations administratives massives en piégeant les manifestants par "nassage", à utiliser de façon sadique des autopompes, des gaz lacrymogènes, des sprays au poivre, de la matraque à l'encontre de ces manifestants piégés qui ne pouvaient plus s'échapper et à colsonner (menottes de plastique) les mains derrière le dos ces personnes arrêtées. Quand des manifestants refusaient de les suivre dans cette arrestation en s'immobilisant, de très nombreuses images montrent que des policiers les traînent par terre, les os des bras soulevés en arrière, ce qui entraîne des douleurs particulièrement aigües bien connues des séances de torture pratiquées dans les régimes de dictature. Sans parler de l'usage intensif et agressif des sprays au poivre projetés sans nécessité directement dans les yeux... ou des jets à haute pression des autopompes qui ont il y a peu blessé gravement à l'œil une manifestante Gilet jaune...

Depuis 2014 au moins, nombre de personnes arrêtées ont connu des conditions de détention inacceptables en démocratie : entassées par dizaines dans des locaux dont certains étaient franchement insalubres (dont les fameuses anciennes écuries de la gendarmerie d'Etterbeek), avec des colsons tellement serrés que cela entraînait des douleurs insupportables (certains policiers refusant d'écouter les plaintes et de les desserrer en conséquence), des personnes laissées de nombreuses heures durant sans possibilité d'accéder à des toilettes, des personnes qui s'évanouissaient dans de telles conditions sans que la police ne s'en soucie et ne les fasse évacuer vers des centres de soins...alors que ces personnes n'avaient fait que manifester et n'avaient pas à être arrêtées...

La prise de parole récente d'un responsable d'un des syndicats de la police à la RTBF radio qui nie la qualification de "violences" pour lui substituer celle d'"usage modéré de la force et de la contrainte" et qui assimile la contestation sociale à une "dérive sociétale qui veut que l'on n'accepte plus aucune contrainte, l'autorité de qui que ce soit" fait d'autant plus frémir et montre à quel point les pratiques en cours ont été normalisées.

Ces diverses pratiques ont ainsi été utilisées de façon systématique en Belgique depuis presqu'un an à l'encontre des Gilets jaunes belges.

Où commence la torture et où s'arrête la démocratie ? C'est une question que nous devons tous nous poser dès lors que nous nous définissons comme démocrates...

Et ce n'est pas parce que le régime du président français Macron couvre ses

policiers dans des pratiques anti-démocratiques où on les laisse "se lâcher" et "se défoncer" dans une dynamique de quasi-guerre civile contre tout contestataire qu'il faudrait pour cela minimiser ce qui se passe en Belgique aujourd'hui.

Dès lors, il est devenu impossible de fermer les yeux devant ce qui est devenu une pratique "normale" de l'intervention policière lors des manifestations, du moins à Bruxelles. Le droit à manifester doit être revu : en étant légalement plus étendu et mieux protégé, et notamment protégé de la répression policière.

Il est en effet actuellement bridé par une législation qui restreint nos libertés constitutionnelles (zones neutres, autorisation préalable) et il est de plus en plus perçu comme une "déviance" à réprimer et non plus comme un droit fondamental, sacré, à protéger.

Signataires : Bruno Bauraind, secrétaire général du Gresea, Francine Bolle, historienne (des mouvements sociaux), enseignante à l'ULB, Arthur Borrielo, politologue, chargé de recherche FNRS à l'ULB, Chloé Deligne, historienne, chercheure qualifiée du Fnrs à l'ULB Anne Dufresne, sociologue, chercheure au GRESEA, Jean-Claude Deroubaix, sociologue, enseignant à l'UMons, Maxime Fontaine, économiste, chercheur à l'ULB, Bruno Frère, sociologue, philosophe, Maître de recherches Fnrs à l'ULg, Geoffrey Geuens, professeur en Information et Communication à l'ULg, Corinne Gobin, politologue, maître de recherches Fnrs à l'ULB, Patrick Italiano, sociologue, chercheur à l'ULg, Marc Jacquemain, sociologue, professeur honoraire à l'ULg, Cédric Leterme, politologue, chercheur au Gresea, Esteban Martinez, sociologue, chargé de cours à l'ULB,

Documents sauvegardés

David Paternotte, sociologue, chargé de cours à l'ULB, Geoffrey Pleyers, sociologue, chercheur qualifié Fnrs à l'UCL, Anne Staquet, philosophe, professeure à l'UMons, Jean-Louis Siroux, sociologue, chargé de cours à l'ULB, Miguel Souto Lopez, sociologue, chargé de cours à l'UCL, Dan Van Raemdonck, linguiste, professeur à l'ULB, Jean Vandewattyne, sociologue, chargé de cours à l'UMons, Jean Vogel, philosophe, professeur à l'ULB, Marc Zune, sociologue, professeur à l'UCL.

Le chapô et les intitires sont de la rédaction.

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/debats/opinions/exprimer-les-manifestations-une-banalisation-de-pratiques-policieres-inadmissibles-en-democratie-5db1a76af20d5a264d16a02f>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191026-BLIW-723401_3735

Nom de la source	Samedi 26 octobre 2019
La Libre (site web)	La Libre (site web) • 338 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion veut intenter une action civile contre la Ville de Bruxelles

Extinction Rebellion veut engager une action civile contre la Ville de Bruxelles, a fait savoir la section belge de ce mouvement citoyen international sur sa page Facebook.

Les militants écologistes qui estiment avoir subi un dommage physique ou moral lors de l'intervention policière du 12 octobre dernier sont invités à se joindre à la cause. "Des actions pénales nous feront plus de tort que de bien et n'ont qu'une très faible probabilité de succès. C'est pourquoi nous voulons engager des actions civiles contre la Ville de Bruxelles, autorité judiciaire responsable de la police", a expliqué Extinction Rebellion Belgium sur sa page Facebook et par courriel à ses membres. Les personnes concernées ont jusqu'au 29 octobre pour se signaler si elles souhaitent rejoindre cette action collective. "Si vous avez une assurance familiale ou juridique, vous serez très probablement couverts pour ce genre de cas et cela ne vous coûtera rien", a précisé le mouvement écologiste. L'organisation va aussi déposer une plainte pénale pour obtenir la confirmation officielle que la zone de police de Bruxelles-Capitale-Ixelles a ouvert une enquête interne sur le déroulement de son intervention et que

celle-ci "ne sera pas enterrée, une fois la pression médiatique retombée". En revanche, aucune plainte ne sera adressée par Extinction Rebellion auprès du Comité P. "Nous estimons que notre énergie devrait être concentrée sur les étapes précédentes, de sorte que les conséquences concrètes en découlent pour les responsables", justifie l'organisation. Par ailleurs, Extinction Rebellion indique que, si certains reçoivent une amende administrative communale ces prochains jours, elle les soutiendra dans les démarches à accomplir individuellement pour la contester. Le 12 octobre dernier, des centaines d'activistes se sont rassemblés sur la place Royale pour dénoncer l'urgence climatique. De nombreuses voix se sont indignées de la manière dont les forces de l'ordre ont évacué les participants à cette action de désobéissance civile. Quatre procédures d'enquête disciplinaire ont été ouvertes à l'égard de policiers, selon le bourgmestre de la Ville, Philippe Close. (Belga)

b

Cet article est paru dans **La Libre (site web)**

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/extinction-rebellion-veut-intenter-une-action-civile-contre-la-ville-de-bruxelles-5db46790f20d5a264d2769b>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191113-BLIW-726444_3735

Nom de la source	Mercredi 13 novembre 2019
La Libre (site web)	La Libre (site web) • 367 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion déclare Namur "en état d'urgence climatique et écologique"

Une quarantaine d'activistes d'Extinction Rebellion (XR) ont mené une action de contestation à l'entrée de l'hôtel de ville de Namur mardi soir, en prélude du conseil communal. Ils ont notamment hissé leurs drapeaux aux mâts officiels, pour déclarer la capitale wallonne "en état d'urgence climatique et écologique". "Constatant l'absence de passage à l'acte de la Ville de Namur, nous avons décidé de prendre les devants et de déclarer symboliquement cet état d'urgence", ont indiqué les représentants de l'antenne namuroise de XR. Certains militants ont brandi des banneroles et panneaux.

D'autres se sont assis à terre les bras dans le dos, comme s'ils étaient prisonniers de la politique actuelle. Une manière aussi d'évoquer "les arrestations massives ayant eu lieu à Bruxelles le 12 octobre dernier lors de l'action nationale de XR, durant laquelle la police est intervenue de manière musclée, voire violente". A l'entrée du conseil, chacun des élus s'est vu remettre une lettre. "Il est de notre responsabilité à tous de regarder la situation en face et de prendre les décisions qui s'imposent", peut-on y lire. "Pour XR Namur, ce sera la prise de risque qu'impose le passage à l'action

à travers la désobéissance civile. (...) Nous sommes donc prêts à nous faire arrêter, parce que nous écoutons notre conscience et qu'il nous est impossible de rester chez nous, assis les bras croisés, alors que le monde est en train de basculer. Nous sommes la dernière génération à pouvoir agir et mettre en place des transformations rapides et sans précédent. Prenez votre responsabilité, agissez et déclarez l'urgence climatique et écologique, comme d'autres villes l'ont déjà fait." Extinction Rebellion est un mouvement né à Londres. Il se définit comme un collectif écologiste non-violent et revendique la désobéissance civile pour inciter les gouvernements à agir contre le changement climatique et ses conséquences. Début septembre, les activistes namurois avaient déjà été évacués du conseil communal, après avoir interrompu le débat relatif à la requalification du parc Léopold. Mi-octobre, ils ont également déversé plusieurs mètres cubes de copeaux de bois devant l'entrée de l'hôtel de ville. Une façon pour eux de symboliser le sort réservé aux arbres destinés à être abattus. (Belga)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/extinction-rebellion-declare-namur-en-etat-d-urgence-climatique-et-ecologique-5dc63dfd8ad58130dab2a84>

Cet article est paru dans La Libre (site web)

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191120-BLIW-727846_3735

Nom de la source	Mercredi 20 novembre 2019
La Libre (site web)	La Libre (site web) • 305 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Le co-fondateur d'Extinction Rebellion minimise l'Holocauste

Le co-fondateur d'Extinction Rebellion (XR), Roger Hallam, a jugé mercredi dans une interview que l'Holocauste n'était "qu'une simple connerie de

plus dans l'histoire humaine", s'attirant les foudres de l'antenne allemande du mouvement écologiste qui lui reproche de minimiser le génocide des Juifs. Dans un entretien à l'hebdomadaire Die Zeit à paraître jeudi, le Britannique de 53 ans a estimé que des génocides s'étaient déroulés de manière répétée au cours des cinq derniers siècles. "En fait, on pourrait dire que c'est comme un événement régulier", selon des extraits de l'interview diffusés mercredi par le magazine. "Le fait est que des millions de gens ont régulièrement été tués dans des circonstances cruelles au cours de l'Histoire", a-t-il souligné, jugeant que l'Holocauste, au cours duquel 6 millions de Juifs ont été exterminés, n'était "qu'une simple connerie de plus dans l'histoire humaine". Roger Hallam a également assuré que la culture de la repentance, socle de l'identité allemande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, paralyait les Allemands. "Un traumatisme poussé à l'extrême peut créer une paralysie (qui empêche) d'en tirer les leçons", a souligné l'activiste.

L'antenne allemande d'Extinction Rebellion a promptement dénoncé ces propos de Roger Hallam, qu'elle a déclaré persona non grata en Allemagne. "Nous nous distançons nettement des déclarations de Roger Hallam qui minimisent et banalisent l'Holocauste", écrit-elle dans un message sur Twitter. "Roger bafoue les principes des XR qui ne tolèrent pas l'antisémitisme et n'est plus le bienvenu chez XR Allemagne." Le mouvement, né au Royaume-Uni fin 2018, prône la désobéissance civile pour contraindre les gouvernements à agir face à la crise climatique. Début octobre, il avait lancé une vague d'actions dans le monde: ses militants avaient grimpé sur des avions, s'étaient collés avec de la glu aux bâtiments, tandis que d'autres bloquaient des ponts et la chaussée. (Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/le-co-fondateur-d-extinction-rebellion-minimise-l-holocauste-5dd55a729978e272f90bdd14>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20191122-BLIW-728155_3735

Nom de la source

La Libre (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Vendredi 22 novembre 2019

La Libre (site web) • 208 mots

Le cofondateur d'Extinction Rebellion s'excuse après des propos sur l'Holocauste

Le cofondateur d'Extinction Rebellion (XR) Roger Hallam s'est excusé jeudi d'avoir utilisé "des mots grossiers" pour qualifier l'Holocauste.

Dans un entretien avec le journal allemand Die Zeit la veille, il avait qualifié le génocide des juifs de "simple connerie de plus dans l'histoire humaine". Roger Hallam avait provoqué un tollé en Allemagne. Il s'était notamment attiré les foudres du ministre allemand des Affaires étrangères. "Je suis vraiment désolé pour les mots que j'ai utilisés. Et je tiens à m'excuser pour la blessure et l'offense qu'ils ont causées", a-t-il déclaré dans un message posté sur Facebook. Il a reconnu que les tentatives visant à comparer un génocide étaient "obscènes et offensantes, en particulier pour tous ceux qui restent hantés par les souvenirs de ce qui s'est passé et pour tous ceux qui ont perdu les gens qu'ils aimait". "Je suis désolé pour les mots grossiers que j'ai utilisés." Son objectif était d'attirer l'attention sur "le déni de l'horreur que l'effondrement climatique et écologique entraînera", a-t-il ajouté. L'interview accordée par l'activiste à Die Zeit a forcé l'éditeur Ullstein à suspendre la livraison de son dernier livre sur les changements climatiques en

Allemagne. Il devait normalement sortir le 26 novembre. (Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/le-cofondateur-d-extinction-rebellion-s-excuse-apres-des-propos-sur-l-holocauste-5dd723449978e272f91512ce>

Documents sauvegardés



© 2019 La Libre Belgique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191206-BLI-4ff434ca-178c-11ea-836d-6d9c60318a61

Nom de la source	Vendredi 6 décembre 2019
La Libre Belgique	
Type de source	La Libre Belgique
Presse • Journaux	• p. Nat_37
Périodicité	• 673 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page nat_37

Non

Entretien : Louise Vanderkelen

Boris Dilliès
Bourgmestre d'Uccle (MR)

Tous les moyens sont-ils bons pour manifester ?

Non. Pour la bonne et simple raison que si on prend les derniers événements qui ont eu lieu avec le groupe Extinction Rebellion, le fait de jeter des chaises sur les policiers, le fait de bloquer les rails de tram, empêchent toute une série de gens de se déplacer et d'aller travailler, et met à l'arrêt un des moyens de transport les moins polluants qu'on puisse trouver. C'est en totale contradiction avec la revendication centrale de la manifestation. Le droit de manifester est sacré en Belgique. Il est essentiel et réel. Je le constate en tant que bourgmestre. Je reçois régulièrement des demandes à manifester, que j'accepte bien entendu dès lors que cela se fait dans le respect de l'État de droit. La démocratie n'est pas synonyme de pagaille. Il faut pouvoir manifester, c'est un droit essentiel auquel je suis extrêmement attaché. Certains essaient de faire passer notre modèle démocratique pour un modèle caricatural en matière de démocratie. Or, ce n'est pas le cas.

Pensez-vous que les simples marches

sont suffisantes pour faire bouger les lignes ?

Selon moi, ce n'est pas comme cela que l'on doit aborder le problème. Les marches ont leur utilité et doivent s'inscrire dans un dispositif qui fait porter un message très haut et très fort. Mais ensuite, qu'on ne vienne pas m'expliquer qu'à un moment donné, ne pas se conformer aux règles élémentaires de l'organisation d'une manifestation fait avancer la cause. Certainement pas. Lorsque les manifestants parlent d'urgence climatique et vont jusqu'à bloquer un moyen de transport respectueux de l'environnement, cela démontre bien que derrière tout cela, je suis convaincu qu'il y a avant tout une volonté pour certains de prendre cette action comme prétexte pour pouvoir créer la pagaille.

Vous estimatez donc que ce mouvement serait gangrené par des casseurs ?

Oui. Et on sait aussi que c'est un mouvement dans lequel il y a aussi des survivalistes. Il y a parmi eux des illuminés.

Les forces de police doivent montrer l'exemple. Mais il s'agit avant tout d'hommes et de femmes qui exercent un métier extrêmement difficile qui est

source de stress. Ils risquent leur vie tous les jours pour des salaires qui ne sont pas mirobolants. On a tendance à considérer que ce sont des robots. Il faut les respecter. Je trouve qu'on doit aussi rappeler les difficultés et les souffrances de la police.

Les réactions, jugées sévères, de la police lors de la dernière action d'Extinction Rebellion sur la place Royale étaient donc justifiées selon vous ?

Je reste très prudent car je n'ai pas tous les éléments. Je n'y étais pas mais j'ai vu les images, comme tout le monde. Je pense cependant que le bourgmestre de la Ville de Bruxelles a eu la bonne attitude. Certes, il y a moins de manifestations à la commune d'Uccle qu'à la ville de Bruxelles mais nous en avons tout de même régulièrement. Mais personne n'en entend jamais parler alors qu'elles ont lieu. Pourquoi ? Parce qu'elles se déroulent de façon équilibrée. C'est-à-dire que les personnes qui souhaitent manifester doivent pouvoir le faire mais elles doivent pouvoir le faire dans un cadre. Elles se déroulent bien. Je suis souvent impressionné par le sérieux des manifestants et par le sang-froid des forces de l'ordre.

Diriez-vous que les actions de désobéis-



Documents sauvegardés

sance civile menées par des groupes desservent les causes qu'ils souhaitent défendre ?

Oui je le crois. Encore une fois, il faudra qu'on m'explique comment cela peut faire avancer leurs causes. Dans le cas d'Extinction Rebellion, la cause écologique. Des comparaisons ridicules ont été faites entre ces actions et ce qui se passait à l'époque de Martin Luther King. Il s'agit d'une erreur historique. À ce moment-là, les États-Unis connaissaient des lois iniques en termes de ségrégation raciale. On n'était pas du tout dans le même contexte. La Belgique, aujourd'hui, ce ne sont pas les États-Unis à l'époque de Martin Luther King. Ces personnes ne défendent donc pas leur cause de façon efficace. Je le crois sincèrement. Entretien : Louise Vanderkelen

Documents sauvegardés



© 2019 La Libre Belgique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191206-BLI-5271c74e-178c-11ea-836d-6d9c60318a61

Nom de la source	Vendredi 6 décembre 2019
La Libre Belgique	
Type de source	La Libre Belgique
Presse • Journaux	• p. Nat_36
Périodicité	• 611 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page nat_36

Oui

Entretien : Clément Boileau

Christophe Meierhans
Un des porte-paroles d'Extinction Rebellion en Belgique

Jusqu'où peut-on aller dans la désobéissance civile pour faire passer un message ?

Dans notre cas, il s'agit de dire que de façon consciente, on ne respecte pas la loi. Ou plutôt, il s'agit d'aller au-delà de la loi, de sortir du cadre accepté et légal. Cela ne veut pas dire que l'on remet en question les lois que l'on enfreint, mais on est dans une situation - la catastrophe climatique en cours - qui exige de changer radicalement de système. Or l'actuel système économico-politique ne permet pas cette résilience. On voit bien que les priorités politiques sont d'ordre économique, et que ce système de valeurs empêche qu'on réagisse convenablement à la situation. On doit donc remettre en question ce cadre, pour engager la population à se rendre compte que l'effort à faire va bien au-delà d'opinions politiques. C'est ce qui s'est passé au moment du mouvement des droits civiques aux États-Unis : il y avait un racisme institutionnalisé qui n'était pas simplement le fait d'une idéologie de certaines personnes, mais inclus dans la

fabrique de l'État. Aujourd'hui ce n'est pas seulement pour attirer l'attention que l'on fait de la désobéissance civile, c'est aussi une façon de démontrer la volonté et la capacité des citoyens à affronter la gravité de la situation.

Extinction Rebellion est un mouvement qui se veut explicitement pacifique et non-violent; comment expliquez-vous la répression parfois violente dont vous êtes l'objet, comme lors de la manifestation du 12 octobre dernier à Bruxelles ?

Dès le moment où l'on enfreint la loi, il est logique que la police réagisse. La question est de savoir quelle sera la teneur de la réaction. C'est une discussion que l'on a un peu partout en ce moment, notamment à Londres et à Paris où il y a eu des actions d'une tout autre ampleur qu'en Belgique, où des endroits névralgiques ont pu être bloqués, et où il n'y a pas eu de violences. Ce qui montre que la violence n'est pas une nécessité - ce n'est pas ce que nous recherchons. Au contraire, nous essayons d'expliquer les raisons pour lesquelles nous désobéissons. C'est aussi ce que l'on communique à la police en leur disant : "Nous allons enfreindre la loi de façon consciente, nous sommes prêts à nous faire arrêter pour ça. Et même si votre job à vous c'est de nous arrêter, nous, nous

voulons que cela se passe sans violence." Nous essayons de trouver des modalités pour que nous puissions faire ce que nous avons prévu et que la police puisse faire son travail. Mais on ne peut pas contrôler certaines décisions politiques qui intiment à la police de réagir violemment, comme le 12 octobre, pour faire un exemple et éviter que la désobéissance civile ne se répande dans la population.

Justement, comment négociez-vous avec la police, par exemple avant l'action que vous allez entreprendre le 20 décembre à Bruxelles ?

Nous la prévenons que nous allons "enfreindre la loi", mais que cette désobéissance sera symbolique. Aucun endroit sur la Terre n'échappera au réchauffement climatique, en ce compris la Grand-Place. Il s'agit simplement de déclamer un texte qui rappelle que rien n'a été fait pour endiguer le réchauffement climatique, que la situation a même empiré. Cependant nous n'allons pas occuper la place, ni empêcher les spectacles de Noël. Nous n'allons pas chercher la confrontation - ce qui diffère par rapport à la manifestation du 12 octobre où nous comptions occuper l'espace pendant 24 h. Nous sommes transparents, nous annonçons ce que nous allons faire



Documents sauvegardés

à l'avance, ce qui par ailleurs est surprenant pour la police. Ordinairement, la désobéissance civile se fait en secret.

Entretien : Clément Boileau

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191216-BLIW-732343_3735

Nom de la source	Lundi 16 décembre 2019
La Libre (site web)	
Type de source	La Libre (site web) • 263 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

Extinction Rebellion veut manifester sur la Grand Place: Close privilégié la négociation

Le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Philippe Close (PS), privilégié pour le moment la voie de la négociation avec le groupe d'activistes pour

le climat Extinction Rebellion avant de dire s'il autorise ou non l'action que celui-ci a programmée vendredi prochain, au coeur de la capitale. Extinction Rebellion a annoncé une action de désobéissance civile le 20 décembre sur la Grand-Place de Bruxelles pour fêter sa première année d'existence en Belgique. Il prévoit un rassemblement des militants afin de lire collectivement leur "deuxième déclaration de rébellion". Comme la Grand-Place est une zone neutre, et donc interdite à toute manifestation, les activistes d'Extinction Rebellion demandent aux participants de ne pas porter de vêtements ou d'accessoires qui pourraient révéler leur intention et ainsi éviter d'être intercepté par la police. Interrogé lundi soir par le conseiller communal N-VA Mathias Vanden Borre sur ses intentions par rapport à cette action, Philippe Close a rappelé, par l'entremise de l'échevine Ans Persoons, que la Grand Place constituait toujours une zone neutre, où l'on ne peut manifester. "Il est trop tôt pour dire quelque chose. Nous laissons encore ou-

vertes toutes les chances d'aboutir à une solution commune, au cours d'une concertation, comme nous essayons de le faire pour les 1.000 manifestations par an qui ont lieu sur notre territoire", a dit l'échevine, au nom du bourgmestre. "En fonction de la concertation et du déroulement de l'action, la mission sera donnée à la police d'agir de manière adaptée", a-t-elle encore dit, lisant manifestement un message préparé. (Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/extinction-rebellion-veut-manifester-sur-la-grand-place-close-privilie-la-negociation-5df7db20f20d5a0c460ae674>



Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2019 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20191218-BLIW-732676_3735

Nom de la source	Mercredi 18 décembre 2019
La Libre (site web)	
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion n'a pas déposé de demande de manifestation pour vendredi

L'association Extinction Rebellion n'a introduit aucune demande de manifestation pour l'action qu'elle a annoncée vendredi sur la Grand-Place via les réseaux sociaux.

Les rencontres entre celle-ci et la zone de police de Bruxelles-Ixelles n'ont permis de dégager aucun compromis, a affirmé mercredi le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Philippe Close (PS). Selon celui-ci, en fonction du déroulement de l'action, la mission sera donnée à la police d'agir de manière adaptée. La Grand-Place reste interdite à toute manifestation en tant que zone neutre, a-t-il rappelé. "Malheureusement, suite à plusieurs rencontres entre Extinction Rebellion et la zone de police, une solution négociée n'a pas pu être trouvée malgré les multiples appels de la zone de police à trouver un compromis, comme c'est le cas pour les 1.000 manifestations par an qu'accueille la Ville de Bruxelles", a déploré le bourgmestre par voie de communiqué. Selon Philippe Close, à ce jour, aucune demande d'autorisation n'a été introduite par Extinction Rebellion. L'association a annoncé une action de désobéissance civile le 20 décembre sur la Grand-Place de Bruxelles pour fêter sa première année d'ex-

istence en Belgique. Elle prévoit un rassemblement des militants afin de lire collectivement leur "deuxième déclaration de rébellion". Comme la Grand-Place est une zone neutre les activistes d'Extinction Rebellion demandent aux participants de ne pas porter de vêtements ou d'accessoires qui pourraient révéler leur intention, et ainsi éviter d'être interceptés par la police. Philippe Close a souligné qu'il ne s'agissait pas d'une manifestation autorisée. "Il faut que les personnes qui veulent s'y rendre soient mises au courant pour éviter tout malentendu sur le caractère de cette action", a insisté le bourgmestre. "En fonction de son déroulement, mission sera donnée à la police d'agir de manière adaptée", a-t-il conclu. (Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/extinction-rebellion-n-a-pas-depose-de-demande-de-manifestation-pour-vendredi-5dfa4006f20d5a0c4615c83a>



Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2020 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20200218-BLIW-743925_3735

Nom de la source Mardi 18 février 2020

La Libre (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Une banderole géante accuse la Ville de Namur de complicité avec les lobbies du BTP

Des militants namurois du mouvement Extinction Rebellion (XR) ont hissé mardi une banderole géante en-dessous de la rampe d'accès à la future gare des bus de Namur. Ils accusent les autorités communales d'être complices des lobbies du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Mesurant plusieurs mètres, la banderole a été fixée en fin de journée, en prélude du conseil communal. "Namur complice des lobbies du BTP, stop au béton dans nos villes et nos campagnes", pouvait-on y lire.

Des policiers sont rapidement arrivés et ont interpellé cinq personnes liées à l'action. Une fois identifiées, elles ont ensuite été relâchées. "Elles risquent une sanction administrative pouvant aller jusqu'à 350 euros pour affichage sans autorisation", a expliqué Manu Leleux, directeur des opérations de la police namuroise. "Les pompiers ont aussi dû venir avec la grande échelle pour enlever la banderole. Une intervention dans les frais liés à cette opération pourrait donc être demandée." Cette action de XR fait suite aux nombreux travaux entrepris depuis plusieurs années dans la capitale wallonne. Les militants ont notamment en ligne de mire le nouveau projet immobilier qui intégrera un centre

commercial dans le centre-ville, en lieu en place du parc Léopold. "Selon le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, NDLR), plus de 50% des leviers pour limiter le dérèglement climatique se situent au niveau local. La transition se pilote au plus près des territoires", a affirmé l'organisation namuroise dans un communiqué. "Nous demandons donc à la Ville de Namur de subordonner véritablement l'ensemble de sa politique à l'urgence climatique et socio-environnementale", a-t-elle ajouté, en appelant au vote d'une motion d'état d'urgence au conseil communal. Extinction Rebellion est un mouvement né à Londres. Il se définit comme un collectif écologiste non-violent et revendique la désobéissance civile pour inciter les gouvernements à agir contre le changement climatique et ses conséquences. Ce n'est pas la première fois que les militants namurois se font remarquer. En septembre dernier, ils avaient déjà été évacués du conseil communal, après avoir interrompu le débat relatif à la requalification du parc Léopold. S'en sont suivies de nombreuses actions de désobéissance civile, à chaque fois en prélude au conseil communal. Ils ont, par exemple, déversé plusieurs mètres cubes de copeaux de bois devant l'entrée de l'hôtel

de ville en octobre dernier, pour symboliser les abattages d'arbres sur le territoire namurois, trop nombreux et injustifiés selon eux. (Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depêches/belga/une-banderole-geante-accuse-la-ville-de-namur-de-complice-avec-les-lobbies-du-btp-5e4c45a9d8ad58685c23a839>



Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2020 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20200414-BLIW-755819_3735

Nom de la source Mardi 14 avril 2020

La Libre (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

La vidéo d'un discours fictif de Wilmès pour relancer les actions d'Extinction Rebellion

Extinction Rebellion Belgique lance une nouvelle série d'actions "visant à sortir véritablement de cette crise de manière équitable", a fait savoir mardi le groupement d'activistes par communiqué.

Il commence par la mise en ligne d'une vidéo d'un discours fictif de la Première ministre Sophie Wilmès. "La pandémie actuelle de Covid-19 plonge ses racines dans la destruction écologique mondiale et ce sont les plus vulnérables dans nos sociétés qui sont les plus durement frappé·e·s", explique d'emblée le collectif écologiste non-violent. Dans le discours fictif mis en ligne ce mardi, la Première Ministre reconnaît "que la pandémie actuelle et la crise climatique et écologique ont des origines communes et nécessitent des solutions intégrées et justes". "Le coronavirus est un signal que nous ne pouvons pas ignorer. Ces pandémies sont un des résultats d'une crise écologique profonde (...) Nous avons échoué en tant que responsables politiques à prendre la mesure de la gravité de la catastrophe écologique. Mais aujourd'hui, la crise du coronavirus nous fait enfin prendre conscience de la profondeur du changement qui sera nécessaire: nous devons transformer notre mode de vie et ce dès

maintenant", font notamment dire les militants à la Première ministre. Le groupement souhaite ainsi taper sur le clou et rappeler aux autorités qu'ils attendent la vérité "sur l'état d'urgence climatique et écologique dans lequel nous nous trouvons". Le discours a en outre été envoyé à Sophie Wilmès et les ministre-présidents des trois Régions. Les autres actions de XR auront lieu numériquement dans les jours et semaines à venir. "Elles seront ensuite prolongées dans les rues, tout en respectant les consignes en matière de santé publique", souligne le groupement. (Belga)

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/belga/la-video-d-un-discours-fictif-de-wilmes-pour-relancer-les-actions-d-extinction-rebellion-5e9578d0d8ad581631146e32>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2020 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20200604-BLIW-765503_3735

Nom de la source Jeudi 4 juin 2020

La Libre (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Extinction rebellion occupe un carrefour dans le Bois de la Cambre à Ixelles

La Libre.be

Le groupe Extinction Rébellion Bruxelles a commencé à occuper, jeudi en début de soirée, un carrefour situé dans le Bois de la Cambre à Ixelles, pour

protester contre la réouverture du bois à la circulation automobile après une période de fermeture durant le confinement.

L'action, appelée "Reclaim the Park", a débuté vers 17h30. "Il y a deux raisons à notre action, l'une concrète et l'autre plus symbolique", selon le groupe Extinction Rébellion. "Tout d'abord, pendant la fermeture, le Bois de la Cambre était devenu un lieu vert et agréable où les familles, les promeneurs et les cyclistes pouvaient profiter de l'air frais en toute tranquillité sans être dérangés par la circulation automobile, ce qui est selon nous précieux car il y a un net manque d'espaces verts dans Bruxelles. Il ne faut pas oublier que beaucoup de Bruxellois n'ont pas de jardin ou de terrasse".

L'organisation ajoute qu'elle souhaite "clairement dire non au retour du monde d'avant la pandémie parce qu'il était toxique. La reprise de la circulation automobile dans le parc symbolise ce retour

au système toxique que nous combattons vigoureusement".

Le groupe demande ainsi que la circulation automobile soit immédiatement interdite dans le Bois de la Cambre et de manière permanente "afin que cet endroit puisse retrouver sa fonction d'ilot de repos".

Extinction Rébellion revendique, de manière plus large, que le gouvernement et les politiciens expliquent à la population la vérité sur l'urgence climatique. "Nous voulons un plan rapide et concret d'élimination progressive des émissions de CO2. Nous voulons que la transition vers une société durable dans les limites de la planète soit décidée dans les assemblées citoyennes", conclut le mouvement citoyen.

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/regions/bruxelles/action-rebellion-occupe-un-carrefour-dans-le-bois-de-la-cambre-a-ixelles-5ed916069978e262f6fe5738>

Documents sauvegardés



© 2020 La Libre Belgique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200629-BLI-68c1d1c4-b96c-11ea-9102-a7528217ed8b

Nom de la source	Lundi 29 juin 2020
La Libre Belgique	
Type de source	La Libre Belgique
Presse • Journaux	• p. Nat_10
Périodicité	• 316 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page nat_10

Les actions d'Extinction Rebellion se sont achevées par des arrestations

Les actions menées samedi, à Bruxelles, par les membres du mouvement Extinction Rebellion se sont terminées par une soixantaine d'arrestations administratives. "Nous sortons d'une crise sanitaire majeure", a expliqué la porte-parole des manifestants. "C'est le moment idéal pour nous arrêter et nous demander ce que nous voulons faire de notre monde."

La journée d'action avait commencé sur la place de la Bourse. Quelques dizaines de membres du mouvement, munis de masques buccaux et à distance les uns des autres, se sont figés pendant cinq minutes en arborant des pancartes où figuraient, en rouge, ce qu'ils souhaitent voir disparaître (les énergies fossiles, l'agriculture industrielle, l'exploitation humaine et le racisme structurel) et, en vert, ce qu'ils désirent protéger (une société résiliente qui reconnaît l'urgence des différentes crises qui nous attendent).

Pas de "Resilience Tower"

La police, présente en nombre dans les rues avoisinantes, n'est pas intervenue. Après une seconde action également menée dans le calme, rue Neuve, les manifestants se sont rendus à la tour des

Finances, qu'ils souhaitaient rebaptiser "Resilience Tower" après avoir retiré les lettres métalliques composant le mot "Finance" plus tôt dans la semaine. Mais la police n'a pas autorisé l'apposition des nouvelles lettres. Quand les manifestants ont voulu prendre la direction de la rue de la Loi, ils ont été retenus par les forces de l'ordre, qui ont fini par leur proposer de choisir entre quitter les lieux ou se faire arrêter.

Certains ont refusé

Quelques dizaines d'activistes ont été retenus par les policiers sur le boulevard Pacheco. Une majorité de manifestants se sont pliés aux injonctions de décliner leur identité, laisser leur matériel de protestation et s'en aller. Une soixantaine de personnes ont refusé de partir. Ce sont elles qui ont été appréhendées par les forces de l'ordre. (Belga)

Les manifestants voulaient rebaptiser la tour des Finances "Resilience Tower". Les lettres étaient prêtes.

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2020 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20200926-BLIW-788436_3755

Nom de la source	Samedi 26 septembre 2020
La Libre (site web)	
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Nouvelle arrestation administrative de cinq militants au Palais d'Egmont à Bruxelles

Cinq activistes du mouvement Extinction Rebellion ont été arrêtés administrativement, samedi vers 19h00, devant le Palais d'Egmont à Bruxelles, où

se tiennent actuellement les négociations pour former un gouvernement fédéral, a indiqué à Belga samedi soir Extinction Rebellion. Tous les activistes ont ensuite quitté les lieux vers 20h30, mais le mouvement a déclaré qu'il poursuivra ces prochains jours sa mobilisation sous le slogan "quel est votre plan?", pour attirer l'attention des négociateurs sur la situation écologique et climatique. Extinction Rebellion a engagé depuis lundi un "marathon d'actions quotidiennes" pour faire pression sur les négociations en cours. Il veut obtenir que les deux formateurs du futur gouvernement fédéral belge mettent au point un plan pour faire face à la crise écologique et climatique, d'où le slogan "quel est votre plan?"... Par rapport à la qualité de l'air, à la sauvegarde de la biodiversité, etc.

"On maintient la pression et on continuera jusqu'à épuisement", a indiqué un membre du mouvement citoyen.

Ce samedi vers 19h00, cinq militants

ont été arrêtés administrativement, sans brutalité et sans difficulté avec la police. Ils ont été libérés environ une heure et demi plus tard, selon Extinction Rebellion.

Vendredi, jeudi et mardi, vingt-huit militants du mouvement au total avaient déjà été arrêtés, devant le Palais d'Egmont, devant le Palais royal ou rue de la Loi. Lundi ce sont trois autres membres du groupe qui l'ont été, tout comme treize activistes de Youth For Climate et de l'ONG Greenpeace qui réclament eux aussi une vraie politique climatique au sein du prochain gouvernement.

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/nouvelle-arrestation-administrative-de-cinq-militants-au-palais-d-egmont-a-bruxelles-5f6f96857b50a677fbe3c4d0>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2020 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20200523-BLIW-763266_3735

Nom de la source

La Libre (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Samedi 23 mai 2020

La Libre (site web) • 1939 mots

Esméralda de Belgique à propos de ses combats: "Je pense que la désobéissance civile a prouvé sa valeur tout au long des siècles"

La Libre.be

Antonin Marsac La princesse Marie-Esméralda de Belgique est une personne engagée.

Aussi connue sous le nom de plume Esméralda de Réthy, la fille de Léopold III et de sa seconde épouse Lilian Baels est journaliste et militante impliquée dans la préservation de l'environnement et le droit des peuples autochtones. En octobre 2019, elle avait même été arrêtée à Londres pour avoir participé à une manifestation d'Extinction Rebellion. Une situation plutôt exceptionnelle pour un membre de la famille royale. Elle est l'Invitée du samedi de LaLibre.be

Qu'est-ce qui vous pousse à être engagée, militante ?

Cela fait des années que le combat pour l'environnement compte pour moi. C'est un sujet de bataille. Mon père avait déjà créé une fondation pour l'exploration et la protection de la nature dans les années 1970. Alors quand il est décédé en 1983, j'ai repris la présidence de celle-ci. C'est ancré en moi depuis un très jeune âge. Ainsi que les droits des peuples autochtones. Ils sont les meilleurs gardiens

de la biodiversité et des forêts. Pourtant, ils ont toujours été extrêmement menacés. D'abord par la colonisation, désormais par les incursions des compagnies minières et pétrolières.

Vous avez rencontré le chef Raoni d'ailleurs...

Oui, dans les années 1980, lorsqu'il avait fait sa première tournée, avec Sting. Je l'ai également rencontré l'année dernière, pour sa "dernière tournée", enfin c'est ce qu'il dit, car il a un certain âge. J'admire sa détermination.

A propos de peuples autochtones : au Brésil, la question est un peu passée sous silence par le président Jair Bolsonaro ?

Ce qu'il se passe au Brésil est terrible. D'abord parce que le pays est l'un de ceux comptant le plus de cas de Covid-19, et évidemment parce que cela affecte les plus pauvres, les plus vulnérables. Ceux qui ne peuvent pas s'isoler, qui ne peuvent pas avoir accès aux soins de santé rapidement. Et c'est le cas des peuples indigènes. C'est aussi multiplié par la déforestation sauvage actuelle (65% de plus que l'année dernière au

même moment), car les bûcherons et mineurs illégaux profitent du fait que personne ne regarde, personne ne contrôle pendant la crise. Eux aussi peuvent apporter le virus en forêt d'ailleurs. Les populations qui devraient rester protégées, isolées, sont en grand danger actuellement.

Cela accélère leur potentielle disparition ?

Oui... Ces incursions sont illégales et provoquent un désastre, écologique et humain.

Bolsonaro a déjà tenu des propos très polémiques sur la préservation des peuples d'Amazonie... Il favorise cette situation ?

Il est très clair qu'il encourage plutôt ces prospections, ces explorations. Il avait décreté il y a quelques temps que toutes les ressources minières étaient en territoires indigènes et qu'il n'y avait donc aucune raison pour qu'ils soient protégés. Au contraire, il veut un développement économique dans ces zones.

Il est un peu à l'exact opposé de votre



Documents sauvegardés

combat...

Absolument. En ce moment, aux Etats-Unis comme au Brésil, on a deux climatosceptiques, deux présidents qui poussent à ces activités des énergies fossiles.

Vous trouvez que les personnages comme Trump et Bolsonaro ont de plus en plus d'écho au niveau mondial, de par leur influence ? Ou pensez-vous que le monde évoluera autrement après la crise ?

En général, dans l'Histoire, on voit que lors de grosses crises, qu'elles soient économiques, sanitaires, ou lors de guerres, on peut aller dans deux directions opposées. Soit il y a un sursaut salutaire, avec des aspects progressistes, la création de systèmes de santé comme ça a été le cas en Angleterre après la Seconde Guerre mondiale, ou encore comme le plan de Franklin Roosevelt. Soit on va complètement à l'opposé, comme ça s'est passé après la grande crise économique de 2008, où on est plutôt partis vers l'austérité généralisée et une montée des populismes. On est à la croisée des chemins. C'est maintenant qu'il faut se mobiliser pour une société plus juste.

Les mesures de Roosevelt favorisaient la relance de la consommation. Est-ce que ce modèle est viable à long terme ? Ou doit-on le repenser ?

Complètement. C'était bon à une certaine période. On voit que ce modèle peut apporter un désastre écologique et qu'on ne peut absolument pas continuer sur ce même chemin. Mais il y a une opportunité justement au niveau européen, avec le Pacte vert, avec différentes propositions. Et beaucoup d'économistes sont désormais des avocats de la

cause. Car ils savent, pour la plupart, que la meilleure relance économique doit se faire par des énergies renouvelables, une meilleure agriculture et un meilleur système de transports. Il y a "l'argument business" pour qu'on aille vers l'économie verte. Et ça, c'est un grand pas. Après, est-ce que cela va contrecarrer les puissants lobbies des énergies fossiles ? C'est une autre question.

Pourtant la détérioration de l'environnement pourrait créer de nouvelles crises sanitaires.

Oui. Des scientifiques ont également vu un lien entre la pollution atmosphérique et le fait qu'il y ait un risque plus grand de succomber au Covid-19. À mon avis, il y a plein de corrélations à faire. D'ailleurs si on parle du nombre de morts dans l'absolu, la pollution fait des millions de victimes chaque année dans le monde.

Si vous deviez adresser un message, quel serait-il ?

Il faut changer, pour les gens, pour la nature, pour la planète. On va vers une terrible crise économique. Évidemment, il faut protéger les gens. Il faut un système de santé performant. Mais il faut qu'on mette la nature au centre des préoccupations et de l'économie. On ne peut pas continuer à traiter notre environnement comme on le fait.

Vous avez participé à des manifestations d'Extinction Rebellion. Dans votre position, en tant que membre de la famille royale, est-ce facile de porter un discours qui prône une certaine désobéissance aux autorités d'un pays ?

D'abord, j'ai la chance d'être libre de mes propos. Je suis de la famille royale mais je n'ai pas de liste civile (donation

royale, NdlR), je ne suis pas redevable d'un silence par rapport aux autorités. Je n'ai pas de devoir de ce côté-là. Je pense honnêtement que la désobéissance civile non-violente - ce qui est très important - a prouvé sa valeur tout au long des siècles. Que ce soit pour les droits civiques aux Etats-Unis, en Inde pour l'indépendance ou en Afrique du Sud. Il y a eu des avancées énormes grâce à la désobéissance civile. Car un maximum de citoyens se rassemblent et font pression. C'est pour cela que je l'ai fait. Je me suis dit que peut-être avec mon nom, ça pourrait parler à une autre catégorie de personnes. Comme le font les acteurs, les scientifiques, etc. Chacun a son audience. C'est important de mobiliser le plus possible de gens.

Le "sans violence" est-il possible à l'infini ? A un moment, a-t-il des limites ?

Je pense qu'il faut éviter la violence à tout prix. Elle est contre-productive. Avec elle, des gens ne suivent plus, doutent de la justesse du mouvement. Mais déranger le quotidien, c'est important. En bloquant la circulation par exemple, comme on l'a fait à Londres. C'est ce qui a fait qu'on a commencé à parler de la crise climatique partout, à la télévision, à la une des journaux. La grève des écoliers pour le climat a beaucoup fait pour la cause aussi.

Avant ces manifestations, il y avait d'autres événements. Parmi les plus emblématiques, il y a eu la COP21. Qu'en pensez-vous ? N'y-a-t-il pas un sentiment de déception ?

Je pense que c'était un pas important de toute façon. Maintenant, évidemment, c'est décevant, car pratiquement aucun pays ne respecte les engagements car on butte toujours sur des tas de problèmes,

Documents sauvegardés

notamment la contribution des pays riches pour les pays pauvres. C'est toujours comme ça avec les grandes conférences. Elles sont indispensables mais ça va tellement lentement par rapport à l'urgence...

Il faudrait changer de modèle pour sensibiliser les gens ? Ou faut-il une crise comme maintenant pour que cela fonctionne ?

Ce sont les crises qui permettent des changements brutaux, des changements d'habitudes. Je pense que c'est ça qui va nous faire avancer dans la bonne direction.

Vous multipliez les casquettes, vous avez d'autres projets pour le futur ?

Je fais souvent des actions avec WWF, Greenpeace, Extinction Rebellion. J'essaie de soutenir Youth for Climate, surtout en Belgique. Je fais le maximum, je suis dans d'autres ONG également. Mais je suis journaliste avant tout. J'essaie de faire des articles sur le sujet et d'accomplir mon rôle de citoyenne avant tout.

Vous soutenez l'ensemble des actions de Greenpeace ?

Oui, absolument. Ce sont les meilleurs en actions directes.

Vous êtes une journaliste clairement militante ?

Oui, en général je travaille sur l'environnement, le droit des femmes, les droits humains, mais ça peut être autre chose. J'étais journaliste avant d'être militante.

A propos du droit des femmes, le coronavirus a accentué la visibilité des inégalités avec les hommes.

L'égalité est loin d'être atteinte. Partout dans le monde. Chez nous comme ailleurs. On pense souvent qu'on a gagné toutes les batailles en Occident, mais ce n'est pas vrai du tout. L'égalité salariale n'existe pas encore... Beaucoup de choses laissent encore à désirer. Et souvent les droits des femmes sont les premiers remis en cause. On l'a vu pour le droit de procréation par exemple. En Pologne ou même en Espagne, même s'ils ont fait marche arrière. Après, il y a aussi des progrès, comme en Irlande. Mais en ces temps de coronavirus, les problèmes de violences ont été exacerbés. En Angleterre, c'est dramatique. Les refuges pour femmes battues sont débordés. Le confinement et la situation économique ont accentué le phénomène.

En temps de crise, on constate parfois un retour à des fondamentaux religieux. Pensez-vous que c'est toujours compatible avec les droits des femmes ?

C'est un fait que toutes les religions ont un aspect patriarcal. C'est très difficile de changer les normes et coutumes établies depuis si longtemps. Mais cela bouge, lentement.

Comment voyez-vous la sortie de la crise du coronavirus dans l'idéal ?

Je vois beaucoup d'initiatives positives en Belgique. De même que le Pacte vert. Il y a des tas de propositions pour s'en sortir dans le bon sens. Reste à voir si les gouvernements seront assez courageux, car il s'agit d'énormes investissements. On le voit pour le sauvetage des compagnies aériennes ou pour les groupes pétroliers par exemple. Il faut agir maintenant et prendre les bonnes décisions.

Au Royaume-Uni, comment cela va se passer avec Boris Johnson ?

Je vois ça... très négativement. D'abord parce que ce gouvernement a très mal géré la crise. Ils ont décrété le confinement trop tard. Ils ont fait une série d'erreurs, surtout au niveau des tests et des équipements de protection pour le personnel soignant. La plupart des gouvernements ont fait des erreurs, à part certains en Asie, mais ici, on les a multipliés malheureusement.

Est-ce que le Brexit a été une mauvaise chose pour faire face à cette crise ?

Si on veut parler du Brexit uniquement par rapport au Covid-19, c'est évidemment très mauvais. Ça a coûté des sommes phénoménales pour préparer le Brexit et maintenant on a besoin de sommes gigantesques pour gérer la crise et la relance. C'est une grosse erreur. Et ça l'est aussi au niveau de la coopération avec l'Europe. Le Brexit affaiblit la réponse à la pandémie. Ce n'était pas le moment pour être divisé.

Avez-vous une crainte particulière pour l'avenir ?

Une des choses qui me fait le plus peur, c'est qu'il y ait des confrontations internationales. On cherche déjà un coupable actuellement. Les guerres, les conflits sont parfois des "excellentes manières" pour les Etats de sortir d'une crise. Pour fédérer le peuple contre un ennemi extérieur. Mais ce n'est pas ce dont on a besoin.

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/international/urope/esmeralda-de-belgique-je-pense-que-la-desobeissance-civile-non-violente-a-prouve-sa-valeur-tout-au-long-des-siecles-5ec7e6529978e24cfce129f4>

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2020 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20201121-BLIW-799712_3735

Nom de la source

La Libre (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Samedi 21 novembre 2020

La Libre (site web) • 203 mots

Extinction Rebellion mène une action symbolique contre la réouverture du bois de la Cambre

Des activistes du mouvement écologiste Extinction Rebellion (XR) ont mené samedi vers 15h00 une action symbolique au bois de la Cambre, en empêchant le passage des voitures s'engageant dans le parc au niveau du rond-point de l'avenue Louise vers l'avenue Diane et à d'autres entrées.

Leur objectif est de demander la fermeture totale du parc aux voitures. Durant le premier confinement, alors que seuls les déplacements essentiels étaient autorisés, le bois de la Cambre est resté 10 semaines durant libre de tout trafic automobile. Par cette action "Reclaim the park", Extinction Rebellion revendique "le droit des Bruxellois à un parc apaisé, calme et paisible".

Le tribunal de première instance a donné la semaine dernière la réouverture au trafic automobile de la boucle sud du bois de la Cambre, donnant ainsi gain de cause à la commune d'Uccle devant la décision de fermeture prise par la Ville de Bruxelles.

"Nous refusons que le poumon vert de la ville redevienne une autoroute urbaine", explique un activiste, cité dans un communiqué.

La police s'est rendue sur place et l'action a été arrêtée après une petite demi-heure. Des contrôles d'identité ont été menés.

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/regions/bruxelles/extinction-rebellion-mene-une-action-symbolique-contre-la-reouverture-du-bois-de-la-cambre-5fb93ac49978e20e7059db41>



Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2022 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publieo

Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20220419-BLIW-625e8969d8ad582648b43340

Nom de la source

La Libre (site web)

Mardi 19 avril 2022

Type de source

Presse • Presse Web

La Libre (site web) • 576 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

L'homme qui a perturbé la finale de la Coupe de Belgique n'en était pas à son premier coup d'essai, qui est-il?

Ce lundi 18 avril, la finale de la coupe de Belgique a été perturbée lorsqu'un spectateur a pénétré sur la pelouse du Stade Roi Baudoin et s'est accroché à l'un des goals au niveau du cou. Le but de son action ? Faire passer un message face aux enjeux climatiques. Ainsi, il portait un t-shirt avec les inscriptions: "Pas de football sur une planète morte" et "Nos enfants ne vont-ils pas mourir de la crise climatique ?" Running on the road during the Tour of Flanders, gotta stick your neck out if you want the climate in the media. Happy it worked out.#ExtinctionRebellion #deedsnotwords #actnow pic.twitter.com/TWKZFr1vp2— Wouter Mouton (@mouton_wouter) April 4, 2022

En réalité, cet activiste n'en est pas à son premier coup d'essai. En effet, il s'était déjà fait remarquer lors des championnats du monde de contre-la-montre à Louvain en 2021, où il était apparu torse nu tenant une pancarte avec l'inscription: "Je suis terrifié de comment nos enfants vont mourir à cause de la crise climatique". Les téléspectateurs avaient également pu l'apercevoir à l'arrivée du Tour des Flandres courant sur la route avec les inscriptions "Justice pour le cli-

mat maintenant", sur un t-shirt. World Championship cycling? ☺?going on in Bruges, I got on the street to get attention for the climate. I like to create awareness but it's not enough. Disruptive actions are necessary!#ClimateEmergency #wktijdrijden #deedsnotwords pic.twitter.com/YTbY4DGJrf— Wouter Mouton (@mouton_wouter) September 20, 2021 Mais qui est donc cet activiste qui multiplie les apparitions? Il s'agit de Wouter Mouton, un flamand de 44 ans originaire de Bruges qui fait partie d'Extinction Rebellion, un mouvement écologiste international qui revendique l'usage de la désobéissance civile non violente pour inciter les gouvernements à agir face aux enjeux climatiques. Très actifs sur les réseaux sociaux, le mouvement Rise for Climate Belgium l'avait d'ailleurs qualifié de militant exemplaire en 2021. Contacté par nos confrères du Nieuwsblad, Wouter Mouton explique que contrairement aux apparences, il est un fervent fan de sport. "En réalité, je trouve ça dommage de devoir en arriver là, car je suis un grand amateur de cyclisme et de football. Je suis un fan de sport. Je soutiens les courses cyclistes et j'aime beaucoup le football. Au Ronde, quand la police m'a relâché, j'ai essayé de

présenter mes excuses à Mathieu van der Poel. Mais je n'ai pas réussi. J'ai aussi écrit un long e-mail aux organisateurs de la course pour expliquer mon geste, mais je n'ai pas reçu de réponse", confie-t-il. Wouter Mouton explique qu'il se sent obligé de mener de telles actions, car tout ce qu'il a essayé par le passé n'a pas fonctionné pour inciter les dirigeants à mettre en place des politiques écologiques plus drastiques. "J'avais déjà signé tellement de pétitions et défilés tant de fois sans que ça ne change quoi que ce soit." L'activiste s'était d'ailleurs préparé à un scénario plus corsé: "Quand je participe à des manifestations avec l'organisation Extinction Rebellion, ils agissent parfois plus durement. J'étais prêt pour le pire, j'avais même demandé à un collègue de reprendre mon shift ce mardi au boulot si j'étais gardé par la police", confie-t-il. Si Wouter Mouton a finalement été rapidement relâché par les forces de l'ordre, il a néanmoins été placé sous surveillance.

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/sports/football/l-homme-qui-a-perturbe-la-finale-de-la-co>



Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2022 La Libre (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20220612-BLIW-62a607ced8ad5565ff7224fd

Nom de la source	Dimanche 12 juin 2022
La Libre (site web)	La Libre (site web) • 733 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Louis McKechnie, jeune militant prêt à devenir "ennemi public N°1" pour sauver le climat

Depuis deux ans, cet ex-étudiant en ingénierie a accompagné l'évolution des mouvements écologistes foisonnant du pays vers des actions coups-de-poing plus radicales qui créent le buzz et font s'étrangler pouvoir et médias conservateurs. Il y a eu Extinction Rebellion, Animal Rebellion, Insulate Britain puis Just Stop Oil - qui milite pour l'arrêt de tout nouveau projet d'exploitation d'énergies fossiles - dont il est l'un des 100 permanents depuis janvier.

Louis McKechnie, ses cheveux longs et ses lunettes "aviateur" ont surgi sur les écrans le 17 mars, quand il s'est attaché à un poteau de but en plein match de Premier League (Everton-Newcastle) à Liverpool. "Terrifié comme jamais" au point d'aller vomir avant de passer à l'action, il avait réussi à interrompre le match pendant sept minutes, s'attirant la "haine" de dizaines de milliers de supporters qui lui hurlaient "branleur!!!!". Le jeune homme, qui s'était entraîné sur des lampadaires, reconnaît avoir ressenti "une vague de culpabilité", "mais en même temps c'est pour eux que je le faisais". "Leur gouvernement leur ment et ils ont le droit de savoir." Un supporter furieux a réussi à lui porter un coup de pied à la tête, mais Louis McKechnie

dit ne l'avoir pas senti. Il a en revanche pris en pleine figure les "centaines de menaces de mort" qui ont suivi et l'ont conduit à fermer ses comptes sur les réseaux sociaux. "Minorité égoïste" "Je m'attendais à être ennemi public N°1", dit-il, "c'est un sacrifice que je suis parfaitement prêt à faire". "On savait qu'on ne serait pas populaires", mais "si 1% des gens dans ce stade nous cherchaient sur Google, ça m'irait", explique-t-il. "Je n'ai pas besoin qu'ils soient d'accord avec la tactique, juste qu'ils soient d'accord avec le message." Depuis sa toute première action - un blocage de route mené seul - il a perturbé le tapis rouge des récompenses du cinéma Bafta, passé "53 heures" à "15 mètres" du sol sur les tuyaux d'un terminal pétrolier en Ecosse, brisé des vitres de pompes de station-service, bloqué l'autoroute qui entoure Londres... C'est l'un des blocages de cette route, la M25, qui l'a conduit derrière les barreaux, avec huit autres membres d'Insulate Britain, qui milite pour l'isolation des logements, le jour de son 21e anniversaire le 17 novembre. La juge leur a reproché d'avoir "brisé le contrat social" en vertu duquel une manifestation pacifique peut être tolérée. Quand deux détenus se sont dirigés vers lui peu après son arrivée en prison, c'était, assure-t-il, pour le re-

mercier. Tout le monde n'a pas la même bienveillance. Le tabloïd conservateur Daily Mail ne manque pas d'étriller cet "éco-zélate", "sosie de John Lennon" ainsi que ses acolytes "éco-anarchistes" et leurs "sabotages". Le gouvernement veut quant à lui durcir l'arsenal législatif face aux techniques de "guérilla" d'une "minorité égoïste de manifestants" qui récidivent sans relâche dans leurs perturbations de la vie quotidienne des Britanniques. "On ne va pas arrêter, parce qu'on ne peut pas se le permettre", rétorque le jeune homme. "On a plus peur de la crise climatique". "Pas le choix" Jusqu'où aller? Louis McKechnie affirme qu'il ne "perçoit pas vraiment" de limite, tant que les actions sont "non-violentes" et ne mettent pas de vies en danger. Manifestations, pétitions, "rien n'a marché" depuis 30 ans, dit-il. "On ne fait pas ça pour s'amuser, mais parce qu'on est désespérés". Faute d'être suffisamment entendus, "il faudra qu'on continue dans l'escalade, on va devoir continuer à être plus radicaux", "parce qu'on n'a pas le choix". Originaire de Weymouth, une petite ville côtière du sud de l'Angleterre menacée par la montée des eaux, Louis McKechnie était enfant quand sa mère étudiait le développement durable dans le tiers monde. Elue locale écologiste, "elle a

Documents sauvegardés

tenté de changer les choses à travers le système politique, je l'ai vue essayer et échouer depuis tant d'années", explique le militant. Son père Alex, enseignant, décrit son fils comme un jeune homme "studieux", "calme", pas un "hooligan", mais qui n'a "pas peur de la confrontation". "Il est au bon endroit au bon moment". "Pessimiste" quand il a commencé à passer à l'action, comme pour remédier à son "anxiété climatique", Louis McKechnie éprouve une forme d'apaisement et d'optimisme en observant que l'attention du public quant à la crise climatique progresse. "On essaie d'éduquer les gens. Ca marche plus lentement qu'on le voudrait, mais ça marche".

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/planete/environnement/louis-mckechnie-militant-pret-a-devenir-ennemi-public-n1-pour-sauver-le-climat-62a607c6d8ad5865ff7224fd>

Documents sauvegardés



© 2022 La Libre Belgique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20220613-BLI-5364c6e0-ea77-11ec-a188-883050f2bf20

Nom de la source	Lundi 13 juin 2022
La Libre Belgique	
Type de source	La Libre Belgique
Presse • Journaux	• p. Nat_19
Périodicité	• 199 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page nat_19

XR s'en prend à l'industrie de la viande

A près une série d'actions dans une ferme industrielle et dans un abattoir en Flandre vendredi, des militants du mouvement Extinction Rebellion (XR) ont bloqué trois entrées de l'entreprise Viangro à Anderlecht, ce samedi. Et dimanche, une quarantaine d'activistes pour le climat ont fait irruption dans le McDonald's situé dans le piétonnier de Bruxelles où ils ont mangé un repas vegan en criant leurs revendications.

Ces actions avaient pour but d'épingler l'élevage industriel et ses conséquences sur l'environnement. Extinction Rebellion met en avant la nécessité de réduire la consommation de viande pour parvenir à limiter les émissions de gaz à effet de serre et les conséquences des changements climatiques.

L'entreprise Viangro a été ciblée par XR, car ce mouvement considère que la communication de l'entreprise alimentaire sur la durabilité et le bien-être des animaux ne correspond pas à la réalité. "Viangro vend des produits désastreux tant pour le bien-être des animaux que pour l'environnement, mais se vante de les transporter dans des conteneurs dits écologiques. En réalité, ils sont transportés par des moyens tout aussi désastreux. Leur communication est du pur

greenwashing. Sans parler des scandales sanitaires", explique une militante. (D'après Belga)



Documents sauvegardés



© 2022 La Libre Belgique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20221112-BLI-3801b588-61fb-11ed-90c4-7527c59a312b

Nom de la source	Samedi 12 novembre 2022
La Libre Belgique	
Type de source	La Libre Belgique
Presse • Journaux	• p. Nat_27
Périodicité	• 455 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



"Au-delà des chiffres abstraits, il faut construire un récit climatique plus parlant"

Gilles Toussaint

Le désespoir, ça n'a jamais été mon truc", répond du tac au tac François Massonnet, chercheur qualifié FNRS et professeur au Earth and Life Institute de l'UCLouvain. Un état d'esprit qui ne l'empêche pas de s'interroger sur les raisons qui font "qu'il n'y a pas encore eu de déclic" à la hauteur de l'urgence climatique malgré "les messages que les scientifiques font passer depuis trente ans". La réponse à ses yeux se trouve sans doute dans la manière "dont le récit climatique vers les politiques et les citoyens s'est construit. On a été très longtemps dans l'approche consistant à balancer des chiffres abstraits, des vérités scientifiques à la figure des gens, sans prendre conscience que cela ne suffirait pas et qu'il fallait mettre derrière cela un récit et des images plus parlantes".

Présenter des faits objectifs, pas des opinions

Un manque qu'il tente de combler lors de ses interventions à destination du grand public en utilisant, par exemple, des cartes du monde à l'époque du dernier âge glaciaire il y a 21 000 ans, où la température était environ 5 degrés plus froide qu'aujourd'hui. "Les océans

sont 120 mètres plus bas que les océans actuels et on pouvait traverser la Manche à pied. Cela permet aux gens de se projeter et de mesurer l'ampleur des changements induits par une hausse de température de 4 ou 5 degrés", explique-t-il.

S'il a déjà été sollicité pour prendre part à des actions telles que celles menées par le mouvement Extinction Rebellion, il préfère pour sa part conserver ses distances avec cette forme de mobilisation. "À mes yeux, le rôle du scientifique est de faire un travail de recherche, de faire avancer les connaissances et de les présenter aux médias et au public de façon objective et la plus compréhensible possible pour permettre aux gens de décider par eux-mêmes. Je prends bien garde de ne pas porter de message politique ou de dire comment il faut faire les choses. Car autant il y a des consensus sur l'état du climat, autant la question des solutions reste beaucoup plus 'touchy'. Ce n'est pas mon rôle de balancer des opinions, même si j'ai mon point de vue à titre personnel, en espérant que les gens y adhèrent. Je trouve que cela devient intellectuellement malhonnête car c'est plus le citoyen que le scientifique qui s'exprime à ce moment-

là, la frontière est toujours mince."

La participation de chercheurs à des opérations de désobéissance civile ne le choque pas. Néanmoins, celle-ci fait naître chez lui un sentiment de malaise, dans la mesure elle pourrait donner l'impression que les scientifiques dans leur ensemble ne sont pas guidés par la seule rationalité.

Gilles Toussaint

Documents sauvegardés



© 2023 La Libre Belgique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20230211-BLI-94155f56-a985-11ed-a408-daa9af81bd5ac

Nom de la source	Samedi 11 février 2023
La Libre Belgique	
Type de source	La Libre Belgique
Presse • Journaux	• p. Nat_14
Périodicité	• 678 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page nat_14

Activistes écologistes et syndicats s'allient contre la hausse des prix de l'énergie

Élise Legrand

Il était onze heures, lundi matin, quand plus de 200 militants ont investi simultanément les sièges du PS, du MR et d'Écolo, à Bruxelles. Siffllets autour du cou, mégaphones dans une main et calicots dans l'autre, ils étaient bien déterminés à faire entendre leur voix auprès des présidents de parti. "On ne paiera pas vos crises", ont-ils scandé en choeur, alors que des factures d'énergie étaient placardées sur les façades des bâtiments.

L'occupation des sièges des trois partis francophones de la majorité, qui aura duré une bonne partie de la journée, résulte d'une rare alliance entre le monde syndical et environnemental. Depuis plusieurs semaines, l'action était minutieusement planifiée par quatre organisations principales : la Centrale nationale des employés (CNE) de la CSC; la Centrale générale des services publics (CGSP) de la FGTB; le collectif Don't Pay Belgium, qui plaide pour une baisse des prix des factures d'énergie; et le réseau ADES (Alternatives démocratiques écologiques et sociales), qui lutte pour davantage de justice sociale et écologique.

"Des combats communs"

Lassés de ne pas être écoutés par le monde politique malgré des manifestations à répétition, ils ont décidé de passer à la vitesse supérieure pour faire part des difficultés des ménages face à la hausse des prix de l'énergie. "Tant du côté syndicaliste qu'activiste, il y avait une certaine fatigue de ne pas voir les choses avancer, précise Camille, du réseau ADES. On avait la volonté d'aller plus loin, en unissant nos forces. Cette action a permis la rencontre de deux mondes qui ont d'habitude peu d'interactions ensemble." "On s'est rendu compte qu'on avait énormément de combats à mener en commun", embraye Karim Brikci, délégué permanent à la GGSP.

Triple revendication

Pour Jean Faniel, directeur général du Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp), la présence de la CNE et de la CGSP parmi les organisateurs n'a rien de surprenant, car elles comptent parmi leurs membres des éléments "plus radicaux". De plus, "ces deux centrales soutiennent beaucoup la convergence des luttes syndicales et environnementales, au contraire des métallurgistes, qui sont parfois davantage en porte-à-faux sur les questions d'écologique."

gie."

Contrairement aux rumeurs qui ont circulé sur les réseaux sociaux, le PTB n'était pas lié à l'action, assurent les organisateurs. "Les mouvements sociaux n'ont pas besoin du PTB pour exister, insiste Karim Brikci. Or, c'est une étiquette qui est systématiquement collée sur le front des activistes."

Concrètement, les revendications de la coalition s'articulent en trois axes : un plafonnement des prix de l'énergie; une gestion démocratique de l'énergie à travers la socialisation du secteur; et le maintien de l'indexation des salaires et des allocations, couplé à l'abrogation de la loi 1996.

Selon Jean Faniel, la convergence des luttes syndicales et écologistes reste relativement rare. Mais le "caractère très général" des revendications de lundi a permis une alliance de ces deux mondes. Surtout, l'action s'est déroulée à l'échelle fédérale. "On n'était pas du tout sur un terrain précis, local, circonscrit, qui est parfois de nature à mettre en opposition les revendications syndicales et écologistes", analyse l'expert, qui prend l'exemple de l'extension de l'aéroport de Liège pour illustrer ces tensions : "Là,



Documents sauvegardés



© 2023 La Libre Belgique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20230214-BLI-229c3080-abcd-11ed-82a0-c4c4847f2217

Nom de la source	Mardi 14 février 2023
La Libre Belgique	
Type de source	La Libre Belgique
Presse • Journaux	• p. Nat_23
Périodicité	• 253 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page nat_23

aérien Extinction Rebellion a bloqué le terminal des jets privés de Brussels Airport

Une quarantaine d'activistes se revendiquant des mouvements Extinction Rebellion, Scientists Rebellion et Youth for Climate ont bloqué l'accès principal au terminal des jets privés à Brussels Airport lundi matin, a constaté sur place l'agence Belga.

Vers 9 h, les militants sont arrivés au terminal, situé à 500 mètres du bâtiment principal de l'aéroport. Ils ont placardé des messages sur les vitres et se sont enchaînés devant l'entrée.

L'action s'inscrit dans le cadre de la campagne internationale "Make them pay", qui se déroule dans 13 pays et vise l'application de taxes substantielles pour les usagers les plus fréquents du transport aérien, ainsi que l'interdiction des vols privés. "Les jets privés sont une injustice climatique, sociale et économique", fustige Sebastian Gontato, doctorant en intégration des systèmes énergétiques et membre de Scientists Rebellion. "Selon Oxfam, l'absence de taxe sur le kérosène coûte 210 millions d'euros par an à la société belge. L'aviation est déjà un secteur injuste, puisque seuls quelques pourcents de la population mondiale sont responsables des énormes émissions qu'ils engendrent.

Concernant les jets privés, un utilisateur cause 1 000 fois plus de CO2 par an qu'un Belge moyen. Rien ne peut justifier cela. L'aviation reste nécessaire dans certains cas, mais il faudrait se limiter au strict minimum."

La police, rapidement présente en nombre, n'a pas entrepris de déloger les activistes. Les agents se sont seulement déployés de manière à permettre aux passagers d'accéder à leur vol via une entrée latérale. (Belga)

Documents sauvegardés



© 2023 La Libre Belgique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20230304-BLI-a0003393149

Nom de la source

La Libre Belgique

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Samedi 4 mars 2023

La Libre Belgique

• p. 46,47,48,49

• 4290 mots



420

Page 47

Page 48

Page 49

FRANCIS VAN DE WOESTYNE

“Le titre de princesse m'aide dans mes combats”

Esmeralda de Belgique

Dans quelle famille avez-vous grandi? Une famille pas comme les autres. J'ai beaucoup de chance d'avoir eu de tels parents. Mon père, le roi Léopold III, n'était plus au pouvoir: il était seulement mon papa. Il avait déjà 55 ans. Il était très serein, apaisé, il faisait enfin de ce qu'il voulait. Il s'est beaucoup occupé de moi, probablement plus que de ses autres enfants. Ma mère, la princesse Lilian, était tout aussi exceptionnelle. J'ai eu deux parents disponibles, même s'ils étaient dans une famille royale. Ils étaient intéressés par les cultures, par les gens, par la société, par les arts. J'adorais mon père, j'avais une relation très spéciale avec lui, je pouvais tout lui raconter. Beaucoup de mes combats actuels m'ont été enseignés par lui: la nature, l'environnement, les communautés indigènes, le respect des autres cultures. De ma mère, j'ai hérité l'amour de l'histoire.

Avez-vous senti chez votre père une nostalgie de quitter le pouvoir ? Oh non ! Il avait certainement la nostalgie de ce rendez-vous manqué avec l'Histoire. Mais il était tellement heureux de ne plus devoir faire face à des gens avec

lesquels il ne s'entendait pas. Il y avait beaucoup d'hypocrisie. Il a eu la chance, pour un souverain, d'avoir une autre vie.

Vous arrivait-il de parler politique, de la Question royale ou était-ce un sujet tabou ? Non, le sujet n'était pas tabou du tout. Mon père en souffrait chaque fois que le sujet revenait dans l'actualité. Il voulait absolument que ma mère publie, après sa mort, ce livre Pour l'Histoire pour donner sa vérité. Mais il a évité les sujets personnels et ma mère a regretté qu'il n'évoque pas leur mariage.

Dans le livre “Lilian entre ombre et lumière” de Patrick Weber (Ed. Racine 2012), on sent une réserve de votre part à l'égard de votre mère... C'est Patrick Weber qui a écrit ce livre. J'y ai collaboré en lui donnant des souvenirs, des photos. Il est très difficile pour une fille d'écrire sur sa mère. J'ai une fille avec laquelle j'ai les meilleures rapports. J'ai eu une meilleure relation avec ma mère quand j'ai eu des enfants. On commence à comprendre les inquiétudes des parents, les erreurs qu'ils commettent tous. On a plus d'indulgence alors. Ma mère n'avait pas un caractère facile... Il était même extrêmement fort. Ce n'était pas aisé d'être ses enfants, surtout pour ses

JOHN THYS/AFP

filles. Nous nous accrochions beaucoup, peut-être parce qu'il y avait des similitudes dans nos caractères et qu'elle était très intolérante pour elle-même et pour les autres. Mais dans ce livre, j'ai voulu dire qu'elle n'avait jamais eu la chance de montrer ce qu'elle était vraiment. Elle venait à la suite d'une icône, la reine Astrid, décédée dans un accident de voiture. Elle ne pouvait pas rivaliser avec elle. Elle a eu cette image dramatique, très injuste.

Le mariage de vos parents, pendant la guerre, a été mal perçu par la population... Mon père ne m'a jamais rien dit à ce sujet. Mais ma mère m'a confié que ce mariage, en pleine guerre, était une erreur. “Bien sûr, m'a-t-elle dit, nous n'aurions jamais dû nous marier pendant la guerre et de cette façon. Mais nous étions amoureux l'un de l'autre et nous ne savions pas si nous allions survivre. Nous voulions donc nous marier.” Grande erreur, en effet.

Est-ce lourd, pour vous, de devoir inlassablement reparler de la controverse suscitée par les faits et gestes de vos parents? Non, je l'accepte. Il est parfois



Documents sauvegardés

difficile d'être la fille d'un personnage controversé. Quand j'étais enfant ou adolescente, je ne comprenais pas pourquoi il y avait tant de violence à l'égard de mes parents et pourquoi ils ne réagissaient pas. À présent, je trouve cela normal. Je suis journaliste. Il est normal que les personnalités publiques soient jugées.

Quelle enfant étiez-vous ? Je ne suis pas allée à l'école, j'ai fait mes études à la maison. J'avais plusieurs précepteurs. J'étais assez isolée. Je ne voyais aucun enfant de mon âge, à part quelques cousins, de temps en temps. Je le regrette évidemment. Cela m'a manqué. C'est le seul bémol. Pour le reste, je ne peux évidemment pas me plaindre. Cela m'a permis de vivre avec mes parents, de voyager. Lorsque je suis entrée aux Facultés Saint-Louis, la distance avec les autres était assez désagréable, je me sentais différente. Certains n'osaient pas s'approcher de moi. D'autres venaient vers moi par curiosité. Heureusement, je me suis très vite fait des amies et j'ai été une étudiante normale.

Adolescente, vous vouliez d'abord être actrice... J'adorais et j'adore toujours le théâtre et le cinéma. Mes parents m'ont gentiment découragée. J'ai entamé le droit et j'ai choisi le journalisme. Je suis allée en France pour pratiquer mon métier, c'était plus facile. J'ai collaboré au Figaro Magazine et d'autres publications en France, en Espagne, en Italie.

Vous vivez à Londres. Est-ce pour fuir la Belgique ? Non, pas du tout, j'habitai Paris à l'époque de mon mariage. J'ai suivi mon mari, Salvador Moncada, un grand scientifique britannique d'origine hondurienne qui était membre de la Fondation scientifique pour la cardiologie de ma mère. Lorsque mes parents vi-

vaient encore, je rentrais régulièrement en Belgique. Et j'y reviens une ou deux fois par mois, pour mes activités professionnelles, pour voir ma famille et mes amis.

Progressivement, vous vous êtes imposée dans le paysage médiatique comme une activiste écologiste, féministe, défenderesse des peuples autochtones. D'où vous viennent ces engagements ? Mon père m'avait nommée vicePrésidente de sa Fondation pour la conservation de la nature et l'exploration scientifique. À son décès je suis devenue présidente. L'environnement est donc une préoccupation permanente chez moi. La conscience de l'urgence climatique existe aussi dans le public. Mais il manque le courage politique pour l'affronter de manière plus radicale parce que la protection de l'environnement exige des décisions difficiles. Toutes ne sont pas populaires. Mais on a vu lors du Covid que les gens étaient capables de suivre des politiques très restrictives.

Parce que le péril était là à notre porte... Beaucoup pensent que la crise climatique est lointaine. C'est faux, tous les jours, des catastrophes dues au réchauffement de la planète surviennent. La perte de biodiversité est silencieuse, les gens ne s'en rendent pas compte. Nous avons perdu en très peu de temps plus de 40 % d'insectes. C'est une catastrophe environnementale mais aussi pour notre alimentation, notre survie, tout simplement. Si nous perdons les pollinisateurs, il n'y aura plus de fruits, de légumes, de café... Les deux périls sont là, il faut les affronter en même temps.

Pourtant, dans l'ordre des inquiétudes, le pouvoir d'achat arrive loin devant l'environnement... Et c'est normal.

Comment voulez-vous parler de ce thème lorsque les gens doivent choisir entre se soigner ou manger ? La communication devrait insister sur ce fait: toutes les crises sont liées. Dans la crise du climat et de la biodiversité, ce sont les personnes les plus vulnérables, les bas revenus qui souffriront le plus. La crise sociale doit être gérée en même temps que la crise environnementale. Exercice périlleux. Cela démontre que toutes les crises sont liées et qu'il faut aborder celle des inégalités en même temps que la crise climatique.

Le tournant est-il pris ? Je crains que nos enfants ne soient confrontés à un monde plus dur. Mes enfants disent tous les deux qu'ils ne veulent pas avoir d'enfants. Ils sont très inquiets du futur, des ces crises, de la guerre.

Que faire ? C'est tout le système qu'il faut changer. Il faut d'urgence passer à la transition juste. Tous les travailleurs des secteurs polluants ne peuvent pas être abandonnés. Il va falloir mettre énormément d'argent pour réussir ce défi, pour les requalifier car il y a beaucoup d'avenir dans les nouveaux métiers des énergies renouvelables, dans l'isolation des bâtiments, etc. Et il faut aussi veiller à ce que dans tous ces métiers d'avenir, les femmes s'engagent aussi afin qu'elles ne soient pas, à nouveau, les laissées pour compte du progrès. Elles doivent s'investir davantage dans les filières scientifiques, en physique, en chimie et en matière d'intelligence artificielle où pour l'instant, il n'y a qu'une femme pour cinq hommes.

Qui va payer ? Chacun peut faire un effort personnel. Mais ce n'est pas cela qui va sauver la planète. Le système économique, financier, doit changer. Les épaules les plus larges doivent être mis-

Documents sauvegardés

es à contribution. Il n'y a pas que les écologistes et les gens de gauche qui affirment que le capitalisme est en crise. Tout le monde admet que le capitalisme sauvage nous a amenés où nous sommes. Il y a des limites planétaires. La politique du profit, d'extraction de la terre à tout prix a ruiné la planète. Ce n'est pas la valeur du PIB qui représente la solution:beaucoup d'économistes parlent aujourd'hui d'une économie du bien-être. Plusieurs pays, souvent dirigés par des femmes d'ailleurs, prônent cela... Vous préférez la lutte radicale. Défendez-vous les activistes qui jettent de la couleur sur les oeuvres d'art? J'ai beaucoup plus d'outrage quand je vois des gens mourir à cause de la crise climatique, dans des conditions de vie abominables, au Pakistan, en Afrique ou quand je vois le million d'animaux morts en Australie que quand je vois des activistes jeter de la soupe sur un tableau protégé par une vitre. J'adore l'art, je ne défends pas le vandalisme. Mais il s'agissait d'une action d'éclat qui ne touche pas l'oeuvre:elle a fait le tour du monde alors que plus personne ne parle des démonstrations dans la rue. Le but est de remettre la crise climatique à l'avant-plan des préoccupations.

Autre cause qui vous est chère:le féminisme. Vous ne l'avez pas hérité de votre mère... Non, même si, dans un certain sens, elle était une femme d'opinion. Parfois très tranchée. Sans le savoir, elle était à l'avant-garde de beaucoup de choses. Elle s'habillait en pantalon:avant la guerre, cela n'était pas courant. Ma grandmère paternelle, la reine Élisabeth, était elle aussi l'avant-garde de beaucoup de combats. Mais on ne peut pas dire qu'elle était féministe. C'était des femmes fortes.

Des femmes abandonnent le pou-

voir:Jacinda Ardern en Nouvelle-Zélande, Nicola Sturgeon en Écosse... Il y en avait 26 au pouvoir et nous venons d'en perdre deux. Nous sommes encore très loin de l'égalité entre hommes et femmes. En politique, cela dépend des pays, mais à l'échelle globale, elles ne représentent qu'un tout petit pourcentage. La politique n'est pas tendre avec les femmes. On se préoccupe de la façon dont elles s'habillent, se maquillent. Les femmes assument encore un rôle plus important dans les tâches familiales. L'égalité salariale n'existe toujours pas, sans parler de tout ce que certaines femmes doivent subir dans le monde, comme les mariages précoces, les mutilations génitales et les autres horreurs. On est loin, non pas de l'égalité, mais tout simplement de la sécurité pour les femmes. Il y a encore tellement de violences à leur égard.

Les mentalités évoluent... Si lentement! Et l'on vient de très très loin... Heureusement, beaucoup d'hommes soutiennent les femmes dans leur combat et ils le font de manière naturelle. Mon souhait n'est pas de remplacer les hommes par les femmes mais simplement d'arriver à une égalité, une solidarité et une vision partagée. La vision des hommes et des femmes est différente mais elle est très complémentaire. Mais il y a encore des réflexes très patriarcaux... Les modèles de femmes qui ont conquis des postes de premier plan sont très importants à répandre. La société doit être plus diversifiée.

Vous vous êtes prononcée pour le déboulonnage des monuments érigés à la gloire des acteurs de la colonisation. En Belgique, tout le monde pense à la statue équestre de Léopold II, place du Trône à Bruxelles. Je me suis exprimée en ce sens au moment de la mort de

George Floyd. On savait que les brutalités policières contre les Noirs mais aussi contre les Blancs étaient régulières et effarantes aux États-Unis. Elles se produisent aussi en Europe, même si cela est moins extrême. Mais quand même. Il y a un racisme qui reste dans toutes les institutions. On essaye de le corriger mais cela prend beaucoup de temps. Dès lors, j'ai trouvé important de parler de notre passé, de le confronter. Car dans les manuels d'histoire, ce passé est très édulcoré. Ils racontent surtout ce que la Belgique a fait de formidable.

Des Belges ont fait des choses formidables... Oui, bien sûr, des médecins, des professeurs y ont mené des actions importantes, essentielles. Évidemment. Des gens mus par un vrai idéal se sont réellement investis pour le bien-être des peuples. À titre individuel, c'est indéniable. Moi, je parle du colonialisme, du système qui a fait que les Européens de tous les pays sont allés là-bas, non pas dans un but humanitaire, mais pour capter les richesses, développer notre économie, imposer notre religion, notre culture. On a éliminé beaucoup de savoirs. Certains, les Anglais, les Portugais, les Espagnols, ont disséminé les populations locales. C'est tout ce système qu'il faut expliquer. Or, dans l'espace public, il n'y a que des statues à la gloire des conquérants – il y a très peu de femmes – qui ont provoqué des conflits sur ces terres lointaines. Et il y a très peu d'explications. J'insiste:je ne critique pas les Belges qui sont allés au Congo. Certains exemples sont merveilleux. Mais c'est le concept du colonialisme que je critique. Et pas seulement celui de la Belgique.

Faut-il pour cela déboulonner les statues? Je préférerais qu'on ne détruisse pas les statues mais qu'elles soient accom-

Documents sauvegardés

pagnées d'explications. Mais il n'y a pas la place, là où elles sont érigées, pour expliquer tout ce qui s'est passé. Je pense donc que ces statues devraient être transférées dans les musées. Ou alors, comme l'Angleterre essaye de le faire maintenant, il faudrait installer des statues de personnages qui ont résisté: Mandela, Gandhi, etc.

On ne peut résumer le règne de Léopold II à ce qu'il a entrepris au Congo... Je suis d'accord. Il faut être nuancé. Léopold II, mon lointain ancêtre, avait une vision extraordinaire pour son pays. Il a fait énormément pour la Belgique. C'était un homme intelligent, intéressant qui a fait beaucoup de choses positives. Je ne condamne pas Léopold II comme personnage. Mais il a permis l'instauration d'un système abominable au Congo. Quand mon fils, par exemple, lit ce que Churchill a dit et a fait en Afrique du Sud et en Inde, il est horriblement choqué. C'est le personnage le plus glorifié en Angleterre, notamment grâce à son rôle pendant la Seconde Guerre mondiale, mais il a dit des choses abominables, racistes, sur l'Afrique.

N'est-il pas dangereux de juger l'histoire avec nos yeux d'aujourd'hui. Exemple: dans le livre que vous avez consacré à votre père, vous racontez comment lui et ses amis ont fait sortir un anaconda de sa tanière, en y jetant de l'essence et en y boutant le feu. Ils l'ont tué et dépecé... Oui, c'est horrible. Je n'apprécie pas cela. Je suis d'accord que l'on ne peut pas juger au moment même. Je pense d'ailleurs que les terroristes d'hier sont devenus des héros. Et je suis certaine que les militants écologistes que l'on appelle radicaux aujourd'hui, deviendront des héros dans cinquante ans, quand on se rendra

compte de la force du combat qu'ils ont mené pour sauver la planète. Ce ne sont jamais les gens bien élevés qui ont fait avancer les choses. Mais justement, avec le recul, il n'est plus possible de présenter ce que les Européens ont fait dans les "colonies" comme quelque chose de magnifique.

Ces pays ont accédé à l'indépendance et dans certains d'entre eux, je pense au Congo, il n'y a plus d'État, le viol est devenu une arme de guerre... Notre passé ne justifie en rien ce qu'ils font aujourd'hui. Le système des multinationales et la corruption perpétuent le soutien aux dictateurs. Cela ne dédouane pas les leaders corrompus. Mais par intérêt, nous soutenons beaucoup de régimes corrompus. Des multinationales continuent à piller des richesses, et pas au bénéfice des populations locales. L'Europe, l'Australie, la Chine, les États-Unis, etc.

Le roi Philippe a prononcé des regrets à l'égard du colonialisme. Auriez-vous préféré qu'il présente des excuses ? Je trouve cela formidable qu'il ait dit cela. C'est un des seuls. On attend que d'autres pays le fassent. Ce qu'il a dit est remarquable. Il y a aussi des retours d'oeuvres d'art. Cela avance. Les Pays-Bas ont présenté des excuses pour la traite des esclaves. C'est normal. Il s'agit d'aller vers plus de justice ou de progrès. C'est à ceux et à celles qui ont été les victimes de ce système de dire s'ils attendent des regrets ou des excuses.

Mais vous, personnellement... Personnellement, je pense que les excuses sont très importantes. C'est comme dans un couple. Cela permet, quand il y a eu trahison, mensonge ou querelles, de repartir d'une autre manière. Les commissions de vérité et de réconciliation

constituent des pas importants.

Dans une récente interview, vous avez dit: qui suis-je pour parler de politique ? En réalité, vous n'arrêtez pas... C'est vrai, tout est politique.

Ne devriez-vous pas observer un devoir de réserve ? Personne, en effet, dans ma famille, ne peut tenir de tels propos. Les membres de la famille royale qui ont une liste civile du gouvernement doivent observer un droit de réserve. Moi, je ne vais évidemment pas critiquer ma famille actuelle. Mais critiquer des personnages historiques de ma famille, pourquoi ne pourrais-je pas le faire ? Il s'est passé des choses douloureuses. Il est important que des membres de la famille le disent tout haut.

N'avez-vous pas le sentiment de gêner l'action du gouvernement, de perturber la parole du Roi ? Je suis sûre que, dans ma famille, certains se disent: mon Dieu, que va-t-elle encore dire... ? Mais j'ai l'impression, je me trompe peut-être, que le fait que je sois libre de parole et que je parle fort, peut aussi être apprécié. Cela donne une autre dimension, une autre image de la famille royale.

Pourquoi ne pas renoncer à ce titre de princesse ? Non. Pourquoi ? Je ne reçois aucun argent du gouvernement. Je n'ai aucun privilège particulier. Je travaille. Je crois aux causes que je défends. Le fait d'être princesse ajoute quelque chose. Mais pourquoi y renoncer ? Si vous n'étiez pas princesse de Belgique, votre voix serait moins sonore... Vous avez raison.

Vous exploitez ce titre... Je l'utilise quand il peut donner plus de visibilité et d'écho aux combats que je soutiens. Lorsque j'ai été arrêtée avec "Extinction Rebellion", je savais que cela allait

Documents sauvegardés

provoquer des articles. Je l'ai fait pour que la cause soit entendue dans d'autres milieux.

Un arrêté royal de 2015 a tenté de mettre fin à la confusion entre les titres de la famille royale et leur nom. Les membres de la famille royale ont été priés de modifier leur carte d'identité et d'utiliser "de Saxe-Cobourg" à l'État civil et non plus "de Belgique". Laurent et Astrid l'ont fait... Vous signez toujours "de Belgique"... J'ai lu cela. Personne ne m'a jamais dit que je devais renoncer à m'appeler "de Belgique". Sur mon passeport, renouvelé l'an dernier, il y a seulement "Altesse royale" et "Princesse". Le nom "de Belgique" n'y figure pas.

Puis-je savoir alors quel nom vous portez... Sur mon passeport, je n'ai pas de nom. Regardez (elle me tend son passeport):mon prénom est Maria-Esmeralda. Mon nom est "Princesse". Cela pose un problème car quand je dois réserver un billet d'avion, je mentionne "Princesse" comme nom de famille puisque je n'en ai pas d'autre.

Vous êtes une Saxe-Cobourg... Je n'ai aucun papier pour cela.

Mais vous continuez à signer "de Belgique"... Parce que c'est comme cela que je signe mes livres, depuis toujours. Parce qu'avant, c'est comme cela que nous nous appelions. Je l'ai toujours utilisé. Le nom "de Réthy", que l'on attribue toujours à ma mère, a en réalité été inventé par le roi Albert Ier pour lui permettre de voyager de manière anonyme. Mon père l'a aussi utilisé.

Comment dois-je vous présenter aux lecteurs de "La Libre"? Choisissez ! Vous êtes cinglante, avec les nuances que vous avez apportées, à l'égard de

Léopold II. Vous n'émettez pas de critique à l'égard de votre père, Léopold III, figure également contestée de l'histoire de Belgique. Le voyage de noces qu'il a entrepris en Autriche, en pleine Seconde Guerre mondiale... mon père est mon père. Il est évident que je ne l'ai jamais critiqué. Je ne le ferai jamais. Ni ma mère. Ni les membres de ma famille actuelle. Léopold II, c'est un personnage lointain.

Avez-vous des contacts avec le roi Philippe? Oui, bien sûr.

Mais vous continuez à affirmer que la monarchie est anachronique... Permettez-moi à nouveau de nuancer mon propos. Si vous regardez les choses froidelement, la monarchie peut apparaître comme un système anachronique: le fait d'accéder à un pouvoir sans avoir été élu, cela ressemble à une pratique du Moyen Âge. Cela dit, en Belgique comme dans d'autres pays européens, ce système est sans doute plus aisément à assurer. Il serait difficile d'élire un président en Belgique. De surcroît, le Roi représente une référence, une autorité morale. Il est un ferment de la nation. Les monarchies européennes ont un rôle de représentation, elles le font très bien.

Comment vous ressourcez-vous? Dans la nature. J'adore marcher en montagne. J'ai repris le chalet de ma mère à Hinterriss, en Autriche. J'adore y aller l'été. Nous marchons souvent plusieurs heures en montagne. J'ai aussi fait l'ascension du Kilimandjaro avec ma fille. Nous l'avons fait pour récolter des fonds en faveur d'une association de femmes au Kivu. J'aime aussi la mer et le désert.

En qui, en quoi croyez-vous? Je crois en la force de l'Amour. Cela nous manque énormément en ce moment:l'amour, la

solidarité, l'empathie.

Pensez-vous à la mort, parfois. Oui, de plus en plus... Mais pas trop.

Qu'y a-t-il après la mort? Je serais très curieuse de le savoir.

Qu'est-ce qui vous a construite? D'abord mon père. Ensuite mes combats. Et mes enfants. Ils me construisent tous les jours. Ils sont une énergie, une force, une remise en question.

Etes-vous une femme heureuse ? Personne n'est heureux en permanence. Il y a des moments très forts de joie. Mais on n'est jamais heureux totalement.

"J'ai fait mes études à la maison. J'avais plusieurs précepteurs. J'étais assez isolée. Je ne voyais aucun enfant de mon âge [...] C'est le seul bémol."

"Ma mère, la princesse Lilian, m'a confié que son mariage, en pleine guerre, avec mon père, le roi Léopold III, était une erreur."

"La monarchie peut apparaître comme un système anachronique. [...] Mais le Roi représente une référence, une autorité morale. Il est un ferment de la nation."

"Ce ne sont jamais les gens bien élevés qui ont fait avancer les choses" Du côté de chez Proust Quelle est votre vertu préférée? Le courage et le courage moral en particulier. La qualité que vous préférez chez un homme ? L'intelligence émotionnelle, la sensibilité. Chez une femme ? La même chose. Votre principal défaut? L'indécision. Votre principale qualité ? La loyauté. Votre rêve de bonheur? Être avec ceux que j'aime dans le désert ou au sommet d'une montagne. Quel serait votre plus

Documents sauvegardés

grand malheur? Perdre mes enfants, voir le monde naturel disparaître. Votre auteur préféré ? Difficile, il y en a tellement: Chimamanda Adichie, Haruki Murakami, Margaret Atwood, Gabriel García Márquez... Votre compositeur préféré ? Bill Evans, Mozart, les Beatles... Votre héros préféré dans la fiction? Alice au pays des merveilles et Don Quichotte ! Qu'est-ce que vous détestez par-dessus tout? L'injustice. Le don que vous auriez aimé avoir? La musique. Comment aimeriez-vous mourir? Sans le savoir. Quelle est la faute, chez les autres, qui vous inspire le plus d'indulgence ? La timidité. Avez-vous une devise ou une phrase qui vous inspire ? Gandhi: "D'abord ils vous ignorent, ensuite ils se moquent de vous, après ils vous combattent et enfin, vous gagnez."

"Il faut être nuancé. Léopold II, mon lointain ancêtre, avait une vision extraordinaire pour son pays. [...] Mais il a permis l'instauration d'un système abominable au Congo."

Illustration(s) :

Esméralda de Belgique lors d'une manifestation à Bruxelles pour le climat.

. PHILIP REYNAERS /PHOTONEWS

Léopold III, en 1970.. PHOTONEWS

Documents sauvegardés



© 2023 La Libre Belgique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20230421-BLI-a0003513612

Nom de la source	Vendredi 21 avril 2023
La Libre Belgique	
Type de source	La Libre Belgique
Presse • Journaux	• p. 18,19
Périodicité	• 1131 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



“Je pense que le mot ‘éco-terrorisme’ est souvent utilisé dans le mauvais contexte”

Aurélie Demesse

Rencontre avec Bo Vanhoorickx, une jeune militante belge d'Extinction Rebellion.

Ce vendredi, les activistes bri-tanniques d'Extinction Rebellion ("XR") organisent leur grand retour sur le devant de la scène militante avec "The Big One", leur première action de l'année 2023. Le 31 décembre dernier, les militants du mouvement avaient annoncé changer de stratégie et abandonner temporairement la perturbation publique comme tactique principale. "Ce dont nous avons le plus besoin aujourd'hui, c'est de perturber l'abus de pouvoir et le déséquilibre, afin d'opérer une transition vers une société équitable qui travaille ensemble pour mettre fin à l'ère des combustibles fossiles. Nos politiciens, accros à la cupidité et gonflés par les profits, ne le feront pas sans pression", pouvait-on lire dans le communiqué publié à l'époque, qui donnait rendez-vous à Londres, à partir du 21 avril. Ce sont finalement plus de 200 organisations et 30 000 participants qui se rassembleront dès ce vendredi à Westminster et devant les Chambres du Parlement.

Après avoir "marché pour le climat" comme de nombreux jeunes, Bo Van-

hoorickx, une militante belge de 17 ans, a choisi de rejoindre XR Belgique il y a trois ans. Elle explique à La Libre ses motivations, également racontées dans le documentaire *Planet B* du réalisateur belge Pieter Van Eecke.

Pourquoi avez-vous choisi de vous tourner vers des actions de désobéissance civile ? Je crois que beaucoup de formes différentes d'activisme sont nécessaires pour atteindre un objectif commun. Je ne veux en aucun cas discreditier les marches, parce qu'elles montrent qu'il y a beaucoup de gens qui veulent cela et que c'est un type d'action très accessible. J'ai commencé à militer de cette façon, mais je me suis sentie un peu frustrée parce que j'ai remarqué qu'au bout d'un moment, c'était de moins en moins médiatisé, qu'il y avait de moins en moins de gens et surtout moins de politiciens qui en parlaient. La désobéissance civile, c'était quelque chose de différent : il s'agit de bloquer les gens et de leur faire savoir que vous êtes là et que vous êtes prêt à aller loin pour votre objectif. Dans mon cas, la désobéissance civile est toujours non violente parce que je me sens plus en sécurité et que cela donne une vision un peu plus courtoise des mouvements clima-

Bo Vanhoorickx a rejoint le mouvement Extinction Rebellion et milite depuis qu'elle a 14 ans.

PIETER VAN EECHE

tiques.

Dans le documentaire, on voit que votre mère est également membre de XR. Est-ce qu'elle vous a incitée à vous tourner vers le mouvement ? Ma mère était dans XR. Bien sûr, ça a aidé qu'elle connaisse beaucoup de gens là-bas. Quand j'avais des questions à ce sujet, je pouvais toujours aller la voir. Mais c'est moi qui ai pris l'initiative de m'inscrire. Quand j'ai participé à l'action "Royal Rebellion" à 14 ans, c'est l'une des plus grandes critiques que nous avons reçues. Mais c'était mon initiative : si elle m'avait dit que je ne pouvais pas y aller, j'aurais quand même voulu y aller avec Luca parce que nous étions têtus à cet âge-là.

Participer à des actions de désobéissance civile implique souvent des confrontations avec la police et, parfois, d'être arrêté. Comment vit-on ce type de situation quand on est adolescente ? Je crois que le type de confrontation est différent à chaque fois. Je pense que j'ai été arrêtée quatre fois au total. La première fois, j'ai eu de la chance, d'une



Documents sauvegardés

certaine manière, parce que j'étais dans un grand groupe et que nous étions plus nombreux que la police. Une autre fois, il n'y avait que ma mère et moi et j'étais en isolement pendant six heures. Les deux premières heures, ça va, mais après, on a l'impression de devenir un peu fou. Être arrêté, ce n'est jamais marquant. Des policiers m'ont dit que mon objectif n'en valait pas la peine, mais je le referais quand même. J'attends aussi avec impatience le jour où j'aurai 18 ans (NdLR; en juillet) et où je serai arrêtée:pour la première fois, je serai dans une cellule avec beaucoup de monde. Quand on est mineur, on est toujours séparé des adultes. L'inconvénient, c'est que je pourrai avoir un casier judiciaire, bien sûr, mais bon.

On entend de plus en plus parler d'“écoterrorisme”. Pensez-vous que les militants pour le climat risquent de se tourner vers des modes d'action plus violents ? Je pense que le mot “éco-terrorisme” est souvent utilisé dans le mauvais contexte. Lorsque des gens jettent de la soupe sur un tableau qui est complètement recouvert et n'endommagent rien, ce n'est pas de l'éco-terrorisme. C'est de la désobéissance civile. Mais je peux comprendre que des personnes se tournent vers ce mode d'action pour le changement climatique:c'est un sujet incroyablement déprimant et si vous avez l'impression que vous n'avez plus d'options, alors je trouve que c'est la prochaine étape assez logique. Je trouve que le terrorisme est un mot très extrême pour ce qu'il décrit.

Qu'attendez-vous des responsables politiques ? Qu'est-ce que j'attends ou qu'est-ce que j'espère d'eux ? Parce qu'il y a une grande différence (rires). Dans un monde idéal, je m'attendrais à ce qu'ils prennent des mesures radi-

cales. Je suis désolée, mais il n'est pas possible de faire cela lentement et calmement. Il faudrait agir de la même façon que celle avec laquelle ils ont géré la crise du Covid-19:rapidement, en écoutant les scientifiques et les gens qui crient à tue-tête depuis si longtemps. Qu'ils arrêtent d'investir leur argent stupide dans des entreprises de combustibles fossiles qui ne sont pas tournées vers l'avenir et qui ne sont pas construites de manière durable pour ce que nous réserve le futur. Pour ce que notre avenir nous réserve, j'aimerais voir des choses comme un réseau européen de distribution d'électricité. J'aimerais voir une diminution du consumérisme. J'aimerais qu'ils taxent les milliardaires et millionnaires qui prennent l'avion pour se rendre dans leurs centres de villégiature privés au Panama tous les week-ends. Ce que j'attends d'eux est un peu plus déprimant, parce que c'est à l'opposé de ce que j'espère.

30 331 manifestants sont attendus à Londres entre le 21 et le 24 avril pour participer à “The Big One”, l'action de désobéissance civile organisée par Extinction Rebellion à laquelle plus de 200 associations se sont jointes.

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2023 La Libre. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à
UNIVERSITE-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20230504-BLIW-982166

Nom de la source Jeudi 4 mai 2023

La Libre (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Action surprise d'activistes écologistes dans le quartier européen cette nuit pour encourager la commission à inscrire l'écocide dans le droit

Sylvain Anciaux Journaliste DH Bruxelles

Extinction Rebellion et WeMove ont collé des affiches pour sensibiliser les commissaires européens à voter un texte légiférant l'écocide.

Le 29 mars dernier, le Parlement Européen adoptait une proposition de directive visant à inscrire la notion d'écocide dans le droit européen. Le but : pouvoir traduire en justice les entreprises responsables de dommages graves et durables sur l'environnement. Ce jeudi, ce sera à la Commission de se pencher sur le texte. L'occasion pour Extinction Rebellion d'attirer les commissaires, avec un collage d'affiches "Make Ecocide a Crime" ("Faites de l'écocide un crime") aux quatre coins du quartier européen.

Parmi la trentaine d'activistes d'Extinction Rebellion et de WeMove (un mouvement qui mène des campagnes visant à renforcer le pouvoir citoyen), des profils éclectiques. De la vingtaine à trois fois plus, autant d'hommes que de femmes, même si Lobster (les prénoms ont été changés) constate que, depuis 2019, il est difficile de mobiliser des milliers de personnes comme lors des marches pour le climat ou d'autres actions fortes. Peu importe, " c'est l'enjeu

de la décennie, il y aura probablement des guerres pour l'eau et pour la nature, il faut agir, c'est un devoir ". Ginkgo l'admet aussi, " j'aurais préféré faire quelque chose d'autre un mercredi à 23 heures, mais une personne sur deux dans le monde est directement menacée par cette crise écologique et sociale ". Consciente que, en tant que Bruxelloise, elle ne fait pas partie des plus menacés, agir ce mercredi soir était un devoir, pour elle aussi.

Peu avant 23 heures, le haut de la rue de la Loi ne ressemble que peu au constant vacarme qui lui est attaché aux heures pleines. Le jeu du chat et de la souris commence avec les vigiles de la Commission. Ginkgo et son petit groupe débarquent par un parc et collent les affiches quatre par quatre sur les murs des bâtiments administratifs. " Il faut appuyer sur tout ce qu'on peut, on est déjà passé par d'autres canaux avant, ici c'est le dernier coup de pression. "

Interrogée sur les pratiques parfois radicales qu'Extinction Rebellion met en

Extinction Rebellion placarde les murs de la commission en faveur d'une loi inscrivant l'écocide dans le droit. ©cameriere ennio
Extinction Rebellion placarde les murs de la commission en faveur d'une loi inscrivant l'écocide dans le droit. ©cameriere ennio

œuvre pour se faire entendre, elle justifie que " chaque année, plusieurs activistes du climat sont tués (Global Witness recense plus de 1 700 militants tués entre 2012 et 2021, NdlR), les vrais violents, ce sont eux ", explique-t-elle en désignant les entreprises polluantes et leurs responsables.

Finalement, c'est... un commissaire européen qui vient mettre fin à la fête alors que Lobster et son équipe sont aux prises avec le mur de la Commission, rien que ça. Pipe au bec et écharpe tartan, le fonctionnaire s'époumone pour faire arrêter la scène, filme et puis appelle la sécurité. Une menace qui aura suffi aux activistes pour disparaître dans les rues parallèles. Avant, pour certains, de se faire rattraper par la police. L'action se poursuivra ce jeudi matin, au même en-

Documents sauvegardés

droit.

**Cet article est paru dans La Libre
(site web)**

<https://www.lalibre.be/planete/environnement/2023/05/04/action-surprise-dactivistes-ecologistes-dans-le-quartier-europeen-cette-nuit-pour-encourager-la-commission-a-inscrire-lecocide-dans-le-droit-EIQVU3I6IFHYBE3E6VOKY3IWVI/>



Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2023 La Libre. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publié

Certificat émis le 10 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20230606-BLIW-990066

Nom de la source

La Libre (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Mardi 6 juin 2023

La Libre (site web) • 658 mots

"Les activistes pro-environnement méritent notre sympathie, pas la répression"

Véronique Leblanc

Dunja Mijatović, la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, défend les nouvelles formes d'activisme écologique et dénonce la violence de leur répression.

Véronique Leblanc

Face à l'intensification de la répression des militants pro-environnement, la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović prend fait et cause pour "ceux qui sont à l'avant-garde des manifestations pour l'action climatique". Les mouvements pacifiques en faveur de l'environnement, y compris dans leurs formes les plus inédites, ne doivent pas être réprimés, écrit-elle dans un "Carnet des droits de l'homme" publié le 2 juin dernier où elle dénonce la montée de la criminalisation des activistes.

Exit donc les termes d' "écoterroristes" "écozélotes" "criminels" "minorités égoïstes" et autre "écovandalisme" parfois associé à "terrorisme"

Pour la Commissaire, ces termes particulièrement "désobligeants" n'ont pas à être appliqués à ces activistes et risquent d'encourager l'usage de la violence contre les participants à ces manifestations qui montent en puissance et prennent désormais des formes inédites, certes

"perturbatrices" mais surtout liées à "un sentiment croissant de frustration et d'impuissance, en particulier dans les jeunes générations, face à l'insuffisance manifeste des mesures prises par les gouvernements confrontés à l'imminence d'une catastrophe climatique".

Bâillonnés, les activistes cherchent de nouvelles voies pour se faire entendre et atteindre un public plus large constate Dunja Mijatović qui cite le blocage de rues, autoroutes, voies ferrées voire de piste d'aéroport, l'interruption de manifestations sportives ou de représentations artistiques et la projection de peinture ou de nourriture sur des œuvres d'art toujours protégées par des vitres.

"À de très rares exceptions près", ces manifestations ont été "pacifiques et non violentes", écrit-elle en dénonçant les méthodes autoritaires avec lesquelles elles ont été réprimées dans une Europe où la liberté de réunion pacifique et la liberté d'expression incluent le droit de manifester et de protester pour la défense de l'environnement.

Gaz poivre en Autriche, répression par

Dunja Mijatović, la Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, défend les nouvelles formes d'activisme écologique et dénonce la violence de leur répression. ©D.R. La police utilise des canons à eau contre des manifestants d'Extinction Rebellion (XR) qui bloquent une autoroute en protestation contre les subventions aux énergies fossiles, à La Haye, le 27 mai 2023 ©ANP/AFP

la police anti-émeute en France, arrestations et détentions en Finlande, aux Pays-Bas et en Serbie, perquisitions et placement en détention préventive en Allemagne, peines de prison – avec ou sans suris – et peines d'intérêt général dans plusieurs États européens, voire des propositions de loi destinées à renforcer l'encadrement des manifestations et visant essentiellement les manifestations écologiques au Royaume-Uni sont inacceptables, martèle la Commissaire en rappelant que "le maintien de l'ordre doit être conforme aux droits humains"

S'il ne l'est pas, le sentiment de frustration augmentera, particulièrement chez les jeunes qui douteront "de plus en plus de la capacité des institutions démocratiques à répondre à l'urgence climati-

Documents sauvegardés

tique et à d'autres défis environnementaux pressants”

Dunja Mijatović prône un “dialogue social plus authentique” sur les questions environnementales, promeut la présence des défenseurs de l'environnement à la table des négociations et appelle à la participation de tous – y compris les enfants – à la prise de décision concernant les lois, politiques et projets susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement.

L'heure n'est plus à tergiverser estime-t-elle en rappelant l'irréfutabilité des données scientifiques et l'urgence de la “menace existentielle pour l'humanité et les droits humains”.

Selon elle, la violence de la répression exercée contre ceux qui veulent agir peut d'autant moins perdurer que l'on sait que “dans l'histoire de l'humanité, de nombreuses avancées en matière de liberté et de dignité ont été résolues grâce à la détermination de personnes qui ont eu le courage de descendre dans la rue et d'adopter la désobéissance civile pour refuser le statu quo”.

Les activistes pro-environnement s'inscrivent sur “cette longue et stimulante tradition” “ils méritent notre sympathie et notre soutien et non la répression et le ressentiment”, conclut-elle.

Cet article est paru dans La Libre (site web)

<https://www.lalibre.be/international/2023/06/06/les-activistes-pro-environnement-meritent-notre-sympathie-pas-la-repression-X2MN4MIYNNH5NIOIHPMGGXBZZA/>

Documents sauvegardés



© 2023 La Libre Belgique. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20230811-BLI-a0003791095

Nom de la source	Vendredi 11 août 2023
La Libre Belgique	
Type de source	La Libre Belgique
Presse • Journaux	• p. 10,11
Périodicité	• 1752 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Page 11
Page 10

“Ce qui doit guider l'action publique, c'est la justice et pas seulement la légalité”

Loïc Dubois (st)

La désobéissance civile est devenue un mode d'action de plus en plus prisé par les militants de la cause climatique. Elle est le signe d'une montée en puissance d'un certain radicalisme. Mais pourquoi ? Rencontre avec quatre activistes écologistes qui expliquent le sens de leur engagement.

Ces derniers mois, de nombreuses actions de désobéissance civile non violentes ont été menées par des activistes écologistes, en Belgique comme à l'étranger, faisant grand bruit dans les médias et sur les réseaux sociaux. Quelques exemples ? Le blocage des raffineries de Total Energies en octobre, les actions de jets de soupe sur des œuvres d'art ou encore, tout récemment, le blocage de la course en ligne hommes du championnat du monde de cyclisme. Qu'est-ce qui motive ces militants à enfreindre la loi pour servir leur cause ? Ne craignent-ils pas de la desservir plutôt que de la faire avancer ? La Libre a rencontré plusieurs de ces activistes pour chercher à comprendre.

“Demander des changements, ce n'est pas suffisant” Ayant grandi dans une famille qu'elle décrit comme “engagée”, Athéna (prénom d'emprunt) a fait toute

sa scolarité dans des écoles à pédagogie active. “Je ne pense pas que cet enseignement m'ait mené vers l'activisme, mais il m'a donné les outils nécessaires, notamment au niveau de la remise en question de l'autorité”, explique cette Bruxelloise âgée de 20 ans.

Il y a quelques années, alors qu'elle se rend à une marche pour le climat, un membre d'Extinction Rébellion (XR) lui donne un petit prospectus pour une formation, en amont d'une action nationale. Elle décide de s'y rendre par intérêt pour le militantisme écologiste. Ce qu'elle y apprend sur la désobéissance civile la captive aussitôt. Dans les mois qui suivent, elle parle d'écologie à son entourage et se rend avec quelques personnes à une assemblée communale pour y réclamer que l'urgence climatique soit déclarée. “Après la réunion, on s'est retrouvé avec un petit groupe de gens et on s'est dit qu'il fallait se bouger et créer quelque chose. Quelqu'un a parlé d'XR et, un peu par hasard, on a créé la branche Extinction Rébellion de notre commune.”

Athéna explique l'évolution de son engagement. “J'ai participé à plein de marches pour le climat quand j'étais en

En octobre 2022, des activistes avaient bloqué deux jours durant l'accès de deux sites de Total Energies. Mais qu'est-ce qui les pousse à enfreindre la loi ?

. Code Rouge

secondaire, confie-t-elle, et, à l'époque, je croyais vraiment que c'était assez fort pour changer les choses.” Si elle considère que ces manifestations ont eu le mérite d'améliorer la place des enjeux climatiques dans les débats, elle dit néanmoins avoir été “écoeurée” par le peu de résultats politiques obtenus. “Je me suis aperçue que demander des changements, ce n'était pas suffisant, que tant qu'on ne dérangerait pas les grandes entreprises et le monde politique, les choses n'évolueraient pas.”

Un autre objectif, expose-t-elle, est d'enfreindre certaines lois pour dénoncer leur injustice. Athena explique que, dans certains cas, elle se rend à des actions en sachant qu'il y a un risque d'être arrêtée arrêter et que, bien que ce ne soit pas de gaieté de cœur, “ça peut permettre d'être encore plus efficace car il y a plus de chance que la presse en parle”. Elle ne s'en cache pas: certaines actions visent simplement à être médiatiques, pour attirer l'attention et faire parler du problème.



Documents sauvegardés

Un mouvement multigénérationnel Isabelle (prénom d'emprunt) a la cinquantaine, elle est enseignante en région bruxelloise et se définit comme "rebelle". Écologiste de longue date, elle a eu de nombreuses discussions avec ses élèves pendant la période des marches pour le climat. Elle dit avoir été secouée par leur discours et avoir entamé une réflexion sur la nécessité de sortir des rangs pour obtenir plus d'avancées. Quelques mois plus tard, alors qu'elle se rend à un festival au Royaume-Uni, elle rencontre des membres de la branche britannique d'Extinction Rébellion (XR UK) qui y présentent leur mouvement. Selon les termes employés par l'intéressée, "c'était exactement ce que je voulais entendre, parce que je n'en pouvais plus de l'inaction". Isabelle considère que les pétitions, les marches et les négociations avec les politiciens ne suffisent plus et décide "d'entrer dans la rébellion et de faire de la désobéissance civile" en rejoignant XR.

L'enseignante explique que le mouvement comprend des jeunes de 16 ans comme des retraités de 84 ans. "Mais, pour s'engager, il faut oser et être accompagné par des gens qui nous disent qu'on peut le faire. Moi, je n'ai vraiment pas été éduquée à la désobéissance. Il fallait au contraire que j'obéisse sans discuter. Il faut arriver à passer au-dessus de la peur du gendarme, en groupe, en se rendant compte que c'est tout à fait légitime et qu'on ne fait de mal à personne: les actions sont illégales mais non-violentes."

Isabelle considère que la désobéissance civile est un moyen d'amener les gens à se poser des questions. "Le blocage de Total Energies en octobre, ça n'a pas ruiné financièrement l'entreprise mais il a entaché son image. Ils venaient de faire

plusieurs campagnes de green washing et nous, nous avons montré qu'ils n'étaient pas verts du tout, contrairement à ce qu'ils voulaient faire croire."

Agir collectivement Laurie Pazienza, pour sa part, a 28 ans, elle est d'origine liégeoise et est ingénierie en énergies renouvelables. C'est l'une des coordinatrices du collectif "TOTALEment Down" qui dénonce le projet d'oléoduc de Total en Afrique de l'Est. Alors qu'elle passe un an à Londres pour ses études en 2017, Laurie y rencontre des personnes avec des façons de penser très différentes de la sienne et entame une remise en question. Elle explique être devenue végétarienne pendant cette période et s'être renseignée sur de nombreux sujets liés à l'environnement, jusqu'à devenir la "parfaite petite écolo individuelle", selon ses propres mots. Mais, quelques années plus tard, elle prend conscience qu'agir individuellement n'est pas suffisamment efficace et se lance dans l'activisme.

Laurie attribue de multiples avantages à la désobéissance civile. Le premier d'entre eux serait de permettre aux citoyens de se sentir moins impuissants. Un autre avantage serait de perturber les infrastructures polluantes, "comme Total mais aussi beaucoup d'autres". Enfin, la désobéissance civile permet, selon elle, d'attirer l'attention de la presse et donc de faire parler des enjeux liés au climat, ce que les manifestations ordinaires ne suffisent plus à faire. Mais Laurie se dit mécontente du traitement médiatique des actions de désobéissance civile: "Malheureusement, les gens, les médias et les politiciens préfèrent souvent dénoncer le fait qu'on soit dans l'il-légalité au lieu de se demander pourquoi on agit de cette façon. C'est de la médiocrité intellectuelle, volontaire dans cer-

tains cas, pour éviter d'avoir à se remettre en question". Juste ou légal ? Louis Drouassin, lui, est étudiant en sciences politiques à l'UCL et, à seulement 21 ans, il a été le porte-parole de la coalition de désobéissance civile "Code Rouge" lors de l'action de blocage du site de Total Energies en octobre. Comme beaucoup de jeunes militants belges, son engagement a débuté à l'occasion des marches pour le climat qui ont marqué le début de sa prise de conscience de l'urgence climatique. Lorsque les marches pour le climat se sont raréfiées, il s'est rendu à un camp climat en Allemagne pour y observer des actions de désobéissance civile et où il a le sentiment de trouver enfin un mode d'action efficace.

Pour Louis, il y a un décalage entre ce qui est juste et ce qui est légal. "Il est légal pour les entreprises de continuer à compromettre les conditions de la vie sur Terre, et pour autant est-ce légitime? Non. Ce qui doit guider l'action publique c'est la justice, et pas seulement la légalité. Et quand nos gouvernements semblent l'oublier, c'est aux citoyens et citoyennes de se lever et de désobéir à la loi", argumente-t-il. Le jeune homme dit être prêt à prendre le risque de se faire arrêter pour une infraction à la loi. Mais à deux conditions: premièrement, il doit s'agir d'une action de masse, en quel cas il est peu probable que l'arrestation porte à de trop lourdes conséquences, et, deuxièmement, il faut que l'action soit suivie par une équipe légale qu'il est possible d'appeler en cas de pépin.

Louis explique la motivation des activistes par la montée d'un triple sentiment: de l'angoisse face aux conséquences du dérèglement climatique, de la colère vis-à-vis de l'inaction des

Documents sauvegardés

politiques, et de l'espoir parce que des solutions existent et sont détaillées par les différents rapports du Giec.

L'exemple du mouvement pour les droits civiques Il s'encourage en se disant que, dans l'histoire, de grands changements sociaux et sociaux ont eu lieu après des actions massives de désobéissance civile. "Je pense par exemple aux droits civiques aux États-Unis, aux droits des suffragettes en Angleterre ou encore aux droits des aborigènes en Australie. Si ça a déjà marché dans l'histoire, il n'y a pas de raison que ça ne marche plus aujourd'hui."

Louis estime que les mouvements modérés et les mouvements dits "radicaux" sont complémentaires. Il reprend l'exemple du mouvement américain des droits civiques. "Il y avait un camp modéré, représenté notamment par Martin Luther King, et un camp plus radical, avec Malcom X. La Loi de 1964 qui abolit la ségrégation aux États-Unis a été obtenue parce que le président de l'époque a préféré accéder aux demandes des modérés, pour éviter que celles des plus radicaux gagnent en popularité. L'une des utilités du camp radical et de la désobéissance civile est de permettre que les demandes du camp modéré soient perçues comme plus acceptables par la population et par le monde politique."

"Malheureusement, les gens, les médias et les politiciens préfèrent souvent dénoncer le fait qu'on soit dans l'illégalité au lieu de se demander pourquoi on agit de cette façon."

Laurie Cooridatrice du collectif TO-TAlement Down

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2025 La Libre. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 mai 2025 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20250208-BLIW-74a35262-bc6c-4515-bdd3-5b492b0e7d3f

Nom de la source	Saturday, February 8, 2025
La Libre (site web)	La Libre (site web) • 539 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Que s'est-il passé ce samedi au H&M de la rue Neuve ? "Une odeur de fromage de Herve bien mûr" diffusée dans le magasin (VIDEO)

Si vous faisiez votre shopping rue Neuve ce samedi 8 février 2025, le fumet malodorant flottant dans l'enseigne internationale de fast-fashion H&M n'a pas pu vous échapper. Il s'agissait d'une action militante pour attirer l'attention sur les dommages environnementaux et sociaux générés par l'industrie textile. Les pompiers ont été mobilisés.

L'objectif des activistes : "rendre l'atmosphère de cette grande enseigne aussi nauséabonde que l'industrie textile, jusqu'à en vider les magasins". Leur technique pour ce faire a été empruntée à la campagne française Ôde aux Rats. Celle-ci est utilisée dans les grandes villes de France par les activistes d'Extinction Rebellion pour dénoncer les conséquences de la fast-fashion sur la crise climatique et sur ses travailleurs dans les usines du monde entier. Des logos aussi célèbres que ceux de H&M, Zara, Pull&Bear ou Bershka sont dans le collimateur. La substance utilisée : l'acide butyrique. Celui-ci dégage un fumet persistant de sueur, de parmesan, voire de vomit.

À Bruxelles, cette technique de "l'attentat olfactif" a été répliquée par Extinc-

tion Rebellion lors du dernier salon de l'auto, en janvier 2025 : de l'acide butyrique a alors été répandu au sol sous plusieurs modèles de SUV pour dénoncer la gourmandise environnementale de ce type de véhicules, ainsi que leur entreprise dans nos villes.

"Effet de serre, pollution des cours d'eau, pesticides"

"La fast-fashion ne profite qu'aux grandes multinationales", pointent les militants à l'origine de l'action de ce samedi 8 février 2025. "Dans le monde, la mode est responsable de 5 à 10 % des émissions de gaz à effets de serre, de 20 % de la pollution des cours d'eau et de 11 % des pesticides épandus", énumèrent les défenseurs de l'environnement. "Les personnes qui fabriquent les vêtements sont largement sous-payées et travaillent dans des conditions extrêmement précaires. En Belgique, ce sont nos désirs intimes que l'industrie exploite. Cette incitation à la consommation renforce ainsi la concentration des richesses".

À les en croire, ce n'est pas un hasard si les activistes s'en prennent à H&M.

"L'enseigne est un symbole du désastre environnemental et social provoqué par

l'industrie. H&M fait partie des marques liées au plus grand nombre de cas de répression. Bon nombre de travailleuses et travailleurs protestant contre l'échec de la révision du salaire minimum en 2023 ont été victimes d'une violence et d'une répression policières extrêmes : quatre ont été tués, 131 ont été arrêtés et environ 30.000 font toujours l'objet d'accusations largement infondées". Et d'asséner : "Nous demandons à H&M d'abandonner ces accusations infondées et les charges criminelles qui pèsent sur les travailleuses et travailleurs".

Plus globalement, les activistes bruxellois s'inscrivent dans la foulée de leurs homologues français d'Ôde aux Rats: ils exigent "la division par 10 du nombre de vêtements mis sur le marché en Europe d'ici 2030" et "la transparence des marques sur leurs impacts et un engagement à réduire leur production".

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2025 La Libre. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 mai 2025 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20250310-BLIW-7865a893-26d5-4733-9a3b-8596e7cf312c

Nom de la source

La Libre (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Monday, March 10, 2025

La Libre (site web) • 260 mots

Des activistes du climat occupent le bureau de l'assureur Marsh à Auderghem

L'action a débuté vers 08h30 et a duré une trentaine de minutes. Les activistes sont partis avant l'arrivée de la police.

L'oléoduc EACOP est un projet en cours dans l'est de l'Afrique. Il deviendrait la plus longue conduite de pétrole brut au monde, avec ses 1.443 kilomètres de long entre le lac Albert (Ouganda) et l'océan Indien. Le projet est toutefois controversé en raison de son impact sur le climat et la biodiversité.

L'action d'Extinction Rebellion vise à contraindre la compagnie américaine à cesser immédiatement son soutien au projet. Les activistes avaient déjà mené une première action en 2023 devant le bureau du groupe pétrolier TotalEnergies, principal actionnaire du projet.

"Cet oléoduc est un projet écocidaire, néfaste pour le climat et inutile", clame l'association. "De plus, il viole les droits humains des populations locales."

D'après les activistes, l'EACOP émettrait chaque année 34,3 millions de tonnes de CO₂, soit sept fois plus que les émissions annuelles de l'Ouganda.

"L'oléoduc traversera plusieurs zones naturelles protégées, parmi les plus riches de la planète. Plus de 100.000 person-

nes ont déjà été expropriées", poursuit Extinction Rebellion.

L'action d'Auderghem s'inscrit dans une série de mobilisations internationales contre ce projet, notamment en Ouganda, au Japon, en République démocratique du Congo ou encore aux États-Unis. Les activistes ne visent plus uniquement TotalEnergies, mais aussi d'autres parties prenantes du projet.

Une stratégie qui "porte ses fruits", selon eux. Une soixantaine de banques et de compagnies d'assurances auraient déjà retiré leur soutien au projet EACOP.

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2025 La Libre. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 mai 2025 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20250322-BLIW-79f3c4b2-56b8-4fde-acb6-15c440e48567

Nom de la source

La Libre (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Saturday, March 22, 2025

La Libre (site web) • 230 mots

Trois arrestations administratives à la suite d'une action d'Extinction Rebellion à Bruges

Extinction Rebellion mène depuis le 15 mars une série d'actions contre BNP Paribas. Le mouvement pour le climat appelle la banque française à cesser de financer les entreprises liées aux combustibles fossiles et les producteurs d'armes controversés.

Selon l'organisation, BNP Paribas a encore investi en 2023 un total de 12 milliards de dollars (environ 11 milliards d'euros) dans les combustibles fossiles, notamment dans l'Arctique. La banque est également accusée d'avoir sa part de responsabilité dans les violences dans les territoires palestiniens. "Il s'agit de la seule banque européenne qui prête encore de l'argent à Elbit Systems, un producteur israélien d'armes", a dénoncé Extinction Rebellion par communiqué.

Après une première action à Anvers, le groupe s'est rendu à Bruges, samedi, pour distribuer des tracts sur un marché avant de s'installer devant un distributeur de billets dans la Geldmuntstraat. Selon Martine Dewulf d'Extinction Rebellion, l'occupation des activistes n'a empêché personne de retirer de l'argent.

Trois activistes ont été arrêtés administrativement par la police locale à la fin de l'action. Des dommages auraient été

causés au bâtiment où se trouvait le distributeur de billets, selon les forces de l'ordre. Des photos montrent que les activistes ont écrit sur les vitres. "C'était avec un marqueur lavable. Ensuite, nos stewards ont été arrêtés, alors qu'ils ne faisaient que surveiller", a répliqué Martine Dewulf.

Documents sauvegardés

La Libre.be

© 2025 La Libre. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 10 mai 2025 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20250329-BLIW-b342931e-234f-41b1-9913-f7f7baeafbe7

Nom de la source

La Libre (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Saturday, March 29, 2025

La Libre (site web) • 166 mots

Action d'Extinction Rebellion devant un bureau de BNP Paribas à Gand

Depuis le 15 mars, Extinction Rebellion mène une série d'actions contre BNP Paribas Fortis. Ses membres ont notamment déjà manifesté devant les bureaux de la banque à Anvers et à Bruges. Trois personnes ont déjà été arrêtées administrativement. L'action de Gand s'est, elle, déroulée sans incident.

Le mouvement de défense de l'environnement appelle BNP Paribas à cesser de financer des entreprises de combustibles fossiles et les fabricants d'armes controversés. Selon Extinction Rebellion, la banque a investi 12 milliards de dollars dans les énergies fossiles en 2023. "BNP Paribas reste de plus un actionnaire important de sociétés pétrolières et gazières telles que TotalEnergies, Exxon-Mobil et Chevron, qui compromettent les accords de Paris", a ajouté l'organisation. "C'est aussi la seule banque européenne qui continue à accorder des prêts à Elbit Systems, un fabricant d'armes israélien. Ce financement, compte tenu des violences persistantes dans les territoires palestiniens, constitue un soutien direct à la politique génocidaire menée par Israël."

LA MEUSE

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190415-BMEW-495786_75061

Nom de la source	Lundi 15 avril 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 708 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Des milliers de militants à Londres pour l'écologie

Lecture zen

Plusieurs milliers de manifestants ont perturbé la circulation lundi à Londres à l'appel du mouvement Extinction Rebellion pour réclamer un « état d'urgence écologique », au premier jour d'une action qui doit se prolonger toute la semaine dans 80 villes et 33 pays.

Ces militants se sont réunis dans six lieux de la capitale britannique, sur des artères particulièrement fréquentées, comme le pont de Waterloo ou Oxford Street, ou à proximité des symboles du pouvoir politique ou économique, comme à Parliament Square, à quelques dizaines de mètres du parlement et du siège du gouvernement, ou au siège de la compagnie pétrolière Shell.

« À chaque jour de blocage, la pression sur le gouvernement va s'intensifier. Le nombre de jour que nous tiendrons est l'élément clé », a déclaré Larch Maxey, un des porte-parole du mouvement.

Il espère que cette action aboutira à une rencontre avec le gouvernement : « S'ils ne répondent pas à nos demandes, nous allons continuer à donner de l'ampleur à la mobilisation ».

Aux extrémités du pont de Waterloo,

plus d'un millier de militants, parfois déguisés, bloquaient la circulation en milieu de journée, laissant seulement passer les vélos ou les skateboards. Plusieurs centaines de personnes en profitait pour déjeuner au soleil dans une ambiance bon enfant, après que des stands de nourriture végétarienne eurent été installés, tandis que défilait une fanfare.

Pour Extinction Rebellion, mouvement international appelant à la désobéissance civile non-violente contre l'inaction climatique, il faut « bouleverser un système qui, même de manière involontaire, est en train de détruire notre planète ».

« Nous n'avons pas de planète B », pouvait-on lire sur certaines pancartes émergeant parmi de nombreux drapeaux de différentes couleurs portant le logo de l'organisation, un X stylisé symbolisant un sablier, dans un cercle.

Trois revendications

Au Royaume-Uni, Extinction Rebellion a trois revendications : la proclamation d'un « état d'urgence climatique et écologique », l'élaboration d'un plan d'actions pour « réduire à zéro » les émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2025, et la création d'une « assemblée citoyenne » sur les questions de jus-

tice climatique, dont les décisions s'imposeraient au gouvernement.

Le siège de l'entreprise Shell a également été pris pour cible par des manifestants, qui ont accusé la compagnie pétrolière d'« écocide » – défini par l'organisation comme la « destruction d'écosystèmes », assimilable selon elle à un « crime contre l'humanité ».

Les activistes ont brisé les portes vitrées d'accès au bâtiment, déroulé une banderole « Shell knows » (Shell est au courant), ou encore tagué les mots « mensonges » sur la façade. « Les énergies fossiles nous tuent – zéro carbone maintenant », proclamaient leurs pancartes. Au moins une personne a été interpellée à la suite de ces actions.

« En causant intentionnellement plus de 6.000 livres (7.000 euros) de dommages », qu'elle a elle-même estimés, Extinction Rebellion a expliqué vouloir « porter l'affaire devant un tribunal avec des jurés populaires plutôt qu'un tribunal où les juges siègent seuls », et ainsi alerter sur la nécessité d'un « changement radical, sans quoi les conséquences pour la planète seront catastrophiques ».

Extinction Rebellion a annoncé, dans le cadre de sa « rébellion internationale », des mobilisations dans 80 villes dans 33



Documents sauvegardés

pays jusqu'au 22 avril, pour « sonner l'alarme sur l'urgence climatique ».

Entre autres actions, des blocages de routes sont prévus mardi et mercredi à Vienne ou vendredi à Paris, un « camping non-violent » est organisé à Melbourne, devant le parlement de l'État de Victoria (sud-est de l'Australie), à partir de mardi soir, et un rassemblement est annoncé à Washington dimanche.

À Bruxelles, lundi, plusieurs militants Extinction Rebellion ont manifesté place Schuman. Les participants se sont couchés sur l'îlot central de la place pour former le logo du collectif, un sablier.

Ils ont également essayé de se coucher sur un passage pour piétons afin de bloquer le trafic de la rue de la Loi, mais la police locale est rapidement arrivée sur place et a contraint les manifestants à poursuivre leur démonstration sur le trottoir.

D'après la police, les manifestants étaient présents dès 8h00 rue de la Loi et sont partis vers 9h30. Mais le blocage de l'artère n'a duré que quelques minutes.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://luxembourg.lameuse.be/375595/article/2019-04-15/des-milliers-de-militants-londres-pour-lecologie>

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20190705-BME-d-20190704-3uwcr7

Nom de la source	Vendredi 5 juillet 2019
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. Namur_5
Périodicité	• 279 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Namur
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	



Du faux sang devant certains magasins de prêt-à-porter

Le mouvement Extinction Rebellion se cache derrière ces actions

V.D.

Depuis le début de cette semaine, le groupe Extinction Rebellion déverse du faux sang devant des enseignes de prêt-à-porter de Namur. Celui-ci entend dénoncer la « fast-fashion ».

H&M, lundi, Esprit, mardi, Mango, mercredi et Bershka, ce jeudi... Toutes ces enseignes ont été ciblées par des actions de l'antenne namuroise du groupe Extinction Rebellion.

Le même modus operandi a été utilisé à chaque reprise : quelques individus arrivent devant l'enseigne, déversent du faux sang devant l'entrée et placardent des tracts sur la façade, sous le regard incrédule des passants, avant de s'en-courir.

Selon les commerçants contactés, l'action s'arrête là. Certains regrettent même de ne pas avoir eu la possibilité de dialoguer avec ces activistes. Selon les informations reprises sur leurs tracts, ceux-ci affirment s'opposer à la fast-fashion qu'ils accusent de nuire « grièvement à la santé, à la nôtre, et à celle de nos enfants », peut-on lire. « La fast-fashion est un désastre écologique et social. En tant que consommateurs nous sommes complices ».

Radical non-violent

Le groupe Extinction Rebellion est un mouvement écologiste radical non-violent lancé l'année dernière outre-Manche. Depuis lors, celui-ci s'étend partout dans le monde et notamment en France. En mai dernier, ce sont les escaliers du Trocadéro (Paris) qui avaient été aspergés de faux sang.

La semaine dernière, des militants de la branche française faisaient à nouveau la une des journaux suite à l'évacuation par des CRS, à l'aide de bombes lacrymogènes, de membres du mouvement qui occupaient le Pont de Sully à Paris.

Des images qui avaient rapidement fait le tour des réseaux sociaux et interpellé dans l'opinion publique.

V.D.



Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190705-BMEW-513314_75061

Nom de la source	Vendredi 5 juillet 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 904 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Le faux sang répandu à Namur, c'est eux De nouveaux types de contestations

Lecture zenDu faux sang déversé devant des magasins de prêt-à-porter ? C'est l'œuvre des militants d'Extinction Rebellion. Ce groupe de militants écologistes radicaux est peu connu à Namur. L'un des membres nous a dévoilé leurs intentions.

Ils se sont fait connaître des Namurois cette semaine en déversant des litres de faux sang devant certains magasins de vêtements du centre-ville en pleine période de soldes. Pourtant, personne n'avait entendu parler d'eux, il y a encore quelques mois. « C'est normal, notre section a été lancée fin mars », explique Robin, l'un des militants d'Extinction Rebellion (XR), un groupe de militants écologistes radicaux, non-violents, né en Angleterre en 2018.

Devant Bershka ce jeudi. - D.R (Capture)

Lire aussi Du faux sang devant les magasins namurois

Contre la fast-fashion

« Nous ne ciblons pas les enseignes, mais bien ce qu'elles représentent : des vêtements produits à bas coût dans des pays où les conditions de travail sont déplorables. C'est de la fast-fashion. Le

consommateur, lui, change de vêtements plus vite qu'il ne les use. C'est l'inverse de ce que l'on prône », accuse Robin. Mais plus largement, ces contestataires portent un triple objectif. « En premier lieu, nous voulons que le gouvernement déclare l'urgence climatique et écologique, et non pas une déclaration d'intention. Ensuite, nous souhaitons des assemblées citoyennes », poursuit ce militant qui estime que l'organisation actuelle des démocraties représentatives ne permet pas de faire face à la crise. « En tirant les gens au sort, ils s'entoureront de personnes compétentes et ne prendront pas des décisions en pensant à des coalitions ou à des mesures électoralistes ». Enfin, les membres de XR souhaitent un « plan d'urgence nationale ». « Avec un bilan carbone net d'ici 2025, mais surtout, un changement du paradigme économique actuel en sortant du productivisme capitaliste ».

Robin est un militant de la section namuroise d'Extinction Rebellion. - V. Desguin

À ce titre, ceux-ci s'opposent directement au « GreenWashing ». « Continuer à consommer comme nous le faisons, en produisant des panneaux solaires en Chine dans des conditions déplorables, c'est insoutenable. C'est tout notre

mode de consommation qu'il faut revoir ».

Ce samedi, le groupe organisera une action qu'il espère de grande importance sur la place de l'Ange et non pas à Bruxelles comme on aurait pu s'y attendre. « Faire des actions locales avec des groupes locaux permet d'être plus inclusif, de mobiliser des gens qui ne seraient pas venus par manque de moyens. Surtout, ne pas être organisés de manière centrale nous permet de ne pas être récupérés ».

À l'heure actuelle, la section namuroise compterait une quarantaine de membres de tous les âges et de tous les milieux.

Vincent Desguin

Vendredi, Juillet 5, 2019 - 18:48

Par V.D.

Jérémie Dodeigne, professeur à l'UNamur. - UNamur.

Durant les derniers mois, différents groupes ont porté des préoccupations tantôt d'ordre social, tantôt d'ordre environnemental. Que penser de ce phénomène ?

Tout d'abord, on remarque un change-



Documents sauvegardés

ment des modes traditionnels de contestation. On connaît l'importance de la polarisation en Belgique, mais ce genre de mobilisation, via une action au sein d'un parti, ou d'un syndicat, par exemple, a diminué en importance et on voit de nouvelles formes émerger, notamment sur Internet. Vers fin 2018, 2019, on a observé une recrudescence des formes classiques, mais en dehors des acteurs classiques. Il s'agit plutôt d'une dynamique amorcée par la base (Bottom Up), et non d'un message qui part d'une unité centrale. Quelque chose qui se fait de manière beaucoup plus diffuse, par les réseaux sociaux ou encore le bouche-à-oreille. Cela ne signifie pas pour autant l'extinction des autres acteurs de la société civile, mais ça permet à des personnes qui ne se seraient pas mobilisées de le faire.

Si ces mouvements veulent faire entendre leur message au plus haut niveau, ceux-ci mènent aussi des actions décentralisées, notamment à Namur. Pourquoi ?

C'est sans doute une logique bottom up que l'on peut observer à Namur. Le fait de mener des actions décentralisées permet à des gens qui ne seraient jamais venus de se mobiliser. De plus, cela donne l'impression que le phénomène se déroule dans tout le pays. On peut donc y voir un atout. Toutefois, des différences peuvent naître dans le mouvement à des niveaux locaux et donc rendre compliqué le fait de porter un message d'une seule voix.

En plus de favoriser des actions locales, ces groupes prônent une structuration horizontale. Est-ce propre à des mouvements que l'on peut situer à la gauche de l'échiquier politique ?

Les mouvements sociaux se caractérisent par une démocratie interne importante. Certaines choses, comme le fait de regretter le manque de transparence ou d'ouverture de notre système, font partie de leurs revendications. L'idée est donc de s'imposer des règles que l'on veut voir imposer à toute la société.

Cela ne déforce-t-il pas leur action ?

Pour mettre la problématique dans l'agenda, c'est suffisant, mais pour un changement, ils devront, comme n'importe quelle organisation, se centraliser. C'est-à-dire concentrer une partie du pouvoir afin d'être investis d'une certaine légitimité afin de peser avec des interlocuteurs. Au risque que cela soit perçu négativement par les militants.

V.Desguin

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://namur.lameuse.be/409388/article/2019-07-05/le-faux-sang-repandu-namur-cest-eux>

Documents sauvegardés

La Meuse

© 2019 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publie

Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20190706-BME-d-20190705-3uvvnm

Nom de la source	Samedi 6 juillet 2019
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. Namur_6
Périodicité	• 416 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Action dans les commerces
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	



Le faux sang répandu à Namur, c'est eux

Les militants écologistes d'Extinction Rebellion s'en prennent à des magasins de prêt-à-porter

Vincent Desguin

Du faux sang déversé devant des magasins de prêt-à-porter ? C'est l'œuvre des militants d'Extinction Rebellion. Ce groupe de militants écologistes radicaux est peu connu à Namur. L'un des membres nous a dévoilé leurs intentions.

Ils se sont fait connaître des Namurois cette semaine en déversant des litres de faux sang devant certains magasins de vêtements du centre-ville en pleine période de soldes. Pourtant, personne n'avait entendu parler d'eux, il y a encore quelques mois. « C'est normal, notre section a été lancée fin mars », explique Robin, l'un des militants d'Extinction Rebellion (XR), un groupe de militants écologistes radicaux, non-violents, né en Angleterre en 2018.

Contre la fast-fashion

« Nous ne ciblons pas les enseignes, mais bien ce qu'elles représentent : des vêtements produits à bas coût dans des pays où les conditions de travail sont déplorables. C'est de la fast-fashion. Le consommateur, lui, change de vêtements plus vite qu'il ne les use. C'est l'inverse de ce que l'on prône », accuse Robin. Mais plus largement, ces contestataires portent un triple objectif. « En premier

lieu, nous voulons que le gouvernement déclare l'urgence climatique et écologique, et non pas une déclaration d'intention. Ensuite, nous souhaitons des assemblées citoyennes », poursuit ce militant qui estime que l'organisation actuelle des démocraties représentatives ne permet pas de faire face à la crise. « En tirant les gens au sort, ils s'entoureront de personnes compétentes et ne prendront pas des décisions en pensant à des coalitions ou à des mesures électoralistes ». Enfin, les membres de XR souhaitent un « plan d'urgence nationale ». « Avec un bilan carbone net d'ici 2025, mais surtout, un changement du paradigme économique actuel en sortant du productivisme capitaliste ».

À ce titre, ceux-ci s'opposent directement au « GreenWashing ». « Continuer à consommer comme nous le faisons, en produisant des panneaux solaires en Chine dans des conditions déplorables, c'est insoutenable. C'est tout notre mode de consommation qu'il faut revoir ».

Ce samedi, le groupe organisera une action qu'il espère de grande importance sur la place de l'Ange et non pas à Bruxelles comme on aurait pu s'y attendre. « Faire des actions locales avec des groupes locaux permet d'être plus in-

clusif, de mobiliser des gens qui ne seraient pas venus par manque de moyens. Surtout, ne pas être organisés de manière centrale nous permet de ne pas être récupérés ».

À l'heure actuelle, la section namuroise compterait une quarantaine de membres de tous les âges et de tous les milieux.

Vincent Desguin

Documents sauvegardés

LaMeuse

© 2019 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliéCertificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20190904-BME-d-20190903-3vrfj6

Nom de la source	Mercredi 4 septembre 2019
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. Namur_4
Périodicité	• 214 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Namur
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	



Une banderole d'activistes écologistes sur la citadelle

V.D.

Le pont de Jambes et la citadelle de Namur arboraient un autre visage ce mercredi matin. En effet, dans la nuit, le groupe d'activistes écologistes Extinction Rebellion a remplacé les drapeaux présents sur l'ouvrage d'art par des drapeaux arborant le logo de son mouvement. Sur la citadelle, on pouvait lire sur une banderole « Et kwé Prévot, tu fais quoi pour le climat ? ».

actions de désobéissance civile de plus en plus disruptives jusqu'à ce qu'un tel état d'urgence soit publiquement déclaré ». La banderole et les drapeaux ont été décrochés en début de matinée.

V.D.

Par cette démarche, les militants entendent « interroger les politiques et les citoyens, leur rappeler qu'il y a urgence pour sauver la planète et sa biodiversité dont l'homme fait partie ». Surtout, le groupe demande au conseil communal « de déclarer l'état d'urgence climatique et environnemental ».

« Afin de rappeler aux élus la nécessité et l'obligation de travailler à l'intérêt général sur le long terme, nous avons l'intention de manifester notre présence à chaque conseil communal tant que la commune de Namur ne prendra pas clairement en compte la gravité de la catastrophe écologique en cours. Nous n'avons plus le temps d'attendre », expliquent les membres du groupe Extinction Rebellion. Par ailleurs, ceux-ci annoncent qu'ils organisent aussi « des

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191012-BMEW-546482_75061

Nom de la source	Samedi 12 octobre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 455 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Le mouvement Extinction Rebellion manifeste sur la Place Royale

Lecture zen

Quelques manifestants du mouvement Extinction Rebellion, qui occupent la Place Royale ce week-end, ont été interpellés par la police bruxelloise, samedi, peu après 16h00. Ils tentaient de forcer l'entrée des jardins du Palais royal. Parallèlement, quelques dizaines d'activistes se sont regroupés dans le parc royal où ils ont hué la police.

Les activistes d'Extinction Rebellion n'ont pas réussi à pénétrer dans les jardins du Palais royal à Bruxelles samedi après-midi. Ils se sont donc rassemblés sur la Place Royale. Ils veulent l'occuper pendant au moins 24 heures pour dénoncer l'urgence climatique et encourager les autorités politiques à agir. Vendredi, une délégation de militants a été reçue par le chef du cabinet du Roi, rapporte le Palais.

Le mouvement Extinction Rebellion avait invité tous les habitants de Belgique à occuper le jardin du Palais royal de Bruxelles pour y tenir des assemblées populaires débattant des réponses à apporter à l'urgence de la crise climatique et écologique. Les initiateurs entendent ainsi interroger directement le Roi, pour

qu'il sorte « de sa réserve constitutionnelle ». Ils espèrent aussi pousser les gouvernements à reconnaître l'état d'urgence et à agir en conséquence.

Cependant, les jardins du Palais royal sont situés dans une zone neutre, où les manifestations sont interdites. La police bruxelloise avait donc tout prévu pour empêcher l'occupation des lieux. Les sorties du parc royal du côté du Palais royal ont été fermées. De nombreux policiers ont été mobilisés. Ils ont conduit les militants sur la Place Royale, où quelques centaines de personnes se sont réunies.

« Nous sommes très satisfaits du taux de participation », a déclaré David Steeman, d'Extinction Rebellion. « Quelque 1.250 personnes se sont inscrites et un très grand groupe est arrivé. Nous ne sommes pas dans le jardin du Palais royal, mais nous sommes proches du Palais. Nous allons rester ici au moins 24 heures et organiser des assemblées populaires sur différents sujets. L'une de nos revendications est que le pouvoir soit rendu aux citoyens, que les citoyens ordinaires soient en mesure de décider de quelle façon faire face à la crise climatique. »

Les activistes n'ont pas l'autorisation de

la police de rester, mais ils sont restés mobilisés.

« Il y a eu tellement de marches pour le climat, il y a eu des manifestations de 70.000 personnes et cela ne fonctionne pas. Nous en avons assez de demander gentiment », a déclaré M. Steeman.

Par ailleurs, la Princesse Esmeralda de Belgique a été arrêtée par la police, à Londres, alors qu'elle participait à la manifestation d'Extinction Rebellion, selon les médias.

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s): Bruxelles (Bruxelles-Capitale)

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://luxembourg.lameuse.be/454043/article/2019-10-12/le-mouvement-extinction-rebellion-manifeste-sur-la-place-royale>



Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191012-BMEW-546533_75061

Nom de la source	Samedi 12 octobre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 273 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Le mouvement Extinction Rebellion a manifesté à Bruxelles: quelques centaines de manifestants interpellés (vidéos)

Extinction Rebellion avait appelé à une occupation des jardins du Palais royal afin d'y tenir des débats citoyens sur la question climatique.

Ces jardins se trouvant dans la zone neutre, où les manifestations sont interdites, les militants se sont finalement rassemblés sur la Place Royale d'où ils ont été délogés samedi en fin d'après-midi à l'aide notamment d'une auto-pompe.

Certains manifestants ont bien essayé de résister pacifiquement mais ils ont fini par être embarqués par les forces de l'ordre.

Le mouvement Extinction Rebellion avait invité tous les habitants de Belgique à occuper le jardin du Palais royal de Bruxelles pour y tenir des assemblées populaires débattant des réponses à apporter à l'urgence de la crise climatique et écologique. Les initiateurs entendent ainsi interpeller directement le Roi, pour qu'il sorte « de sa réserve constitutionnelle ». Ils espèrent aussi pousser les gouvernements à reconnaître l'état d'urgence et à agir en conséquence.

Capture vidéo VTM

Cependant, les jardins du Palais royal sont situés dans une zone neutre, où les manifestations sont interdites. La police bruxelloise avait donc tout prévu pour empêcher l'occupation des lieux. Les sorties du parc royal du côté du Palais royal ont été fermées. De nombreux policiers ont été mobilisés.

Vendredi, une délégation de militants a été reçue par le chef du cabinet du Roi, rapporte le Palais.

Par ailleurs, la Princesse Esmeralda de Belgique a été arrêtée par la police, à Londres, alors qu'elle participait à la manifestation d'Extinction Rebellion, selon les médias.

Capture vidéo VTM

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.sudinfo.be/id146123/article/2019-10-12/le-mouvement-extinction-rebellion-manifeste-bruxelles-quelques-centaines-de>

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191013-BMEW-546676_75061

Nom de la source	Dimanche 13 octobre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 194 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

La police bruxelloise a interpellé un total de 435 manifestants d'Extinction Rebellion

« Dans 317 cas, il n'était question que d'une arrestation administrative, alors que les 118 autres ont été emmenés au commissariat pour identification

<https://www.sudinfo.be/id146213/article/2019-10-13/la-police-bruxelloise-interpelle-un-total-de-435-manifestants-d-extinction>

et ont ensuite été libérés », a indiqué le porte-parole de la police Olivier Slosse.

« Les premiers ont été libérés à partir de 21h00, les autres peu avant 03h00. »

Extinction Rebellion avait appelé à une occupation des jardins du Palais royal afin d'y tenir des débats citoyens sur la question climatique. Ces jardins se trouvant dans la zone neutre, où les manifestations sont interdites, les militants se sont finalement rassemblés sur la place Royale d'où ils ont été délogés samedi en fin d'après-midi à l'aide notamment d'une auto-pompe et de jets de spray au poivre. Certains manifestants ont bien essayé de résister pacifiquement mais ont fini par être embarqués par les forces de l'ordre.

En outre, 147 manifestants, qui ont tout de même tenté de rejoindre les jardins du Palais royal, ont été interpellés, bien qu'un petit nombre d'entre eux a réussi à fouler l'herbe du parc de Bruxelles.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20191014-BME-d-20191013-3wmk1p

Nom de la source	Lundi 14 octobre 2019
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. BasseMeuse_16
Périodicité	• 247 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Liège, Belgique



435 manifestants interpellés : enquête sur l'action policière

La police bruxelloise a interpellé samedi après-midi 435 manifestants d'Extinction Rebellion sur la place des Palais et la place Royale, dont 317 ont fait l'objet d'une arrestation administrative. Les autres ont été emmenés au commissariat pour identification et ont été relâchés. Une enquête est menée pour vérifier si la police n'a pas agi de manière excessive dans certaines interpellations.

Extinction Rebellion avait appelé à une occupation des jardins du Palais royal afin d'y tenir des débats citoyens sur la question climatique. Ces jardins se trouvent dans la zone neutre, où les manifestations sont interdites. La police avait dès lors tout prévu pour empêcher cette occupation. Elle a interpellé 147 activistes qui ont tenté de pénétrer dans les jardins. Un petit groupe a réussi à fouler l'herbe royale. La majorité des manifestants s'est rassemblée sur la place Royale et, peu avant 18h, la police a mis un terme à l'action, utilisant une autopompe et du spray au poivre. Les manifestants ont tenté de résister de manière pacifique mais ont finalement été embarqués.

Spray au poivre

La police a interpellé 435 personnes au

total, peut-être parfois d'une manière trop dure. Des images montrent par exemple un activiste au sol, aspergé de spray au poivre. « Il y a des indications que tout ne s'est pas passé selon règles », a admis le porte-parole de la police Olivier Slosse. « Ce que les images montrent n'est pas ce qui est prescrit. Cela fera l'objet d'une enquête. »

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191015-BMEW-547695_75061

Nom de la source	Mardi 15 octobre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 324 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Des dizaines de témoignages d'abus ont été rassemblés par le mouvement Extinction Rebellion: une enquête ouverte

Il est question de harcèlement et même de possibles mauvais traitements. « Si ces déclarations s'avèrent correctes, ces actes sont naturellement inadmissibles », a déclaré Ilse Van de keere, porte-parole de la police zonale.

L'intervention des forces de l'ordre a fait l'objet de nombreuses critiques quant à la proportionnalité des moyens déployés face à des manifestants non violents et à la gratuité de certains gestes posés par des policiers. C'est notamment le recours à l'auto-pompe qui est questionné au niveau des décisions prises par les responsables. À titre individuel, des images diffusées dans les médias ont par exemple montré des manifestants aspergés de gaz lacrymogène alors qu'ils étaient immobilisés au sol. « Les gens ont été impressionnés, perplexes même, face à ce qui s'est passé », rapporte Linde Polfliet, porte-parole d'Extinction. « Le sentiment général c'est qu'ils ne s'attendaient pas à ce que cela soit possible en Belgique ».

La police a déjà annoncé qu'une enquête serait ouverte pour évaluer l'intervention policière. Extinction Rebellion envisage de déposer une plainte collective

sur la base des témoignages rassemblés, mais la question n'est pas encore tranchée. Pieter Geens, un autre porte-parole du mouvement, explique que « toute notre énergie se concentre pour l'instant à apporter du soutien aux victimes, physiquement, psychologiquement mais aussi juridiquement. On s'occupe d'abord des gens qui ont souffert et on verra dans un second temps si on décide de porter plainte. Ce n'est pas le plus important pour nous ».

Les militants envisagent de se mobiliser lundi au prochain conseil communal de la Ville de Bruxelles. Le bourgmestre Philippe Close a entre-temps proposé de se mettre autour de la table avec les activistes pour voir comment ils peuvent organiser au mieux leurs éventuelles prochaines actions. « Nous sommes toujours prêts à dialoguer », a assuré Linde Polfliet.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.sudinfo.be/id146650/article/2019-10-15/des-dizaines-de-temoignages-dabus-ont-ete-rassembles-par-le-mouvement-extinction>

Documents sauvegardés

LaMeuse

© 2019 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliéCertificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20191016-BME-d-20191015-3wnw9a

Nom de la source	Mercredi 16 octobre 2019
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. Namur_8
Périodicité	• 190 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	



7m³ de copeaux déversés devant l'Hôtel de Ville

Le message du groupe namurois « Extinction Rébellion » était clair ce mardi matin : « Prévôt que fais-tu de nos arbres ? »

En effet, les sympathisants de ce groupe écologiste, qui se dit non-violent, ont déversé 7m³ de copeaux de bois devant la maison communale de Namur. Et ce, afin de dénoncer « l'inaction politique de la commune en matière de climat ». « La ville de Namur se dit consciente des enjeux touchant au climat et à la biodiversité mais manque cependant d'ambition », expliquent les membres d'Extinction Rébellion dans un communiqué.

« Elle le prouve notamment par l'abattage d'arbres anciens sur différents sites, dont le Parc Léopold, en prétendant erronément pouvoir le compenser.

En ces jours où les consciences se tournent vers le drame des dévastations de masse de forêts aux quatre coins du monde, nous, Extinction Rébellion Namur, rappelons aux Namurois, la triste trahison de leur commune, en offrant à celle-ci un tas de copeaux issu d'éléments organiques récupérés, illustrant l'erreur de notre commune, en ce jour du conseil communal mensuel », ont-ils communiqué. Le jour choisi n'est pas un hasard puisque ce mardi soir tenait le conseil communal.

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191016-BMEW-548044_75061

Nom de la source	Mercredi 16 octobre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 444 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Des activistes auraient été forcés d'inhaler du gaz d'échappement

Lecture zen Le mouvement Extinction Rebellion a déjà rassemblé plus de 30 témoignages sur l'action de la police de Bruxelles-Ixelles

dans le cadre de la répression de l'action de désobéissance civile sur l'urgence climatique de samedi, tant sur la place Royale que dans les cellules. Il est question de harcèlement et même de possibles mauvais traitements

Le mouvement Extinction Rebellion a déjà recueilli plus de 30 témoignages sur l'intervention controversée de la police, ce samedi, lors d'une action du mouvement de désobéissance civile sur la place Royale à Bruxelles. Certains de ces témoignages font même état de possibles mauvais traitements infligés aux manifestants retenus au commissariat.

Le journal De Standaard s'est fait écho d'un incident particulièrement préoccupant qui aurait eu lieu dans les garages du commissariat central de la rue du Marché au Charbon, où une quarantaine de manifestants auraient été amenés après leurs arrestations. À un certain moment, des policiers auraient fermé toutes les portes du garage et l'un d'eux serait monté sur sa moto en dirigeant

le pot d'échappement vers les manifestants et en accélérant à plusieurs reprises. Il aurait aussi fait des tours autour du groupe pendant environ 5 minutes.

D'autres policiers auraient de plus commencé à fumer. Les manifestants qui avaient du mal à respirer auraient demandé de l'eau, qui leur aurait été refusée. Une jeune fille aurait fini par vomir et d'autres se seraient urinés dessus car les policiers refusaient de les laisser aller aux toilettes.

30 témoignages

Le quotidien parle encore de moqueries et d'intimidations. Pieter Geens, un porte-parole d'Extinction Rebellion, avance avoir eu des échos de cet incident dans les témoignages recueillis. « Si ces déclarations sont avérées, ces faits sont naturellement inacceptables. Nous allons ouvrir une enquête », a déclaré Ilse Van de Keere, la porte-parole de la zone de police Bruxelles-Capitale/Ixelles.

L'intervention des forces de l'ordre a déjà fait l'objet de nombreuses critiques quant à la proportionnalité des moyens déployés face à des manifestants non violents et à la gratuité de certains gestes posés par des policiers.

C'est notamment le recours à l'auto-pompe qui est questionné au niveau des décisions prises par les responsables. À titre individuel, des images diffusées dans les médias ont par exemple montré des manifestants aspergés de gaz lacrymogène alors qu'ils étaient immobilisés au sol. « Les gens ont été impressionnés, perplexes même, face à ce qui s'est passé », rapportait Linde Polfliet, porte-parole d'Extinction Rebellion. « Le sentiment général c'est qu'ils ne s'attendaient pas à que cela soit possible en Belgique », ajoutait-elle.

Extinction Rebellion envisageait de déposer une plainte collective sur la base des témoignages rassemblés, mais la question n'était pas encore tranchée ce mardi.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/457231/article/2019-10-16/des-activistes-auraient-ete-forces-d-inhaler-du-gaz-dechappement>

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191017-BMEW-548253_75061

Nom de la source	Jeudi 17 octobre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 359 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Le PTB exige que les ordres du bourgmestre soient rendus publics

Lecture zen Le PTB a exigé jeudi que les ordres donnés par le bourgmestre de la Ville de Bruxelles à la police de la zone de

Bruxelles-Ixelles et les résultats de l'enquête sur l'intervention des forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation d'Extinction Rebellion soient rendus publics.

Le mouvement Extinction Rebellion a rassemblé une série de témoignages sur l'action de la police de Bruxelles-Ixelles dans le cadre de la répression de l'action de désobéissance civile sur l'urgence climatique menée samedi dernier. L'intervention des forces de l'ordre est au centre de nombreuses critiques quant à la proportionnalité des moyens déployés face à des manifestants non violents et à la gratuité de certains gestes posés par des policiers.

La police a annoncé l'ouverture d'une enquête pour évaluer l'intervention policière.

Jeudi, le PTB a déposé une proposition de motion au conseil communal de la Ville de Bruxelles pour avoir des « engagements clairs » de la majorité Ecolo-PS-Défi.

« Les déclarations du bourgmestre selon lesquelles il n'y aurait pas eu de comportements illégitimes sont extrêmement inquiétantes pour notre démocratie. Comment est-il possible que le bourgmestre endosse la responsabilité du recours au spray à poivre? Son rôle devrait être de faire respecter la circulaire ministérielle qui précise que son utilisation doit rester limitée aux situations de violence collective grave commise contre la police ou contre des personnes, aux cas de légitime défense », a commenté la cheffe de file de la formation d'extrême gauche au conseil communal, Mathilde El Bakri.

Pour le PTB, les résultats de l'enquête qui doit « désigner clairement qui porte la responsabilité politique des abus et du recours à la violence » doivent être rendus publics. « Les citoyens ont le droit de savoir si c'est le bourgmestre qui a donné l'ordre à son corps de police de faire usage de la violence et d'utiliser du spray à poivre » a encore dit Mathilde El Bakri.

Pour elle, la majorité doit réaffirmer le droit constitutionnel de manifester et le bourgmestre, chef de corps de la zone de police, doit faire respecter ce droit sur le territoire de la commune lors de manifestations pacifistes et démocratiques.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/457507/article/2019-10-17/le-ptb-exige-que-les-ordres-du-bourgmestre-soient-rendus-publics>

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191021-BMEW-549750_75061

Nom de la source	Lundi 21 octobre 2019
Type de source	La Meuse (site web) • 598 mots
Périodicité	Presse • Presse Web
Couverture géographique	En continu
Provenance	Régionale
	Liège, Belgique

Action de désobéissance « Extinction Rebellion » à Bruxelles: quatre procédures d'enquête disciplinaire ont été initiées à l'égard de policiers

Sudinfo

Quatre procédures d'enquête disciplinaire ont été ouvertes à l'égard de policiers à la suite de l'intervention des forces de l'ordre dans le cadre de l'action de désobéissance d'Extinction Rebellion, le 12 octobre dernier, dans la zone neutre de la capitale, a indiqué lundi le bourgmestre de la Ville de Bruxelles Philippe Close.

M. Close était interpellé devant le conseil communal de la Ville par des citoyens mais aussi par des représentants de l'ensemble des groupes politiques au sujet de la proportionnalité de l'intervention des policiers lors de cette action non autorisée.

Il y a eu moins de critiques autour du principe même du refus d'autoriser une manifestation dans la zone neutre. Didier Wauters (cdH; opposition), et Marie Nagy (DéFI; majorité) ont souligné les risques que cela comporte pour les institutions démocratiques présentes dans la zone neutre, en cas de répétition par des organisations aux objectifs moins louables.

Dans la majorité, outre les Verts, Opoku Bosompra (PS) a pointé du doigt « un

problème de mentalité chez certains policiers », face à des « gens non-violents qui ont été traités comme des criminels ».

Mathilde El Bakri (PTB) a insisté sur la nécessité de savoir qui porte la responsabilité politique des abus et du recours à la violence par la police.

David Weytsman (MR) se pose lui aussi des questions sur la violence de l'intervention sans explication jusqu'à présent. Mais il a rappelé que les policiers mettaient régulièrement leur vie en danger pour assurer la sécurité de la population et pointé les « explications peu claires et en ordre dispersé » des membres du collège échevinal, critiquant ouvertement les Verts pour avoir pris position contre la police sans s'être informés.

Dans sa réponse, Philippe Close a notamment indiqué que quatre procédures d'enquête disciplinaires avaient été ouvertes : deux pour l'usage de spray lacrymogène de type CS; une sur base d'une plainte évoquée via la VRT concernant un fait au commissariat central, et une autre sur foi de 33 témoignages d'activistes d'Extinction Rebellion.

Selon le bourgmestre, 317 personnes ont fait l'objet d'une arrestation administrative; 118 personnes ont été envoyées au commissariat central en vue d'une vérification d'identité; 130 autres ont été interpellées et identifiées sur place.

Les remises en liberté ont eu lieu entre 21h et 3h du matin.

Philippe Close a par ailleurs répété qu'Extinction Rebellion avait annoncé avant l'action son intention d'investir le jardin du Palais royal, fermé au public et situé dans la zone neutre et refusé chacun des lieux proposés à titre alternatif. Cela a donc justifié l'interdiction de la manifestation.

Le jour-même, deux heures quarante se sont écoulées entre le début de la manifestation et la demande d'évacuer les rails de trams sur la Place Royale.

Avant d'entamer « une manœuvre ralenti d'évacuation » à 17h40, il a été demandé à plusieurs reprises, à partir de 16h, de libérer les rails de trams, notamment via les manifestants affichant une chasuble « contact police » et via une demande spécifique aux parents venus avec des enfants.

Documents sauvegardés

À 17h40, la manœuvre ralentie d'évacuation a commencé, après également divers contacts par petits groupes de manifestants interposés, pour laisser aux gens l'occasion d'évacuer vers le Mont des Arts.

Toujours d'après Philippe Close, la zone de police s'attèlera à une meilleure formation des policiers pour gérer ce type d'action de désobéissance civile. Il a dit rester ouvert au dialogue pour « éviter que cela se reproduise ».

De son côté, le Premier échevin Benoît Hellings (Écolo) a précisé que la position défendue lundi soir par Philippe Close était celle de l'ensemble du collège.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.sudinfo.be/id147713/article/2019-10-21/action-de-desobeissance-extinction-rebellion-bruxelles-quatre-procedures>

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191022-BMEW-549779_75061

Nom de la source	Mardi 22 octobre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 259 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

300 personnes mobilisées contre la violence policière à Bruxelles

Sudpresse

Lecture zen Environ 200 personnes selon l'estimation de la police en début de rassemblement et plus de 300 selon les organisateurs

au fort de l'événement ont manifesté lundi de 17h30 à 20h00 sur la place de l'Albertine à Bruxelles contre la violence policière. Cette mobilisation intitulée « United Against Police Violence » fait écho à la répression jugée disproportionnée de l'action de désobéissance civile pacifique du mouvement Extinction Rebellion organisée près du palais royal le samedi 12 octobre.

Plusieurs associations sont à l'initiative de ce rassemblement, à commencer par Youth for Climate et des gilets jaunes. Des membres de Greenpeace, de la Ligue des Droits Humains ou encore de la Coordination des sans-papiers ont pris la parole. Des slogans du type « Tout le monde déteste la police et la police déteste tout le monde » ou « Mawda, on n'oublie pas » ont été scandés. Différents drapeaux étaient visibles, notamment celui aux couleurs de l'arc-en-ciel pour représenter les communautés LGBTQ+ (lesbienne, gay, bisexuelle, trans, queer, intersex et assimilées).

« On vient montrer notre solidarité », explique Yuni Mertens, porte-parole de Students for Climate, en rapport avec la répression de l'action d'Extinction Rebellion. « On trouve que c'est inacceptable. La police devrait traiter des manifestants pacifiques de la même manière, donc pacifiquement, sereinement, et on dénonce aussi la violence quotidienne que certaines organisations, groupes ou ethnies subissent. (...) Le groupe Extinction Rebellion sait très bien qu'il fait de la désobéissance civile et donc il s'attendait à des arrestations, mais c'est la manière dont ces arrestations se sont passées qu'on dénonce. »

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/460824/article/2019-10-21/300-personnes-mobilisees-contre-la-violence-policiere-bruxelles>

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191024-BMEW-550566_75061

Nom de la source	Jeudi 24 octobre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 251 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Extinction Rebellion: Ecolo sollicite le Comité P

Sudpresse

Lecture zen La députée Céline Thibaut (Ecolo-Groen) a écrit au président de la Chambre, Patrick Dewael, pour lui demander que le

Comité P ouvre une enquête sur le comportement de la police le 12 octobre, lors de la dispersion de la manifestation du mouvement Extinction Rebellion,

C'est ce que rapporte jeudi l'Avenir.

« Il n'y avait ni casseur ni personne masquée, juste des citoyennes et des citoyens, et des familles rassemblés pour revendiquer un avenir désirable sur une planète habitable. Nous ne remettons bien sûr pas en question le rôle des policiers, chargés de veiller au bon déroulement des mobilisations, et notamment de garantir la Zone neutre, mais nous nous interrogeons sur la nécessité de l'usage disproportionné de la force ce jour-là, d'où notre demande que le comité P se saisisse de ce dossier », commente Mme Thibaut dans un communiqué.

La députée sera désignée ce jeudi pour siéger dans la commission de suivi du Comité P, organe chargé du contrôle des services de police.

« Cette enquête du Comité P doit pouvoir déboucher, au-delà de l'identification des responsabilités, sur des recommandations pour une approche mieux proportionnée, et donc plus efficace, des services d'ordre lors des nombreuses manifestations qui se déroulent régulièrement à Bruxelles, et une meilleure adaptation au caractère non violent de certaines d'entre elles », conclut-elle.

La Ville de Bruxelles a par ailleurs entamé quatre procédures d'enquête disciplinaire visant des policiers après l'intervention des forces de l'ordre dans le cadre de cette action de désobéissance civile.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/461790/article/2019-10-24/extinction-rebellion-ecolo-sollicite-le-comite-p>

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191026-BMEW-551434_75061

Nom de la source	Samedi 26 octobre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 339 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Extinction Rebellion veut intenter une action civile contre la Ville de Bruxelles

Sudpresse

Lecture zen Extinction Rebellion veut engager une action civile contre la Ville de Bruxelles, a fait savoir la section belge de ce mouvement citoyen international sur sa page Facebook.

Les militants écologistes qui estiment avoir subi un dommage physique ou moral lors de l'intervention policière du 12 octobre dernier sont invités à se joindre à la cause.

« Des actions pénales nous feront plus de tort que de bien et n'ont qu'une très faible probabilité de succès. C'est pourquoi nous voulons engager des actions civiles contre la Ville de Bruxelles, autorité judiciaire responsable de la police », a expliqué Extinction Rebellion Belgium sur sa page Facebook et par courriel à ses membres.

Les personnes concernées ont jusqu'au 29 octobre pour se signaler si elles souhaitent rejoindre cette action collective. « Si vous avez une assurance familiale ou juridique, vous serez très probablement couverts pour ce genre de cas et cela ne vous coûtera rien », a précisé le mouvement écologiste.

L'organisation va aussi déposer une plainte pénale pour obtenir la confirmation officielle que la zone de police de Bruxelles-Capitale-Ixelles a ouvert une enquête interne sur le déroulement de son intervention et que celle-ci « ne sera pas enterrée, une fois la pression médiatique retombée ».

En revanche, aucune plainte ne sera adressée par Extinction Rebellion auprès du Comité P. « Nous estimons que notre énergie devrait être concentrée sur les étapes précédentes, de sorte que les conséquences concrètes en découlent pour les responsables », justifie l'organisation.

Par ailleurs, Extinction Rebellion indique que, si certains reçoivent une amende administrative communale ces prochains jours, elle les soutiendra dans les démarches à accomplir individuellement pour la contester.

Le 12 octobre dernier, des centaines d'activistes se sont rassemblés sur la place Royale pour dénoncer l'urgence climatique. De nombreuses voix se sont indignées de la manière dont les forces de l'ordre ont évacué les participants à cette action de désobéissance civile. Quatre procédures d'enquête disci-

plinaire ont été ouvertes à l'égard de policiers, selon le bourgmestre de la Ville, Philippe Close.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/462985/article/2019-10-26/extinction-rebellion-veut-intenter-une-action-civile-contre-la-ville-de>

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191031-BMEW-553091_75061

Nom de la source	Jeudi 31 octobre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 217 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Des militants pour le climat distribuent des plantes vertes

Sudpresse

Lecture zen Une quarantaine de jeunes rappelant l'urgence écologique et climatique se sont rassemblés jeudi de 12 à 14h devant le

Berlaymont à Bruxelles pour distribuer des plantes aux nouveaux commissaires européens.

L'action a été organisée par Youth for Climate, Fridays for Future et Extinction Rebellion. Des jeunes avaient fait le déplacement depuis différents pays parmi lesquels les Pays-Bas, le Danemark, l'Allemagne et l'Angleterre.

Ils ont déployé une grande banderole sur laquelle était écrit le message « Vote for my future ». Ils ont lu une lettre ouverte dans laquelle ils ont exprimé leurs espoirs et leurs frustrations après un an de mobilisation pour le climat. Ils ont également chanté la chanson « Imagine » de John Lennon.

Les jeunes ont entre autres offert des plantes aux commissaires européens Maroš Šefčovič, qui s'est vu confier une mission de prospective pour anticiper les développements futurs de la science, de la technologie, de l'économie et de

l'environnement, et Frans Timmermans, vice-président exécutif du Green Deal européen.

« Notre avenir, on nous l'a volé », défend Nicolas, 14 ans, membre du mouvement Extinction Rebellion. « On espère que les leaders européens agiront aujourd'hui pour le meilleur. C'est comme pour le Titanic. On a déjà percuté l'iceberg, mais on peut encore sauver les personnes qui sont à bord ».

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://luxembourg.lameuse.be/465157/article/2019-10-31/des-militants-pour-le-climat-distribuent-des-plantes-vertes>

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191120-BMEW-559567_75061

Nom de la source	Mercredi 20 novembre 2019
Type de source	La Meuse (site web) • 312 mots
Périodicité	Presse • Presse Web
Couverture géographique	En continu
Provenance	Régionale
	Liège, Belgique

« Une simple connerie de plus dans l'Histoire humaine » : le co-fondateur d'Extinction Rebellion minimise l'Holocauste

Sudinfo

Le co-fondateur d'Extinction Rebellion (XR), Roger Hallam, a jugé mercredi dans une interview que l'Holocauste n'était « qu'une simple connerie de plus dans l'histoire humaine », s'attirant les foudres de l'antenne allemande du mouvement écologiste qui lui reproche de minimiser le génocide des Juifs.

Dans un entretien à l'hebdomadaire *Die Zeit* à paraître jeudi, le Britannique de 53 ans a estimé que des génocides s'étaient déroulés de manière répétée au cours des cinq derniers siècles.

« En fait, on pourrait dire que c'est comme un événement régulier », selon des extraits de l'interview diffusés mercredi par le magazine.

« Le fait est que des millions de gens ont régulièrement été tués dans des circonstances cruelles au cours de l'Histoire », a-t-il souligné, jugeant que l'Holocauste, au cours duquel 6 millions de Juifs ont été exterminés, n'était « qu'une simple connerie de plus dans l'histoire humaine ».

Roger Hallam a également assuré que la

culture de la repentance, socle de l'identité allemande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, paralysait les Allemands.

« Un traumatisme poussé à l'extrême peut créer une paralysie (qui empêche) d'en tirer les leçons », a souligné l'activiste.

L'antenne allemande d'Extinction Rebellion a promptement dénoncé ces propos de Roger Hallam, qu'elle a déclaré persona non grata en Allemagne.

« Nous nous distançons nettement des déclarations de Roger Hallam qui minimisent et banalisent l'Holocauste », écrit-elle dans un message sur Twitter. « Roger bafoue les principes des XR qui ne tolèrent pas l'antisémitisme et n'est plus le bienvenu chez XR Allemagne. »

Le mouvement, né au Royaume-Uni fin 2018, prône la désobéissance civile pour contraindre les gouvernements à agir face à la crise climatique.

Début octobre, il avait lancé une vague d'actions dans le monde : ses militants avaient grimpé sur des avions, s'étaient collés avec de la glu aux bâtiments, tan-

dis que d'autres bloquaient des ponts et la chaussée.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.sudinfo.be/id152584/article/2019-11-20/une-simple-connerie-de-plus-dans-lhistoire-humaine-le-co-fondateur-dextinction>

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191124-BMEW-561034_75061

Nom de la source	Dimanche 24 novembre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 557 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Mobilisation secrète face à la surconsommation prévue à Tournai

Sudpresse

Lecture zen La cellule tournaise enne du groupe Extinction Rebellion a organisé le samedi 30 novembre, une action de désobéissance

civile intitulée « Block Friday ». Les entreprises de la Fédération RESSOURCES ont, quant à elles, lancé le « Green Friday », dont certaines activités se dérouleront à la Ressourcerie le Carré, ce vendredi 29.

L'événement du Black Friday, ou « vendredi noir », a vu le jour aux États-Unis. Il se déroule le lendemain de la fête de Thanksgiving et marque le coup d'envoi des achats en vue des fêtes de fin d'année. Ce jour-là, ainsi que toute la semaine, des soldes importantes seront pratiquées par les grandes enseignes sur un panel de produits. Peu à peu, depuis 2014, cette pratique essaime partout autour du globe, dont en Belgique.

Le « Block Friday »

Derrière des soldes semblant alléchants, l'envers du décor du Black Friday est dénoncé par de plus en plus d'acteurs. C'est le cas d'Extinction Rebellion, mouvement international usant de « l'action directe non-violente pour contraindre

les gouvernements à agir face à l'urgence climatique et écologique ». Face aux dérives de ces « bonnes affaires » en masse, les militants écologistes convient les tournaisiens à se joindre à eux pour leur première action autonome, dans un lieu symbolique de Tournai, gardé secret. Celle-ci prendra la forme d'un « Die-in », une manifestation durant laquelle les participants simulent la mort. Cette action est présentée comme comportant peu de risques judiciaires. Rappelons en effet que la dernière action nationale du mouvement, organisée à Bruxelles, s'était soldée par l'arrestation administrative de nombreux militants pacifistes.

Leur message est simple : « Surconsommation = Extinction ». Pour faire face à cette alerte, ils souhaitent « éveiller les consciences face à l'urgence d'un changement radical de société et de modes de vie » et faire entendre cette demande au monde politique. Leur but ? Faire tomber le masque de notre société d'hyper-production et de surconsommation, qui cache des travers peu glorieux tels que l'exploitation d'êtres humains, la maltraitance animale et un impact écologique dévastateur.

Pour participer à l'action de perturbation, l'inscription est obligatoire. Rendez-vous sur la page Facebook d'Extinction Rebellion – Tournai, pour plus d'informations.

Et le « Green Friday »

Le mouvement du « Green Friday » a été créé en 2017 par ENVIE, un réseau français engagé dans l'insertion sociale. Il a ensuite été soutenu par de nombreuses associations telles qu'Altermundi, Ethiquable et Emmaüs.

Le « Green Friday » est avant tout une « philosophie pour une consommation responsable et raisonnée », selon RESSOURCES qui coordonne l'initiative en Belgique depuis cette année.

Cette dernière est une fédération d'entreprises d'économie sociale, « actives dans la réduction des déchets par la récupération, la réutilisation, la valorisation et le recyclage des ressources selon une dynamique d'économie circulaire ».

A l'occasion du Black Friday et en contre-pied de celui-ci, RESSOURCES souhaite susciter le questionnement et « permettre aux citoyens [...] de trouver des pistes pour une consommation plus



Documents sauvegardés

durable en mettant en lumière de nombreuses alternatives ». Pour ce faire, différents événements seront proposés dans plusieurs villes, auprès d'acteurs de l'économie circulaire.

De 10h à 18h ce vendredi, à la Ressourcerie Le Carré, à Tournai, les visiteurs auront l'occasion de visiter les lieux et rencontrer des acteurs du secteur, afin de discuter des enjeux de la réutilisation. Une exposition de photos sur le métier des trieurs dans le secteur de la récupération sera également proposée. Un sac réutilisable réalisé à partir d'un t-shirt de réutilisation sera offert aux clients.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/478413/article/2019-11-24/mobilisation-secrete-face-la-surconsommation-prevue-tournai>

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191126-BMEW-561480_75061

Nom de la source	Mardi 26 novembre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Liège, Belgique

Charleroi: Extinction Rebellion demande l'urgence climatique

Sudpresse

Lecture zen Il était possible de lire de nombreuses revendications citoyennes lundi soir, au conseil communal de Charleroi.

Quelques gilets jaunes étaient présents, des habitants de la N5 aussi, pour exprimer leur mécontentement sur la formule actuelle du Bus à Haut Niveau de Service, des représentants de la Maison Plurielle en cette journée contre les violences faites aux femmes, mais aussi des militants du mouvement écologiste sociale, Extinction Rebellion.

Ces derniers étaient nombreux à se mobiliser. « Dans son Plan Stratégique Transversal, Charleroi fait déjà des efforts, mais il faut encore aller plus loin, Charleroi doit voter la déclaration d'urgence climatique et écologique et montrer l'exemple en devenant la première ville wallonne à le faire », déclare la militante Émilie Jacquy.

Exceptionnellement, le groupe a pu prendre la parole au début de la séance du conseil pour exprimer sa revendication. Et pour que Charleroi suive le mouvement, comme Bruxelles, Paris ou New-York.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/479727/article/2019-11-25/charleroi-extinction-rebellion-demande-lurgence-climatique>



Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191218-BMEW-569282_75061

Nom de la source	Mercredi 18 décembre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 260 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Extinction Rebellion veut manifester sur la Grand Place

Sudpresse

Lecture zen Le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Philippe Close (PS), privilégié pour le moment la voie de la négociation avec

le groupe d'activistes pour le climat Extinction Rebellion avant de dire s'il autorise ou non l'action que celui-ci a programmée vendredi prochain, au cœur de la capitale.

Extinction Rebellion a annoncé une action de désobéissance civile le 20 décembre sur la Grand-Place de Bruxelles pour fêter sa première année d'existence en Belgique.

Il prévoit un rassemblement des militants afin de lire collectivement leur « deuxième déclaration de rébellion ».

Comme la Grand-Place est une zone neutre, et donc interdite à toute manifestation, les activistes d'Extinction Rebellion demandent aux participants de ne pas porter de vêtements ou d'accessoires qui pourraient révéler leur intention et ainsi éviter d'être intercepté par la police.

Interrogé lundi soir par le conseiller communal N-VA Mathias Vanden Borre sur ses intentions par rapport à cette action, Philippe Close a rappelé, par l'en-

tremise de l'échevine Ans Persoons, que la Grand Place constituait toujours une zone neutre, où l'on ne peut manifester.

« Il est trop tôt pour dire quelque chose. Nous laissons encore ouvertes toutes les chances d'aboutir à une solution commune, au cours d'une concertation, comme nous essayons de le faire pour les 1.000 manifestations par an qui ont lieu sur notre territoire », a dit l'échevine, au nom du bourgmestre.

« En fonction de la concertation et du déroulement de l'action, la mission sera donnée à la police d'agir de manière adaptée », a-t-elle encore dit, lisant manifestement un message préparé.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/491377/article/2019-12-17/extinction-rebellion-veut-manifester-sur-la-grand-place>

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191218-BMEW-569341_75061

Nom de la source	Mercredi 18 décembre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 245 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Extinction Rebellion attaque la Ville pour maltraitance

Sudpresse

Lecture zen Le groupe d'activiste pour le climat entame une procédure contre la police et la Ville de Bruxelles suite à l'arrestation musclée qu'ils ont subie à la veille du Black Friday.

La veille du Black Friday, le jeudi 28 novembre, des membres du groupe militant Extinction Rebellion ont été arrêtés par la police de la zone de Bruxelles Ixelles Capitale. Ces 22 activistes, arrêtés « préventivement » alors qu'ils s'apprêtaient à mener une action de désobéissance civile, ont passé la nuit au poste.

« Nous avons été privés de liberté pendant 10 heures, on nous a fait subir des fouilles à nue et on nous a obligés à dormir à même le sol », raconte une militante. Un traitement à caractère violent que les activistes estiment totalement injustifié. Ils ont donc décidé de faire appel à une avocate afin d'entamer une procédure contre la police et la Ville de Bruxelles.

Pinceaux et colle bio

« Ils étaient en possession de matériel qui laissait penser qu'ils planifiaient quelque chose : des pinceaux, de la peinture en aérosol, de la colle, des affiches et des banderoles dirigées contre Black

Friday. Les banderoles et les affiches avaient le logo d'Extinction Rebellion », avait déclaré Ilse Van de keere, porte-parole de la zone de police Bruxelles-Capitale/Ixelles.

« Rien qui ne met en danger la tranquillité ou la sécurité publique », poursuit l'activiste. « En plus, on utilisait de la colle bio. »

Des affiches contre le Black Friday. - D.R.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/491826/article/2019-12-18/extinction-rebellion-attaque-la-ville-pour-maltraitance>

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191218-BMEW-569402_75061

Nom de la source	Mercredi 18 décembre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 301 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Extinction Rebellion n'a pas déposé de demande de manifestation pour vendredi selon Philippe Close

Sudinfo

L'association Extinction Rebellion n'a introduit aucune demande de manifestation pour l'action qu'elle a annoncée vendredi sur la Grand-Place via les réseaux sociaux. Les rencontres entre celle-ci et la zone de police de Bruxelles-Ixelles n'ont permis de dégager aucun compromis, a affirmé mercredi le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Philippe Close (PS).

Selon celui-ci, en fonction du déroulement de l'action, la mission sera donnée à la police d'agir de manière adaptée. La Grand-Place reste interdite à toute manifestation en tant que zone neutre, a-t-il rappelé.

« Malheureusement, suite à plusieurs rencontres entre Extinction Rebellion et la zone de police, une solution négociée n'a pas pu être trouvée malgré les multiples appels de la zone de police à trouver un compromis, comme c'est le cas pour les 1.000 manifestations par an qu'accueille la Ville de Bruxelles », a déploré le bourgmestre par voie de communiqué.

Selon Philippe Close, à ce jour, aucune demande d'autorisation n'a été introduite par Extinction Rebellion.

L'association a annoncé une action de désobéissance civile le 20 décembre sur la Grand-Place de Bruxelles pour fêter sa première année d'existence en Belgique.

Elle prévoit un rassemblement des militants afin de lire collectivement leur « deuxième déclaration de rébellion ». Comme la Grand-Place est une zone neutre les activistes d'Extinction Rebellion demandent aux participants de ne pas porter de vêtements ou d'accessoires qui pourraient révéler leur intention, et ainsi éviter d'être interceptés par la police.

Philippe Close a souligné qu'il ne s'agissait pas d'une manifestation autorisée. « Il faut que les personnes qui veulent s'y rendre soient mises au courant pour éviter tout malentendu sur le caractère de cette action », a insisté le bourgmestre.

« En fonction de son déroulement, mission sera donnée à la police d'agir de manière adaptée », a-t-il conclu.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

[e/2019-12-18/extinction-rebellion-na-pas-depose-de-demande-de-manifestation-pour-vendredi](https://www.sudinfo.be/id157383/article/e/2019-12-18/extinction-rebellion-na-pas-depose-de-demande-de-manifestation-pour-vendredi)

Documents sauvegardés



© 2019 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191222-BMEW-570643_75061

Nom de la source	Dimanche 22 décembre 2019
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 335 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Action illégale sur la place d'Armes

Sudpresse

Lecture zen 20 activistes d'Extinction Rébellion ont mené une action sur la place d'Armes de Namur.

Ils se sont installés sans autorisation et voulaient à tout prix rappeler que cette période de fêtes est devenu un moment de surconsommation et que ce mois de décembre est évidemment très mauvais pour notre planète.

Près de 20 activistes d'Extinction Rébellion, un groupe d'activisme écologiste présent dans le monde entier et ayant plusieurs antennes, ont investi la place d'Armes à Namur avec leur propre chalet vendredi soir pour leur action « anti fast-fashion ».

Cette action s'est déroulée sans autorisation de la Ville de Namur. Lors de cette action, ils voulaient dénoncer que la période des fêtes est une catastrophe pour la planète puisqu'il s'agit d'une période de surconsommation de notre société notamment avec les nombreux achats de vêtements : « L'industrie textile, et en particulier la fast-fashion, est un avatar important de cette dérive culturelle qu'Extinction Rébellion entend dénoncer. En l'espace de 15 ans, la consommation occidentale de vêtements a

doublé. L'industrie de la mode produit désormais presque 20 % des eaux usées mondiales et jusqu'à 10 % des émissions mondiales de carbone, tout en exploitant la misère sociale », peut-on lire dans un communiqué. En se mettant sur la place d'Armes de manière illégale, les activistes voulaient aussi revendiquer que cette place doit retrouver sa fonction première, c'est-à-dire un lieu de démocratie et de convivialité. Les activistes dénoncent que l'endroit est devenu un lieu commercial durant les fêtes. Mais la semaine dernière, les activistes avaient déjà frappé. Ils ont déversé du faux sang à l'entrée de cinq boutiques emblématiques de la fast-fashion. Le message qu'ils voulaient faire passer : « Malgré tous leurs efforts pour le dissimuler, les chaînes de fast-fashion polluent massivement la planète et exploitent leurs ouvriers ». L'opération menée par le groupe namurois était organisée en parallèle d'un grand rassemblement d'Extinction Rébellion à Bruxelles. Même si il n'y a eu aucun débordement, un P.-V. sera rédigé puisque ce rassemblement n'était pas autorisé.

S.D.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://namur.lameuse.be/493627/article/2019-12-22/action-illegale-sur-la-place-d-armes>

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200218-BMEW-590687_75061

Nom de la source	Mardi 18 février 2020
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 499 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Une banderole géante accuse la Ville de Namur de complicité avec les lobbies du BTP: « Stop au béton dans nos villes et nos campagnes »

Sudinfo

Des militants namurois du mouvement Extinction Rebellion (XR) ont hissé mardi une banderole géante en dessous de la rampe d'accès à la future gare des bus de Namur. Ils accusent les autorités communales d'être complices des lobbies du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP).

Mesurant plusieurs mètres, la banderole a été fixée en fin de journée, en prélude du conseil communal. « Namur complice des lobbies du BTP, stop au béton dans nos villes et nos campagnes », pouvait-on y lire.

Des policiers sont rapidement arrivés et ont interpellé cinq personnes liées à l'action. Une fois identifiées, elles ont ensuite été relâchées. « Elles risquent une sanction administrative pouvant aller jusqu'à 350 euros pour affichage sans autorisation », a expliqué Manu Leleux, directeur des opérations de la police namuroise. « Les pompiers ont aussi dû venir avec la grande échelle pour enlever la banderole. Une intervention dans les frais liés à cette opération pourrait donc être demandée. »

Cette action de XR fait suite aux nombreux travaux entrepris depuis plusieurs années dans la capitale wallonne. Les militants ont notamment en ligne de mire le nouveau projet immobilier qu'intégrera un centre commercial dans le centre-ville, en lieu en place du parc Léopold. « Selon le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, NDRL), plus de 50 % des leviers pour limiter le dérèglement climatique se situent au niveau local. La transition se pilote au plus près des territoires », a affirmé l'organisation namuroise dans un communiqué. « Nous demandons donc à la Ville de Namur de subordonner véritablement l'ensemble de sa politique à l'urgence climatique et socioenvironnementale », a-t-elle ajouté, en appelant au vote d'une motion d'état d'urgence au conseil communal.

Extinction Rebellion est un mouvement né à Londres. Il se définit comme un collectif écologiste non-violent et revendique la désobéissance civile pour inciter les gouvernements à agir contre le changement climatique et ses conséquences.

Ce n'est pas la première fois que les mil-

itants namurois se font remarquer. En septembre dernier, ils avaient déjà été évacués du conseil communal, après avoir interrompu le débat relatif à la requalification du parc Léopold. S'en sont suivies de nombreuses actions de désobéissance civile, à chaque fois en prélude au conseil communal. Ils ont, par exemple, déversé plusieurs mètres cubes de copeaux de bois devant l'entrée de l'hôtel de ville en octobre dernier, pour symboliser les abattages d'arbres sur le territoire namurois, trop nombreux et injustifiés selon eux.

Après l'action de la banderole, d'autres activistes du mouvement ont interrompu, chacun à leur tour, le conseil communal mardi soir. Appelant à la protection des espaces verts de la commune, ils ont été rapidement évacués par les forces de l'ordre. Lundi, de petites affiches ont aussi été apposées par XR sur de nombreux panneaux publicitaires du centre de Namur, rapporte la Dernière Heure. « Deux cents espèces ont disparu aujourd'hui, réagissons maintenant face à l'extinction du vivant », indiquait l'une d'elles.

Cet article est paru dans La Meuse



Documents sauvegardés

(site web)

<https://www.sudinfo.be/id168316/article/2020-02-18/une-banderole-geante-accuse-la-ville-de-namur-de-complicité-avec-les-lobbies-du>

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20200306-BME-d-20200305-gfcc2

Nom de la source	Vendredi 6 mars 2020
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. BasseMeuse_11
Périodicité	• 406 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Liege - « Stop Alibaba »
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	



350 € d'amende pour un autocollant sur feu rouge

Luc Gochel

Ce week-end, des activistes d'Extinction Rebellion ont placardé 200 autocollants sur les feux lumineux de 17 carrefours de Liège. Aux noms de « Stop Alibaba » et de « Act Now », ils s'opposent à l'arrivée du géant chinois à Liege Airport. Mais ça ne se fait pas...

Si vous circulez à Liège depuis dimanche, vous n'avez pas pu les manquer. Des autocollants recouvrent les feux lumineux de 17 carrefours du centre de Liège et environs (bd de l'Automobile). Ils sont découpés de telle sorte qu'ils laissent apparaître le message « Stop Alibaba » sur les feux rouges et « Act Now » (« agissez maintenant ») sur les feux verts.

Et pour comprendre la teneur de leur message, ils n'ont pas hésité à poster des photos de leur action sur les réseaux sociaux dès le premier mars. Et notamment sur les pages Facebook de Watching Alibaba et d'Extinction Rebellion Liège.

« Durant la nuit, XR Liège et Watching Alibaba ont placé 200 stickers sur 100 feux lumineux du centre de Liège. Notre message est clair : Stop Alibaba et Act Now. »

Ils s'opposent bien sûr à la venue du géant chinois du commerce électronique, non seulement pour des raisons climatiques, mais également économiques car il est nuisible pour les petits commerçants liégeois.

Seulement voilà, on ne peut pas faire ça. Et la police de Liège est en train d'analyser les images caméras de ces différents carrefours pour essayer de retrouver les auteurs. « Il s'agit de dégradations ou de destructions volontaires de biens publics, explique leur porte-parole. Chaque infraction tombe sur le coup des sanctions administratives communales et est passible de 350 € d'amende maximum pour un adulte et de 175 € pour un mineur de moins de 16 ans. »

Quant au nettoyement des feux lumineux, « ils seront pris en charge par les services de la propreté publique de la ville et la facture sera envoyée aux auteurs », précise-t-on.

Quant à savoir si les auteurs peuvent s'attendre à 200 fois 350€ ? « Cela sera laissé à l'appréciation du directeur général de la Ville. »

Étonnement

Du côté de Watching Alibaba, on feint

l'étonnement. « Oui, cette action se retrouve bien sur notre page Facebook mais nous ne l'avons ni initiée, ni organisée, ni cautionnée, explique un des fondateurs François Schreuer. Et beaucoup de nos membres ont la possibilité de publier des posts sur notre mur. Je vais d'ailleurs le supprimer de suite. » Nous avons tenté de joindre un membre d'Extinction Rebellion, en vain.

Luc Gochel

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200306-BMEW-596507_75061

Nom de la source	Vendredi 6 mars 2020
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 201 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Mons: les activistes d'Extinction Rebellion ont frappé en soirée

Sudpresse

Lecture zen Ce jeudi, en soirée, des activistes d'Extinction Rebellion ont collé des affiches dans le centre-ville montois.

Il s'agit d'un mouvement écologiste plutôt radical. Ils ont placardé des tracts, notamment sur la vitrine du futur Primark. Le mouvement, qui prône la désobéissance civile non violente, prépare d'autres actions.

Le mouvement entend agir face à l'urgence climatique et écologique. Un groupe local s'est formé sur Mons et le Borinage.

« Nous considérons notre rébellion légitime et indispensable puisque jusqu'ici, les autorités locales et nationales n'ont pas réagi face à l'urgence climatique et écologique. Nous demandons aux autorités locales de déclarer l'urgence climatique et de reconnaître la nécessité d'une transformation rapide de notre système économique. Nous demandons aux autorités locales un plan d'action mettant en application des mesures adéquates et intensives face à cette urgence. Nous demandons que le gouvernement déclare également l'urgence climatique et qu'il lance un plan

d'urgence national complet et juridiquement contraignant (...) Nous demandons la constitution d'une assemblée de citoyens, dotant nos régions et nos communautés des ressources et de l'autorité nécessaires pour assurer une transition maîtrisée vers une société post-croissance équitable. »

Le mouvement a prévu de nouvelles actions sur Mons.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/529426/article/2020-03-06/mons-les-activistes-d-extinction-rebellion-ont-frappe-en-soiree>

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200414-BMEW-608920_75061

Nom de la source

La Meuse (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Liège, Belgique

Mardi 14 avril 2020

La Meuse (site web) • 283 mots

Un discours fictif de Sophie Wilmès par Extinction Rebellion

Sudpresse

Lecture zen Extinction Rebellion Belgique lance une nouvelle série d'actions « visant à sortir véritablement de cette crise de

manière équitable », a fait savoir mardi le groupement d'activistes par communiqué. Il commence par la mise en ligne d'une vidéo d'un discours fictif de la Première ministre Sophie Wilmès.

« La pandémie actuelle de Covid-19 plonge ses racines dans la destruction écologique mondiale et ce sont les plus vulnérables dans nos sociétés qui sont le plus durement frappé·e·s », explique d'emblée le collectif écologiste non-violent.

Dans le discours fictif mis en ligne ce mardi, la Première Ministre reconnaît « que la pandémie actuelle et la crise climatique et écologique ont des origines communes et nécessitent des solutions intégrées et justes ».

« Le coronavirus est un signal que nous ne pouvons pas ignorer. Ces pandémies sont un des résultats d'une crise écologique profonde (...) Nous avons échoué en tant que responsables politiques à prendre la mesure de la gravité

de la catastrophe écologique. Mais aujourd'hui, la crise du coronavirus nous fait enfin prendre conscience de la profondeur du changement qui sera nécessaire : nous devons transformer notre mode de vie et ce dès maintenant », font notamment dire les militants à la Première ministre.

Le groupement souhaite ainsi taper sur le clou et rappeler aux autorités qu'ils attendent la vérité « sur l'état d'urgence climatique et écologique dans lequel nous nous trouvons ».

Le discours a en outre été envoyé à Sophie Wilmès et les ministre-présidents des trois Régions.

Les autres actions de XR auront lieu numériquement dans les jours et semaines à venir. « Elles seront ensuite prolongées dans les rues, tout en respectant les consignes en matière de santé publique », souligne le groupement.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://namur.lameuse.be/545589/article/2020-04-14/un-discours-fictif-de-sophie-wilmes-par-extinction-rebellion>

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200525-BMEW-621247_75061

Nom de la source

La Meuse (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Liège, Belgique

Lundi 25 mai 2020

La Meuse (site web) • 348 mots

Namur: Maxime Prévot sur les affiches d'Extinction Rebellion

Sudpresse

Lecture zen La branche namuroise d'Extinction Rebellion a collé 60 affiches dans la nuit de dimanche à lundi dans le centre de Namur.

On y voit un montage avec le bourgmestre Maxime Prévot posant à côté d'un tableau reprenant le message de la campagne post-Covid du mouvement.

La photo de Maxime Prévot collée sur des affiches un peu partout dans le centre-ville de Namur ce lundi matin. Non, le bourgmestre cdH de Namur n'est pas en campagne électorale. Il s'agit d'une nouvelle action de la branche namuroise d'Extinction Rebellion (XR), mouvement social écologiste international.

Sur la place d'Armes. - XR

Pour cette affiche, collée notamment devant l'hôtel de ville, place d'Armes et sur quelques arrêts de bus, XR a détourné une photo de Maxime Prévot posant à côté d'un tableau blanc.

Sur les grilles de l'hôtel de ville de Namur. - XR

Sur ce dernier, il est écrit le message

de la campagne post-Covid d'Extinction Rebellion, intitulé « les bons gestes pour éviter une pandémie », tels que « stopper la destruction de la biodiversité et l'artificialisation des sols; réparer les écosystèmes vivants abîmés; démondialiser les échanges commerciaux, favoriser une économie éthique et locale; lutter contre le réchauffement climatique; mettre des moyens dans les services à la collectivité. »

cussion parmi les groupes politiques. Le texte aurait dû être amendé et adopté en février. Les Namurois.es n'ont encore rien vu venir... »

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://namur.lameuse.be/567033/article/2020-05-25/namur-maxime-prevot-sur-les-affiches-d-extinction-rebellion>

Clin d'œil à la reprise des conseils communaux

Cette affiche a également été diffusée sur les réseaux sociaux. Cette action est un clin d'œil à la reprise des conseils communaux, qui se tient exceptionnellement sur deux soirées à Namur en ce début de semaine, lundi et mardi.

Et même sur une poubelle. - XR

« La priorité de l'agenda politique est bien sûr de répondre à la crise sanitaire », écrit XR dans son communiqué de presse. « Mais cette urgence s'enracine dans une autre, que XR Namur travaille à faire reconnaître à l'échelon communal depuis des mois: l'urgence climatique et écologique. Fin janvier, on assurait aux Namurois.es qu'une motion était en dis-

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200525-BMEW-621449_75061

Nom de la source Lundi 25 mai 2020

La Meuse (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Liège, Belgique

Une performance d'Extinction Rebellion place de la Monnaie

Sudpresse

Lecture zen Lundi, à 16h30, des activistes d'Extinction Rebellion ont exécuté une performance sur la place de la Monnaie, à Bruxelles.

Cette intervention de quelques minutes avait pour but de « souligner le lien entre la pandémie de Covid19 et la destruction des écosystèmes, et de mettre en évidence la nécessité urgente d'une réponse politique traitant les réelles causes de la crise sanitaire et sociale actuelle », expliquent les militants dans un communiqué de presse.

L'action, organisée à l'initiative du groupe local de Saint-Gilles/ Forest d'Extinction Rebellion, s'est déroulée en trois temps. Durant la lecture d'un texte, les activistes se sont réunis sur la place en se tenant à distance les uns des autres et en portant des masques.

Staying Alive

Au fur et à mesure de la lecture du texte, certains ont fait signes de se boucher les oreilles ou de se masquer les yeux. Plusieurs d'entre eux sont tombés au sol, « simulant ainsi la mort », avant de tous se relever et d'effectuer une chorégra-

phie sur l'air de la chanson « Staying Alive » des Bee Gees.

À la fin de l'action, quelques activistes ont rapidement tracé le symbole du sablier sur le sol, à l'aide de spray à la craie effaçable. Un symbole, selon eux, pour « évoquer les relations sociales et le fait que nous sommes tous reliés au sein du système sociétal en crise ».

La performance n'a causé aucun trouble à l'ordre public et n'a pas nécessité l'intervention de la police.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/567315/article/2020-05-25/une-performance-d-extinction-rebellion-place-de-la-monnaie>

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publié

Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20200526-BME-d-20200525-ggajm7

Nom de la source	Mardi 26 mai 2020
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. Namur_11
Périodicité	• 541 mots
Quotidien	
Couverture géographique	NAMUR
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	



Prévot sur les affiches d'Extinction Rebellion

GAETAN ISTAT

La photo de Maxime Prévot collée sur des affiches un peu partout dans le centre-ville de Namur ce lundi matin. Non, le bourgmestre cdH de Namur n'est pas en campagne électorale. Il s'agit d'une nouvelle action de la branche namuroise d'Extinction Rebellion (XR), mouvement social écologiste international.

Pour cette affiche, collée notamment devant l'hôtel de ville, place d'Armes et sur quelques arrêts de bus, XR a détourné une photo de Maxime Prévot posant à côté d'un tableau blanc.

Sur ce dernier, il est écrit le message de la campagne post-Covid d'Extinction Rebellion, intitulé « les bons gestes pour éviter une pandémie », tels que « stopper la destruction de la biodiversité et l'artificialisation des sols; réparer les écosystèmes vivants abîmés; démondialiser les échanges commerciaux, favoriser une économie éthique et locale; lutter contre le réchauffement climatique; mettre des moyens dans les services à la collectivité. »

Cette affiche a également été diffusée sur les réseaux sociaux. Cette action est un clin d'œil à la reprise des conseils communaux, qui se tient exceptionnellement sur deux soirées à Namur en ce

début de semaine, lundi et mardi.

« La priorité de l'agenda politique est bien sûr de répondre à la crise sanitaire », écrit Extinction Rebellion dans son communiqué de presse. « Mais cette urgence s'enracine dans une autre, que XR Namur travaille à faire reconnaître à l'échelon communal depuis des mois : l'urgence climatique et écologique. Fin janvier, on assurait aux Namurois(es) qu'une motion était en discussion parmi les groupes politiques. Le texte aurait dû être amendé et adopté en février. Les Namurois(es) n'ont encore rien vu venir... »

« Je trouve leur action ridicule »

Que pense Maxime Prévot de cette action ? « Rien de bon », commence le maire. Mais ce n'est pas une question de droit à l'image. « Ce n'est pas important que ma figure soit sur ce document, du moins dans cette situation-ci. Le jour où je trouverai ça gênant, j'interviendrai, par exemple si on m'associe à des propos d'extrême-droite. »

C'est plutôt le collage des affiches en lui-même qui l'irrite. « C'est un acte contraire à la réglementation et incivique, de l'affichage sauvage sur l'espace public. On vient d'inaugurer la passerelle cyclo-piétonne, et ce n'est pas malin

d'avoir collé des affiches sur le plancher de la passerelle. Ce n'est pas parce que c'est Extinction Rebellion qu'ils peuvent poser des actes inciviques. Ce n'est pas plus pertinent parce qu'ils pratiquent la désobéissance civile. Je trouve leur action ridicule. À part faire perdre du temps à des agents publics pour le nettoyage... »

« Une amende, par affiche collée »

Maxime Prévot annonce au passage une sanction. « J'ai demandé qu'on leur donne une amende, par affiche collée, et qu'on leur envoie la facture. L'amende est laissée à l'appréciation du fonctionnaire sanctionnant. C'est maximum 250 euros, et on est rarement en dessous de 100 euros. » Ce qui ferait donc au moins 6.000 euros d'amende, vu que 60 affiches ont été posées.

Qu'en est-il de la déclaration d'urgence climatique par la Ville de Namur ? « Un groupe de travail planchait dessus, mais la crise du coronavirus est passée par là, les réunions n'ont plus pu se faire. Je n'ai pas de problème à déclarer cette urgence, mais la situation climatique ne va pas changer du jour au lendemain après cela... »

GAETAN ISTAT



Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200526-BMEW-621797_75061

Nom de la source	Mardi 26 mai 2020
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 349 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

L'Enjambée déjà taguée ce week-end

Sudpresse

Lecture zen La toute nouvelle Enjambée a déjà été vandalisée avec le placardage d'affiches du groupe Extinction Rébellion et un tag dont l'identité demeure inconnue.

Les dégâts ont été effacés en ce début de semaine.

L'Enjambée a été inaugurée il y a deux semaines en comité réduit, crise sanitaire oblige. La nouvelle passerelle qui relie le Grognon à Jambes a à peine eu le temps de rentrer dans le quotidien des Namurois qu'elle a déjà subi des dégâts, avec l'apparition d'un tag et d'affiches ce week-end. Des actions illicites qui ont nécessité l'intervention des équipes de nettoyage de la ville dès ce lundi et ce mardi.

« Ce n'est pas le plus dur à effacer et nous avons une machine adaptée à ce genre d'incivilités », explique l'échevine de la propreté publique Charlotte Deborsu. « Une équipe s'est rendue cet après-midi sur place pour effacer ce tag. Il s'agissait apparemment d'une étoile mauve, dont on ignore la signification. « Il y a également eu des affiches collées, reliées au groupe Extinction Rébellion, qui a aussi affiché plusieurs messages dans le centre-ville ce week-end.

Des interventions pénibles pour les agents de la propreté

Le tag laissé ne semble pourtant pas relié à ce groupe qui multiplie les interventions dans la ville ces derniers mois.

« Nous sommes un peu surpris pour le tag, car ce n'est pas leur méthode que nous commençons à bien connaître. Ils s'étaient notamment attaqués au pont de Jambes et nos équipes de la propreté avaient dû passer du temps à aller nettoyer. C'est peut-être quelqu'un d'autre qui a profité du fait qu'il y avait une affiche pour taguer l'endroit par la même occasion, on ne sait pas trop. »

Il reste à déterminer la cause de ce tag, ce qui n'est pas évident. « C'est peut-être un signe de protestation contre l'Enjambée, ou bêtement une action individuelle sans rapport. Maintenant c'est effacé donc tout va bien, mais c'est dommage pour nos agents responsables de la propreté, qui subissent principalement les conséquences de ces comportements. Cela fait déjà plusieurs fois et cela devient lourd », conclut l'échevine.

KEVIN COLARD

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://namur.lameuse.be/567951/article/2020-05-26/lenjambee-deja-taguee-ce-week-end>

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20200814-BME-d-20200813-ghe96h

Nom de la source	Vendredi 14 août 2020
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. Namur_16
Périodicité	• 179 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Namur
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	



Extinction Rebellion s'attaque à la publicité

C.T.

En pleine période de soldes, les panneaux publicitaires de Namur ont été relookés ce jeudi matin. Extinction Rebellion les a surcollé d'affiches au slogan « La pub nuit gravement à la vie ».

Le groupe d'activistes écologistes s'attaque ainsi au secteur publicitaire.

Extinction Rebellion se plaint de « l'en- vahissement des rues par le virus de la publicité commerciale ». L'objectif de l'action à Namur est de montrer au public que la publicité est nocive, tant au niveau social qu'au niveau environnemental.

Les écologistes d'Extinction Rebellion interpellent la Ville sur sa responsabilité en la matière. Selon eux, Namur, au- toproclamée « ville en transition écologique », se place « en porte-à-faux par rapport à ses engagements en ne régulant pas la publicité dans ses rues ». Les militants réclament au pouvoir com- munal de s'engager contre l'injonction à consommer. Ils appellent la Ville à en- cadrer la publicité qu'elle affiche dans ses espaces publics.

Extinction Rebellion demande à la Ville de Namur de supprimer le mobilier ur- bain publicitaire et de le remplacer par

des arbres, des œuvres d'art ou des es- paces d'affichage citoyen.

C.T.

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200907-BMEW-660732_75061

Nom de la source	Lundi 7 septembre 2020
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 223 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Facebook a supprimé la page d'Extinction Rebellion Belgique pour « discours haineux »

Lecture zen Facebook a supprimé la page d'Extinction Rebellion Belgique pour non-respect des « standards de la communauté », a indiqué lundi le mouvement dans un communiqué.

Ayant constaté la suppression vendredi dernier, l'équipe de communication n'aurait reçu ni préavis ni notification. Le motif invoqué par le réseau social aurait trait à un événement créé par le mouvement sur Facebook, dans le cadre de la marche pour les droits des femmes à Bruxelles le 8 mars dernier. Cet événement aurait apparemment été considéré comme contenant un « discours haineux ».

« Nous ignorons pourquoi cet événement a été signalé comme discours haineux, le contenu incriminé ne nous a pas été communiqué », a déclaré une porte-parole du mouvement belge, citée dans le communiqué. L'équipe de communication aurait contacté le service d'assistance de Facebook « afin de débloquer la situation », mais les évaluateurs disponibles donnent la priorité aux cas urgents, a déclaré celui-ci.

« Nous respectons les règles de Facebook, et jamais nous n'avons publié ni

ne publierons de contenu incitant à la haine, de discours raciste ou sexiste, et nous ne diffuserons jamais volontairement de fausses informations », a affirmé une porte-parole.

« Extinction Rebellion Belgique appelle Facebook à rétablir la page, à expliquer les raisons de ce blocage et à ne pas censurer les mouvements populaires pacifiques », conclut le mouvement écologiste.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://namur.lameuse.be/636302/article/2020-09-07/facebook-supprime-la-page-d-extinction-rebellion-belgique-pour-discours-haineux>



Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200910-BMEW-662545_75061

Nom de la source	Jeudi 10 septembre 2020
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 219 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Des militantes d'Extinction Rebellion s'enchaînent seins nus au parlement britannique

Lecture zen Des militantes du groupe Extinction Rebellion se sont enchaînées, seins nus, au Parlement britannique jeudi, dans le

but d'exposer la « vérité nue » sur l'urgence climatique, au dernier jour d'une série d'actions ayant provoqué la colère du gouvernement conservateur.

Une douzaine de femmes à moitié dénudées se sont attachées aux grilles du palais de Westminster, à Londres, à l'aide d'antivols de vélo attachés au cou. Sur leurs poitrines étaient écrit des mots illustrant des conséquences de la crise climatique: « famine », « déplacement (de population) » ou encore « violence ».

« Maintenant nous avons votre attention », a déclaré l'une d'elles, Sarah Mintram.

Cette action s'inscrit dans une mobilisation d'une dizaine de jours du mouvement écologiste qui s'est achevée jeudi. L'une des actions les plus spectaculaires du groupe a été le blocage d'imprimeries qui a perturbé la distribution de journaux samedi et a provoqué l'ire du gouvernement.

Les militants accusent la presse, principalement les journaux du groupe News

Corp du magnat Rupert Murdoch, de ne pas rendre compte correctement de « l'urgence climatique et écologique ».

Le Premier ministre Boris Johnson, ancien journaliste, a jugé ces blocages « complètement inacceptables » et la ministre de l'Intérieur Priti Patel a comparé les militants de l'association à des « criminels » et promis de mettre fin à l'« anarchie dans nos rues ».

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://verviers.lameuse.be/638541/article/2020-09-10/des-militantes-d-extinction-rebellion-senchainent-seins-nus-au-parlement>

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200912-BMEW-663628_75061

Nom de la source	Samedi 12 septembre 2020
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 459 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Nouvelle action d'Extinction Rebellion au bois de la Cambre à Bruxelles

Lecture zen Ce samedi 12 septembre 2020 à 15h, un groupe de militants d'Extinction Rebellion a mèné une action symbolique au bois de la Cambre à Bruxelles.

Cette action de désobéissance civile non violente a duré environ une demi-heure avec respect des règles de distanciation physique.

Les activistes ont empêché le passage des voitures s'engageant dans le parc au niveau du rond-point de l'Avenue Louise vers l'avenue Diane. Leur but est d'obtenir la fermeture totale du parc aux voitures afin que celui-ci retrouve sa fonction originelle.

Durant l'action, des activistes ont bloqué la rue en fermant les barrières qui se trouvent à l'entrée du parc. Ils ont exécuté également une chorégraphie sur l'air de "Staying Alive" des Bee Gees et distribué des flyers aux automobilistes. Un passage libre est prévu pour les véhicules d'urgence tels que les ambulances ou les brigades des pompiers. Des stewards se sont occupés de communiquer avec les automobilistes pour leur expliquer l'action et les inviteront à contourner le Bois pour sortir de la ville.

Cet événement est la deuxième action «

Reclaim the Park », la première ayant eu lieu le 4 juin dernier. Le mouvement entend ainsi maintenir la pression sur le politique afin d'obtenir la fermeture du parc aux voitures et ce pour deux raisons. La première est concrète : les militants soulignent le fait que, durant le confinement, le parc était un havre de paix pour bien des Bruxellois qui ne possèdent pas de jardin ou de terrasse en ville. « Cet espace public doit donc être fermé aux voitures à l'avenir, car elles occasionnent des situations dangereuses pour les piétons et les cyclistes. De plus, l'augmentation des espaces verts en ville a un effet positif sur le bien-être et la santé de ses habitants, grâce à la diminution de la pollution d'air et des nuisances sonores et à l'augmentation des espaces dédiés à l'exercice physique, au repos et aux rencontres. Le Bois de la Cambre a donc une fonction écologique et sociale importante » revendique le mouvement Extinction Rebellion

« La deuxième raison est symbolique. La crise du Covid-19 nous met face à l'évidence du caractère systémique des problèmes qui nous affligent. Pour la première fois, à l'échelle de la planète, nous voyons comment les multiples crises, sanitaire, écologique, sociale, politique culturelle et économique partagent une même cause : un système

économique, un mode de production et de consommation, une mobilité qui reposent sur l'exploitation des humains et de la planète, un mode de vie qui consomme les écosystèmes dont il dépend. En ce sens, le retour progressif à la circulation automobile dans le Bois de la Cambre est un symbole de ce retour à une situation toxique d'avant confinement », ajoute le mouvement dans un communiqué.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/639880/article/2020-09-12/nouvelle-action-d-extinction-rebellion-au-bois-de-la-cambre-bruxelles>



Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200920-BMEW-671451_75061

Nom de la source	Dimanche 20 septembre 2020
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 317 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Un logo d'Extinction Rebellion tagué sur le Palais Royal

Lecture zen Le bourgmestre de la Ville, Philippe Close (PS), parle d'une action sauvage.

Le logo du groupe militant pour le climat Extinction Rebellion a été tagué à la peinture mauve entre samedi et dimanche sur le mur du portail du Palais Royal, à Bruxelles.

Le bourgmestre de la Ville s'est indigné de cet acte sur Twitter. « Triste de voir à nouveau Extinction Rebellion s'en prendre au palais royal et à notre patrimoine. Pas sûr que ce genre d'action sauvage fasse avancer la cause du climat. », écrit Philippe Close.

La police de Bruxelles-Capitale-Ixelles a pris note de cette « dégradation » et déclare : « Nous allons essayer de voir d'où vient cette dégradation. Un dossier a été constitué. »

« Peinture lavable »

Extinction Rebellion confirme être l'auteur de cette inscription réalisée avec de la « peinture lavable », un spray à la craie. « Nous avons fait cela afin d'attirer l'attention sur les négociations en cours sur la formation d'un futur gouvernement. Nous estimons que celles-ci manquent de transparence. Nous souhaitons voir ce qu'il se trouve dans

l'accord de majorité et si l'urgence climatique est inscrite dans cet accord. », affirme une porte-parole du mouvement.

« Nous voulons savoir ce que le gouvernement prévoit de faire comme action pour le climat. On demande que des actions se fassent main dans la main avec les associations citoyennes pour réduire les gaz à effet de serre et que le gouvernement garde à l'esprit la nécessité de protéger les plus vulnérables. »

Lire aussi

Extinction Rebellion: des centaines de manifestants interpellés

En octobre 2019, Extinction Rebellion avait porté le message de l'urgence climatique en occupant la Place royale. Certains manifestants avaient tenté d'entrer dans les jardins du Palais royal. Les activistes demandaient au Roi de déclarer l'urgence climatique. Ils avaient fini par être évacués en fin de journée au canon à eau et aux sprays au poivre sur ordre du bourgmestre socialiste.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

[https://www.lameuse.be/645527/article/2020-09-20/un-logo-d-extinction-rebel
lion-tague-sur-le-palais-royal](https://www.lameuse.be/645527/article/2020-09-20/un-logo-d-extinction-rebellion-tague-sur-le-palais-royal)

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200922-BMEW-674962_75061

Nom de la source	Mardi 22 septembre 2020
La Meuse (site web)	
Type de source	Presse • Presse Web
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Formation fédérale: nouvelles arrestations d'activistes d'Extinction Rebellion

Lecture zen La police a arrêté administrativement mardi vers 18h00, devant le 10 de la rue de la Loi à Bruxelles, 5 activistes du mouvement Extinction Rebellion (XR), a indiqué en fin de journée une porte-parole de la police de Bruxelles-Ixelles. Aucune violence n'a été rapportée lors de des interpellations, selon un porte-parole du mouvement pour la défense du climat.

Les militants arrêtés avaient déployé une banderole portant le message « Quel est votre plan ? ». Ils demandent à faire passer la crise climatique avant les mésententes politiques, qui freinent la constitution d'un gouvernement fédéral.

« En tant que citoyens, nous ne pouvons rester les bras croisés pendant que nos politiciens gaspillent du temps à choisir avec qui collaborer ou non, alors que la biodiversité disparaît à un rythme sans précédent à cause d'un système économique toujours en croissance », souligne l'organisation.

Lundi en fin de journée, la police avait arrêté devant le Palais royal, en marge d'une réunion du Roi avec les préformateurs du gouvernement fédéral, 13 activistes de Youth For Climate et de

l'ONG Greenpeace, puis 3 militants de XR.

La porte-parole de la police rappelle que les manifestations sont interdites dans la zone neutre, mais autorisées autour de celle-ci.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/648511/article/2020-09-22/formation-federale-nouvelles-arrestations-dactivistes-dextinction-rebellion>

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200923-BMEW-676485_75061

Nom de la source	Mercredi 23 septembre 2020
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 260 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

La police arrête des activistes d'Extinction Rebellion devant Palais royal

Lecture zen La police a arrêté administrativement 8 activistes du mouvement Extinction Rebellion (XR) ce mercredi peu après

18h30, devant le Palais royal, où les préformateurs du gouvernement fédéral étaient conviés par le roi, a indiqué en fin de journée la porte-parole de la police de Bruxelles-Ixelles Ilse Van de keere. Aucune violence policière n'a été rapportée lors des précédentes interpellations, selon un porte-parole du mouvement pour la défense du climat.

Les militants ont scandé le message « Quel est votre plan » avant de se faire arrêter. Ils demandent à faire passer la crise climatique avant les mésententes politiques, qui freinent la constitution d'un gouvernement fédéral.

« En tant que citoyens, nous ne pouvons rester les bras croisés pendant que nos politiciens gaspillent du temps à choisir avec qui collaborer ou non, alors que la biodiversité disparaît à un rythme sans précédent à cause d'un système économique toujours en croissance », souligne l'organisation.

Lundi en fin de journée, la police avait arrêté devant le Palais royal, en marge

d'une réunion du Roi avec les préformateurs du gouvernement fédéral, 13 activistes de Youth For Climate et de l'ONG Greenpeace, puis 3 militants de XR. Mardi, ce sont 5 activistes de XR qui se sont fait arrêtés devant le 10 rue de la Loi. Ils veulent répéter leur action quotidiennement.

La porte-parole de la police rappelle que les manifestations sont interdites dans la zone neutre, mais autorisées autour de celle-ci. La police prend les identités des activistes et consigne les faits avant de les libérer.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://namur.lameuse.be/649249/article/2020-09-23/la-police-arrete-des-activistes-extinction-rebellion-devant-palais-royal>



Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200926-BMEW-681041_75061

Nom de la source	Samedi 26 septembre 2020
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 267 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Nouvelle arrestation administrative de cinq militants au Palais d'Egmont à Bruxelles

Lecture zen Cinq activistes du mouvement Extinction Rebellion ont été arrêtés administrativement, samedi vers 19h00, devant le Palais

d'Egmont à Bruxelles, où se tiennent actuellement les négociations pour former un gouvernement fédéral, a indiqué à Belga samedi soir Extinction Rebellion. Tous les activistes ont ensuite quitté les lieux vers 20h30, mais le mouvement a déclaré qu'il poursuivra ces prochains jours sa mobilisation sous le slogan « quel est votre plan? », pour attirer l'attention des négociateurs sur la situation écologique et climatique.

Extinction Rebellion a engagé depuis lundi un « marathon d'actions quotidiennes » pour faire pression sur les négociations en cours. Il veut obtenir que les deux formateurs du futur gouvernement fédéral belge mettent au point un plan pour faire face à la crise écologique et climatique, d'où le slogan « quel est votre plan? »... Par rapport à la qualité de l'air, à la sauvegarde de la biodiversité, etc.

« On maintient la pression et on continuera jusqu'à épuisement », a indiqué un membre du mouvement citoyen.

Ce samedi vers 19h00, cinq militants ont été arrêtés administrativement, sans brutalité et sans difficulté avec la police. Ils ont été libérés environ une heure et demi plus tard, selon Extinction Rebellion.

Vendredi, jeudi et mardi, vingt-huit militants du mouvement au total avaient déjà été arrêtés, devant le Palais d'Egmont, devant le Palais royal ou rue de la Loi. Lundi ce sont trois autres membres du groupe qui l'ont été, tout comme treize activistes de Youth For Climate et de l'ONG Greenpeace qui réclament eux aussi une vraie politique climatique au sein du prochain gouvernement.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://namur.lameuse.be/651752/article/2020-09-26/nouvelle-arrestation-administrative-de-cinq-militants-au-palais-d-egmont>

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20201005-BMEW-695152_75061

Nom de la source	Lundi 5 octobre 2020
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 179 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

La page d'Extinction Rebellion Belgique à nouveau suspendue par Facebook

Lecture zen Extinction Rebellion (XR) Belgium s'est à nouveau vu suspendre sa page Facebook, « sans avertissement préalable », précise lundi le mouvement activiste par communiqué.

XR Belgium conteste la décision et s'efforce d'obtenir que la page soit remise en ligne.

La raison invoquée est que cette page serait « similaire à celle que nous avons précédemment supprimée pour violation de nos normes communautaires ».

Début septembre, la page d'XR Belgium avait en effet déjà été suspendue par Facebook en raison d'un événement créé par le mouvement sur le réseau social, dans le cadre de la marche pour les droits des femmes à Bruxelles le 8 mars dernier. Il aurait été considéré comme contenant un « discours haineux ». La page a finalement été rétablie vers 20h30 le soir-même, « sans explication de la part de Facebook ».

Extinction Rebellion appelle le réseau social « à rétablir sa page et à fournir une explication claire pour ce blocage ».

Le mouvement exige en outre que l'entreprise américaine « mette fin à la suspension systématique des groupes envi-

ronnementaux de sa plate-forme ».

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://verviers.lameuse.be/660505/article/2020-10-05/la-page-dextinction-rebellion-belgique-nouveau-suspendue-par-facebook>

Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20201005-BMEW-695225_75061

Nom de la source

La Meuse (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Liège, Belgique

Lundi 5 octobre 2020

La Meuse (site web) • 177 mots

La page d'Extinction Rebellion Belgique à nouveau suspendue par Facebook

Extinction Rebellion (XR) Belgium s'est à nouveau vu suspendre sa page Facebook, « sans avertissement préalable », précise lundi le mouvement activiste par communiqué. XR Belgium conteste la décision et s'efforce d'obtenir que la page soit remise en ligne.

La raison invoquée est que cette page serait « similaire à celle que nous avons précédemment supprimée pour violation de nos normes communautaires ».

Début septembre, la page d'XR Belgium avait en effet déjà été suspendue par Facebook en raison d'un événement créé par le mouvement sur le réseau social, dans le cadre de la marche pour les droits des femmes à Bruxelles le 8 mars dernier. Il aurait été considéré comme contenant un « discours haineux ». La page a finalement été rétablie vers 20h30 le soir-même, « sans explication de la part de Facebook ».

Extinction Rebellion appelle le réseau social « à rétablir sa page et à fournir une explication claire pour ce blocage ». Le mouvement exige en outre que l'entreprise américaine « mette fin à la suspension systématique des groupes environnementaux de sa plate-forme ».

Cet article est paru dans **La Meuse (site web)**

<https://basse-meuse.lameuse.be/660505/article/2020-10-05/la-page-d-extinction-rebellion-belgique-nouveau-suspendue-par-facebook>



Documents sauvegardés



© 2020 La Meuse (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20201006-BMEW-697282_75061

Nom de la source	Mardi 6 octobre 2020
La Meuse (site web)	
Type de source	La Meuse (site web) • 248 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

Action de XR contre une révision des règles européennes sur les pesticides

Lecture zen Quelques dizaines d'activistes du mouvement Extinction Rebellion (XR) ont mené une action mardi entre 12h30 et 13h30, sur

la place du Luxembourg, devant le Parlement européen à Bruxelles, pour protester contre une révision des critères d'évaluation des pesticides actuellement à l'étude.

Les participants portaient des casques en forme de têtes d'abeille. Ils pleuraient et toussaient tandis qu'ils étaient aspergés de pesticide. Un cercueil ouvrait la marche funéraire. Une banderole portait les messages « Pique de rappel » et « Let it bee ».

Les participants s'inquiètent de la tenue d'une réunion ce jeudi lors de laquelle la Commission européenne doit présenter la révision du précédent texte aux Etats membres. Cela concerne des modifications réglementaires du document-guide de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) relatif à l'évaluation des risques de l'usage des pesticides sur les populations d'abeilles. Ce dernier date de 2013, mais n'a jamais été adopté faute d'accord avec les Etats-membres. Il est en conséquence ques-

tion de revoir les critères à la baisse, ce que dénoncent les activistes de XR. « Nous estimons que des normes d'évaluation des pesticides ne peuvent se permettre d'ignorer les conséquences de ceux-ci sur les abeilles », défend Elise, une porte-parole d'Extinction Rebellion.

Les activistes craignent qu'un assouplissement des règles facilite le recours à des pesticides nocifs pour les abeilles. Ils demandent également à ce que les homologations des pesticides prennent plus largement en compte les effets à long terme sur les colonies d'abeilles.

Cet article est paru dans La Meuse (site web)

<https://www.lameuse.be/661275/article/2020-10-06/action-de-xr-contre-une-revision-des-regles-europeennes-sur-les-pesticides>

Documents sauvegardés



© 2021 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publie

Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20210218-BME-d-20210217-glc82d

Nom de la source	Jeudi 18 février 2021
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. Namur_7
Périodicité	• 602 mots
Quotidien	
Couverture géographique	namur
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	



« Le statut d'arbre remarquable aura été balayé d'un revers de la main »

Une manifestation contre l'abattage du hêtre du Casino de Namur a eu lieu ce mercredi matin

COLLEEN TORDEUR

Ce mercredi matin, à l'aube, un groupe de militants attendait l'arrivée de la société chargée de l'abattage du hêtre situé près du Casino de Namur. Les différentes associations, menées par Extinction Rebellion Namur, ont manifesté contre cet abattage d'un « arbre remarquable ». Abattage qui n'a d'ailleurs pas eu lieu.

Un imposant hêtre situé sur le terrain du Casino de Namur, le long de la voirie reliant l'avenue Baron de Moreau et l'avenue de la Plante, sera prochainement abattu dans le cadre du projet immobilier d'expansion du Casino. Prévenus que l'abattage aurait lieu ce mercredi matin, il était 6h15 quand des militants sont arrivés sur le site. Leur but ? Manifester contre l'abattage imminent du hêtre du Casino. Pour cette action organisée par Extinction Rebellion Namur, plusieurs associations se sont regroupées. Finalement, l'arbre n'a pas été abattu mais le sera bientôt. Les manifestants dénoncent « le mépris total de la Ville de Namur pour son environnement et, dans le cas présent, la disparition d'un arbre remarquable répertorié sur la liste officielle de la commune ». Selon eux, « ce statut particulier, censé le protéger, aura été

balayé d'un revers de la main au profit d'intérêts privés et strictement financiers ». Sur place, Anne, une militante, témoigne : « Dans le contexte sanitaire, climatique et environnemental que nous traversons, nous pensons que ces actes doivent être condamnés avec la plus grande fermeté, car ils dégradent encore davantage la qualité de vie en ville et mettent la biodiversité en péril. Plus rien aujourd'hui ne freine les appétits financiers des promoteurs, encouragés en cela par la coupable vélocité des autorités politiques à délivrer des dérogations permettant la destruction de ce bien commun. »

Pour les manifestants, rien ne justifie cet abattage. Ils rappellent que les arbres aident à lutter contre la crise climatique et abritent une large biodiversité. Extinction Rebellion ajoute enfin que les arbres améliorent la qualité de l'air, primordiale dans une grande ville comme Namur.

L'abattage indispensable à l'extension du casino

Cet abattage du hêtre est en fait prévu de longue date. En 2018, le fonctionnaire-délégué de la Région wallonne avait oc-

troyé un permis unique à la société Circus Leisure pour l'agrandissement de son hôtel. Permis confirmé en recours par le ministre de l'époque. À l'époque, le fonctionnaire-délégué regrettait l'abattage mais reconnaissait qu'aucune extension du casino n'était possible sans.

Dans ce projet d'extension, la Ville de Namur n'avait qu'un avis consultatif. En effet, le hêtre en question se trouve en zone bleue dans le plan de secteur. Ce qui veut dire que c'était à la Région wallonne de se prononcer. Pourtant, le projet avait fait l'objet d'une enquête publique à l'automne 2017. Dans son avis, consultatif donc, le collège communal de Namur avait alors demandé à la société de présenter un plan précis de réaménagement végétal du site avec le nom des essences. L'abattage du hêtre sera également compensé par la plantation d'un tilleul. Maigre consolation pour les militants qui s'accrochent à cette cause depuis des années.

À l'époque, le collectif pour la sauvegarde du parc Léopold avait lancé une pétition en ligne. Les membres, qui mettent un point d'honneur à défendre tous les arbres de la capitale wallonne, avaient également mené des actions

Documents sauvegardés

symboliques. L'échevine de l'Urbanisme, Stéphanie Scailquin, dit comprendre l'émotion liée à l'abattage d'un arbre mais puisqu'il fait partie d'un projet global approuvé par la Région, la Ville n'est pas compétente. Les diverses actions et les plus de 1.700 signatures n'y feront donc rien. Le hêtre sera bien abattu.

COLLEEN TORDEUR

Documents sauvegardés

La Meuse

© 2021 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publié

Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20211102-BME-d-20211101-gqnvwvx

Nom de la source	Mardi 2 novembre 2021
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. Namur_7
Périodicité	• 250 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Liège, Belgique



Les Gilets jaunes devant le Parlement wallon

Une centaine de manifestants ont mené une action en siégeant symboliquement devant le Parlement wallon, ce samedi à Namur : Extinction Rébellion et les Gilets Jaunes réclamaient « une transition écologique et sociétale majeure ».

Une centaine de personnes ont siégé samedi devant le parlement wallon, à Namur, à l'initiative du mouvement Extinction Rébellion (XR) et de Gilets jaunes. L'assemblée citoyenne réclame notamment « une transition écologique et sociétale majeure ». Certains étaient venus munis d'une chaise afin d'imiter les parlementaires. L'objectif du rassemblement était également de définir des mesures qui soient « juridiquement contraignantes » concernant les politiques sociale et écologique.

« Nous ne sommes plus très loin de la fin d'un monde qui a déraillé et nous conduit au précipice », a expliqué XR pour justifier l'action. « L'heure est donc aux décisions politiques courageuses et socialement justes, faute de quoi la seule alternative qui restera sera la révolution ou la misère la plus noire. »

En outre, les organisateurs revendentiquent « l'instauration d'une assemblée citoyenne wallonne qui soit représentative de la population et transcende les

intérêts partisans de la majorité des professionnels de la politique ».

« Cet événement sera répété autant de fois que nécessaire et en mobilisant un nombre de croissant de participants, jusqu'à ce que notre demande soit entendue et traduite dans les faits », ont-ils encore précisé.

La manifestation a eu peu d'impact sur la circulation dans la mesure où elle était statique et limitée à la rue Bord de l'eau. Aucun réel débordement n'a été à déplorer, selon la police.

Documents sauvegardés



© 2021 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliéCertificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20211206-BME-d-20211205-gra9en

Nom de la source	Lundi 6 décembre 2021
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. Namur_8
Périodicité	• 322 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Namur
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	



Une « masse critique » menée

COLLEEN TORDEUR

Ce samedi, Extinction Rebellion et les Gilets Jaunes ont rassemblé une poignée de militants namurois dans une « masse critique ». Sur leur vélo, ils ont manifesté pour plus de démocratie face à l'urgence sociale et climatique.

Ce samedi après-midi, le collectif rassemblant des mouvements militants namurois, tels qu'Extinction Rebellion et les Gilets Jaunes, a organisé une « masse critique », à vélo dans les rues de Namur. Tous vêtus d'un gilet jaune et enfourchant leur vélo, les manifestants ont rejoint le parlement wallon pour y faire passer leur message. « C'est la deuxième action de notre mouvement de convergence », annonce Nicolas, membre du groupe Extinction Rebellion. « Le gilet jaune est symbolique de la lutte sociale, le vélo représente la lutte écologique. »

« Stop au jeu politique »

Cette fois, la dizaine de manifestants revendiquait l'instauration d'assemblées citoyennes indépendantes capables d'émettre des mesures juridiquement contraignantes. « Des assemblées qui soient composées de citoyens, de scientifiques et d'experts pour agir face aux deux problèmes qui nous occupent aujourd'hui : l'injustice sociale et l'urgence

climatique. »

Soit plus de démocratie directe. « Les politiques élus ont échoué à agir de manière suffisante et satisfaisante. Et ce, à cause du système dont ils font partie. » Les militants déplorent le jeu politique : faire plaisir aux électeurs, s'approprier certains combats. Selon eux, tout cela empêche les politiciens de prendre des décisions fortes, qui peuvent parfois déplaire à certains.

« Certaines questions dépassent les mandats et les frontières. Les citoyens ont l'avantage de ne pas avoir à être réélus, ils peuvent prendre des mesures sur le long terme pour les générations futures. Des mesures qui ne seront pas remises en question à chaque élection », ajoute Nicolas.

Ce samedi, Gilets Jaunes et Extinction Rebellion s'adressaient au gouvernement wallon, mais leur action et leur message valent pour tous les niveaux de pouvoirs du pays. « Moins ils vont nous écouter, plus il risque d'y avoir une escalade et de la révolte parce qu'aujourd'hui, les gens sont désespérés. »

COLLEEN TORDEUR

Documents sauvegardés



© 2022 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliéCertificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20220131-BME-d-20220130-gt8n4x

Nom de la source	Lundi 31 janvier 2022
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. Namur_7
Périodicité	• 263 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	



Une action anti-éclairage d'Extinction Rebellion

Dans la nuit de samedi à dimanche, des membres d'Extinction Rebellion ont placardé des affiches sur les vitrines éclairées de commerces à Bruxelles, Namur et Bruges. Sur celles-ci on pouvait lire « N'oubliez pas d'éteindre en sortant ».

Selon les militants d'Extinction Rebellion, à l'heure où les dégâts de la crise écologique font peser une menace croissante sur nos sociétés et où l'on demande aux citoyens de faire preuve de parcimonie, il est indécent que des entreprises gaspillent sans compter, notamment en éclairant les vitrines de magasins fermés.

Les militants, qui dans la nuit de samedi à dimanche ont mené des actions à Bruges, Bruxelles et Namur, n'ont pas choisi des commerces au hasard.

« Nous avons ciblé de grosses enseignes de la mode et du luxe, des entreprises polluantes dont l'impact désastreux sur l'environnement n'est plus à démontrer, et dont les produits ne répondent pas aux besoins de base des citoyennes et citoyens », disent-ils.

« Pour faire face à la crise écologique en cours, nous n'avons pas d'autre choix que de consommer moins, car aucune

production n'est réellement verte. Ceci dit, il est essentiel de distinguer la consommation de subsistance de la consommation de luxe. Nous avons toutes et tous besoin de nous chauffer, de nous vêtir ou encore de nous rendre sur notre lieu de travail. Diminuer ce type de consommation s'annonce difficile. Mais les grosses voitures, les voyages en avion, la mode, les éclairages à outrance et autres gaspillages flagrants constituent une consommation de luxe qui, de toute urgence, doit être reléguée au passé. Aux autorités de s'en charger. »

Documents sauvegardés



© 2022 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20221114-BME-d-20221113-3z2rxy

Nom de la source	Lundi 14 novembre 2022
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. Namur_7
Périodicité	• 275 mots
Quotidien	ce dimanche
Couverture géographique	Régionale
Liège, Belgique	



Extinction Rébellion manifeste Place d'Armes

J.M.

Ce dimanche, 10 heures, des banderoles en forme de tableaux célèbres se réunissent sur la Place d'Armes à Namur. La mobilisation d'Extinction Rébellion dénonce une répression trop sévère et disproportionnée des militants écologistes qui s'en étaient pris à l'oeuvre de Vermeer « la Fille à la perle ».

Leur argumentation : « le tableau n'a pas été endommagé. Deux mois d'emprisonnement dont un avec sursis est une condamnation beaucoup trop lourde qui vise à faire taire les militants écologistes. »

Le mouvement social écologiste international s'est aussi réuni place d'armes pour une autre raison, soutenir les centaines d'activistes tués ou enfermés dans le monde pour la défense de leur environnement.

Non-violence

Ce dimanche à la Place d'Armes, les militants scandent à l'unisson leur soutien aux trois jeunes détenus à La Haye. « Nos actions sont non - violentes et ne causent pas de dommages aux oeuvres d'art. Elles soulignent l'absurdité de la punition et le manque de responsabilité pour un véritable crime contre les per-

sonnes et la planète. »

Ce rassemblement du 13 novembre survient dans le contexte de la COP 27 en Égypte et alors qu'une loi contre l'écocide a été inscrite au code pénal belge. Extinction Rébellion ne se réjouit pas tout à fait de cette avancée juridique.

« Le projet de loi belge parle de dommages graves, étendus et à long terme. Ce cumul de conditions signifie que de nombreux cas de dommages environnementaux ne pourront pas être considérés comme des écocides, ni jugés comme tels. Le message des politiques est clair. Ils nous disent de ne pas prêter attention aux activistes climatiques car ils assurent avoir déjà les solutions pour le climat. »

J.M.

Documents sauvegardés

LaMeuse

© 2023 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publié

Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20230204-BME-d-20230203-40inx6

Nom de la source	Samedi 4 février 2023
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. Namur_8
Périodicité	• 204 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Namur
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	



Extinction Rebellion contre le gaspillage énergétique

G.I.

Extinction Rebellion Namur a organisé ce lundi une action de sensibilisation à destination des commerçants namurois concernant le gaspillage énergétique.

Ce lundi, Extinction Rebellion (XR) Namur a lancé une action de sensibilisation à destination des commerçants namurois concernant le gaspillage énergétique.

En novembre dernier, la Ville de Namur avait approuvé un nouveau règlement pour ses entreprises, commerces et institutions : les acteurs visés ne peuvent plus avoir leurs portes d'entrée ouvertes, quelle que soit la saison, et devront obligatoirement éteindre, de minuit à 6h du matin, l'éclairage des locaux, enseignes et vitrines inoccupés. Ces deux mesures sont en vigueur depuis le 1er décembre. Un délai supplémentaire jusqu'au 15 février prochain est toutefois possible pour les entreprises, commerces et institutions qui présentent un justificatif de leur retard.

« À présent, il est grand temps de se conformer à ce nouveau règlement », communique Extinction Rebellion Namur. « C'est pourquoi nous avons félicité les commerçants qui respectent déjà ces mesures et avons sensibilisé les autres à le faire le plus rapidement pos-

sible lors d'une distribution de deux feuillets informatifs : l'un remerciant les commerçants appliquant déjà ces mesures, l'autre invitant les commerçants qui n'appliquent pas encore ces mesures à le faire rapidement. »

G.I.

Documents sauvegardés



© 2023 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20230307-BME-d-20230306-415e4e

Nom de la source	Mardi 7 mars 2023
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. Namur_6
Périodicité	• 268 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Namur
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	

« DES AFFICHES SUR LES VITRINES DES COMMERCES POLLUEURS »

G.I.

Les membres du mouvement Extinction Rebellion Namur ont placardé des affiches sur les vitrines de commerces namurois qui, selon eux, ne respectent pas le règlement communal concernant le gaspillage énergétique.

Ce dimanche, des commerçants namurois ont retrouvé leurs vitrines ornées d'affiches réalisées par Extinction Rebellion Namur.

« Ils ne respectent pas le règlement communal voté le 15 novembre dernier concernant le gaspillage énergétique », communique la section locale du mouvement.

En effet, à cette date, la Ville de Namur avait approuvé un nouveau règlement imposant à ses entreprises, commerces et institutions des mesures de solidarité sur le plan énergétique. Les portes d'entrée ne peuvent plus rester ouvertes et l'éclairage des locaux, enseignes et vitrines inoccupés doit obligatoirement être éteint de minuit à 6h du matin.

Ces deux mesures sont entrées en vigueur le 1er décembre. Un délai supplémentaire jusqu'au 15 février était

toutefois possible pour les entreprises, commerces et institutions qui présentaient un justificatif de leur retard.

« Si la majorité des commerçants s'est bien conformée au nouveau règlement, force est de constater qu'il reste encore quelques irréductibles moins scrupuleux en matière de gaspillage énergétique », explique Lionel, qui a participé à l'action. « Afin de leur rappeler le nouveau règlement, nous avons placardé des affiches sur les devantures des enseignes qui laissaient encore leurs vitrines et enseignes allumées pendant la nuit et des derniers commerces dont les gérants laissent les portes ouvertes en journée. Nous ne comprenons pas ce manque d'adaptation alors que la perte énergétique que cela génère équivaut à la consommation électrique annuelle de plus de trois ménages belges. »

G.I.

Documents sauvegardés

LaMeuse

© 2024 La Meuse. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliéCertificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20240206-BME-e815dd7d-b7b7-4d29-a0d3-98f837887a2e

Nom de la source	Tuesday, February 6, 2024
La Meuse	
Type de source	La Meuse
Presse • Journaux	• p. 12
Périodicité	• 178 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Liège, Belgique	



Page 12

Namur - Une action d'Extinction Rebellion «pour dénoncer le gaspillage énergétique des portes de magasins ouvertes en hiver»

Des activistes du mouvement Extinction Rebellion Namur se sont installés devant quelques enseignes du centre-ville ce samedi pour attirer l'attention sur le phénomène des portes ouvertes de magasins en hiver.

G.I.

Ce samedi, des activistes du mouvement Extinction Rebellion (XR) se sont rassemblés devant plusieurs magasins du centre de Namur.

« Nous voulons dénoncer le gaspillage énergétique induit par l'habitude bien ancrée dans leurs pratiques de laisser leurs portes ouvertes, même en plein hiver », communique XR.

« Tous les hivers, ces magasins laissent leurs portes ouvertes tout en chauffant leur établissement, ignorant ainsi les conséquences sur l'environnement et défiant les difficultés qu'ont certains ménages à payer leurs factures d'énergie. »

Les membres d'Extinction Rebellion Namur se sont installés sur le trottoir, de part et d'autre des portes ouvertes des magasins, « en mode plagistes ».

« Notre action veut dénoncer cette pratique marketing obsolète qu'est l'ouverture des portes pour attirer les chalands à l'intérieur. »

L'AVENIR

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190415-BAVW-870155_24403

Nom de la source	Lundi 15 avril 2019
Type de source	L'Avenir (site web) • 439 mots
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Namur, Belgique

Nouvelle action de désobéissance pour le climat à Bruxelles « pour déclarer l'état d'urgence climatique et écologique »

Pass de vacances pour les associations qui luttent pour le climat. Les membres du groupe « Extinction rebellion » ont bloqué le rond-point Schumann ce lundi matin.

Action surprise ce lundi matin du côté du rond-point Schumann, des membres du groupe « Extinction rebellion » ont bloqué la circulation pendant quelques minutes pour réclamer « à l'État européen de déclarer l'état d'urgence climatique et écologique ».

Cette action s'inscrit dans le cadre d'une semaine de désobéissance civile non violente en Belgique et dans le monde entier de la part de citoyens réclamant une action décisive de la part des gouvernements pour faire face de manière urgente à la crise environnementale, promettent les activistes.

« Nous sommes au milieu de la sixième extinction de masse, précisent les membres d' « Extinction rebellion » dans un communiqué envoyé à la presse. 200 espèces sont perdues chaque jour. Des écosystèmes uniques, dont certains vivent depuis des centaines, voire des milliers d'années, s'effondrent sous la pression. Les phénomènes

météorologiques extrêmes provoquent des conflits, dévastent notre environnement bâti et naturel et menacent nos réserves d'eau et de nourriture. Ce système toxique nous tue. »

Toute l'action s'est déroulée dans le calme. Après avoir bloqué la circulation pendant quelques minutes, les manifestants ont été invités par la police à quitter la chaussée. Ceux-ci ont obtempéré et ont poursuivi leur action juste à côté du rond-point Schumann.

Toujours selon les manifestants, les dirigeants européens ont échoué. « Et ils continuent à nous échouer et refusent même de reconnaître, et encore moins de communiquer, l'ampleur de la crise environnementale, ajoutent-ils. En cette période de rupture du climat et de complaisance politique, où les mobilisations de masse ne consistent pas à agir, mais avec retard, obstruction et mépris, les citoyens n'ont d'autre choix que de se tourner vers la désobéissance civile pour forcer les politiciens à agir avant qu'il ne soit trop tard. »

Alors qu'en novembre dernier, la Commission européenne a présenté un plan de décarbonisation qui obligerait l'Union européenne à réduire de zéro

ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2 050. Pour Extinction rebellion, ce plan est non seulement insuffisant pour atteindre l'objectif de 1,5 ° C de l'Accord de Paris, mais il est mis en œuvre par le biais de mécanismes de mise en œuvre tels que le système d'échange de quotas d'émissions (ETS), qui ne fait que stimuler la production et la consommation dans le cadre d'une croissance économique non durable ou perpétuelle.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20190415_01323139/nouvelle-action-de-desobaisseance-pour-le-climat-a-bruxelles-les-manifestants-ont-bloque-le-rond-point-schumann

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20190827-BAV-781aa192-c803-11e9-a819-7ebc0a4e7596

Nom de la source	Mardi 27 août 2019
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. BrabantWallon_11
Périodicité	• 469 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



Page brabantwallon_11

« Il n'y aura pas de troisième option »

MONDE

Bruxelles a aussi fait du bruit pour la forêt amazonienne ce lundi, devant l'ambassade du Brésil. « Parce qu'il est urgent d'agir. »

Mathieu GOLINVAUX

« Sauvez l'Amazonie! » Partout dans le monde, la population crie sa colère face à l'incendie de l'un des poumons verts de la planète. En juillet, ce sont en effet plus de 2 200 kilomètres carrés qui sont partis en fumée, soit 278% de plus qu'à la même période l'an dernier.

Après les Colombiens, les Argentins, les Brésiliens ou encore les Péruviens, les Européens rejoignent peu à peu le mouvement de grogne. Ce lundi matin, ils étaient plus de 500 à faire du bruit sous les fenêtres de l'ambassade du Brésil le long de l'avenue Louise, à Bruxelles. « On est plus que content du nombre, précisait les organisateurs. On a imaginé la manifestation il y a 48 h, on pensait être une trentaine tout au plus. »

C'est la frange bruxelloise du collectif international Extinction Rebellion qui avait lancé l'appel. Actif aux quatre coins du globe depuis quelques mois, ce mouvement social international tente par ses actions directes et sa résistance non violente de se faire entendre pour

tenter de limiter le réchauffement climatique. »

À Bruxelles, ces ultras du climat se sont notamment fait remarquer en s'engluant aux grilles du parlement ou en installant un camping sur la rue de la Loi. « Il n'y aura pas de troisième option, clament-ils. C'est soit l'extinction, soit la rébellion. »

Plusieurs associations de défense de la planète avaient décidé de s'associer à la démarche. « C'est une mobilisation d'urgence pour réagir à la situation au Brésil et en Amazonie, précise encore Christophe Meierhans, membre du collectif Extinction Rebellion. Pour réagir face à l'attitude du président Bolsonaro. On veut montrer notre colère face à celle-ci. »

Depuis quelques semaines, la situation critique en Amazonie fait énormément parler d'elle et notamment sur les réseaux sociaux. « On sent que la mobilisation prend de l'ampleur quand les conséquences du réchauffement climatique deviennent concrètes, reprend le militant. On voit la forêt qui brûle et on voit les gens se mobiliser. Mais il ne s'agit ici que d'une action avant d'autres qui vont forcément prendre de l'ampleur dans les semaines et les mois qui vien-

nent. »

Car la forêt amazonienne n'est qu'une petite partie de la course contre la montre lancée par Extinction Rebellion: « La situation est critique partout, termine Christophe Meierhans. Et ce n'est pas parce que nous avons l'impression de ne rien pouvoir faire, qu'il ne faut rien faire. On est impuissant face au changement climatique, c'est quelque chose qui nous dépasse tous, mais on ne va pas pour autant rester les bras croisés en étant fataliste. On ne sait pas d'où va venir la solution. Il n'en existe pas qui soit claire. Il faut juste que tout le monde s'y mette. »



Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20190904-BAV-1fe5b458-ce1b-11e9-bba2-c7369ae7cae6

Nom de la source	Mercredi 4 septembre 2019
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. LocBasSambre_18
Périodicité	• 322 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	

Des activistes écolos piratent la citadelle

NAMUR

Une banderole géante posée sur la citadelle de Namur mardi matin interpellait Maxime Prévot sur la question du climat.

A. Deb.

La section namuroise du groupe d'activisme écologiste Extinction Rébellion a mené une double action de communication ce mardi matin à Namur.

Une grande banderole a été déployée sur la citadelle, côté Jambes, interpellant le bourgmestre: « Et kwè Prévot, tu fais quoi pour le climat? ». La banderole n'est pas restée visible durablement: dès 8h30, une équipe de cordistes intervenait pour la décrocher.

Les drapeaux « officiels » qui flottent sur les mâts du pont de Jambes ont en outre été remplacés par d'autres, ornés du logo d'Extinction Rébellion. « Nous n'avons pas dégradé les drapeaux enlevés, précisent les activistes écologistes, ils seront rendus. Nous aimerions dans l'idéal procéder à un échange et récupérer les nôtres. »

Pression à chaque conseil

Par ces actions marquant « l'engagement

et la détermination » du groupe, Extinction Rébellion « demande une déclaration de l'état d'urgence climatique et environnemental à Namur, qui se traduise par la subordination de tous les pans de la politique communale à l'atténuation de cette crise existentielle. ».

désobéissance civile et l'action directe non-violente ».

Le groupe a aussi annoncé son intention d'être présent lors du conseil communal de Namur de mardi soir... ainsi qu'à tous les prochains! « La présence à chaque conseil communal de membres d'Extinction Rébellion vise à mettre les conseillers communaux face à leur responsabilité. » Cette présence, disent les activistes, sera continue « tant que la commune de Namur ne prendra pas clairement en compte la gravité de la catastrophe écologique en cours ».

D'autres actions disruptives

« Nous n'avons plus le temps d'attendre, nous organiserons aussi des actions de désobéissance civile de plus en plus disruptives jusqu'à ce qu'un tel état d'urgence soit publiquement déclaré », prévient dans son communiqué de presse le groupe. Celui-ci se présente comme l'antenne namuroise d'Extinction Rébellion, « groupe d'activisme écologiste présent dans le monde entier » et dont les membres pratiquent « la



Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news 20190906-BAVW-401225_165607

Nom de la source	Vendredi 6 septembre 2019
L'Avenir (site web)	L'Avenir (site web) • 338 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Namur, Belgique

« Bolsonaro met la planète en péril » : Extinction Rebellion revendique les tags sur l'ambassade du Brésil

Extinction Rebellion revendique le tag et les mains ensanglantées sur la façade de l'ambassade du Brésil. Le groupe d'activistes accuse le Président brésilien « d'écocide ».

Le groupe d'activistes pour le climat Extinction Rebellion a revendiqué jeudi soir le jet de peinture et l'inscription de tags qui ont défiguré, dans la nuit de mercredi à jeudi, le bâtiment de l'ambassade du Brésil sur l'avenue Louise à Bruxelles. Les militants ont agi de la sorte pour exprimer leur mécontentement envers la politique du président brésilien Jair Bolsonaro, qu'ils tiennent pour responsable des feux de forêt qui ravagent l'Amazonie.

« Bolsonaro=écocide ». Telle est l'inscription découverte jeudi matin sur la façade de l'ambassade ainsi que « Amazonie » avec un cœur dessiné dessus. Des empreintes de mains ensanglantées, réalisées à l'aide de peinture rouge, ont également défiguré le bâtiment.

« Jair Bolsonaro commet un écocide et met l'avenir de la planète en péril. Les dommages causés à la forêt amazonienne et ses habitants à court terme sont d'une ampleur sans précédent. L'impact

sur le climat mondial et la biodiversité est également énorme », dénonce Extinction Rebellion, dans un communiqué transmis jeudi soir.

Pour le groupe d'activistes, le régime populiste de droite et néolibéral du président Bolsonaro est la cause des nombreux feux de forêt qui ravagent l'Amazonie. « Son gouvernement encourage les agriculteurs et les grands propriétaires terriens à allumer des feux afin de libérer davantage de place pour la culture du soja et du palmier dattier. Les défenseurs de l'environnement et autres défenseurs des droits des communautés autochtones sont réduits au silence et même assassinés », ajoute Extinction Rebellion.

Il exige que tous les efforts soient déployés pour éteindre le brasier, que l'appropriation illégale et la destruction de la forêt tropicale humide soient sévèrement punies et que des programmes de restauration de la nature soient mis en place.

L'acte de vandalisme avait été découvert jeudi matin et la police de la zone Bruxelles-Capitale/Ixelles avait ouvert une enquête afin d'en identifier les auteurs.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20190906_01376265/bolsonaro-met-la-planete-en-peril-extinction-rebellion-revendique-les-tags-sur-l-ambassade-du-bresil

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20190917-BAV-af4a85f8-d891-11e9-b671-1b1f18cf1ea5

Nom de la source	Mardi 17 septembre 2019
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. LocBrabantWallon_7
Périodicité	• 292 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



Page locbrabantwallon_7

Un appel percutant à répondre dès maintenant aux défis climatiques

LOUVAIN-LA-NEUVE

La section locale d'Extinction Rebellion a posé des centaines d'affiches aux slogans pour le moins percutants.

Q. C.

Dans les rues de Louvain-la-Neuve, de nombreuses affiches, plus ou moins 300, ont fait leur apparition dans la nuit de dimanche à lundi. Et elles ont de quoi interpeller avec leurs slogans percutants: « Pas de culture sur une planète morte » ou encore « Pas d'enseignement sur une planète morte ». Signées par le groupe Extinction Rebellion, certaines appelaient aussi à rejoindre le mouvement.

Extinction Rebelle est « un mouvement international utilisant l'action directe non-violente pour contraindre les gouvernements à agir face à l'urgence climatique et écologique », indique-t-il par communiqué.

Né en octobre 2018 au Royaume-Uni, où ses militants ont notamment bloqué les cinq principaux ponts de Londres le 17 novembre 2018, le mouvement a ensuite essaimé dans plus de 60 pays. En Belgique, Extinction Rebellion Belgium a été créé en janvier dernier tandis que

sa section locale pour le centre du Brabant wallon vient de se lancer.

Leurs revendications? « 1. Que le gouvernement déclare l'urgence climatique et écologique, et reconnaîsse la nécessité d'une transformation rapide de notre système économique.

2. Que le gouvernement lance un Plan d'urgence national complet et juridiquement contraignant, qui élimine l'importation et l'extraction de combustibles fossiles d'ici 2025, tout en privilégiant la restauration de la biodiversité et la préservation de notre environnement naturel.

3. Une assemblée des citoyens, dotant nos régions et nos communautés des ressources et de l'autorité nécessaires pour assurer une transition maîtrisée vers une société post-croissance équitable. »

L'action à Louvain-la-Neuve, à l'occasion de la rentrée universitaire, avait pour but d'interpeller « frontalement sur la nécessité de répondre dès aujourd'hui aux défis des changements climatiques », dans la lignée de leurs revendications.



Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190930-BAVW-912909_24403

Nom de la source	Lundi 30 septembre 2019
Type de source	L'Avenir (site web) • 1013 mots
Périodicité	Presse • Presse Web
Couverture géographique	En continu
Provenance	Régionale
	Namur, Belgique

« Votre Majesté, votre Royaume brûle » : Extinction Rebellion s'invite dans le jardin du Palais Royal

« Nous viendrons le 12 octobre occuper votre jardin pour y tenir des assemblées ouvertes à tous » : Extinction Rebellion s'est introduit dans l'enceinte du Palais royal ce 30 septembre.

Les activistes souhaitent inviter le roi à déclarer l'urgence climatique. Voici leur lettre ouverte.

Un groupe de militants d'Extinction Rebellion a surgi du parc de Bruxelles ce lundi 30 septembre pour s'introduire dans le jardin du Palais Royal. L'idée des activistes: remettre en main propre au souverain une lettre ouverte. Le petit groupe n'a pas pu mettre son plan à exécution puisqu'après la lecture du courrier, ses membres ont été arrêtés administrativement. Une amende leur a été adressée avant qu'ils soient relâchés.

Extinction Rebellion, qui prône une certaine désobéissance civile pour alerter opinion et autorités quant à l'urgence du défi climatique, souhaite par l'action de ce jour inviter le Roi Philippe et ses sujets à un rassemblement au même endroit. Le rendez-vous est fixé au samedi 12 octobre à 14h. L'ambition: inviter le Roi « à sortir de sa réserve pour qu'il déclare symboliquement l'urgence climatique ».

Voici in extenso la lettre ouverte lue ce 30 septembre par Extinction Rebellion:

Lettre ouverte à Sa Majesté Le Roi Des Belges

Votre Majesté,

Votre Royaume brûle. Nous sommes tous dans une situation de crise inédite, tant par son ampleur que par sa gravité. Nous nous adressons directement à Vous, dans l'urgence, pour requérir de l'aide, car chaque jour qui passe voit s'amenuiser les moyens dont nous disposons pour y remédier.

L'article 23 de la Constitution Belge stipule clairement que « Chacun a le droit à mener une vie conforme à la dignité humaine ». Ces droits comprennent, outre les droits fondamentaux au travail, à la sécurité sociale, à la protection de la santé, à un logement décent, à l'épanouissement culturel et social, le droit à la protection d'un environnement sain.

Les données scientifiques sont sans équivoque. Les rapports du GIEC nous mènent tous à la même conclusion: un changement radical dans nos modes de production et de consommation doit être entamé immédiatement si nous voulons conserver une chance de préserver des

conditions de vie conformes à la dignité humaine pour tous en Belgique. Il ne s'agit plus seulement de protéger les générations futures. Les conséquences de l'inaction politique actuelle en matière écologique et climatique se font déjà sentir dans d'autres parties du monde.

Or, nous constatons avec effroi l'incapacité de nos gouvernements successifs à remplir leur devoir fondamental en ce qui concerne la protection de notre environnement. Nos politiciens et partis politiques ne réussissent pas à agir à la hauteur du défi le plus important auquel l'humanité n'a jamais été confrontée. À ce jour, rien de significatif n'a été entrepris par nos dirigeants politiques pour s'attaquer à cette crise, et aucun signe n'indique qu'ils comptent le faire dans un futur proche.

Nous sommes des citoyens concernés, de tous âges et de tous bords, qui font partie d'Extinction Rebellion, un mouvement qui à ce jour existe dans plus de cinquante pays. Nous considérons nos actions de désobéissance civile non-violentes comme notre devoir civique. Nous suspendons le cours normal de nos vies et dédions nos énergies et nos ressources à demander:



Documents sauvegardés

1) que notre gouvernement déclare l'urgence climatique et écologique, et reconnaîsse la nécessité d'une transformation rapide de notre système économique;

2) que notre gouvernement lance un plan d'urgence national complet et juridiquement contraignant, qui élimine l'importation et l'extraction de combustibles fossiles d'ici 2025, tout en privilégiant la restauration de la biodiversité et la préservation de notre environnement naturel;

3) une assemblée des citoyens, dotant nos régions et nos communautés des ressources et de l'autorité nécessaires pour assurer une transition maîtrisée vers une société post-croissance équitable.

Prenant acte de la défaillance de notre gouvernement, nous nous tournons vers Sa Majesté. Nous sommes bien conscients des limites constitutionnelles qui s'imposent à Sa Majesté dans l'exercice du pouvoir politique. Toutefois, dans ce contexte d'une gravité exceptionnelle, nous reconnaissions la nécessité de recourir à des mesures extraordinaires afin de protéger nos vies, celles de nos (et de vos) enfants, ainsi que celle de l'écosystème dont nous dépendons tous.

Nous demandons ainsi respectueusement à Sa Majesté de sortir de Sa réserve constitutionnelle pour faire la déclaration officielle de l'urgence climatique et écologique en Belgique. Il s'agit de façon évidente d'une déclaration symbolique. Toutefois, venant de Sa Majesté, il s'agit d'un geste fort pouvant contribuer de manière significative à la mise en place d'un véritable plan d'urgence national qui mobilise toutes les ressources disponibles pour faire face à

la catastrophe climatique et écologique qui se déroule sous nos yeux.

Nous viendrons ainsi le 12 octobre prochain, occuper le jardin situé à l'avant de votre Palais à Bruxelles pour y tenir des assemblées populaires ouvertes à toutes et à tous. Nous invitons tous les citoyens concernés à nous rejoindre. Ensemble, nous pouvons réfléchir de manière sérieuse à ce qui doit être fait en Belgique pour effectuer le changement de cap radical et indispensable. Ainsi nous pouvons démontrer la volonté et la capacité des citoyens à affronter la gravité de la situation.

Nous viendrons occuper le jardin de votre palais en paix, sans aucune intention violente, mais nous viendrons résolus et déterminés. Nous sommes conscients que nous nous apprêtons à enfreindre la loi. Nous sommes prêts à en assumer les conséquences, car à l'heure où les marches, les pétitions et même les rapports scientifiques sont ignorés, c'est le seul choix qui nous est laissé si nous voulons agir et être entendus.

Par la présente, nous désirons inviter Sa Majesté à nous rejoindre le 12 octobre dans le jardin à sa meilleure convenance, pour s'adresser aux citoyens qui s'y seront rassemblés et, comme nous l'espérons sincèrement, y faire une déclaration solennelle d'urgence climatique et écologique en Belgique.

Nos actions et demandes paraîtront peu raisonnables à certains, mais nous pensons au contraire que c'est de ne pas avoir des exigences extraordinaires en cette période historique qui relève d'un aveuglement total à la réalité de ce monde.

Veuillez recevoir, Sa Majesté, nos sentiments respectueux et dévoués,

Extinction Rebellion Belgique

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20190930_01387148/votre-majeste-votre-royaume-brule-extinction-rebellion-s-invite-dans-le-jardin-du-palais-royal

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191010-BAVW-915099_24403

Nom de la source	Jeudi 10 octobre 2019
L'Avenir (site web)	L'Avenir (site web) • 289 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Namur, Belgique

« Le Roi doit déclarer l'urgence climatique » : 400 activistes le lui demanderont depuis le jardin du Palais

Occuper les jardins du palais royal, dans le centre de Bruxelles: l'appel est lancé pour ce samedi 12 octobre par les activistes de l'environnement Extinction Rebellion.

Le mouvement Extinction Rebellion Belgium a détaillé jeudi matin l'action de désobéissance civile qu'il organise samedi à 14h00 dans les jardins du Palais royal à Bruxelles. Entre 400 et un millier de participants sont attendus.

Les organisateurs appellent les personnes voulant prendre part à l'action à emmener une chaise. Les militants envisagent de tenir une assemblée générale sur les problèmes climatiques 24 heures durant.

« Le Roi a fait valoir son soutien aux manifestations pour le climat dans son discours du Nouvel An, mais on voudrait qu'il aille plus loin, qu'il sorte de sa réserve devant les manquements du gouvernement et qu'il prenne position en déclarant l'urgence climatique en Belgique », explique un membre d'Extinction Rebellion.

« Pas de demande officielle »

Les activistes avancent, à l'issue des dis-

cussions avec la police, qu'une zone délimitée sur la place des palais pourrait être tolérée. La porte-parole de la police de Bruxelles-Ixelles, Ilse Van de keere, explique qu'il n'y a pas eu de demande officielle pour cet événement et que, en conséquence, aucune autorisation ne peut être délivrée. « Il y a un appel sur Facebook, mais on n'a pas eu de demande officielle. On suit donc la situation de près et on prendra les mesures nécessaires en fonction des informations que l'on aura », indique-t-elle.

Le mouvement assure qu'il vise à ce que cette action soit pacifique et qu'il n'est pas question de forcer les barrages policiers. Plusieurs scénarios ont été envisagés en fonction des différentes décisions qui pourraient être prises par la police.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://m.lavenir.net/cnt/dmf20191010_0_01391711/le-roi-doit-declarer-l-urgence-climatique-400-activistes-le-lui-demandent depuis-le-jardin-du-palais

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20191012-BAV-81fe7db4-ec02-11e9-b749-4ea579872ec9

Nom de la source	Samedi 12 octobre 2019
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. LocBasSambre_8
Périodicité	• 300 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	

Extinction/Rébellion débarque en ville

CHARLEROI

Une antenne du mouvement de désobéissance civile a été créée à Charleroi. Son action commencera par un « XR Café ».

D.A.

Le mouvement Extinction/Rébellion vient de créer une antenne à Charleroi. Un café citoyen est organisé le week-end prochain en ville. Mouvement international de désobéissance civile né à Londres en 2018, Extinction Rebellion (XR) sensibilise les citoyens à l'urgence climatique et aux dangers qui pèsent sur le maintien de la biodiversité.

À Bruxelles, le collectif a appelé ses militants à une manifestation dans les jardins du palais royal. Une action qui risque de tourner à la confrontation avec la police car le lieu est interdit d'accès au public. Sauf dérapage, les choses devraient se passer en douceur, le mouvement revendiquant sa non-violence. À Charleroi, c'est la semaine suivante qu'il sera mobilisé, du moins l'antenne locale qui vient de se créer: « Nous organisons le premier XR café le week-end suivant sur la place de la Digue, au Bubble bar, le dimanche 20 octobre à 15 heures. L'événement se veut un espace convivial de discussion et de rencontre. Nous y aborderons les enjeux de notre

combat et expliquerons comment chacun, individuellement, peut s'investir et venir renforcer la prise de conscience collective. Apporter sa contribution à la sauvegarde de la biodiversité et à la lutte contre le réchauffement. », expliquent les responsables locaux.

Quatre recommandations sont énoncées par Extinction Rébellion international: d'abord, la plateforme exige une communication directe et non édulcorée sur l'état de gravité de la situation. Deuxièmement: une réduction de la consommation et une descente énergétique planifiée pour diminuer le volume d'émissions de gaz à effets de serre. Troisièmement: l'arrêt immédiat des destructions des écosystèmes terrestres et océaniques et enfin, quatrièmement, la mise en place d'une assemblée citoyenne garante d'une transition énergétique juste et équitable.

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191012-BAVW-915779_24403

Nom de la source	Samedi 12 octobre 2019
L'Avenir (site web)	L'Avenir (site web) • 209 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Namur, Belgique

PHOTOS | Le mouvement Extinction Rebellion manifeste sur la Place Royale

Les activistes d'Extinction Rebellion n'ont pas réussi à pénétrer dans les jardins du Palais royal à Bruxelles samedi après-midi. Ils se sont donc rassemblés sur la Place Royale.

Ils veulent l'occuper pendant au moins 24 heures pour dénoncer l'urgence climatique et encourager les autorités politiques à agir. Vendredi, une délégation de militants a été reçue par le chef du cabinet du Roi, rapporte le Palais.

Le mouvement Extinction Rebellion avait invité tous les habitants de Belgique à occuper le jardin du Palais Royal de Bruxelles pour y tenir des assemblées populaires débattant des réponses à apporter à l'urgence de la crise climatique et écologique. Les initiateurs entendent ainsi interpeller directement le Roi, pour qu'il sorte « de sa réserve constitutionnelle ». Ils espèrent aussi pousser les gouvernements à reconnaître l'état d'urgence et à agir en conséquence.

Cependant, les jardins du Palais royal sont situés dans une zone neutre, où les manifestations sont interdites. La police bruxelloise avait donc tout prévu pour empêcher l'occupation des lieux. Les sorties du parc royal du côté du Palais

royal ont été fermées. De nombreux policiers ont été mobilisés. Ils ont conduit les militants sur la Place Royale, où quelques centaines de personnes se sont réunies.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20191012_01392731/photos-le-mouvement-extinction-rebellion-manifeste-sur-la-place-royale

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191013-BAVW-915856_24403

Nom de la source

L'Avenir (site web)

Dimanche 13 octobre 2019

Type de source

Presse • Presse Web

L'Avenir (site web) • 199 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

Extinction Rebellion à Bruxelles: 435 manifestants interpellés

La police bruxelloise a interpellé, samedi après-midi, 435 militants d'Extinction Rebellion au total, sur la place des Palais et la place Royale.

« Dans 317 cas, il n'était question que d'une arrestation administrative, alors que les 118 autres ont été emmenés au commissariat pour identification et ont ensuite été libérés », a indiqué le porte-parole de la police Olivier Slosse. « Les premiers ont été libérés à partir de 21h00, les autres peu avant 03h00. »

Extinction Rebellion avait appelé à une occupation des jardins du Palais royal afin d'y tenir des débats citoyens sur la question climatique. Ces jardins se trouvant dans la zone neutre, où les manifestations sont interdites, les militants se sont finalement rassemblés sur la place Royale d'où ils ont été délogés samedi en fin d'après-midi à l'aide notamment d'une auto-pompe et de jets de spray au poivre. Certains manifestants ont bien essayé de résister pacifiquement mais ont fini par être embarqués par les forces de l'ordre.

En outre, 147 manifestants, qui ont tout de même tenté de rejoindre les jardins du Palais royal, ont été interpellés, bien

qu'un petit nombre d'entre eux a réussi à fouler l'herbe du parc de Bruxelles.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20191013_01392798/extinction-rebellion-a-bruxelles-435-manifestants-interpelles



Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20191014-BAV-bf6a6c22-edbe-11e9-a820-ba545ad4b19e

Nom de la source	Lundi 14 octobre 2019
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. BrabantWallon_5
Périodicité	• 437 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Namur, Belgique



Page brabantwallon_5

435 manifestants ont été interpellés

MANIFESTATION EXTINCTION REBELLION

4 35 interpellations et une enquête sur l'action policière: c'est le bilan de la manifestation menée, samedi, par Extinction Rebellion.

La police bruxelloise a interpellé ce samedi après-midi 435 manifestants d'Extinction Rebellion sur la place des Palais et la place Royale.

« Dans 317 cas, il n'était question que d'une arrestation administrative, alors que les 118 autres ont été emmenés au commissariat pour identification et ont ensuite été libérés », a indiqué le porte-parole de la police Olivier Slosse. « Les premiers ont été libérés à partir de 21 h, les autres peu avant 3 h. »

Extinction Rebellion avait appelé les habitants du pays à occuper les jardins du Palais royal samedi pour y tenir des assemblées populaires débattant des réponses à apporter à l'urgence de la crise climatique et écologique.

Les initiateurs de cette action entendaient ainsi interroger directement le Roi, pour qu'il sorte « de sa réserve constitutionnelle ». Ils espéraient également pousser les gouvernements à reconnaître l'état d'urgence et à agir en conséquence.

Les jardins du Palais royal se trouvant

dans la zone neutre, où les manifestations sont interdites, la police avait dès lors tout prévu pour empêcher cette occupation.

Autopompe et spray au poivre

Malgré le dispositif mis en place, plusieurs activistes ont tenté de pénétrer dans les jardins. Les forces de l'ordre ont interpellé 147 d'entre eux. Un petit groupe a réussi à fouler l'herbe royale.

La majorité des manifestants s'est rassemblée sur la place Royale et peu avant 18 h, la police a mis un terme à l'action, utilisant une autopompe et du spray au poivre.

« Un comportement totalement inacceptable » pour Extinction Rebellion qui qualifie la réaction de la police de « extraordinairement brutale et dangereuse », précisant qu'il n'y a pas eu de la part des manifestants de résistance active.

Dans un communiqué, le mouvement précise qu' « un enfant de deux ans s'est fait asperger de gaz au poivre dans le visage ».

Le PTB condamne l'intervention policière qu'il juge « totalement disproportionnée ». Il invite les militants présents lors de cette manifestation à envoyer

leur témoignage. La cheffe de groupe du PTB à la Ville de Bruxelles, Mathilde El Bakri, interpellera la majorité PS-Ecolo-Groen-Défi à ce sujet.

Il y aura une enquête

La police a interpellé 435 manifestants au total, parfois d'une manière trop dure selon certains. Des images montrent par exemple un activiste au sol, aspergé de spray au poivre.

« Il y a effectivement des indications que tout ne s'est pas passé conformément aux règles », a admis le porte-parole de la police Olivier Slosse. « Ce que les images montrent n'est certainement pas ce qui est prescrit. Cela fera l'objet d'une enquête. »

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191014-BAVW-916247_24403

Nom de la source

L'Avenir (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

Lundi 14 octobre 2019

L'Avenir (site web) • 701 mots

Autopompes et sprays au poivre contre Extinction Rebellion: « Le dispositif policier n'est jamais lié à au contenu d'une manif », réagit Close

Autopompes, sprays au poivre, boucliers, matraques...: la police y a-t-elle été trop fort ce samedi contre les manifestants écologistes d'Extinction Rebellion? Ce n'est pas l'avis d'un syndicaliste flamand, qui fait réagir le Bourgmestre de Bruxelles Philippe Close.

Le dispositif policier déployé pour une manifestation est décidé sur base d'une analyse de risque et non sur le message véhiculé, explique lundi le bourgmestre de Bruxelles Philippe Close, balayant ainsi la critique d'un membre du syndicat libéral flamand de la fonction publique. Ce dernier dénonce lundi matin sur Radio 1 une prétendue plus grande sévérité de la police envers les rassemblements de droite que de gauche.

L'intervention musclée des forces de l'ordre pour faire évacuer les militants écologistes d'Extinction Rebellion de la place Royale samedi après-midi continue en effet de faire débat. Après l'enquête sur des débordements policiers annoncée par le porte-parole de la police Olivier Slosse, c'est maintenant un représentant des hommes en bleu qui monte au créneau pour défendre les col-

lègues.

« Sur le terrain, c'est une frustration. Les hommes constatent que lorsque certains groupes manifestent, les autorités fixent plus sévèrement la limite de tolérance. Mais si d'autres organisations manifestent, alors cette limite est plus bas », assure Patrick Roijens, du syndicat libéral flamand de la fonction publique. « Si une organisation de droite devait annoncer qu'elle manifeste la semaine prochaine, vous pouvez être sûr que toutes les mesures seront prises pour boucler hermétiquement la zone neutre. Ce samedi, l'autorisation a été donnée à un groupe qui avait annoncé qu'il ne respecterait pas les règles et envahirait la zone neutre. Ça devient incontrôlable et la police devient la tête de turc ("pispaal", en néerlandais, NDLR) », accuse encore le syndicaliste.

« Tolérés pendant 6 heures »

Mise en cause par Patrick Roijens, la Ville de Bruxelles a réagi par la voix de la porte-parole de Philippe Close. « Une manifestation n'est jamais évaluée sur son contenu. Le bourgmestre est neutre et il décide sur base d'une analyse de risques pour les citoyens, la ville et la police. »

Samedi, les manifestants se sont déployés dans la zone neutre, où tout rassemblement est normalement proscrit. « Leur présence a été tolérée pendant six heures, jusqu'à ce qu'ils commencent à bloquer le passage des trams. La décision d'évacuation de la place a été prise par le bourgmestre parce qu'ils refusaient de libérer les voies comme la police le leur avait demandé à plusieurs reprises », explique Maïté Van Rampelbergh.

Philippe Close va rencontrer des membres du mouvement Extinction Rebellion pour évoquer leurs prochaines actions, a encore précisé la porte-parole.

Extinction Rebellion: « Décourager les citoyens »

Les membres d'Extinction Rebellion ont eux aussi réagi à la réaction policière. Dans un communiqué diffusé ce dimanche 13 septembre en fin de journée, ils expliquent que leur manifestation prévue pour 24h « a été prématièrement clôturée par une action policière d'une violence extraordinaire: des familles ont été aspergées de gaz au poivre et ciblés par l'autopompe de la police. Plus de 400 autres personnes ont été arrêtées ».

Documents sauvegardés

Retraçant la chronologie des événements, Extinction Rebellion admet cependant bel et bien que vers 17h25 ce samedi 12 octobre, « la police a demandé à Extinction Rebellion Belgium de dégager la place Royale et la ligne de tramway. Les militants ont refusé et poursuivi leurs assemblées populaires dans le calme ».

C'est alors que, à en croire les mots des activistes pacifistes, la police a dégagé « violemment » la place Royale. À les lire, les manifestants n'ont pas répliqué. « Comme Extinction Rebellion est un mouvement non-violent, il n'y a pas eu de résistance active. Les assemblées populaires se sont poursuivies et ont fini par être dispersées au moyen d'un canon à eau antiémeute et de gaz au poivre. Les citoyens assemblés sur place ont finalement été violemment expulsés. Le message est clair, il s'agit de décourager les citoyens de s'auto-organiser dans les espaces publics ».

Extinction Rebellion Belgium ne semble cependant pas découragée: « Nous allons continuer à nous mobiliser et à nous développer jusqu'à ce que l'État belge réponde nos revendications: déclarer une urgence climatique, la neutralité carbone en 2025 et créer une Assemblée Citoyenne pour décider des mesures à apporter à la crise climatique ».

**Cet article est paru dans L'Avenir
(site web)**

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20191014_01393376/autopompes-et-sprays-a-u-poivre-contre-extinction-rebellion-le-dispositif-policier-n-est-jamais-lie-a-avec-contenu-d-une-manif-reagit-close

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191019-BAVW-917812_24403

Nom de la source	Samedi 19 octobre 2019
Type de source	L'Avenir (site web) • 1870 mots
Périodicité	Presse • Presse Web
Couverture géographique	En continu
Provenance	Régionale
	Namur, Belgique

ANALYSE | La désobéissance civile à l'aune du droit: que risque un militant qui participe à une action?

Qu'il s'agisse de défendre l'environnement, d'aider les migrants ou de militer pour plus de justice sociale, les actions de désobéissance civile fleurissent un peu partout à l'aune de la forte mobilisation citoyenne qui anime aujourd'hui notre société.

Qu'il s'agisse des activistes pro-climat d'Extinction Rebellion, des gilets jaunes français ayant décroché les portraits de Macron, ou encore des Catalans manifestant leur droit à l'autodétermination, de plus en plus nombreuses sont les initiatives qui, sous couvert de « désobéissance civile », se permettent aujourd'hui de défier l'autorité tout en transgressant les lois.

Mais que signifie au juste cette notion complexe et qu'entraîne-t-elle sur le plan juridique pour l'activiste se rendant coupable d'une telle action?

Aux origines du concept Il est communément admis que l'antique et non moins célèbre philosophe grec Socrate peut être, d'une certaine façon, considéré comme le père de la désobéissance civile. Ayant reçu l'ordre de ramener le général démocrate Léon de Salamine à Athènes, afin que celui-ci y soit exécuté,

Socrate avait refusé la mission, estimant qu'il était de son devoir de désobéir à une mesure qui le contraignait à commettre, selon lui, un acte injuste.

Au péril de sa vie, il avait donc refusé d'escorter le général, se rendant ainsi coupable de trahison à l'égard du régime en place, et avait tout simplement regagné son domicile.

Une notion complexe

Afin de mieux comprendre ce qu'est la notion de désobéissance civile, nous avons interrogé deux juristes spécialistes de la question.

Le directeur du Centre de Droit Public de l'ULB, Julien Pierret, définit la notion de désobéissance civile comme étant « la transgression volontaire et consciente d'une norme juridique à des fins militantes. »

« L'objectif d'un tel acte est de faire pression afin d'obtenir la modification d'une règle juridique ou d'une politique gouvernementale, au nom d'une norme supérieure ou parce que des droits fondamentaux ne sont pas respectés », précise Pierre-Arnaud Perrouty, directeur de la Ligue des droits humains.

Les deux juristes de formation

énumèrent encore une série d'éléments qui encadrent une telle action.

– Une revendication collective : « Il est nécessaire d'avoir une forme de revendication et que celle-ci soit collective, explique Julien Pierret. Par exemple, un homme qui élude l'impôt parce qu'il estime que celui-ci n'est pas juste n'est pas une action de désobéissance civile, car il le fait seul et ne va sans doute pas se vanter de cela. »

– Un encadrement pédagogique : « Il est primordial d'accompagner les auteurs pour expliquer le but de l'action afin que celui qui participe le fasse en toute connaissance de cause », estime Pierre-Arnaud Perrouty.

– Un libre choix de l'utilisation de la violence : « L'utilisation ou non de la violence émane d'un débat de nature plutôt philosophique », note Julien Pierret. « Il y a en effet des personnes qui conditionnent la désobéissance civile au principe de non-violence, ce qui parfois donne davantage de force à leur action, et puis il y en a d'autres qui, au contraire, y ont recourt: les deux formes existent. » Afin d'illustrer ce propos, Pierre-Arnaud Perrouty nous cite l'exemple de la lutte contre la ségrégation dans l'Amérique des années 60: « Pour tenter d'atteindre le



Documents sauvegardés

même objectif, il y avait d'un côté Martin Luther King qui prônait la non-violence et demandait à la rigueur aux noirs de tendre l'autre joue lorsqu'ils se faisaient matraquer par la police; de l'autre côté, il y avait Malcolm X qui jugeait pour sa part légitime ce recours à la force dans la mesure où il estimait qu'on ne pouvait pas ne pas réagir face à de telles exactions ».

Et le référendum sur l'indépendance en Catalogne? L'organisation d'un référendum pour l'indépendance de la Catalogne répond par exemple aux différents éléments de la définition donnée par Julien Pieret et Pierre-Arnaud Perrouty. Les membres du gouvernement régional ont, en toute connaissance de cause et de façon volontaire, orchestré une action illégale, transgressant la norme que représente la Constitution espagnole, pour répondre à une revendication collective que constitue le droit à l'autodétermination des Catalans.

« On peut en effet considérer cela comme de la désobéissance civile », note Julien Pieret.

Ceci n'a pas empêché la Cour suprême espagnole de sanctionner lourdement les fautifs et, aujourd'hui, les militants de cette cause poursuivent les actions tout en utilisant désormais la violence.

Deux formes

Pour être complet quant à la définition que l'on peut faire de la notion de désobéissance civile, on notera encore qu'il existe deux formes: la directe et l'indirecte

« D'une part, il s'agit d'une action où l'on viole la norme que l'on souhaite abroger ou modifier », précise Julien Pieret. « C'est le cas par exemple des hébergeurs

de migrants, lesquels transgressent une norme au regard du droit pénal belge, norme qu'ils estiment contraire aux droits fondamentaux. D'autre part, il y a par exemple l'action du mouvement Extinction Rebellion qui viole des normes – en occupant la voie publique et en empêchant les transports publics de circuler – qui n'ont rien à voir avec le combat environnemental qu'ils mènent. »

Ce que dit la loi

Pas un droit... ni une infraction L'acte de désobéissance n'est pas un droit prévu comme tel dans la loi. Ce qui est d'ailleurs assez logique: « Vu qu'il s'agit de transgresser la loi, il serait stupide d'inscrire cette notion dans cette même loi », sourit Julien Pieret. La désobéissance civile n'est donc pas consacrée en tant que tel. » Il note malgré tout l'existence de certaines traces dans différents textes, lesquelles ouvrent la voie à une forme d'interprétation. « C'est notamment le cas en droit pénal, où l'on retrouve le principe de l'état de nécessité. Ce principe consiste à autoriser une action pourtant illégale, dans la mesure où sa réalisation peut empêcher celle d'un dommage plus grave encore. »

Or, si l'acte de désobéissance n'est pas reconnu en tant que droit au sein du droit belge, il ne l'est pas plus en tant qu'infraction.

Au cas par cas

La sanction se fera donc au cas par cas. C'est d'ailleurs davantage sur l'ampleur de la sanction que sur un verdict de culpabilité que la reconnaissance d'une certaine légitimité à l'acte illicite pourra être reconnue.

« À partir du moment où l'action n'a pas entraîné de destructions ni de dom-

mages, il est toujours possible de ne pas poursuivre juridiquement les auteurs d'un acte de désobéissance civile », note d'ailleurs Pierre-Arnaud Perrouty.

« Mais si la responsabilité civile est engagée, le droit exige alors la réparation intégrale des dommages occasionnés », complète Julien Pieret.

En droit pénal, la place laissée à l'interprétation est plus grande: « C'est au juge qu'il convient de décider de l'ampleur de la sanction; il existe également les notions de sursis ou de suspension du prononcé, qui peuvent être utilisées afin de minimiser la conséquence pénale. »

Au final, et à condition de ne causer ni dommages pouvant entraîner des poursuites au civil ni violences pouvant donner lieu à des poursuites au niveau pénal, c'est tout au plus une simple arrestation administrative que risquent les activistes se rendant coupables de tels actes.

La désobéissance civile « paradoxale »

Parmi les différents cas de figure observés ces dernières années, Julien Pieret évoque celui d'un collectif « antipub » qui, au sein de la ville de Bruxelles, faisait la chasse aux publicités qui ne respectaient pas les règles en matière d'urbanisme.

« Ils palliaient en quelque sorte l'inaction de l'État, ce qui rendait très compliqué les poursuites judiciaires à donner à leur action. »

Un peu comme Greenpeace qui s'arroge un rôle de gendarme des mers et traque sur les océans les braconniers coupables de pêche illégale « parce que l'État n'a pas le temps ni les moyens de s'en occuper. »

Documents sauvegardés

« Instaurer un rapport de force »

Du côté de la Ligue des droits humains, si on n'organise pas des actions de désobéissance civile, on les défend toutefois: « Nous y sommes en effet fort attentifs, car il s'agit souvent d'actions qui ont pour mission de pointer des manquements en termes de défense des droits fondamentaux, explique le directeur, Pierre-Arnaud Perrouty. Prenons l'exemple de l'enfermement des enfants: jusqu'à il y a peu, la Belgique pratiquait cela, bien que cela soit interdit au regard des droits de l'enfant. Il était de notre devoir de nous inscrire en opposition à ce comportement de l'État. »

Concrètement, la Ligue des droits humains joue un rôle d'alerte, mais aussi de soutien: « Lorsqu'il y a des actions symboliques, des procès publics et ce genre de choses, nous sommes présents et nous faisons entendre notre voix. Au travers de publications ou de cartes blanches dans les médias, nous prenons position. Il existe en effet beaucoup de moyens d'expression légaux pour défendre les droits fondamentaux et certains pourraient d'ailleurs argumenter que ces moyens constituent des recours à la désobéissance civile. Mais parfois, on constate que ces moyens ne suffisent plus. Il faut alors tenter autre chose, agir et instaurer un rapport de force afin de peser sur le système politique. »

L'arrestation comme moyen d'action pour les militants

Agir quand la parole ne suffit plus, c'est le choix qu'a délibérément fait Alain samedi dernier sur la place Royale de Bruxelles, à l'appel du mouvement citoyen Extinction Rebellion. Venu pour faire entendre sa voix, il a finalement passé la nuit en cellule aux côtés de

dizaines d'autres activistes.

« En fait, c'est la première fois que je participais à ce genre d'action. J'avais envie de montrer ma détermination face au manque de décision de nos dirigeants en matière d'urgence climatique. » Alain s'est donc présenté samedi au lieu du rendez-vous, parmi de nombreux autres sympathisants de la cause. « Tout se passait très bien: il y avait des petits ateliers et des tables de discussion où chacun pouvait échanger avec l'autre, c'était la fois enrichissant et constructif, le tout dans un contexte totalement non-violent. »

Toutefois, à mesure que les heures s'égrenaient, il a bien senti que quelque chose se passait. « Je n'avais évidemment pas prévu de passer la nuit en cellule quand j'ai quitté mon domicile plus tôt dans la journée. Mais j'ai pris conscience que cette arrestation était une façon de montrer notre réelle détermination. »

Et pour ce faire, pas question de se rendre coupable d'une autre infraction que celle d'occuper pacifiquement la place publique: « Tout s'est d'ailleurs fait de façon très calme. La police nous a prévenus qu'elle allait intervenir, nous avons donc eu la possibilité de quitter la zone. C'est donc en toute connaissance de cause que nous sommes restés là et que, en définitive, nous avons été arrêtés. »

Là pour discuter

Colonné et embarqué à bord d'un combi, Alain a donc terminé la journée dans une cellule d'Etterbeek. « En fait, tout était très bien expliqué par les organisateurs de l'action, nous savions donc exactement ce que nous risquions (NDLR: une arrestation administrative) et,

hormis un peu de condescendance, je n'ai pas subi de violence de la part des policiers. Une fois en cellule, des facilitateurs du mouvement Extinction Rebellion qui s'étaient eux aussi laissés arrêter nous ont apporté toutes les explications et le soutien nécessaire. Et nous avons continué ce pourquoi nous étions venus sur la place Royale: nous avons discuté des enjeux de l'urgence climatique. »

Si la nuit en cellule aura malgré tout laissé quelques traces, elle n'a cependant pas atténué le militantisme d'Alain, au contraire. « Je compte bien sûr poursuivre les actions, car la cause que nous défendons nécessite que l'on se mobilise. » Par tous les moyens, donc.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20191018_01395383/analyse-la-desobeissance-civile-au-regard-du-droit-que-risque-un-activiste-qui-participe-a-une-action

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20191021-BAVW-918541_24403

Nom de la source

L'Avenir (site web)

Lundi 21 octobre 2019

Type de source

Presse • Presse Web

L'Avenir (site web) • 621 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

Extinction Rebellion: quatre procédures d'enquête disciplinaire à l'égard de policiers

Quatre procédures d'enquête disciplinaire sont ouvertes à l'égard de policiers à la suite de l'action de désobéissance d'Extinction Rebellion, le 12 octobre dernier.

Quatre procédures d'enquête disciplinaire ont été ouvertes à l'égard de policiers à la suite de l'intervention des forces de l'ordre dans le cadre de l'action de désobéissance d'Extinction Rebellion, le 12 octobre dernier, dans la zone neutre de la capitale, a indiqué lundi le bourgmestre de la Ville de Bruxelles Philippe Close.

M. Close était interpellé devant le conseil communal de la Ville par des citoyens mais aussi par des représentants de l'ensemble des groupes politiques au sujet de la proportionnalité de l'intervention des policiers lors de cette action non autorisée.

Il y a eu moins de critiques autour du principe même du refus d'autoriser une manifestation dans la zone neutre. Didier Wauters (cdH; opposition), et Marie Nagy (DéFI; majorité) ont souligné les risques que cela comporte pour les institutions démocratiques présentes dans la zone neutre, en cas de répétition par des organisations aux objectifs moins

louables.

Un problème de mentalité chez certains policiers Dans la majorité, outre les Verts, Opoku Bosompra (PS) a pointé du doigt « un problème de mentalité chez certains policiers », face à des « gens non-violents qui ont été traités comme des criminels ». Mathilde El Bakri (PTB) a insisté sur la nécessité de savoir qui porte la responsabilité politique des abus et du recours à la violence par la police.

David Weytsman (MR) se pose lui aussi des questions sur la violence de l'intervention sans explication jusqu'à présent. Mais il a rappelé que les policiers mettaient régulièrement leur vie en danger pour assurer la sécurité de la population et pointé les « explications peu claires et en ordre dispersé » des membres du collège échevinal, critiquant ouvertement les Verts pour avoir pris position contre la police sans s'être informés.

Dans sa réponse, Philippe Close a notamment indiqué que quatre procédures d'enquête disciplinaires avaient été ouvertes: deux pour l'usage de spray lacrymogène de type CS; une sur base d'une plainte évoquée via la VRT concernant un fait au commissariat central, et une autre sur foi de 33 témoignages d'ac-

tivistes d'Extinction Rebellion.

435 personnes arrêtées Selon le bourgmestre, 317 personnes ont fait l'objet d'une arrestation administrative; 118 personnes ont été envoyées au commissariat central en vue d'une vérification d'identité; 130 autres ont été interpellées et identifiées sur place. Les remises en liberté ont eu lieu entre 21h et 3h du matin.

Philippe Close a par ailleurs répété qu'Extinction Rebellion avait annoncé avant l'action son intention d'investir le jardin du Palais royal, fermé au public et situé dans la zone neutre et refusé chacun des lieux proposés à titre alternatif. Cela a donc justifié l'interdiction de la manifestation.

Le jour-même, deux heures quarante se sont écoulées entre le début de la manifestation et la demande d'évacuer les rails de trams sur la Place Royale.

Avant d'entamer « une manœuvre ralenti d'évacuation » à 17h40, il a été demandé à plusieurs reprises, à partir de 16h, de libérer les rails de trams, notamment via les manifestants affichant une chasuble « contact police » et via une demande spécifique aux parents venus avec des enfants.



Documents sauvegardés

A 17h40, la manœuvre ralentie d'évacuation a commencé, après également divers contacts par petits groupes de manifestants interposés, pour laisser aux gens l'occasion d'évacuer vers le Mont des Arts.

Toujours d'après Philippe Close, la zone de police s'attèlera à une meilleure formation des policiers pour gérer ce type d'action de désobéissance civile. Il a dit rester ouvert au dialogue pour « éviter que cela se reproduise ».

De son côté, le Premier échevin Benoît Hellings (Ecolo) a précisé que la position défendue lundi soir par Philippe Close était celle de l'ensemble du collège.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20191021_01397090/extinction-rebellion-contre-procedures-d-enquête-disciplinaire-a-l-egard-de-policiers

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191027-BAVW-920174_24403

Nom de la source

L'Avenir (site web)

Dimanche 27 octobre 2019

Type de source

Presse • Presse Web

L'Avenir (site web) • 368 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

Extinction Rebellion attaque la Ville de Bruxelles

Extinction Rebellion veut engager une action civile contre la Ville de Bruxelles. Les militants qui estiment avoir subi un dommage lors de l'intervention policière du 12 octobre dernier sont invités à se joindre à la cause.

Extinction Rebellion veut engager une action civile contre la Ville de Bruxelles, a fait savoir la section belge de ce mouvement citoyen international sur sa page Facebook. Les militants écologistes qui estiment avoir subi un dommage physique ou moral lors de l'intervention policière du 12 octobre dernier sont invités à se joindre à la cause.

« Des actions pénales nous feront plus de tort que de bien et n'ont qu'une très faible probabilité de succès. C'est pourquoi nous voulons engager des actions civiles contre la Ville de Bruxelles, autorité judiciaire responsable de la police », a expliqué Extinction Rebellion Belgium sur sa page Facebook et par courriel à ses membres.

Les personnes concernées ont jusqu'au 29 octobre pour se signaler si elles souhaitent rejoindre cette action collective. « Si vous avez une assurance familiale ou juridique, vous serez très probablement couverts pour ce genre de cas et cela ne vous coûtera rien », a précisé le

mouvement écologiste.

L'organisation va aussi déposer une plainte pénale pour obtenir la confirmation officielle que la zone de police de Bruxelles-Capitale-Ixelles a ouvert une enquête interne sur le déroulement de son intervention et que celle-ci « ne sera pas enterrée, une fois la pression médiatique retombée ».

En revanche, aucune plainte ne sera adressée par Extinction Rebellion auprès du Comité P. « Nous estimons que notre énergie devrait être concentrée sur les étapes précédentes, de sorte que les conséquences concrètes en découlent pour les responsables », justifie l'organisation.

Par ailleurs, Extinction Rebellion indique que, si certains reçoivent une amende administrative communale ces prochains jours, elle les soutiendra dans les démarches à accomplir individuellement pour la contester.

Le 12 octobre dernier, des centaines d'activistes se sont rassemblés sur la place Royale pour dénoncer l'urgence climatique. De nombreuses voix se sont indignées de la manière dont les forces de l'ordre ont évacué les participants à cette action de désobéissance civile. Quatre procédures d'enquête disciplinaire ont été ouvertes à l'égard de

policiers, selon le bourgmestre de la Ville, Philippe Close.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20191027_01399253/extinction-rebellion-attaque-la-ville-de-bruxelles

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191111-BAVW-924120_24403

Nom de la source

L'Avenir (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

Lundi 11 novembre 2019

L'Avenir (site web) • 194 mots

Extinction Rebellion mène une action silencieuse à la gare d'Anvers

Une cinquantaine de militants du mouvement Extinction Rebellion ont mené une action silencieuse, lundi midi, dans le hall de la gare d'Anvers-Central afin de dénoncer l'attitude des autorités qui refusent de prendre au sérieux la crise climatique et diffusent, selon eux, de fausses informations.

À 12h05, grimés de noir, ils ont lancé des tracts affirmant qu' « en 7 ans, le nombre d'autos a progressé d'un quart », que « 6,5 millions de tonnes de déchets atterrissent chaque année dans les océans » ou encore que « 11.000 scientifiques prédisent un nombre incalculable de victimes en raison de la crise climatique ».

« Nous voulions remercier les voyageurs qui utilisent les transports en commun et en même temps les mettre en garde contre les autorités qui diffusent des informations erronées sur la crise du climat. Le gouvernement doit dire la vérité: la terre se réchauffe vite et le problème ne fait que s'aggraver », a expliqué An Deleu, l'une des militantes d'Extinction Rebellion.

Présente sur les lieux, la police n'a pas eu à intervenir. L'action n'a duré qu'une

vingtaine de minutes. Les militants se sont ensuite dispersés dans le calme.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://m.lavenir.net/cnt/dmf20191111_01405027/extinction-rebellion-mene-une-action-silencieuse-a-la-gare-d-anvers

Documents sauvegardés



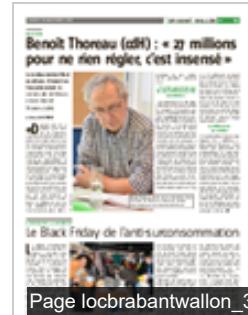
© 2019 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20191130-BAV-a86ca038-12b9-11ea-8721-777a8b7a5849

Nom de la source	Samedi 30 novembre 2019
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. LocBrabantWallon_3
Périodicité	• 262 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



Page locbrabantwallon_3

Le Black Friday de l'anti-surconsommation

LOUVAIN-LA-NEUVE

M. Dem. La cellule d'Extinction Rébellion de Louvain-la-Neuve a organisé une grande donnerie ce vendredi à 14 h sur la place de l'Accueil, à Louvain-la-Neuve, face à l'entrée de L'Esplanade. Ses militants ont installé une tonnelle sous laquelle des peluches et des vêtements en bon état étaient donc à donner. Ils distribuaient aussi crêpes, cafés et biscuits. Pourquoi cette donnerie ce 29 novembre? « C'est le jour de lancement du marché de Noël. Nous avons proposé des cadeaux qui font plaisir à nos bambins tout en laissant un peu de répit à la planète. Ce 29 novembre, c'est aussi le jour du Black Friday durant lequel nous avons montré que des formes de réduction, différentes certes mais imbattables, sont possibles, avec notre donnerie », explique Manon, pour la cellule.

Silencio, tel qu'il veut se faire appeler, sait que la présence de la présence d'Extinction Rébellion n'était pas souhaitée à cet endroit: « Oui, nous savons que notre action est un acte de désobéissance civile. Mais nous ne faisons rien d'autre que de donner des choses, d'offrir un lieu d'échanges avec la population. On distribue des objets qui n'étaient plus utilisés. Nous voulons montrer par cette

action qu'il est temps que le monde prenne conscience des conséquences des méfaits de la surconsommation sur les changements climatiques ».

La direction de L'Esplanade a accepté leur présence. La police n'est pas intervenue, si ce n'est pour prendre quelques identités. La cellule Extinction Rébellion de Louvain-la-Neuve se présentera le lundi 9 décembre, à 19 h 30, à la Maison du développement durable à Louvain-la-Neuve.

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20191218-BAVW-933623_24403

Nom de la source	Mercredi 18 décembre 2019
L'Avenir (site web)	L'Avenir (site web) • 296 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Namur, Belgique

Extinction Rebellion n'a pas demandé d'autorisation pour manifester vendredi

L'association Extinction Rebellion n'a introduit aucune demande de manifestation pour l'action qu'elle a annoncée vendredi sur la Grand-Place via les réseaux sociaux. Les rencontres entre celle-ci et la zone de police de Bruxelles-Ixelles n'ont permis de dégager aucun compromis, a affirmé mercredi le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Philippe Close (PS).

Selon celui-ci, en fonction du déroulement de l'action, la mission sera donnée à la police d'agir de manière adaptée. La Grand-Place reste interdite à toute manifestation en tant que zone neutre, a-t-il rappelé.

« Malheureusement, suite à plusieurs rencontres entre Extinction Rebellion et la zone de police, une solution négociée n'a pas pu être trouvée malgré les multiples appels de la zone de police à trouver un compromis, comme c'est le cas pour les 1.000 manifestations par an qu'accueille la Ville de Bruxelles », a déploré le bourgmestre par voie de communiqué.

Selon Philippe Close, à ce jour, aucune demande d'autorisation n'a été introduite par Extinction Rebellion.

L'association a annoncé une action de

désobéissance civile le 20 décembre sur la Grand-Place de Bruxelles pour fêter sa première année d'existence en Belgique.

Elle prévoit un rassemblement des militants afin de lire collectivement leur « deuxième déclaration de rébellion ». Comme la Grand-Place est une zone neutre les activistes d'Extinction Rebellion demandent aux participants de ne pas porter de vêtements ou d'accessoires qui pourraient révéler leur intention, et ainsi éviter d'être interceptés par la police.

Philippe Close a souligné qu'il ne s'agissait pas d'une manifestation autorisée. « Il faut que les personnes qui veulent s'y rendre soient mises au courant pour éviter tout malentendu sur le caractère de cette action », a insisté le bourgmestre.

« En fonction de son déroulement, mission sera donnée à la police d'agir de manière adaptée », a-t-il conclu.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20191218_01421982/extinction-rebellion-n-a-pas-demande-d-autorisation-pour-manifester-vendredi

Documents sauvegardés



© 2019 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20191221-BAV-fae7279a-2356-11ea-86e3-7c2e79273e7b

Nom de la source	Samedi 21 décembre 2019
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. LocNamur_1
Périodicité	• 450 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	

Rebelles pour la planète à la veille de Noël

Une vingtaine d'activistes d'Extinction Rebellion ont investi la place d'Armes hier soir. Pour Noël, ils veulent offrir un autre avenir à la planète.

Julie DOUXFILS

« Si c'est la période des fêtes, c'est pas la fête pour la planète! » Le groupe namurois Extinction Rebellion a tenu à le rappeler vendredi lors d'une action « sauvage » (sans violence mais sans autorisation de la Ville de Namur) lors de laquelle il a installé un chalet sur le marché de Noël de la place d'Armes. Ils étaient environ une vingtaine à entonner des chants engagés tels que « Aux Arbres citoyens » de Yannick Noah et à brandir des slogans pour attirer l'attention.

La première revendication du groupe était de sensibiliser les citoyens sur la place que prend la surconsommation dans notre société. « On n'est pas contre les cadeaux de Noël mais on trouve que les objets matériels prennent trop de place par rapport au reste, explique Éline Demaret, membre de XR. On souhaite remettre l'humain et la nature au centre des préoccupations. »

Deuxième revendication: la place publique qu'est la place d'Armes doit

retrouver sa vocation originelle. « Son rôle est d'être un creuset de la démocratie, un lieu d'échanges, de détente, de discussions et de convivialité, poursuit Éline Demaret. Ici, elle est confisquée car la Ville la vend à des commerçants qui paient un prix d'or pour disposer d'un stand et écouler leurs marchandises. On a l'impression que la convivialité s'achète. Quant à nous, on ne vend rien. On incite juste les gens à réfléchir à notre mode de vie, notre système économique ou notre rapport à l'environnement. »

Chaque passant pouvait ainsi prendre le temps de s'arrêter et d'écrire sur des boules de Noël en rondins de bois un slogan ou tout simplement ce qu'il avait sur le cœur par rapport au climat ou à d'autres enjeux. Ils allaient ensuite accrocher leurs messages quelque part sur le marché de Noël de la place d'Armes ou de la place de l'Ange.

« La planète, c'est quelque chose qui compte pour moi et pour ma famille, a de son côté glissé Amélie, en écrivant un petit mot. Il ne nous reste plus beaucoup de temps pour la sauver. Je voudrais qu'un maximum de gens puissent en prendre conscience et agir à leur échelle. » Et Éline Demaret d'ajouter: « Avec tous les cadeaux qui se vendent et qui s'achètent, on épouse la planète. La con-

vivialité est par contre une ressource gratuite, inépuisable et renouvelable! »

L'opération menée par le groupe namurois était organisée en parallèle à un grand rassemblement d'Extinction Rebellion à Bruxelles. Peu avant 22h, les rebelles modérés ont néanmoins plié bagage, leur action commençant à passer inaperçue au milieu de la foule.

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20200118-BAV-72b62822-36d8-11ea-92fa-0c3c6a94e542

Nom de la source	Samedi 18 janvier 2020
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. BrabantWallon_12
Périodicité	• 469 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



Page brabantwallon_12

Arrêter l'illusion que l'auto ne pollue pas

AUTOMOBILE

Extinction Rebellion a prévu de perturber, ce samedi, un Salon de l'auto qui a déjà attiré près de 400 000 visiteurs.

Jean-Christophe HERMINAIRE

Des militants qui se collent à la super-glu aux pare-brise des voitures exposées, du faux sang versé, des banderoles et des flyers distribués au public par de petits groupes autonomes, dénonçant le « salon du mensonge » : Extinction Rebellion a planifié des actions spectaculaires, ce samedi, au Salon de l'auto.

Non-violents

Ces actions doivent être non-violentes. « On n'empêchera personne de visiter le salon. Tout au plus y aura-t-il un ralentissement des flux de visiteurs », précise Lyllou Christine, 33 ans, porte-parole de cette campagne. « Ce qu'on veut, dit-elle, c'est mettre en évidence que les solutions proposées par l'industrie sont de fausses solutions, tant qu'on reste dans le même système fondé sur la voiture individuelle. »

Même la voiture électrique? Elle pollue moins en ville, d'accord, « mais elle n'est pas financièrement abordable pour tous,

elle va polluer là où elle est produite, et si l'électricité provient de l'énergie fossile, on ne fait que déplacer le problème. Le zéro émission, ça n'existe pas. » Les voitures hybrides? « Elles donnent l'illusion de polluer moins, mais n'incitent pas les gens à réduire leurs déplacements. »

Pas d'autre choix

« Aujourd'hui, on est dans une situation où la personne n'a pas d'autre choix que de prendre sa voiture pour se déplacer. On est tous nés dans ce système. La voiture électrique peut être une voie à condition d'intégrer un système de mobilité où il y a moins de déplacements et davantage de transports collectifs. »

« Il ne s'agit pas d'imposer quoi que ce soit, précise quand même la militante d'Extinction Rebellion. Ce que nous voulons, c'est la mise en place d'assemblées citoyennes, c'est faire participer les communautés locales pour réfléchir sur la mobilité dont elles ont besoin. »

Au vu du succès de fréquentation du Salon de l'auto, et des halls du Heysel à nouveau remplis de visiteurs intéressés par l'automobile, on peut craindre qu'un changement de mentalité sera lent à émerger. « Il faut arrêter de croire que le développement technologique est la so-

lution à tout. C'est un piège dans lequel il ne faut pas se laisser prendre. Nous ne sommes pas du tout en train de nous opposer au consommateur, on veut leur démontrer que le secteur ment. Il a menti pour le dieselgate et qu'est-ce qui nous prouve qu'à présent ils disent la vérité? »

Le mouvement s'oppose à la publicité pour l'automobile « polluante » et « qui tue ». Parce que, même si Lyllou Christine se dit consciente que le changement relève avant tout de décisions politiques, « les groupes de pression de l'industrie automobile sont très puissants. Le changement est trop lent. On pourrait très bien arrêter d'encourager les gens à acheter une voiture, arrêter de leur faire croire qu'elles ne polluent pas ».



Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20200122-BAV-7ce5af84-3c64-11ea-8a34-91fc7c56c32d

Nom de la source	Mercredi 22 janvier 2020
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. BrabantWallon_10
Périodicité	• 482 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



Page brabantwallon_10

Extinction Rebellion ne digère pas

SALON DE L'AUTO

La Febiac a caché à Extinction Rebellion les menaces d'astreintes. Même si l'impact est minime, les activistes ne digèrent pas.

Jean-Christophe HERMINAIRE

Extinction Rebellion s'étonne. Et réfléchirait, selon son avocat, à introduire un recours pour « procédure téméraire et vexatoire » envers la Febiac. Apprenant que des actions seraient menées au Salon de l'auto, l'organisateur du salon avait, en effet, introduit le 9 janvier une requête unilatérale auprès du tribunal civil de Bruxelles. Et obtenu du président une ordonnance fixant des astreintes pour toute personne perturbant l'événement.

Si les activistes s'étonnent, c'est que l'ordonnance d'astreintes ne leur a jamais été signifiée avant l'opération. La Febiac l'a gardée « sous le coude », et avait prévu un huissier pour signifier ces astreintes à toute personne arrêtée par la police: 185 arrestations administratives au total, et au moins 4 personnes en arrestation judiciaire, dont trois pour des jets de peinture.

Empêcher... a posteriori

La Febiac rétorque qu'elle avait prévenu

Extinction Rebellion, lors d'une réunion avec ses représentants le 3 janvier, qu'elle entamerait toute démarche, y compris judiciaire, s'ils persistaient à vouloir perturber le salon. « On leur a même proposé d'organiser un débat public et de leur donner de la visibilité en échange de leur renonciation », affirme Christophe Dubon.

Attention, on ne parle pas d'amendes, ni de dédommagement pour un éventuel dommage. Les astreintes ne valent... qu'à partir du moment où elles sont signifiées par l'huissier, et donc pour des infractions à venir. Ce que les personnes arrêtées, et détenues jusqu'en soirée, n'ont pas pu commettre. « À quoi bon ces astreintes, dès lors? », interroge Margaux Nocent, avocate d'Extinction Rebellion.

Ces sommes fixées par le tribunal étaient minimes: 10€ par personne et pas infraction, avec un maximum de 100€. La Febiac réclamait 5 000€ par personne, selon l'avocate. Ce qui aurait été autrement dissuasif! On peut aussi comprendre qu'elle n'ait pas trop communiqué sur ce « pétard mouillé ». S'ajoutent quand même les frais d'huissier: 1 967€, signifié à chaque interpellé. « Mais nous estimons que c'est un montant total, qui doit être divisé et

non multiplié pour chaque personne visée », précise l'avocate. La Febiac confirme: « C'est eux qui ont parlé durant 48 heures d'amendes de 2000€ »

Une plainte?

Chacun est sur ses positions. La Febiac estime que les activistes ont commis des dégâts, « sur les stands et contre notre image », et se réserve le droit de déposer une plainte. « C'est en réflexion. » Extinction Rebellion réfute: « on est persuadés qu'il n'y a eu aucune infraction pénale, aucun dégât. »

N'empêche, Extinction Rebellion estime que la Febiac entache aussi sa réputation par cette procédure « dissuasive » qui ne l'était en rien, alors que ses actions se voulaient surtout symboliques. D'ailleurs, certaines personnes ont été arrêtées, dit-elle, alors qu'elles distribuaient simplement des flyers sur le parking. Les activistes veulent surtout éviter que, à l'avenir, d'autres organisateurs d'événement ne cherchent, par des telles procédures, à limiter leur liberté de contestation.



Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200214-BAVW-947340_24403

Nom de la source

L'Avenir (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

Vendredi 14 février 2020

L'Avenir (site web) • 174 mots

Extinction Rébellion essuie une plainte du bourgmestre de Tournai

Le bourgmestre de Tournai n'a pas apprécié la campagne d'affichage menée par le groupe Extinction Rébellion en ville.

« Extinction Rébellion est un mouvement mondial de désobéissance civile en lutte contre l'effondrement écologique et le réchauffement climatique lancé en octobre 2018 au Royaume-Uni », peut-on lire sur la page Facebook de la section tournaisienne du mouvement. Cette dernière a déjà mené certaines actions dans la cité des Cinq clochers, notamment une manifestation pacifique contre le Black Friday en novembre dernier, au sein du centre commercial des Bastions.

Ce vendredi, on a vu apparaître un peu partout en ville, à Tournai, des affiches du mouvement.

Ce n'est pas le message qu'elles véhiculent qui a heurté le bourgmestre Paul-Olivier Delannois, mais les endroits où elles ont été apposées, soit principalement sur des bacs à fleurs, voire directement sur des arbres.

« Si Extinction Rébellion veut sauver le monde, leurs sympathisants devraient d'abord apprendre à respecter la nature. Il est évident que j'ai déposé plainte », précise le premier magistrat tournaisien.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20200214_01444585/extinction-rebellion-essuie-une-plainte-du-bourgmestre-de-tournai

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20200219-BAV-547a2752-526a-11ea-a9a0-017e00b91a9b

Nom de la source	Mercredi 19 février 2020
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. LocBasSambre_5
Périodicité	• 237 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	

Extinction Rébellion attaque en deux temps

B. L.
» « Pas de comité d'accueil? » Nombre de conseillers, et même des représentants des forces de l'ordre, se posaient la question du calme qui régnait devant la salle du conseil, mardi soir. Un calme apparent puisque les militants environnementaux d'Extinction rébellion frappaient ailleurs. Alors que la séance était lancée, cinq d'entre eux grimpait sous le pont haubané de la gare multimodale pour y accrocher une banderole avec leur message: « Namur complice des lobbys du BTP. Stop au béton dans nos villes et campagnes. » Les grimpeurs ont rapidement été interpellés par les forces de police.

Cette manœuvre en annonçait d'autres. Peu de temps après, une dizaine de membres du groupe, dissimulés dans le public du conseil communal, poursuivaient l'action de désobéissance civile entamée à l'extérieur. Chacun à leur tour, ils ont interrompu la séance, tapant sur le clou quant à la nécessité de mieux considérer les espaces verts en ville, notamment, ou encore d'accorder moins de place à la publicité. Et d'entamer leurs prises de paroles avec la formule « J'ai mal à ma ville ».

Les discours ont été relativement courts compte tenu de la rapidité avec laquelle

les policiers présents sont intervenus. Illustration par l'action du long exposé théorique du chef de corps Olivier Libois, qui a précédé les perturbations.

Et le bourgmestre de s'interroger sur la finalité de ces interruptions intempestives, « à part anéantir la cause qu'Extinction Rébellion essaye de servir ».

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200220-BAVW-948767_24403

Nom de la source	Jeudi 20 février 2020
L'Avenir (site web)	
Type de source	L'Avenir (site web) • 814 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	

Des rebelles en action à Tournai, avant d'interpeller les politiques

Après sa campagne d'affichage, « Extinction Rebellion Tournai » veut pousser le conseil communal à déclarer l'urgence climatique et environnementale.

Vendredi dernier, jour de Saint-Valentin, slogans et messages étaient affichés dans plusieurs quartiers de la ville: « Quand l'espoir meurt, débute l'action »; « La surconsommation a tué cupidon »; « Pas de tomates en hiver, pas de roses en février »; « Se rebeller est notre devoir » ... Les affichettes portaient la signature « Extinction Rebellion » et son symbole: un sablier stylisé (parce que le temps presse) dans un cercle (pour la planète).

Ce mouvement écologiste mondial basé sur la désobéissance civile non violente, né en Angleterre, s'est implanté en Belgique il y a un an et demi environ, et à Tournai en 2019. « Après quelques réunions, nous avons organisé notre première action aux Bastions début décembre pour dénoncer la surconsommation de masse que représente le Black Friday », nous dit Nicolas, 40 ans. « Il y a eu un petit moment de stress dans le chef de responsables des Bastions qui ne savaient pas trop à quoi s'attendre. Mais ils se sont vite rendu compte que nous

n'étions pas des terroristes », sourit le Tournaisien qui n'est ni responsable, ni porte-parole. « Car nous fonctionnons de manière horizontale ».

L'affichage effectué par une quinzaine de personnes répond au même objectif: « Interpeller sur l'urgence de se rebeller contre un système qui mène l'humanité vers un suicide collectif ».

Des gens de tous horizons

Le profil type des membres de « XR Tournai » ? « Des parents, comme moi, des grands-parents, des ados... Des personnes de tous horizons, de toutes catégories socio-professionnelles ». Pas mal de ces gens sont déjà impliqués dans le militantisme citoyen. « La biodiversité s'effondre à une vitesse sans précédent, les événements météorologiques extrêmes se multiplient, chaque année des centaines d'espèces animales et végétales s'éteignent... Ce chaos dans lequel se trouve notre terre nous effraie en tant que parents, parce que ce n'est pas le monde dans lequel nous voulons les voir grandir »

Hommes et femmes politiques davantage ciblés

Nicolas et ses amis de « XR Tournai » sont convaincus que c'est aussi au

niveau local qu'il faut agir. « Nos messages ne s'adressent pas qu'aux dirigeants politiques, ils s'adressent aussi à la population qui peut changer ses modes de consommation »

Une prochaine action ciblera plus particulièrement les hommes et femmes politiques de la région. « Un de nos objectifs est de pousser le conseil communal de Tournai à adopter une Déclaration d'urgence climatique et environnementale. On n'est pas dans notre bulle, l'avenir se joue à tous les échelons de la planète et d'autres communes l'ont bien compris en y adhérant déjà »

Vendredi, une assemblée citoyenne (voir par ailleurs) se penchera sur la rédaction d'un premier texte qui servira de base à une déclaration d'urgence climatique et environnementale locale. « Plusieurs associations locales déjà actives dans la transition seront associées à cette réflexion sur les spécificités locales »

Nous demanderons à la commune une implication citoyenne dans ce processus, et dans le suivi des actions envisagées et menées »

Une réunion XR Café vendredi

Paul-Olivier Delannois, le bourgmestre, a déposé plainte suite à la campagne



Documents sauvegardés

d'affichage d'XR Tournai: « Si Extinction Rébellion veut sauver le monde, leurs sympathisants devraient d'abord apprendre à respecter la nature ». Nicolas le regrette. « On parle de quelques feuilles A4 en cellulose fixées à l'aide de colle artisanale constituée d'eau et de farine. Mettons ça en perspective: d'un côté quelques feuilles sur un arbre, de l'autre deux tiers des oiseaux qui ont disparu

. C'est regrettable que le débat se focalise sur le lanceur d'alerte, sur la forme, plutôt que sur le contenu ».

Ce vendredi 21 février, à 20h, une réunion « XR Café » sera organisée au Pinacle (Vieux marché aux Poteries) pour permettre aux personnes intéressées de rencontrer des membres d'Extinction Rebellion Tournai et d'en apprendre davantage sur le mouvement.

Cet espace de discussion et de rencontre sera aussi l'occasion d'ouvrir une assemblée citoyenne pour formuler auprès de la commune de Tournai une demande de déclaration d'urgence climatique et environnementale.

Un expert Tournaisien au côté d'XR France à Paris

Environ 400 activistes du mouvement Extinction Rebellion France ont occupé pendant quelques heures une usine à béton Lafarge dans le sud de Paris, empêchant les camions de livrer plusieurs chantiers de la région parisienne. Michel Philippo, Tournaisien domicilié depuis plus de dix ans avec son épouse et ses deux enfants dans les Hautes-Alpes, était associé à l'action au cours de laquelle il a répondu à plusieurs interviews pour rappeler qu'il existe des alternatives plus intéressantes que le ciment et le béton. Le couple tournaisien organise

dans son village d'adoption des formations via l'association LESA (Liens, enseignements, sens et autonomie) qui a pour objectif de développer et promouvoir la construction en terre et paille.

Lundi, Michel Philippo a ainsi expliqué de quelle manière il est possible de réduire 20% des émissions de gaz à effet de serre en sortant du tout béton pour l'éco-construction « bois, terre crue et paille ».

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20200219_01446624/des-rebelles-en-action-a-tournai-avant-d-interpeller-les-politiques

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200415-BAVW-964444_24403

Nom de la source	Mercredi 15 avril 2020
L'Avenir (site web)	L'Avenir (site web) • 585 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Namur, Belgique

VIDÉOS | Extinction Rebellion se fait ventriloque de Sophie Wilmès: « Oui, il faut changer de cap »

Pour signer son retour en temps de confinement, la branche belge d'Extinction Rebellion a mis dans la bouche de Sophie Wilmès un discours alarmiste sur le lien entre Coronavirus et crise climatique. Cette vidéo choc est massivement partagée sur Facebook. Et les réactions de personnalités abondent.

Extinction Rebellion est de retour. Et frappe fort en ces temps de confinement: l'organisation d'activistes pour le climat a mis dans la bouche de la Première ministre Sophie Wilmès un discours alarmant sur le lien entre pandémie et crise écologique.

C'est un discours-choc qu' Extinction Rebellion fait prononcer à la N°1 de notre pays. « Le coronavirus est un signal que nous ne pouvons pas ignorer. Ces pandémies sont un des résultats d'une crise écologique profonde (...) Nous avons échoué en tant que responsables politiques à prendre la mesure de la gravité de la catastrophe écologique », dit une Wilmès au faciès sérieux et à la bouche parfaitement synchronisée. « On se bat pour du papier-toilette: si on ne fait rien, on se battra pour la nourriture. Aujourd'hui, la crise du coronavirus nous fait enfin prendre conscience de

la profondeur du changement qui sera nécessaire: nous devons transformer notre mode de vie et ce dès maintenant ». Et cette « fausse » Wilmès d'annoncer des assemblées citoyennes.

Au lendemain de la diffusion, ce mercredi 15 avril, le groupe d'activistes se félicite du succès de son action, plutôt culottée. « Cette campagne en ligne est déjà un succès », déclare Jolien, l'une des porte-parole d'Extinction Rebellion. La vidéo a en effet circulé intensément sur les réseaux sociaux. Les statistiques de Facebook indiquent que plus de 1.500 personnes l'ont déjà partagée et près de 80.000 personnes l'ont visionnée. « La vidéo a également été amplement partagée et discutée au niveau international », assurent les activistes.

« Stimuler l'imagination collective »

« Avec ce discours, nous voulons stimuler l'imagination collective », explique Jolien. « La vidéo nous fait entrevoir à quoi ressemblerait la situation si nos gouvernements répondaient à la première des trois demandes de XR, à savoir, dire toute la vérité sur l'urgence climatique et écologique dans laquelle nous nous trouvons ».

Mais il ne s'agit encore que de fiction.

Car si Extinction Rebellion a envoyé le texte du discours à Sophie Wilmès, à ses collègues ministres-présidents des gouvernements flamand, wallon et bruxellois ainsi qu'aux quatre ministres belges du climat, aucune réponse n'a été faite. « Malgré les réactions massives des citoyens et l'urgence du message, une réponse de la part de ces politiciens se fait encore attendre à l'heure actuelle », déplore le mouvement non-violent.

Par contre, plusieurs personnalités belges ont réagi. C'est le cas de la chorégraphe Anne Teresa De Keersmaeker ou de l'écrivain David Van Reybrouck. La parlementaire fédérale Écolo Séverine de Laveleye leur a emboîté le pas en s'adressant à Sophie Wilmès comme si cette prise de parole était réelle: « Cette crise est un signal et le révélateur de plusieurs crises: sanitaire, sociale, de notre système économique mondialisé. Dès lors, il faut changer de cap: nous mangeons de l'austérité mais les métiers dont nous avons le plus besoin sont les moins bien payés », plaide l'écologiste.

Enfin, le rapporteur spécial des Nations unies, le professeur Olivier De Schutter, s'est lui aussi fendu d'une réponse à la Première ministre, avec tout le sérieux qu'on lui connaît: « Les historiens du futur doivent pouvoir dire que nous avons



Documents sauvegardés

su saisir cette occasion, que nous avons pu surmonter la crise mais aussi amorcer le changement de cap qui s'impose pour les générations futures. »

**Cet article est paru dans L'Avenir
(site web)**

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20200415_01466831/videos-extinction-rebellen-se-fait-ventriloque-de-sophie-wilmes-oui-il-faut-changer-de-cap

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20200514-BAV-c87228fe-94f4-11ea-8b69-0b85ec601861

Nom de la source	Jeudi 14 mai 2020
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. LocNamur_7
Périodicité	• 364 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	

XR entame une campagne post-covid

NAMUR

Les activistes d'Extinction Rebellion ont collé des affiches sur les arrêts de bus. Leur message: « Pas de retour au monde d'avant. »

V.D.

Il y a quelques semaines encore, en plein confinement, un membre d'Extinction Rebellion, le groupe d'activistes écologistes prônant l'action directe non violente et la désobéissance civique, assurait que le mouvement pensait déjà aux actions à mener lors du déconfinement.

Cette semaine, les volets des commerçants du pays se sont relevés. Le coeur économique de Namur a recommencé à battre. En parallèle, les militants d'Extinction Rebellion ont, eux aussi, réinvesti l'espace public avec ce qu'ils ont nommé leur « campagne post Covid-19 ». Les affiches collées en différents endroits de la ville sur des abribus en sont, depuis ce mercredi, l'expression visible. Celles-ci s'inspirent très clairement de celles de la campagne #Staysafe menée par Clear Channel.

Pas seulement une crise sanitaire

Dans un communiqué, les membres de la section namuroise du mouvement so-

cial écologiste ont précisé leur message. « Pas de retour au monde d'avant, résument-ils avant de se faire un peu plus clairs, Ce monde, avec toutes ses dérives sociales et environnementales, était le problème. La campagne d'affichage vise à combattre la cécité de nos sociétés et à rendre viral le refus des peuples à réanimer un modèle économique profondément injuste qui mène à l'extinction du vivant. »

Selon Extinction Rebellion, la crise planétaire actuelle ne serait pas que sanitaire « Cette crise est aussi celle de la civilisation industrielle. Le coronavirus a mis le feu à un système déjà rempli de poudre. »

On notera que les militants sont visiblement conscients que le timing de cette campagne, baptisée « Alors, on change? », peut prêter le flanc à la critique, voire laisser penser à une certaine forme d'instrumentalisation de la crise du coronavirus. « Ce serait oublier que de grands acteurs économiques le font déjà! Au nom d'une relance rapide de l'économie, ils mettent sous le tapis leurs engagements sociaux et climatiques », rétorque Louise, l'une d'entre eux citée dans le communiqué.

Précisions que cette action fait suite à

une autre survenue ce lundi. En effet, par des tags réalisés sur les artères commerciales de la capitale wallonne, le mouvement avait dénoncé le consumérisme.

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200608-BAVW-976520_24403

Nom de la source

Lundi 8 juin 2020

L'Avenir (site web)

L'Avenir (site web) • 237 mots

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

« La vie ou la? » : Extinction Rebellion recouvre une pub d'un message anti-5G

« 5G ou la vie? Laissons la population choisir ». Des activistes d'Extinction Rebellion ont recouvert un grand panneau publicitaire à Molenbeek-Saint-Jean.

« La 5G ou la vie? Laissons la population choisir ». Des activistes du collectif écologiste Extinction Rebellion (XR) ont recouvert, vendredi, un grand panneau publicitaire situé à Molenbeek-Saint-Jean de leur propre revendication anti-5G.

XR s'oppose, par cette action de désobéissance civile, au déploiement de la 5G en Belgique. Le collectif écologiste non-violent estime que la technologie mènera à une catastrophe écologique. Outre une explosion du trafic de données, les activistes craignent que l'arrivée de la 5G n'augmente considérablement la production d'équipements intelligents. Les matières premières seront, par conséquent, encore plus rapidement épuisées, tandis que la mise en décharge ne fera qu'augmenter.

Le collectif estime par ailleurs que le lancement de la 5G s'est fait de manière antidémocratique et sans aucune prise en compte de l'opinion publique. C'est ce que dénonce notamment l'affiche mesurant plusieurs mètres de largeur et

placée sur un panneau publicitaire.

« Nous désapprouvons également les conflits d'intérêts: l'État belge est actionnaire à 53,5% de Proximus, qui a fait de la 5G une de ses priorités absolues. Comment l'État peut-il objectivement exprimer son opinion sur l'utilité de la 5G? Il est donc essentiel que les citoyens soient consultés sur la décision de déployer ou non la 5G », souligne Lyllou, activiste au sein du mouvement.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20200608_01481213/la-vie-ou-la-extinction-rebellion-recouvre-une-pub-d-un-message-anti-5g

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200611-BAVW-977243_24403

Nom de la source	Jeudi 11 juin 2020
L'Avenir (site web)	L'Avenir (site web) • 273 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Namur, Belgique

Extinction Rebellion appelle à une vague de mobilisation citoyenne

Extinction Rébellion invite tous les habitants de Belgique à réfléchir aux choix de société à effectuer et à les inscrire sur des pancartes en carton.

Le collectif écologiste Extinction Rebellion Belgique a annoncé jeudi lancer une vague de mobilisation citoyenne dans tout le pays à partir du 15 juin. La série d'actions baptisées « Notre avenir, nos choix » se terminera par un rassemblement le samedi 27 juin à Bruxelles. Dès lundi, le collectif disposera des « murs d'expression » dans l'espace public, physique et numérique, pour susciter le débat sur la manière de sortir de la crise liée au coronavirus.

Extinction Rébellion invite tous les habitants de Belgique à réfléchir aux choix de société à effectuer et à les inscrire sur des pancartes en carton: en rouge d'un côté pour ce qu'il faut abandonner, en vert de l'autre pour les éléments à garder.

« Des secteurs entiers de notre économie sont directement responsables de la destruction des écosystèmes dont nous dépendons. Est-il judicieux de les relancer? Quels types d'activités, de services publics et d'emplois faut-il

soutenir en priorité? », interrogent les militants.

Le 27 juin, le collectif invite à se rendre sur le piétonnier bruxellois et à se tenir immobile en montrant son panneau. « Que ce soit devant le siège d'une banque, à la Bourse ou encore au milieu d'une rue, ces actions perturberont les flux du statu quo: consumérisme, finance, mécanismes de décisions politiques, transports, pollution, publicité, exploitation », énumère Extinction Rebellion. Les participants se rassembleront ensuite devant la tour des Finances à Bruxelles.

Les actions respecteront la distanciation physique et les militants porteront des masques, précise le collectif.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20200611_01482126/extinction-rebellion-appelle-a-une-vague-de-mobilisation-citoyenne

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200622-BAVW-979469_24403

Nom de la source

L'Avenir (site web)

Lundi 22 juin 2020

Type de source

Presse • Presse Web

L'Avenir (site web) • 286 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

Namur: les jeunes grimpent pour le monde de demain, après Covid

Un mur d'escalade a été érigé sur la place de l'Ange, samedi. Une initiative d'Extinction Rebellion pour sensibiliser au monde d'après Covid.

Il y avait du monde dans les rues du centre-ville et sur la terrasse des cafés, ce samedi. Une ambiance festive et déconfinée qui a profité au rassemblement des militants namurois d'Extinction Rebellion. Ceux-ci ne célébraient pas la motion déclarant l'état d'urgence climatique qui sera votée ce mardi au conseil communal. C'est la crise sanitaire qui était le message de leur action d'éducation populaire et intergénérationnelle.

Sur la place de l'Ange, les rebelles avaient installé un mur d'expression géant doublé d'un mur d'escalade dont ont pu profiter les enfants.

Sous la surveillance de moniteurs, les jeunes grimpeurs avaient pour « mission » de coller des étiquettes sur lesquelles les adultes avaient préalablement inscrit, en quelques mots, ce qu'ils souhaitaient ou ne souhaitaient pas pour la société. « L'objectif était de sensibiliser les Namurois.e.s aux enjeux et aux besoins collectifs dans le monde post-coronavirus », indique le mouvement dans un

communiqué de presse.

Un atelier de création de pancartes a également permis de redécorer un vélo aux couleurs du mouvement. « Des affiches vertes avec ce que nous voulons conserver de la société d'avant la crise du Covid, et rouges avec ce que nous ne voulons plus, ce qui est inutile ou néfaste. »

Les organisateurs font savoir que le rassemblement s'est déroulé dans le plus strict respect des règles de distanciation sociale. Leur démarche s'inscrit dans la lignée de la campagne nationale d'Extinction Rebellion Belgique qui a démarré ce 15 juin et qui se terminera par un final à Bruxelles le 27 juin: « Notre Avenir, Nos Choix ».

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://m.lavenir.net/cnt/dmf20200622_01484982/namur-les-jeunes-grimpent-pour-le-monde-de-demain-apres-covid

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200625-BAVW-979912_24403

Nom de la source Jeudi 25 juin 2020

L'Avenir (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

PHOTOS | Extinction Rebellion retire les lettres « Finance » à la Finance Tower

Quelques activistes du mouvement Extinction Rebellion Belgique ont retiré jeudi matin les lettres composant le mot « Finance » au pied de la « Finance Tower » à Bruxelles.

Cette action vise à la rebaptiser « Resilience Tower » samedi après-midi dans le cadre de la campagne d'actions « Notre Avenir, Nos Choix ».

Le mouvement précise que les lettres en métal ont été manipulées avec précaution, sans qu'elles soient endommagées. Il ne compte les rendre qu'au premier ministre du prochain gouvernement fédéral.

« Ce lieu abrite des compétences essentielles telles que l'immigration et la santé sous la coupelle de la « Finance », ce qui offre un symbole parlant des priorités qui de toute évidence guident nos gouvernements », estime Pauline, porte-parole d'Extinction Rebellion Belgique. « Nous souhaitons que nos gouvernements se concentrent sur la construction d'une société plus résiliente afin que nous puissions faire face aux crises futures ».

Extinction Rebellion prévoit de rebaptiser la tour des Finances samedi vers

17h00 lors d'une cérémonie d'inauguration qui fera suite à une action à 15h00 devant la Bourse et une autre à 16h00 rue Neuve. Par ces rassemblements non autorisés lors desquels Extinction Rebellion assure que la distanciation sociale sera respectée, le mouvement invite les citoyens à se réapproprier l'espace public pour revendiquer un avenir plus durable. Ces mobilisations clôtureront sa campagne « Notre Avenir, Nos Choix ».

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20200625_01485967/photos-extinction-rebellion-retire-les-lettres-finance-a-la-finance-tower

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200630-BAVW-980981_24403

Nom de la source

L'Avenir (site web)

Mardi 30 juin 2020

Type de source

Presse • Presse Web

L'Avenir (site web) • 222 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

Extinction Rebellion a rendu les lettres de la Tour des Finances aux partis politiques

Les lettres du mot « Finance » qui ont été retirées jeudi dernier du mur de la Finance Tower à Bruxelles ont été envoyées ce mardi aux sept plus grands partis politiques de Belgique, a annoncé le mouvement Extinction Rebellion.

Lors de l'action de désobéissance civile de samedi « Notre avenir, nos choix » visant à rebaptiser la tour en « Tour de la Résilience », la police a arrêté administrativement 75 personnes et a confisqué les nouvelles lettres en bois.

Le mouvement appelle les élus à poser un choix par rapport au nom de la tour. « C'est maintenant aux responsables politiques de décider comment l'appeler », explique un porte-parole d'Extinction Rebellion. « Choisiront-ils de retourner à la situation d'avant la crise de la Covid-19, où la finance et la croissance économique donnent le ton; ou feront-ils le choix courageux de redéfinir ce que l'on considère comme 'normal', faisant du bien-être de toutes les personnes et des écosystèmes la mesure de l'action gouvernementale? »

Extinction Rebellion souhaitait initialement ne remettre les lettres qu'au prochain gouvernement fédéral, une fois

celui-ci formé. Étant donné que cela risquait de mettre un temps certain et qu'un de leurs membres a dénoncé des pressions de la police pour les récupérer, le mouvement a décidé de les envoyer sans attendre aux partis politiques.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://m.lavenir.net/cnt/dmf20200630_0_01487301/extinction-rebellion-a-ren-du-les-lettres-de-la-tour-des-finances-aux-partis-politiques

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20200908-BAV-5484aa06-f0e4-11ea-af5a-4ab7893a15c8

Nom de la source	Mardi 8 septembre 2020
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. LocBrabantWallon_9
Périodicité	• 374 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



Page locbrabantwallon_9

« Extinction Rebellion veut faire le buzz »

VILLERS-LA-VILLE

L'échevine Julie Charles l'assure: l'annulation du Salon du véhicule électrique et hybride n'a rien à voir avec le groupe Extinction Rebellion.

P.B.

Dimanche matin, un communiqué a été envoyé pour annoncer l'annulation du Salon du véhicule électrique et hybride « grâce » à la pression d'un groupe de Villersois mobilisés autour d'Extinction Rebellion. Faux, selon Julie Charles, l'échevine en charge de la mobilité. « L'événement devait se tenir ce dimanche (6 septembre) mais a été annulé il y a déjà plusieurs semaines. Le 27 juillet, on devait faire la publicité du salon, mais ça ne nous paraissait pas opportun alors que la bulle de cinq personnes était mise en place. On n'a eu aucun contact avec ce groupe, ni d'information de leur part. Ils essayent de faire le buzz. »

Les raisons sont donc sanitaires et non « philosophiques ». « Il aurait fallu désinfecter tous les véhicules avant et après l'utilisation, les concessionnaires avaient peur qu'il n'y ait pas énormément de monde. On a annulé d'autres événements, il fallait aussi montrer l'exemple. Bref, ce n'était pas le moment. »

Le groupe Extinction Rebellion, spécialisé dans la désobéissance civile pour défendre des valeurs écologistes et sociales, affirmait qu'une autorité politique ne pouvait soutenir le lobbying des constructeurs de voitures, était tenue de favoriser une mobilité durable, que le véhicule électrique était un moyen de transport énergivore... et que « la déontologie politique exige de ne pas soutenir le travail des enfants et les conditions déplorables des travailleurs pour l'extraction des métaux rares ».

Julie Charles rétorque que plusieurs échevins écologistes des communes avoisinantes se sont rendus à la première édition, l'année passée et ont félicité les élus villersois pour leur initiative. « Les véhicules électriques ont leurs atouts. Le côté énergivore dépend du fournisseur, si l'utilisateur possède des panneaux solaires, si le véhicule est hybride ou 100% électrique, cela dépend aussi de l'utilisation qu'en fait. Pour moi, il ne faut pas démonter ce produit qui peut être une solution à partir du moment où il est utilisé à bon escient. »

L'élu libérale souligne également que d'autres moyens de transport étaient également mis en avant durant le salon, comme les vélos électriques et les trottinettes électriques. « La mobilité douce

était donc bien intégrée dans notre projet », conclut-elle.

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news 20200923-BAVW-1000705_24403

Nom de la source	Mercredi 23 septembre 2020
L'Avenir (site web)	L'Avenir (site web) • 232 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Namur, Belgique

Salon de l'auto: la Febiac gagne en justice contre Extinction Rebellion

La Fédération de l'automobile et du cycle (Febiac) vient de gagner en justice contre le mouvement Extinction Rebellion.

La justice a estimé que la fédération était en droit de protéger le bon déroulement du Salon de l'auto en janvier dernier, rapporte L'Echo mercredi.

Au début du mois de janvier, le mouvement Extinction Rebellion (ER) avait fait part de son intention de venir manifester et d'organiser des blocages au Salon de l'auto, un événement organisé par la Fédération de l'automobile et du cycle (Febiac). Après l'échec d'une négociation à l'amiable (Febiac proposait un stand à ER en échange de l'abandon des actions prévues), la Fédération avait obtenu une ordonnance sur requête unilatérale afin d'empêcher quiconque d'entrer ou de ralentir la circulation des visiteurs du salon, sous peine d'une astreinte de 10 euros.

In fine, des manifestations avaient eu lieu au salon et 185 personnes avaient été arrêtées administrativement. Extinction Rebellion, qui avait tenté de faire annuler cette ordonnance, vient d'échouer. Le juge des référés du tribunal de première instance a donné rai-

son à la Febiac.

Le tribunal n'a pas non plus suivi ER qui voulait que le juge se prononce sur la légitimité de leurs actions. Enfin, ER, qui réclamait 29.000 euros à la Febiac pour procédure témeraire et vexatoire, devra payer les frais de procédure s'élevant à 2.400 euros.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20200923_01511862/salon-de-l-auto-la-febiac-gagne-en-justice-contre-extinction-rebellion

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news 20200926-BAVW-1001960_24403

Nom de la source	Samedi 26 septembre 2020
L'Avenir (site web)	L'Avenir (site web) • 263 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Namur, Belgique

Nouvelle arrestation administrative de cinq militants au Palais d'Egmont

Cinq activistes du mouvement Extinction Rebellion ont été arrêtés administrativement, samedi vers 19h00, devant le Palais d'Egmont à Bruxelles, où se tiennent actuellement les négociations pour former un gouvernement fédéral, a indiqué à Belga samedi soir Extinction Rebellion.

Tous les activistes ont ensuite quitté les lieux vers 20h30, mais le mouvement a déclaré qu'il poursuivra ces prochains jours sa mobilisation sous le slogan « quel est votre plan? », pour attirer l'attention des négociateurs sur la situation écologique et climatique.

Extinction Rebellion a engagé depuis lundi un « marathon d'actions quotidiennes » pour faire pression sur les négociations en cours. Il veut obtenir que les deux formateurs du futur gouvernement fédéral belge mettent au point un plan pour faire face à la crise écologique et climatique, d'où le slogan « quel est votre plan? » ... Par rapport à la qualité de l'air, à la sauvegarde de la biodiversité, etc.

« On maintient la pression et on continuera jusqu'à épuisement », a indiqué un membre du mouvement citoyen.

Ce samedi vers 19h00, cinq militants ont été arrêtés administrativement, sans brutalité et sans difficulté avec la police. Ils ont été libérés environ une heure et demi plus tard, selon Extinction Rebellion.

Vendredi, jeudi et mardi, vingt-huit militants du mouvement au total avaient déjà été arrêtés, devant le Palais d'Egmont, devant le Palais royal ou rue de la Loi. Lundi ce sont trois autres membres du groupe qui l'ont été, tout comme treize activistes de Youth For Climate et de l'ONG Greenpeace qui réclament eux aussi une vraie politique climatique au sein du prochain gouvernement.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20200926_01513228/nouvelle-arrestation-administrative-de-cinq-militants-au-palais-d-egmont

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news 20201005-BAVW-1004879_24403

Nom de la source

L'Avenir (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

Lundi 5 octobre 2020

L'Avenir (site web) • 177 mots

La page d'Extinction Rebellion Belgique à nouveau suspendue par Facebook

Extinction Rebellion (XR) Belgium s'est à nouveau vu suspendre sa page Facebook, « sans avertissement préalable », précise lundi le mouvement activiste par communiqué. XR Belgium conteste la décision et s'efforce d'obtenir que la page soit remise en ligne.

La raison invoquée est que cette page serait « similaire à celle que nous avons précédemment supprimée pour violation de nos normes communautaires ».

Début septembre, la page d'XR Belgium avait en effet déjà été suspendue par Facebook en raison d'un événement créé par le mouvement sur le réseau social, dans le cadre de la marche pour les droits des femmes à Bruxelles le 8 mars dernier. Il aurait été considéré comme contenant un « discours haineux ». La page a finalement été rétablie vers 20h30 le soir-même, « sans explication de la part de Facebook ».

Extinction Rebellion appelle le réseau social « à rétablir sa page et à fournir une explication claire pour ce blocage ». Le mouvement exige en outre que l'entreprise américaine « mette fin à la suspension systématique des groupes environnementaux de sa plate-forme ».

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20201005_01516700/la-page-d-extinction-rebellion-belgique-a-nouveau-suspendue-par-facebook

Documents sauvegardés



© 2020 L'Avenir (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news 20201121-BAVW-1021171_24403

Nom de la source

L'Avenir (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

Samedi 21 novembre 2020

L'Avenir (site web) • 201 mots

PHOTOS | Extinction Rebellion mène une action symbolique au bois de la Cambre

Des activistes du mouvement écologiste Extinction Rebellion (XR) ont mené samedi vers 15h00 une action symbolique au bois de la Cambre, en empêchant le passage des voitures s'engageant dans le parc au niveau du rond-point de l'avenue Louise vers l'avenue Diane et à d'autres entrées. Leur objectif est de demander la fermeture totale du parc aux voitures.

Durant le premier confinement, alors que seuls les déplacements essentiels étaient autorisés, le bois de la Cambre est resté 10 semaines durant libre de tout trafic automobile. Par cette action « Reclaim the park », Extinction Rebellion revendique « le droit des Bruxellois à un parc apaisé, calme et paisible ».

Le tribunal de première instance a ordonné la semaine dernière la réouverture au trafic automobile de la boucle sud du bois de la Cambre, donnant ainsi gain de cause à la commune d'Uccle devant la décision de fermeture prise par la Ville de Bruxelles.

« Nous refusons que le poumon vert de la ville redevienne une autoroute urbaine », explique un activiste, cité dans un communiqué.

La police s'est rendue sur place et l'ac-

tion a été arrêtée après une petite demi-heure. Des contrôles d'identité ont été menés.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

https://www.lavenir.net/cnt/dmf20201121_01530913/photos-extinction-rebellion-mene-une-action-symbolique-au-bois-de-la-cambre

Documents sauvegardés



© 2021 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20211102-BAV-c2096d1e-399a-11ec-bd63-3a15d9f958b4

Nom de la source	Mardi 2 novembre 2021
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. LocNamur_6
Périodicité	• 520 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	

Des zigues antisystème au pied de la citadelle

NAMUR

Samedi, gilets jaunes et activistes d'Extinction Rebellion ont croisé leurs revendications. Parmi eux, quelques antivax.

P.W.

Ils ont convergé au pied de la citadelle, plic ploc, un œil sur la Confluence, un autre sur le parlement wallon. Organisée ce samedi après-midi par Extinction Rebellion, mouvement social écologiste international, la manifestation statique, et bon enfant, n'a mobilisé que quelques dizaines de personnes. Le pavé est bâillonné, coloré de jaune et de vert. La composition des protestataires est hétérogène: les écologistes d'Extinction Rebellion, qui appellent à un changement de logiciel politique pour enrayer le péril lié au réchauffement climatique, accueillent des « gilets jaunes » anticapitalistes, mais aussi des anti-nucléaire et des anti-tout, ainsi que Renew Belgium, qui pétitionne depuis peu en faveur de la constitution d'une assemblée citoyenne temporaire. Quelques personnes remontées contre la présumée dictature sanitaire en cours sont tolérées, car ce n'est clairement pas le sujet du jour. Enfin, se trouve là un citoyen lambda engagé de Ciney ne représentant que lui-même. Lui, il plaide pour une réforme du sys-

tème électoral, qui floue selon lui les citoyens.

Les discours s'entrechoquent pour davantage de justice, de liberté et de démocratie et donc de restitution de pouvoir de décision entre les mains du peuple. Les jeunes d'Extinction Rebellion réclament des assemblées citoyennes contraignantes, et non juste consultatives, qui disposeraient d'un pouvoir de contraindre tel ou tel gouvernement à prendre des mesures urgentes pour sauver la planète. Les citoyens seraient tirés au sort pour en faire partie. « On s'est associés aux gilets jaunes parce qu'il ne peut y avoir de justice climatique sans justice sociale. La perte de la biodiversité, les dérèglements climatiques, ce sont les personnes précarisées qui en souffriront le plus. On le voit déjà avec les inondations », affirme Florence, une Namuroise conseillère en environnement.

Tenant longuement le crachoir, Nicolas Lefevre, « gilet jaune » adepte du « tous pourris », harangue les manifestants dans un autre registre. Ce révolutionnaire, interdit de publier sur Facebook pour propos outranciers, affirme et démontre que le politique a volé 50 000€ à chaque Belge au profit de la finance.

Surnommé Barbe jaune, un autre « gilet jaune » ponctue la fin de ce rassemblement confidentiel d'une réflexion plus fine: « Il y a un petit côté brouillon et modeste à cette manif, on pourrait dire: ils font quoi ces 50 zigues sur ce bout de rond-point? Mais ce que vous venez de faire, c'est admirable, c'est essentiel pour la démocratie, car on travaille au bonheur de l'humanité, et pour plus de justice. » Sorti de nulle part, un manifestant antivax attrape le mégaphone pour faire la pub d'un médecin qui offre ses services « aux vaccinés qui ont eu des problèmes (de santé) au niveau du vaccin. » Le gilet jaune Nicolas Lefevre clarifie le propos nébuleux: « Il travaille bien, mais c'est pas le seul. Tapez (une adresse internet) et vous trouverez dans votre région des médecins ne se conformant pas à la dictature sanitaire et de l'Ordre des médecins (corrompus par la big pharma, complète une affiche). Ils peuvent vous aider contre cette injection létale. (sic) »

Les causes défendables ont parfois côtoyé le douteux.



Documents sauvegardés



© 2021 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20211206-BAV-0be4dfb8-55cf-11ec-8bd5-a9c5e4f245dc

Nom de la source	Lundi 6 décembre 2021
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. LocBrabantWallon_3
Périodicité	• 355 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



Page locbrabantwallon_3

Pour Extinction Rébellion, Burger King, c'est Murder King

LOUVAIN-LA-NEUVE

Le collectif « Animal » d'Extinction Rébellion a organisé un sit-in au Burger King pour dénoncer l'élevage intensif organisé par l'enseigne.

Michel DEMEESTER

Le collectif « Animal » d'Extinction Rébellion mène des actions au niveau national pour dénoncer, disent-ils, l'élevage intensif, la maltraitance animale, la dégradation de l'environnement menée par les fast-foods de type McDonald's et Burger King: « McDonald's est la multinationale la plus implantée en Belgique et dans le monde. Nous menons donc des actions pour que ces multinationales changent leur pratique et passent à une agriculture végétale, éthique, avec un modèle économique respectueux de la nature mais aussi de leurs employés, indique Grégory Wispelaere, responsable national d'Extinction Rébellion. Cet élevage intensif est synonyme d'écocide, de la destruction des écosystèmes. Cela mène à l'exploitation et mise à mort de plus de 67 milliards d'animaux par an, à 67% de la déforestation de l'Amazonie de 15 à 21% des émissions de gaz à effet de serre ».

Selon les activistes, la source majeure d'approvisionnement des multinationales des fast-foods, comme Burger King et McDonald's, est l'élevage intensif.

Murder King

Le collectif mène des actions dans le pays. Elles ont déjà eu lieu à Mons, Bruxelles et Bruges. Samedi, le collectif était présent à Louvain-la-Neuve. Après une séance d'information qui s'est déroulée dans les locaux de la Maison des jeunes chez Zelle, le collectif a mis en scène une scène d'écocide devant le Burger King de la place de l'Accueil.

Pour l'occasion l'enseigne a été rebaptisée « Murder King ». Une quinzaine de personnes y ont participé. Deux d'entre elles étaient déguisées, l'une en vache morte et l'autre vache habillée de noir pour marquer le deuil. Des banderoles ont été déployées, des tracts distribués aux passants, interpellés sous la forme d'un micro-trottoir. Derrière, deux personnes du mouvement dégustaient un repas végétarien.

À l'intérieur, de nombreuses personnes étaient attablées à prendre leur repas de midi, sans trop de souci de l'action qui

se déroulait à l'extérieur.

Le tout s'est passé sans le moindre incident. Après plus d'une heure de présence sur place, le groupe a regagné la maison des jeunes pour le débriefing de la journée.

Documents sauvegardés



© 2022 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20220221-BAV-2ee9a04e-9264-11ec-8631-e1e60a7d9cb6

Nom de la source	Lundi 21 février 2022
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. BrabantWallon_7
Périodicité	• 341 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	

« N'oubliez pas d'éteindre en sortant », affiche Extinction Rebellion

ENVIRONNEMENT

Des activistes se sont rendus à Bruxelles, dans la nuit de samedi à dimanche, pour placer des affiches sur les vitrines illuminées en dehors des heures d'ouverture.

R.V.

Dans la nuit de samedi à dimanche, des activistes d'Extinction Rebellion ont placardé des affiches sur les vitrines illuminées de grandes enseignes de la fast fashion situées à la rue Neuve à Bruxelles. Sur ces affiches, on peut lire: « N'oubliez pas d'éteindre en sortant »

En attirant l'attention sur ces vitrines éclairées hors des heures d'ouverture, le mouvement écologiste demande aux pouvoirs publics d'interdire aux commerces de telles pratiques gaspilleuses, mais remet également en question les fondements de notre modèle économique, a commenté Extinction Rebellion par voie de communiqué.

L'action d'affichage visait ainsi les enseignes comme Zara, Bershka, Kiko, Chaussea, ou encore Mango.

Conscience

« Comment se peut-il qu'alors que le danger que pose la crise environnementale pour notre avenir est maintenant solidement établi, l'on assiste encore à de telles aberrations? Comment voulez-vous que les gens prennent la crise écologique au sérieux si partout ils voient des entreprises gaspiller sans retenue, et ce sous le regard bienveillant des autorités? » dénonce Xavier, porte-parole du mouvement.

« En matière d'éclairages de nuit, la palme va à Zara et Bershka, chez qui il n'y a pas que les vitrines qui restent illuminées, mais le magasin tout entier, vingt-quatre heures sur vingt-quatre! Et ceci alors qu'Inditex, leur maison mère et numéro 1 mondial de la fast fashion, a annoncé en grande pompe toute une série d'objectifs de durabilité, y compris celui d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2040! »

Gaspillage

« Leur modèle commercial est entièrement basé sur le gaspillage, soulignent par ailleurs les activistes dans leur communiqué. Car le prêt-à-porter est avant tout du prêt-à-jeter: on encourage les gens à suivre la mode, tout en leur vendant des vêtements conçus pour s'user

après quelques utilisations. Il est impératif que le gouvernement impose des normes de durabilité bien plus strictes, tout en interdisant la publicité qui pousse à la surconsommation », ajoute le mouvement.



Documents sauvegardés



© 2022 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20220910-BAV-c9f443b4-304d-11ed-8584-a3eb513a7a0b

Nom de la source	Samedi 10 septembre 2022
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. LocBrabantWallon_13
Périodicité	• 376 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



Page locbrabantwallon_13

Extinction Rébellion s'invite au salon du véhicule électrique

VILLERS-LA-VILLE

Le salon du véhicule électrique fait à nouveau polémique: Extinction Rébellion s'invite dimanche, et Écolo Villers parle de « fausse solution ».

Vincent Fifi

Nous en avons parlé dans ces colonnes: ce dimanche, de 10 h à 18 h, la Commune de Villers-la-Ville organise la 3e édition du salon belge du véhicule électrique et hybride. Par avance, vu les polémiques déclenchées par les deux premiers salons, l'échevine de la Mobilité précisait il y a quelques semaines les intentions du collège. Il ne s'agit pas de dire que le véhicule électrique constitue la panacée, rappelait Julie Charles, mais il fait sans doute partie des solutions. Par ailleurs, le but de l'événement est surtout de fournir toute l'information nécessaire aux Villersois, sans qu'ils doivent se déplacer à Bruxelles ou ailleurs. Et au passage, de soutenir quelques commerçants locaux. L'échevine rappelait aussi que ce salon ne coûte rien à la Commune, les frais d'organisation étant compensés par ce que paient les exposants pour être présents.

Pas de quoi convaincre les activistes

d'Extinction Rébellion (XR) qui annoncent que, comme l'an dernier, ils se rendront à Villers dimanche pour organiser une « assemblée populaire sur la transition énergétique ». Pour XR, les pouvoirs publics feraient mieux de mettre en place une mobilité responsable et respectueuse de l'environnement plutôt que d'inciter à l'achat de « voitures énergivores » à l'occasion de l'organisation d'un salon commercial.

« La production d'énergie va droit au mur, pendant que le politique nous aveugle d'actions greenwashing », dénoncent les activistes en invitant la population à venir en parler sur le salon villois.

Du côté de la locale villoise Écolo, les Verts qui siègent dans l'opposition au niveau local estiment que ce n'est pas le rôle d'une Commune d'organiser un salon du véhicule électrique et hybride. Et que la simple substitution de véhicules thermiques par des véhicules électriques est une fausse solution. Le salon de dimanche s'inscrirait dès lors dans une vision conservatrice de la mobilité...

« La locale Écolo de Villers-la-Ville estime que le premier objectif des pouvoirs publics doit être de diminuer forte-

ment la part modale de la voiture individuelle grâce à des alternatives comme les voitures partagées, les transports en commun ou la mobilité active », ajoutent les Verts villois dans un communiqué diffusé ce vendredi.

Documents sauvegardés



© 2022 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20220921-BAV-45853472-3867-11ed-bb9c-c18647d9ca19

Nom de la source	Mercredi 21 septembre 2022
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. LocBrabantWallon_3
Périodicité	• 418 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



Page locbrabantwallon_3

Le groupe militant Extinction Rebellion aura droit à sa facture

VILLERS-LA-VILLE

Les activistes qui ont squatté un espace du Salon villersois du véhicule électrique et hybride le 11 septembre dernier sont considérés comme des exposants par la Commune.

Vincent Fifi

Ils avaient annoncé qu'ils tiendraient une assemblée citoyenne sur place et ils ont tenu parole: lors du Salon du véhicule électrique et hybride organisé le week-end dernier à la maison communale de Villers-la-Ville, les activistes d'Extinction Rébellion ont mené une action durant une partie de la journée pour protester contre la tenue de l'événement.

Arrivés avec des drapeaux, ils se sont installés dans l'enceinte de la maison communale pour dialoguer à une vingtaine, d'après l'association. Plutôt la moitié, selon les organisateurs du Salon... Quoi qu'il en soit, via un communiqué, les protestataires se réjouissent d'avoir tenu cette assemblée pour « rebaliser les élus politiques ». Pour les activistes, l'assemblée villersoise a prouvé que le citoyen est capable de prendre part au débat politique.

« Dans bien des dossiers, Villers-la-

Ville est une commune représentative des dérives démocratiques, attaque Extinction Rébellion. Le Salon de la consommation électrique est l'exemple même de la déconnexion du politique par rapport à la réalité sociale. » Et de s'en prendre aussi, dans la foulée, à la Région wallonne, qui « octroie de l'argent public pour des bornes de recharge, alors que l'expérience prouve l'inusage de celles-ci. »

« Des exposants comme les autres »

Du côté du collège communal, on s'en doute, on n'a pas vraiment la même lecture de la manifestation de dimanche. Selon les échevins villersois, les activistes cherchaient l'incident pour pouvoir faire davantage parler d'eux, mais personne n'est tombé dans le piège. Même lorsqu'ils se sont assis en cercle au milieu de leurs calicots pour organiser cette assemblée en plein air, débattant des impacts négatifs de la mobilité électrique.

« Par contre, puisqu'ils ont occupé pendant un certain temps un espace à l'intérieur du Salon pour vendre leurs idées, nous avons estimé qu'ils étaient des exposants comme les autres, lâche le bourgmestre Emmanuel Burton. Il n'y

a pas de raison qu'ils bénéficient d'un passe-droit alors que les autres participants ont payé pour prendre part à notre événement. S'ils avaient juste fait un tour des stands et pris une boisson, ils auraient été considérés comme des membres du public. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Nous avons donc adressé une facture à une personne qui faisait partie de ce groupe, et que nous avions identifiée. Le droit est ouvert auprès du receveur, nous n'avons pas encore eu de retour... »



Documents sauvegardés



© 2022 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20220928-BAV-ff7a6cb4-3e73-11ed-83c3-f59584e39a27

Nom de la source	Mercredi 28 septembre 2022
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. LocBrabantWallon_11
Périodicité	• 396 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



Page locbrabantwallon_11

La facture adressée à Extinction Rébellion: 350€

VILLERS-LA-VILLE

Les activistes qui ont tenu une "assemblée citoyenne" lors du salon du véhicule électrique dénoncent une "pénalité sans fondement légal".

Vincent Fifi

La semaine dernière, nous avions annoncé que la Commune de Villers-la-Ville comptait envoyer une facture à un membre identifié d'Extinction Rébellion. Après que les activistes pour le climat aient organisé une "assemblée citoyenne" sur le site du Salon du véhicule électrique et hybride organisé le 11 septembre dernier par la Commune, celle-ci a considéré qu'Extinction Rébellion était un exposant comme un autre. Et comme les autres avaient payé leur emplacement pour rencontrer et informer le public lors de l'événement...

Confirmation: la facture est bien arrivée chez ce citoyen, et elle demande à l'association de régler à Villers-la-Ville un montant de 350€. Comme on peut s'en douter, Extinction Rébellion la conteste. Dans un communiqué émis en réaction à l'attitude de la Commune, l'association évoque une "pénalité sans fondement légal" pour sanctionner la tenue de cette assemblée populaire sur le site de la maison communale durant l'événement

organisé par le collège.

"Le salon du véhicule électrique n'était pas sur un espace privatisé mais bien dans un parc public ouvert en tous sens, argumente l'association. Les visiteurs avaient la totale liberté de déambuler ou de s'asseoir à n'importe quel endroit. Reprécher le calicot Extinction Rébellion sur un lieu public est incompréhensible du fait du caractère non violent du mouvement [...]. Le groupe de citoyens en assemblée populaire ne s'est jamais vu présenter à payer un droit d'emplacement lors du salon. Aucun formulaire de participation n'a été signé. Il n'a eu aucun blocage empêchant les visiteurs de se rendre librement au salon."

Extinction Rébellion estime aussi que le groupe de parole n'a pas occupé la place d'un exposant lors de l'événement du 11 septembre dernier, et souligne que le climat était pacifique ce jour-là.

Les activistes en profitent surtout pour en rajouter une petite couche et à nouveau contester, comme ils le font depuis la première édition, l'événement communal. Ils en demandent d'ailleurs l'annulation.

"Face à la crise écologique, le rôle d'une Commune est de mettre en place les infrastructures pour une mobilité active et

durable. Or ce salon promeut une augmentation de la consommation électrique alors même que nos gouvernements fédéraux et régionaux prônent la modération énergétique. Un salon de la consommation électrique n'a plus aucun sens à notre époque."

Documents sauvegardés



© 2023 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20230307-BAV-a0003396523

Nom de la source	Mardi 7 mars 2023
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. 33
Périodicité	• 337 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



Page 33

NAMUR

Gaspillage énergétique : Extinction Rébellion fait passer le message en vitrine

Via un collage d'affiches, Extinction Rébellion a invité les commerces à éteindre les lumières durant les heures de fermeture, comme le stipule un récent règlement communal.

Dimanche, des affiches ont fait leur apparition sur les vitrines de certains commerces. L'action, revendiquée par le collectif écologiste Extinction Rébellion, avait pour but de rappeler aux enseignes visées les bonnes pratiques en matière énergétiques. Le message était sans équivoque: «N'oubliez pas d'éteindre en sortant» Dans leur communication, les militants font écho au règlement communal en vigueur depuis le 1^{er} décembre et destiné à lutter contre le gaspillage. Le texte oblige les commerces à rester portes closes lorsque le chauffage fonctionne et à éteindre les lumières durant les heures de fermeture. «Si la majorité des commerces commerçants s'est bien conformée au nouveau règlement, force est de constater qu'il reste encore quelques irréductibles moins scrupuleux en matière de gaspillage énergétique, a expliqué Lionel, l'un des participants à l'action namuroise. Afin de leur rappeler le nouveau règlement, nous avons placardé des affiches sur les devantures des enseignes qui laissaient encore leurs vitrines et enseignes allumées pendant la nuit et des derniers commerces dont les

gérants laissent les portes ouvertes en journée. Nous ne comprenons pas ce manque d'adaptation alors que la perte énergétique que cela génère équivaut à la consommation électrique annuelle de plus de trois ménages belges.» XR invite encore les enseignes commerciales à adopter des portes automatiques coulissantes «Une étude menée aux Pays-Bas a montré que cette solution permettait de réduire de près de 43 % la consommation liée au chauffage, écrit le collectif. D'autres effets positifs ont également été remarqués tels qu'un meilleur confort pour le personnel et les clients. une satisfaction plus importante de la clientèle suite la prise de conscience des efforts faits par le magasin pour réduire son impact sur les émissions de CO₂ et une diminution du vol.»

«N'oubliez pas d'éteindre en sortant.» Le message visait les enseignes qui restent allumées la nuit.



Documents sauvegardés



© 2023 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20230504-BAVW-1256942

Nom de la source	Jeudi 4 mai 2023
Type de source	L'Avenir (site web) • 544 mots
Périodicité	Presse • Presse Web
Couverture géographique	En continu
Régionale	
Provenance	Namur, Belgique

Action surprise d'activistes écologistes dans le quartier européen cette nuit pour encourager la commission à inscrire l'écocide dans le droit

Accueil Régions Bruxelles Bruxelles Sylvain Anciaux

Extinction Rebellion et WeMove ont collé des affiches pour sensibiliser les commissaires européens à voter un texte légiférant l'écocide.

Le 29 mars dernier, le Parlement Européen adoptait une proposition de directive visant à inscrire la notion d'écocide dans le droit européen. Le but : pouvoir traduire en justice les entreprises responsables de dommages graves et durables sur l'environnement. Ce jeudi, ce sera à la Commission de se pencher sur le texte. L'occasion pour Extension Rebellion d'attirer les commissaires, avec un collage d'affiches "Make Ecocide a Crime" ("Faites de l'écocide un crime") aux quatre coins du quartier européen.

Parmi la trentaine d'activistes d'Extinction Rebellion et de WeMove (un mouvement qui mène des campagnes visant à renforcer le pouvoir citoyen), des profils éclectiques. De la vingtaine à trois fois plus, autant d'hommes que de femmes, même si Lobster (les prénoms ont été changés) constate que, depuis 2019, il est difficile de mobiliser des milliers de personnes comme lors des marches pour le climat ou d'autres actions fortes. Peu importe, " c'est l'enjeu

de la décennie, il y aura probablement des guerres pour l'eau et pour la nature, il faut agir, c'est un devoir ". Ginkgo l'admet aussi, " j'aurais préféré faire quelque chose d'autre un mercredi à 23 heures, mais une personne sur deux dans le monde est directement menacée par cette crise écologique et sociale ". Consciente que, en tant que Bruxelloise, elle ne fait pas partie des plus menacés, agir ce mercredi soir était un devoir, pour elle aussi.

Peu avant 23 heures, le haut de la rue de la Loi ne ressemble que peu au constant vacarme qui lui est attaché aux heures pleines. Le jeu du chat et de la souris commence avec les vigiles de la Commission. Ginkgo et son petit groupe débarquent par un parc et collent les affiches quatre par quatre sur les murs des bâtiments administratifs. " Il faut appuyer sur tout ce qu'on peut, on est déjà passé par d'autres canaux avant, ici c'est le dernier coup de pression. "

Interrogée sur les pratiques parfois radicales qu'Extinction Rebellion met en

Extinction Rebellion placarde les murs de la commission en faveur d'une loi inscrivant l'écocide dans le droit. ©cameriere ennio Extinction Rebellion placarde les murs de la commission en faveur d'une loi inscrivant l'écocide dans le droit. ©cameriere ennio Extinction Rebellion placarde les murs de la commission en faveur d'une loi inscrivant l'écocide dans le droit. ©cameriere ennio

œuvre pour se faire entendre, elle justifie que " chaque année, plusieurs activistes du climat sont tués (Global Witness recense plus de 1 700 militants tués entre 2012 et 2021, NdlR), les vrais violents, ce sont eux ", explique-t-elle en désignant les entreprises polluantes et leurs responsables.

Finalement, c'est... un commissaire européen qui vient mettre fin à la fête alors que Lobster et son équipe sont aux prises avec le mur de la Commission, rien que ça. Pipe au bec et écharpe tartan, le fonctionnaire s'époumone pour faire arrêter la scène, filme et puis appelle la sécurité. Une menace qui aura suffi aux activistes pour disparaître dans les rues parallèles. Avant, pour certains, de se



Documents sauvegardés

faire rattraper par la police. L'action se poursuivra ce jeudi matin, au même endroit.

**Cet article est paru dans L'Avenir
(site web)**

<https://www.lavenir.net/regions/bruxelles/2023/05/04/action-surprise-dactivistes-ecologistes-dans-le-quartier-europeen-cette-nuit-pour-encourager-la-commission-a-inscrire-lecocide-dans-le-droit-O4JN5Q7WOJB6NNUUCEIEMH6BZU/>

Documents sauvegardés



© 2023 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20230516-BAVW-1259908

Nom de la source Mardi 16 mai 2023

L'Avenir (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

Fouille à nu, nuit en cellule... : la zone de police Bruxelles Ixelles condamnée pour l'interpellation de militants d'Extinction Rebellion

Accueil Régions Bruxelles Bruxelles Belga

La cour d'appel de Bruxelles a condamné ce lundi 15mai 2023 la zone de police de Bruxelles Capitale-Ixelles pour l'arrestation illégale de 22 membres d'Extinction Rebellion en novembre 2019. Sinistre total dans le quartier des Squares à Bruxelles à cause d'un feu de cuisine RWDM: Vincent Euvrard sera-t-il toujours à la barre en D1A ? Le point de vue des experts du Décrassage Des heures d'attente pour les fans de Beyonce Début du nettoyage à grande échelle des graffitis au Mont des Arts à Bruxelles Explosion et incendie à Ganshoren: l'immeuble inhabitable

La cour d'appel de Bruxelles a condamné lundi la zone de police de Bruxelles Capitale-Ixelles pour l'arrestation illégale de 22 membres d'Extinction Rebellion en novembre 2019, ont rapporté mardi l'organisation écologiste et son avocate. En plus de la confirmation du jugement prononcé par le tribunal de première instance, la cour a également doublé le montant des dommages et intérêts, les faisant passer à 500 euros pour chaque activiste concerné.

Le 28 novembre 2019, la police bruxelloise avait interpellé 22 militants d'Extinction Rebellion alors qu'ils préparaient une action de protestation contre le Black Friday. La police avait alors justifié ses agissements en soulignant que les personnes interceptées "étaient en possession de matériel qui laissait penser qu'elles planifiaient quelque chose : des pinceaux, de la peinture en

aérosol, de la colle, des affiches et des banderoles dirigées contre le Black Friday. Les banderoles et les affiches avaient le logo d'Extinction Rebellion".

Génuflexion

Les activistes avaient été soumis à une fouille à nu avec génuflexion et avaient passé la nuit en cellule. Douze d'entre eux ont ensuite décidé d'attaquer au civil la zone de police de Bruxelles.

Le tribunal de première instance francophone leur avait donné raison en juillet 2021, considérant que leur interpellation était illégale et arbitraire. Celui-ci a jugé que la campagne d'affichage planifiée par le groupe constituait bien une infraction, mais qu'elle ne justifiait pas les interpellations.

La zone de police, qui avait fait appel de ce jugement, a donc également été déboutée par la cour d'appel. "La cour

Les logos d'Extinction Rebellion avaient poussé la police à agir. (Illustration) ©AFP or licensors

a repris presque intégralement les arguments du tribunal de première instance et a jugé que les arrestations étaient illégales", a expliqué Me Margaux Noënt, qui représente Extinction Rebellion. "La décision a toutefois été partiellement modifiée, en ce sens que les dommages et intérêts sont plus élevés, à savoir 500 euros par personne."

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

<https://www.lavenir.net/regions/bruxelles/bruxelles/2023/05/16/fouille-a-nu-nuit-en-cellule-la-zone-de-police-bruxelles-ixelles-condamnee-pour-interpellation-de-militants-d-extinction-rebellion-XCWLTE72PZBRRFFPTX15MTC6BE/>



Documents sauvegardés



© 2023 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publié

Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20230613-BAV-a0003647490

Nom de la source	Mardi 13 juin 2023
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. 34
Périodicité	• 374 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



NAMUR Tribunal correctionnel

Extinction-rébellion ne sera pas à l'amende

SAMUEL HUSOUIH

En 2019. Extinction Rébellion avait déversé 7 ni 'de copeaux à l'entrée de l'hôtel de Ville de Namur. L'amende de 3 50 € est contestée devant le tribunal.

Sept mètres cubes de copeaux:voilà la volumineuse surprise qui attendait les employés rois quand ils ont voulu franchir les grilles de l'hôtel de Ville, le mardi 15 octobre au petit matin. Ces broyaux végétaux n'étaient pas tombés du ciel. Dans la nuit, le collectif «Extinction Rébellion» avait déversé le monticule, une manière spectaculaire de critiquer le pouvoir local à qui le groupement reproche namuroises coupes d'arbres trop nombreuses et systématiques.

Un mois plus tard, un PV était dressé par le fonctionnaire sanctionnateur et l'un des responsables d'Extinction Rébellion était visé personnellement.

C'est ainsi qu'il s'était vu infliger une amende administrative de 350 €.

La sanction sera contestée et le dossier est donc revenu lundi matin devant le tribunal correctionnel de Namur.

«Mon client n'était pas présent sur lieux

nt moment de l'acte», insiste l'avocate du prévenu. «Rien dans le dossier ne permet d'ailleurs d'établir sa participation.» L'homme a été ciblé tout simplement parce qu'il était à l'époque l'administrateur qui gérait la page Facebook de la section namuroise d'«Extinction Rébellion». «D'ailleurs, sur cette page, on ne retrouve pas non plus de clichés ou d'infos concernant cette action», continue l'avocate de la défense qui plaide l'acquittement pur et simple du prévenu.

C'est aussi la thèse retenue par le parquet. Dans son bref réquisitoire. Stéphane Ilcray estime lui aussi que rien ne permet d'établir la prévention. «On peut donc annuler cette sanction», conclut le substitut.

Un faisceau d'indices qui défend les intérêts du fonctionnaire sanctionnateur, pense au contraire qu'un faisceau d'indices permet de cibler l'administrateur de la page Facebook et donc de retenir sa responsabilité dans ce dossier. Pour l'avocat, il faut donc confirmer l'amende de 350 €. La sanction administrative sera-t-elle broyée comme les végétaux déversés en 2019 devant l'entrée de l'hôtel de Ville de Namur? Réponse le 11 septembre.

Par cette action, l'association voulait critiquer les coupes d'arbres menées par la Ville de Namur.

prononcé du jugement.

1

Documents sauvegardés



© 2023 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20230613-BAVW-1265879

Nom de la source Mardi 13 juin 2023

L'Avenir (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

Extinction-rébellion ne sera pas à l'amende

Accueil Régions Namur Namur Samuel Husquin Journaliste

En 2019, Extinction Rébellion avait déversé 7 m3 de copeaux à l'entrée de l'hôtel de Ville de Namur. L'amende de 350 € est contestée devant le tribunal.

Sept mètres cubes de copeaux: voilà la volumineuse surprise qui attendait les employés namurois quand ils ont voulu franchir les grilles de l'hôtel de Ville, le mardi 15 octobre, au petit matin.

Ces broyats végétaux n'étaient pas tombés du ciel. Dans la nuit, le collectif "Extinction Rébellion" avait déversé le monticule, une manière spectaculaire de critiquer le pouvoir local à qui le groupement reproche des coupes d'arbres trop nombreuses et systématiques.

Un mois plus tard, un PV était dressé par le fonctionnaire sanctionnateur et l'un des responsables d'Extinction Rébellion était visé personnellement.

C'est ainsi qu'il s'était vu infliger une amende administrative de 350 €.

La sanction sera contestée et le dossier est donc revenu ce lundi matin devant le tribunal correctionnel de Namur.

"Mon client n'était pas présent sur lieux au moment de l'action", insiste l'avocate du prévenu. "Rien dans le dossier ne permet d'ailleurs d'établir sa participa-

tion."

L'homme a été ciblé tout simplement parce qu'il était à l'époque l'administration qui gérait la page Facebook de la section namuroise d'"Extinction Rébellion". "D'ailleurs, sur cette page, on ne retrouve pas non plus de clichés ou d'infos concernant cette action", continue l'avocate de la défense qui plaide l'acquittement pur et simple du prévenu.

C'est aussi la thèse retenue par le parquet. Dans son bref réquisitoire, Stéphane Herbay estime lui aussi que rien ne permet d'établir la prévention. "On peut donc annuler cette sanction", conclut le substitut.

Un faisceau d'indices

Me Lucifora, qui défend les intérêts du fonctionnaire sanctionnateur, pense au contraire qu'un faisceau d'indices permet de cibler l'administrateur de la page Facebook et donc de retenir sa responsabilité dans ce dossier. Pour l'avocat, il faut donc confirmer l'amende de 350 €.

La sanction administrative sera-t-elle broyée comme les végétaux déversés en 2019 devant l'entrée de l'hôtel de Ville

Par cette action, l'association voulait critiquer les coupes d'arbres menées par la Ville de Namur. ©

de Namur ? Réponse le 11 septembre, date du prononcé du jugement.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

<https://www.lavenir.net/regions/namur/namur/2023/06/13/extinction-rebellion-ne-sera-pas-a-lamende-62A3SWY7AZCFJAE2PKYULHPG2Y/>



Documents sauvegardés



© 2023 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20230923-BAVW-1287251

Nom de la source	Samedi 23 septembre 2023
Type de source	L'Avenir (site web) • 293 mots
Périodicité	Presse • Presse Web
Couverture géographique	En continu
Régionale	
Provenance	Namur, Belgique

Gand: 14 activistes d'Extinction Rebellion interpellés lors d'une action

14 activistes d'Extinction Rebellion ont été interpellés à Gand ce samedi 23 septembre 2023.

La police gantoise a interpellé 14 personnes lors d'une manifestation organisée par Extinction Rebellion. Le groupe environnemental a bloqué le R40 à Gand samedi après-midi. Près de 150 manifestants étaient présents. Par cette action, le groupe environnemental souhaitait réitérer sa demande de mettre fin à toutes les subventions aux énergies fossiles.

video playing

Le Brabant wallon vu du ciel : Le village de Tourinnes-Saint-Lambert

700 jeunes issus de la construction réunis à Durbuy

Le wallon en moins de deux #41

De plus en plus de coiffeurs en Belgique sur ces 15 dernières années: une hausse portée par la Flandre

Arduinna : un espace bien-être à Malmédy pour les personnes atteintes du cancer

Samedi vers 11 heures, des militants du mouvement environnemental Extinction

Rebellion se sont rassemblés au Citadelpark, d'où ils ont pris la direction du ring. Une heure plus tard, ils se sont assis à l'intersection de la R40 et de la Groot-Brittanniëlaan. Environ 150 personnes se sont rendues à ce "barrage pique-nique" et ont bloqué la moitié du périphérique de la ville.

La manifestation s'est ensuite déplacée, quelques manifestants se sont attachés les uns aux autres et se sont allongés sur la chaussée à proximité d'un supermarché Delhaize. La police a d'abord laissé faire mais est ensuite intervenue et a dégagé la route. Quatorze personnes ont été arrêtées administrativement.

C'est la quatrième fois qu'Extinction Rebellion bloque le ring de Gand. L'objectif reste inchangé. Ils veulent que le pouvoir politique cesse d'accorder des subventions aux industries fossiles. D'autres organisations telles que Greenpeace, Scientist Rebellion et Grandparents for Climate participaient à la manifestation.

Cet article est paru dans L'Avenir (site web)

Photo d'illustration. ©Copyright 2023 The Associated Press. All rights reserved

on-rebellion-interpellés-lors-d'une-action-47ZQJWAIPJF3TL7TKIDKORIWI/

Documents sauvegardés



© 2024 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publié Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20240128-BAVW-20d4c458-9619-4d18-9331-b1add3a93fa
7

Nom de la source Sunday, January 28, 2024
L'Avenir (site web)

Type de source L'Avenir (site web) • 384 mots
Presse • Presse Web

Périodicité En continu

Couverture géographique Régionale

Provenance Namur, Belgique

Les activistes d'Extinction Rebellion se font entendre dans le centre-ville de Bruxelles : "Nous voulons un avenir sans énergie fossile"

Sur des airs de reggae et tambours battants, une centaine d'activistes d'Extinction Rebellion ont bloqué la circulation sur la Cantersteen, en bas du mont des Arts, ce dimanche après-midi. Sous le regard amusé des badauds, ils ont exigé la fin des énergies fossiles et demandé au gouvernement de prendre des mesures fortes à quelques mois des élections belges et européennes.

"Nous demandons au gouvernement belge d'arrêter progressivement l'utilisation et l'importation de combustibles fossiles ainsi que de supprimer les subventions accordées à ceux-ci", explique Alena, membre du mouvement. "La transition vers un avenir sans énergie fossile doit accorder la priorité à la justice, à l'accès à une énergie abordable pour toutes et à la préservation de la nature."

En 2020, la Belgique a subventionné les combustibles fossiles à hauteur de 12,9 milliards d'euros. *"La même année, seuls 13 % de l'énergie produite en Belgique provenaient des énergies renouvelables. Malgré les conséquences climatiques désastreuses qu'elles provoquent, le gouvernement belge prévoit de sub-*

ventionner la construction d'au moins quatre nouvelles centrales thermiques", ajoute-t-elle.

Il s'agissait de la première action d'une série de manifestations qui se poursuivront jusqu'aux élections. *"Nous voulons tous un avenir propre et juste, où nous et nos familles pourrons être en bonne santé et en sécurité. Mais au lieu d'accorder la priorité à la santé et à la sécurité, le gouvernement belge investit et se lance dans de nouveaux projets liés aux combustibles fossiles qui nous mènent directement à la destruction", ajoute Alena.*

"Avec la vague d'actions, nous célébrons et étayons unanimement l'opinion du public belge, qui est clairement en faveur de mesures plus fortes en termes de lutte contre le changement climatique et contre les combustibles fossiles", embraye Xavier. "Selon la Banque européenne d'investissement, 82 % des Belges considèrent la crise climatique comme la plus grande menace du 21e siècle, et 70 % d'entre eux sont favorables à des mesures gouvernementales plus strictes en faveur du climat."

Les activistes d'Extinction Rebellion font souvent parler d'eux pour leurs ac-

tions chocs et parfois provocatrices. Aucun débordement n'a toutefois été enregistré lors de l'action de ce dimanche.

Documents sauvegardés



© 2024 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20240129-BAV-a8d5bf48-a4b5-40a8-89ad-8c27aa1c67e7

Nom de la source	Monday, January 29, 2024
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. 8
Périodicité	• 248 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



Page 8

SENSIBILISATION - Mobilisés contre les énergies fossiles

Quelque 150 activistes climatiques d'Extinction Rebellion sont descendus dans la rue dimanche à Bruxelles, pour réclamer un avenir sans combustibles fossiles. La police était sur place et la manifestation s'est déroulée sans débordements.

Cette action est la première d'une série annoncée par le collectif à l'approche des élections belges et européennes du 9 juin prochain.

" Nous voulons tous vivre dans des endroits propres et sains mais le gouvernement belge investit des milliards d'euros dans des projets liés aux combustibles fossiles, qui nous mènent tout droit à la destruction ", affirme Alena d'Extinction Rebellion. " Imaginez ce qui se produirait si ces fonds étaient utilisés pour créer un avenir sans énergie fossile, un avenir vert, accessible et inclusif".

Extinction Rebellion demande au gouvernement d'arrêter progressivement l'utilisation et l'importation de combustibles fossiles, et notamment de supprimer les subventions accordées aux combustibles fossiles. *" La transition vers un avenir sans énergie fossile doit donner la priorité à l'équité, à l'accès à une énergie au coût abordable pour tous et à la préservation de notre envi-*

ronnement naturel ".

Selon la Banque européenne d'investissement, 82% des Belges considèrent la crise climatique comme la plus grande menace du XXI^e siècle et 70% d'entre eux sont favorables à des mesures gouvernementales plus strictes en faveur du climat, assure le collectif. En 2020, la Belgique a subventionné les combustibles fossiles à hauteur de 12,9 milliards d'euros, poursuit-il.

Documents sauvegardés



© 2024 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PublixC Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20240504-BAVW-9ed0ed21-27e8-496b-83cb-11527c9aa58
7

Nom de la source Saturday, May 4, 2024

L'Avenir (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Namur, Belgique

L'Avenir (site web) • 791 mots

Extinction Rebellion bloque la rue Belliard toute l'après-midi contre les subventions aux énergies fossiles: "On prévoit 1 milliard de morts"

!!Y ou are not alone, you are not alone".

Sous les chants d'encouragement, les manifestants sont emmenés un à un. Manu militari, ces membres d'Extinction Rebellion sont littéralement décollés de l'entrée du tunnel Belliard, dans la rue du même nom. À 14h pile ce samedi 4 mai 2024, les activistes environnementaux s'y sont attaché les uns aux autres par les bras, avant pour certains de se souder au tarmac. Le barrage (200 personnes selon la police, 330 selon XR) a tenu plus de trois heures. Des disqueuses de policiers bruxellois jalignent donc des étincelles alors que les tuyaux métalliques et les chaînes qui relient les protestataires sont sciés. L'ambiance est presque bon enfant. Les deux camps dialoguent. Avant de déployer les outils, les forces de l'ordre glissent un endoscope dans chaque tube, histoire de vérifier si les liens sont réels ou simulés. Histoire aussi d'éviter toute fausse manœuvre. Du dissolvant est appliqué sur la glu. Et le quota d'arrestations administratives grossit. "132 personnes ont été arrêtées pendant l'action en vue d'une identification", communique la zone Bruxelles-Ixelles. "Pour chaque personne, un procès-verbal sera rédigé".

"Bloquer l'économie"

Ils sont venus de partout en Belgique, mais aussi des Pays-Bas, d'Allemagne et du Luxembourg, pour manifester devant le Conseil européen des Régions à Bruxelles. Ambition d'Extinction Rebellion : exiger "la fin des subventions aux combustibles fossiles", "la fin de la construction de nouvelles infrastructures" liées, et la formation d'une "assemblée citoyenne visant à éliminer les combustibles fossiles en Belgique d'ici 2030". "On prévoit un milliard de morts, une étude récente le montre : nous courrons au suicide", appuie Xavier, porte-parole bruxellois pour l'action du jour. L'homme plaide pour la désobéissance civile : "ça génère plus d'intérêt et d'inquiétude pour la crise climatique, comme le prouvent les recherches Google. C'est donc un bon outil de sensibilisation. Les manifestations traditionnelles ne fonctionnent pas : on invite tous les citoyens à nous rejoindre pour bloquer l'économie car c'est le seul biais qui marche".

Sur le bitume, dans la gorge du tunnel Belliard, on retrouve Frela, venue d'Anvers. Ses bras sont emprisonnés. "Il faut stopper immédiatement les subventions aux énergies fossiles. Pour notre

planète, pour l'atmosphère, pour la justice". L'activiste est prête à rester en place "le plus longtemps possible". Elle fera partie des derniers résistants, sur le coup de 17h15, à être embarquée dans les combis de police. Celle-ci s'est montrée plutôt diplomate : des sommations ont été criées depuis l'autopompe, laissant le choix aux activistes : soit se replier plus bas, soit se voir passer les colsons. Dans la foule, on croise Dernas, lui aussi arrivé de Flandre. "Les mobilisations habituelles ont un impact limité : il est temps d'aller plus loin. On a essayé beaucoup de choses et ça évolue trop lentement", plaide-t-il. "Bloquer Bruxelles, c'est très symbolique car il n'y a pas que des subsides belges : ils viennent aussi de l'Europe".

405 milliards de subventions européennes

Pinson, militant namurois, détaille plus avant les chiffres dénoncés par Extinction Rebellion. "Les géants des énergies fossiles bénéficient surtout de réductions de taxes. Elles s'élèvent à 405 milliards d'euros à l'échelon européen. Par ailleurs, l'Europe ne dédie que 40 milliards à la transition écologique. 10 fois moins !" L'activiste pointe "une industrie totalement déconnectée de la réalité,



Documents sauvegardés

qui profite de l'aide apportée par la Belgique aux ménages dans la crise climatique alors que le coût de l'énergie nucléaire reste fixe. Les gens sont dans la galère mais les géants engrangent des bénéfices records : ce n'est pas ça, la justice climatique". Extinction Rebellion assure que le Gouvernement belge a subventionné le secteur de l'énergie fossile à hauteur de 12,9 milliards en 2020.

"Cette manifestation, c'est un succès", se réjouit Pinson. "On le fait pour nous-même, pour les gens qu'on aime, pour les gens qu'on connaît et ceux qu'on ne connaît pas. Et surtout ceux qu'on ne connaît pas encore, ceux qui ne sont pas nés. On veut garder notre planète habitable. Or les experts estiment que si on passe le cap des 1,5 degré de réchauffement, la Terre ne sera plus assurable en raison des catastrophes à répétition", alerte le Namurois. "Injustice climatique à nouveau !". Et de terminer : "L'énergie fossile, c'est ce que la Terre a économisé pendant des millions d'années. Nous, on brûle tout en trois générations. Le mot 'économie' a perdu son sens. Les autorités et l'industrie prétendent 'défendre' cette économie. Mais en fait, ils chient dessus".

Documents sauvegardés



© 2024 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PublieCertificat émis le 28 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20240506-BAV-e3780c05-0769-4da7-bca0-b049ef6e4a4c

Nom de la source	Monday, May 6, 2024
L'Avenir	
Type de source	L'Avenir
Presse • Journaux	• p. 6
Périodicité	• 251 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Namur, Belgique	



MANIFESTATION - 132 activistes d'Extinction Rebellion arrêtés à Bruxelles

La police bruxelloise est intervenue, samedi vers 16 h, pour mettre fin à la manifestation d'Extinction Rebellion dans la rue Belliard. Au total, 132 activistes, qui refusaient de libérer la chaussée, ont été arrêtés administrativement.

Plusieurs centaines de militants de l'organisation écologiste Extinction Rebellion défilaient samedi après-midi à Bruxelles. Ils se sont arrêtés à l'entrée du tunnel Belliard où ils ont bloqué la circulation. Les manifestants réclamaient notamment la fin des subventions aux combustibles fossiles et la mise en œuvre d'un plan d'urgence national pour une transition vers une économie florissante, sans énergies fossiles, qui protégerait les plus vulnérables et l'écosystème.

Sur le coup de 15 h 30, la police leur a demandé de mettre un terme à leur action, faute de quoi ils risquaient d'être arrêtés. Une majorité de militants a alors quitté les lieux pour se diriger vers la place Jean Rey, où se déroulait une autre manifestation de l'organisation. Une soixantaine d'activistes ont par contre décidé de rester sur place et de prolonger le blocage de la rue Belliard en se collant au bitume. Ils ont été arrêtés ad-

ministrativement.

Une intervention policière dénoncée par Extinction Rebellion qui évoque "*une violence policière disproportionnée*". *"L'utilisation de canons à eau contre des manifestants pacifiques est très préoccupante. Nous demandons à la police de faire preuve de retenue et de respecter le droit de manifester pacifiquement et sans violence"*, estime Extinction Rebellion.

Documents sauvegardés



© 2024 L'Avenir. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PublixC Certificat émis le 28 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20240618-BAVW-795cae40-2b0b-4641-8f18-8646fb00a99

Nom de la source	Tuesday, June 18, 2024
L'Avenir (site web)	L'Avenir (site web) • 352 mots
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Régionale
Provenance	Namur, Belgique

Pourquoi l'assureur AIG a été bloqué par des activistes du climat à Ixelles ce 18 juin? "Il soutient le pipeline EACOP, véritable bombe climatique"

Des activistes du collectif Extinction Rebellion ont mené mardi matin une action de blocage devant le siège belge d'AIG, à Bruxelles. L'objectif : dénoncer le soutien du réseau mondial d'assurance au projet de pipeline EACOP dans l'est de l'Afrique, et sensibiliser ses employés aux dégâts "humains, environnementaux et climatiques" causés par un tel oléoduc.

Le projet EACOP est un futur pipeline qui doit relier le lac Albert au port de Tanga sur l'océan indien. Cet oléoduc doit transporter du pétrole de l'Ouganda vers la Tanzanie. Soutenu par TotalEnergies, il devrait être le plus long du monde (1.443 km) et coûter 4 milliards de dollars. Il est critiqué dans le monde entier pour son impact sur le climat, les populations et leur environnement en Afrique de l'Est.

Selon Extinction Rebellion, près de 100.000 personnes ont été déplacées, victimes d'expropriations. Ce pipeline menace également des zones riches en habitats sauvages protégés et longe le lac Victoria, principale source d'eau potable de la région. "Enfin, avec l'émission estimée de 34,3 millions de

tonnes de CO2 par an, l'EACOP est une véritable bombe climatique", alerte le collectif.

Peinture rouge à Auderghem

Outre l'implication de l'AIG dans le projet, il pointe également la responsabilité du courtier en assurances Marsh. Lundi soir, des activistes ont aspergé de peinture rouge la façade de l'entreprise, basée à Auderghem. "Cette action plus radicale fait suite au blocage de Marsh le 28 mars dernier – l'entreprise n'ayant toujours pas décidé de se retirer d'EACOP", explique le collectif.

"Ces assureurs sont complices d'un projet qui menace à la fois le climat, la biodiversité et les droits humains", a appuyé Elliot, membre d'Extinction Rebellion. "À la suite de campagnes internationales de pression et sensibilisation, quelque 28 banques et 29 assurances mondiales se sont déjà retirées du projet. Nous poursuivrons notre mobilisation tant qu'il le faudra", a-t-il conclu.

LE SOIR

Documents sauvegardés

LE SOIR

© 2019 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR
Bruxelles, 2019 Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 7 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20190626-SR-3upx7k

Nom de la source	Mercredi 26 juin 2019
Le Soir	
Type de source	Le Soir
Presse • Journaux	• p. GENERALE16
Périodicité	• 1757 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique



grand format

Extinction Rebellion, les ultras du climat

LORRAINE KIHL

Manifestations, pétitions, lobbying... Frustrés de l'inaction politique face à la crise climatique, ils optent pour la désobéissance civile.

Reportage
LORRAINE KIHL

Il y a la jeune gothique et l'étudiant timide. La forte en gueule qui en a vu d'autres et Monsieur Tout-le-Monde sont là aussi. Réunis autour du plan tracé du centre-ville, dans un sous-sol bruxellois, ils sont une quinzaine à avoir répondu à l'appel d'Extinction Rebellion.

Aujourd'hui, six d'entre eux ont prévu de se faire arrêter par la police.

Apparu il y a quelques mois dans la foulée des importantes manifestations pour le climat, Extinction Rebellion prône une approche plus radicale pour mobiliser citoyens et politiques sur la crise climatique : la désobéissance civile. « Le mouvement a commencé il y a un an, en Angleterre, sous l'impulsion de Roger Hallam, qui s'inspire du combat pour les droits civiques aux Etats-Unis », explique Louise Knops, doctorante à la VUB, spécialiste des mouvements sociaux. « C'est une approche assez méthodique qui estime que pour changer les choses, il faut un certain

niveau de perturbation (« disruption », en anglais) dans le système. Concrètement, cela passe par les arrestations, via des actions de désobéissance civile : si des centaines de personnes sont arrêtées, cela devient très difficile à gérer pour les autorités. Il y avait un peu de cette idée de désobéissance avec les élèves qui séchaient les cours, mais on n'était pas dans la démarche de faire une action qui pose vraiment un problème. » Outre-Manche, l'engouement est énorme. Mi-novembre, 6.000 personnes bloquaient les cinq principaux ponts londoniens, obligeant la police à procéder à plus de 80 interpellations. Des groupes se sont depuis créés dans plus de 50 pays.

En ce 20 juin, jour de prestation de serment pour les nouveaux députés fédéraux, la toute fraîche antenne belge fomente deux actions, quasi simultanées. La première, annoncée sur Facebook, consiste en des « funérailles » du climat. Le cortège doit rejoindre une autre manifestation des « grands-parents pour le climat » place Brialmont, à quelques mètres du Parlement fédéral.

L'autre est une petite surprise adressée à la nouvelle fournée parlementaire. Un

petit groupe a prévu de s'attacher à la grille du Parlement. Pas de chaîne ni de cadenas, mais de la superglue. Thomas* a fait le test la veille. La colle prend 10 à 15 secondes pour se fixer. Idéalement, les mains croisées en prière optimisent la surface de collage. Même avec l'acétone, il a fallu 30 minutes à Thomas pour complètement se décoller. « Le temps que la police comprenne ce qui se passe et trouve l'acétone. On est potentiellement là pour trois heures. »

Sur une bannière, confectionnée par la gothique de l'opération funérailles, le message « We are watching » (On vous observe). Il s'agit de mettre la pression sur la nouvelle assemblée, sommée par les mantras d'Extinction Rebellion de « dire la vérité » et « d'agir maintenant ». « S'attacher à la grille, c'est une façon de dire qu'on est là, qu'on les surveille », précise Christophe, relais presse de l'opération. « Pour les quatre prochaines années.

– Cinq.

– C'est cinq ans, le fédéral ?

– Oui.

Documents sauvegardés

– Le message c'est on vous observe. Pour les cinq prochaines années. »

Dans la mesure où l'action se déroule en zone neutre, où toute manifestation est interdite et la police présente en surnombre, c'est calibré au poil. « Il faudra être rapide, mais ne pas courir. Répandez la colle dans votre main pendant que vous marchez. Répétez les gestes dans votre tête pour aller droit au but. » Les aidants doivent faire diversion pour gagner les quelques secondes qui permettront à la superglue de prendre. Une responsable « liaison avec la police » préviendra. Sur conseil de Christophe, histoire d'être sûr qu'il n'y ait aucune ambiguïté, les participants inscrivent au marqueur « superglue » sur leurs avant-bras.

Les principaux échanges sont passés par Protonmail, un service de messagerie crypté, que chacun utilise sous un nom de code plus ou moins fantaisiste. A 11h30, la bande hétéroclite est presque au complet. Manque juste l'un des six « englués », retenu par... un contrôle de géographie. « On va quand même s'assurer qu'il est bien en âge de prendre part à ce genre d'actions et qu'il sait dans quoi il s'engage », marmonne Christophe pendant que les autres se marrent. Hétéroclite, donc.

Une des forces d'Extinction Rebellion tient à parvenir à recruter en dehors des cercles de l'activisme classique – même si on reste sur une « population blanche, assez aisée », relève une chercheuse. Des couples de tranquilles septuagénaires déterminés à se faire arrêter sur les ponts de Londres, à Isabelle*, cadre dans une administration fédérale, prête à risquer son job pour une action symbolique. « J'ai toujours suivi les règles », observe la quadra. La conscience écologique et l'attachement à la nature,

c'est une lame de fond, mais fin 2018, il y a eu comme un basculement.

« Le déclic, c'est une intervention de Pablo Servigne à la radio. Tout à coup, je me suis rendu compte que c'était maintenant qu'il fallait agir. » L'idée qu'on est loin, très, très loin de faire ce qu'il faut pour éviter la catastrophe. Avec le sentiment d'urgence, c'est l'angoisse qui monte. L'action apaise... d'une certaine manière. « J'ai commencé à me sentir mieux quand j'ai intégré le groupe. C'était rassurant de rencontrer des gens qui partageaient les mêmes préoccupations et la même envie de faire quelque chose. En même temps, je me sens un peu désespérée parce que je crois que les gens ne sont pas prêts à abandonner leur confort. » Avec son mari, elle vient d'acheter une vieille ferme à la campagne dans l'intention d'apprendre à devenir autosuffisants : potager, panneaux solaires...

Cette thérapie de l'action, beaucoup en parlent spontanément. Et trouvent dans Extinction Rebellion une réponse très littérale à une angoisse existentielle. « Cela amuse mes enfants qui trouvent que je fais mon adolescente », regrette Isabelle. « C'est difficile de ne pas pouvoir partager cela. »

Avant de filer, les organisateurs – « locomotives » dans le jargon – briefent une dernière fois les « collés » et acolytes sur les risques légaux. Pour cette action, les six protagonistes pourraient être détenus jusqu'à 48 heures selon les griefs retenus. « Prenez votre mal en patience, relaxez-vous, parce que ça va être long. Pensez aux gens qui sont dehors et qui s'activent pour vous faire sortir. » Tous ont noté le numéro d'une avocate sur leur jambe. Au cas où. Se faire arrêter, c'est bien le principe

des actions d'Extinction Rebellion. Et si c'est devenu un motif de fierté outre-Manche – « Les gens s'en vantent », remarque la chercheuse Louise Knops – ça n'amuse pas grand monde ici. Roger Hallam l'identifie à une forme de sacrifice. Pour certains militants, conscients de faire partie d'une population blanche plutôt aisée, il en va d'un certain devoir d'utiliser ses priviléges pour mener des actions de désobéissance (tout le monde ne peut pas risquer une arrestation, même pour des motifs relativement mineurs).

Alors que l'opération « funérailles » se termine place Brialmont, les « rebelles » finissent les derniers préparatifs à quelques centaines de mètres du Parlement. L'excitation et le stress ont laissé place à la détermination, assure Isabelle, qui devient un peu plus gauche à mesure que les minutes passent. « C'est parti. »

Au coin de la rue, on enfile les T-shirts et on verse la superglue dans le creux de la main. Une volontaire devance le groupe pour prévenir les policiers de l'action sur le point de se produire. C'est elle qui fera le lien avec la police pendant toute l'opération.

Tout est filmé et diffusé en direct sur Facebook. Le petit groupe est paré à toute éventualité lors d'un « troubleshoot session » un peu plus tôt. Que faire si des camions cachent les grilles ? Si la police est présente en amont ? Un « glue leader » a même été désigné pour donner les instructions en cas d'imprévu.

« On n'a juste pas pensé au fait que les policiers en auraient rien à foutre de nous faire mal. »

Quelques minutes après l'éloignement

Documents sauvegardés

des manifestants, Marie*, 52 ans, est encore un peu sous le choc de ce qu'elle vient de voir. Les policiers ont agi vite, arrachant un à un les activistes, faisant peu de cas des objections de leurs soutiens. « Arrêtez ! Vous leur faites mal ! » A la grille, des cris de douleur, sincères ou exagérés. Un des collés a droit à une « prise du sommeil », une méthode d'étranglement destinée à immobiliser des « sujets agités ou récalcitrants »... en l'occurrence accroché à une grille.

D'après l'enregistrement vidéo, le premier est enlevé après une vingtaine de secondes. La dernière après une minute trente.

Plusieurs ont eu des bouts de peau arrachés, un des garçons saigne légèrement. Rien de grave, mais l'agressivité des policiers a surpris.

Linde, l'étudiante « détachée » en dernier, est encore un peu secouée, choquée, lorsqu'elle en reparle une heure plus tard au cours du débriefing. Après l'échec de l'action, le groupe est resté pour un sitting improvisé en face du Parlement. « *This is how democracy looks like !* » Le cortège funèbre et les « grands-parents » viennent scander en soutien à l'autre bout de la rue, bloqué par les policiers.

Fouilles. Contrôles.

Pas d'arrestations mais une possible amende pour trouble à l'ordre public. Il a fallu se séparer pour rejoindre le point de rendez-vous, un homme portant une oreillette semblant suivre assez peu discrètement le petit groupe.

Autour de la table, on évoque la frustration. La philosophie à adopter vis-à-vis de forces de l'ordre fait débat. Mais pas question de parler d'échec. *Het Laaste*

Nieuws et la RTBF ont relayé l'action sur leur site. La vidéo sur Facebook a été vue par plus d'un millier personnes en temps réel. « On aura de nouveaux rebelles », remarque Thomas, optimiste. Ces actions, c'est un tour de chauffe. Il faut se former, grossir.

Difficile de prédire la suite, juge la chercheuse Louise Knops. « Mais il y a un élément de frustration qui monte très fortement au-delà du cercle des activistes. Certaines personnes n'ont pas été jusqu'au bout de leur engagement avec les grèves pour le climat et les manifestations. Et là, elles attendent des résultats. Il est possible que les actions se multiplient et qu'on entre dans un mode de militantisme fondé sur désobéissance civile. »

Documents sauvegardés

LE SOIR

© 2019 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR
Bruxelles, 2019 Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 7 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20191010-SR-3wk4kh

Nom de la source	Jeudi 10 octobre 2019
Le Soir	
Type de source	Le Soir
Presse • Journaux	• p. GENERALE20
Périodicité	• 747 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique



Faut-il désobéir pour faire avancer une cause ?

Mathieu Colinet

Au cours des derniers jours, le mouvement Extinction Rebellion a mené des blocages dans différents pays. Des actions qui marquent un glissement vers le registre protestataire.

Mathieu Colinet

Au printemps dernier, la mobilisation face à l'urgence climatique passait par des manifestations. Comme en témoignent les blocages opérés par les militants du mouvement Extinction Rebellion depuis quelques jours dans différentes villes dans le monde, elle prend désormais la forme d'actions coups-de-poing. Entre les deux, semble-t-il, une mue vers un registre de mobilisation toujours non violent mais un peu plus « dur » tout de même puisque les blocages et les actions non déclarées froissent quelques interdictions légales et pourraient d'ailleurs ponctuellement entraîner des poursuites judiciaires. D'où cette question : faut-il désobéir pour faire avancer la cause climatique ?

« Parmi les participants aux manifestations pour le climat, le sentiment qu'il y a une urgence à agir est désormais bien répandu », affirme Maxime Gaborit, doctorant en sciences politiques (Université Saint-Louis). « C'est en tout cas ce qu'on voit en analysant les mobilisations en France. Dans les rangs des militants, beaucoup estiment par rapport à

cette urgence que les canaux classiques de contestation ne suffisent plus. Les actions de désobéissance civile comme celles menées par Extinction Rebellion paraissent être une option pour aller plus loin et sont dès lors très largement soutenues par ceux qui, voici quelques mois encore, étaient dans les manifestations classiques. En ce sens, la désobéissance civile prolonge la mobilisation des derniers mois. »

Si l'urgence d'agir en matière climatique est difficilement contestable, le changement de stratégie mérite tout de même d'être évalué plus en avant. Etais-il par exemple une nécessité et le recours à la désobéissance civile dont les militants du mouvement Extinction Rebellion se réclament est-il susceptible d'apporter des avancées inédites ?

« Si on jette un regard objectif sur le mouvement pour le climat depuis un an, on ne peut pas, je crois, donner tort aux militants », indique Maxime Gaborit. « On peut certes parler d'une victoire culturelle très importante. Mais celle-ci s'accompagne d'une défaite politique tout aussi importante puisque la transition écologique n'a toujours pas été en-

En mai dernier, les militants d'Extinction Rebellion avaient déjà mené une action à Paris. Celle-ci visait à alerter contre le déclin de la biodiversité.

. Hans Lucas Hans Lucas

clenchée par les gouvernements. » À cet égard, l'absence d'avancées notables au terme du sommet de l'ONU sur le climat en septembre dernier a été notamment soulignée.

« Ce qu'il faut bien comprendre, c'est la dimension conflictuelle au cœur d'une partie de l'écologie aujourd'hui », affirme le sociologue Geoffrey Pleyers. « On voit qu'une transition douce et consensuelle ne mène pas au changement nécessaire. Les militants en appellent donc à une rupture avec le modèle actuel et le système économique. Pour les militants d'Extinction Rebellion, l'écologie n'est pas un problème annexe, c'est un problème central, à partir duquel l'ensemble de la politique et de la vie doit être pensé. Et au travers d'actions plus directes, ils incarnent symboliquement cette conflictualité. Notamment lorsqu'ils bloquent, comme en France, un centre commercial. Ceci dit, tout cela reste pacifique, modéré. Ils insistent d'ailleurs tellement sur ce côté non vi-

Documents sauvegardés

olent que certains jeunes militants plus radicaux se sont écartés des mobilisations et sont devenus critiques à l'égard d'Extinction Rebellion. »

En tant que sociologue, Geoffrey Pleyers voit également dans le déploiement des actions des derniers jours un signe de plus d'une reconfiguration du répertoire contestataire : « La grève n'est pas quelque chose de dépassé. Mais ce mouvement écologiste ne se joue pas que dans les usines, mais surtout au niveau de la politique et de la consommation. Comme les piquets de grèves bloquaient les usines, ces militants bloquent un centre commercial à Paris et des centres-ville. »

Par rapport à un piquet de grève, les blocages des derniers jours ont un cadre légal beaucoup moins clair. En se référant à la désobéissance civile, les militants d'Extinction Rebellion l'assument toutefois puisque cette dernière est pleine d'une « mise en tension » entre ce qui est légal et ce qui est légitime, une vieille querelle au cœur de la démocratie.

« Certains vont peut-être être gênés également par le désordre entraîné par ces actions », affirme Maxime Gaborit. « Mais les militants écologistes auront beau jeu de retourner l'argument et d'indiquer que le règlement climatique va induire aussi beaucoup de désordre. »

Documents sauvegardés

LE SOIR

© 2019 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR
Bruxelles, 2019 Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 7 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.
news-20191011-SR-3wky6m

Nom de la source	Vendredi 11 octobre 2019
Le Soir	
Type de source	Le Soir
Presse • Journaux	• p. GENERALE10
Périodicité	• 703 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Extinction Rebellion : l'urgence climatique au palais royal

Michel De Muelenaere

Le mouvement de désobéissance civile Extinction Rebellion envahira les jardins du palais royal, samedi. Et appelle le Roi à déclarer l'urgence climatique.

Michel De Muelenaere Si tout se passe comme prévu, le palais royal de Bruxelles, sur la place des Palais, connaîtra un événement inhabituel, samedi vers 14 h. Enfin, si tout se passe comme le prévoient les militants du mouvement Extinction Rebellion Belgique (ER) qui appellent la population à occuper les jardins du palais et à y tenir des « assemblées populaires » autour de diverses thématiques (démocratie délibérative, transition socialement juste, énergie, mobilité, alimentation...). Par la même occasion, et constatant « avec effroi l'incapacité de nos gouvernements successifs à remplir leur devoir fondamental », ER appelle le Roi à sortir de sa traditionnelle et obligatoire réserve et à déclarer « l'urgence climatique ». « Nous attendons quelques centaines de personnes », dit Jean Sobczak, membre de ce mouvement de désobéissance civile non violent très médiatisé. Et si le Roi sort de sa réserve, ce serait un geste symbolique. Lui aussi désobéirait. Tous les citoyens sont concernés par la crise climatique et écologique. Tout le monde en sentira

l'impact. Le Roi comme les autres. »

Loin de ces considérations, la police de Bruxelles a rappelé aux organisateurs que les jardins du palais, domaine royal sous le contrôle de la police fédérale, est une « no go zone ». « Nous viendrons quand même. Il y aura des obstacles, mais on est flexibles », disent les organisateurs. On peut s'attendre à une confrontation, fût-elle pacifique. « Ces actions de désobéissance civile ne sont pas neuves », explique Daniel Vancalcke, le « Monsieur Manif » de la police bruxelloise. « Dès qu'on apprend qu'une action se prépare, nous essayons de prendre contact avec ses initiateurs afin de leur permettre de s'exprimer tout en préservant la vie normale. Si l'action est inopinée, dans un lieu où on ne peut manifester, nous allons toujours parler aux gens afin de trouver une solution, les faire se déplacer vers un autre endroit où ils pourront s'exprimer. »

Ça fonctionne bien, affirme le commissaire. « Mais s'il y a un refus de se déplacer, notre devoir est de faire respecter la loi. Parfois on procède à des arrestations administratives » – 600 lors de la

Des membres d'Extinction Rebellion lors d'une action au mois de juin dernier, à Bruxelles.

. DOMINIQUE DUCHESNES LESOIR

dernière visite de Trump à l'Otan. ER a donné des instructions à ses soutiens en insistant sur le caractère non violent de la manif. « Nous avons une stratégie d'escalade », souligne Sarah Bourcy, militante. « Samedi, ce sera notre première action de désobéissance civile de masse. Nous allons apprendre, encore recruter. D'autres actions de masse suivront dans les villes. »

Afin d'éviter de transformer les jardins royaux en terrain de jeu du chat et de la souris, samedi, les forces de l'ordre interviendront « en profondeur » avant que les manifestants ne pénètrent dans la zone interdite. « On leur proposera de se rassembler ailleurs. Mais quelques-uns parviendront sans doute à se faufiler », reconnaît Vancalcke. Les policiers bruxellois ont l'habitude d'intervenir sans trop de violence. « Tant qu'il n'y a pas de violence, de danger ou d'exagération, on n'utilise ni gaz ni violence. Mais on peut avoir des surprises : s'il y a des

Documents sauvegardés

actes plus radicaux ou de la rébellion, ça peut partir en sucette. » Même son de cloche à la Ville de Bruxelles : dialogue, mais « on ne laissera pas déranger l'espace public », explique-t-on auprès du bourgmestre Philippe Close (PS). « Si le dialogue n'est pas possible, il y aura des arrestations administratives. »

A l'avenir, les actions risquent de se multiplier, venant de petits groupes peu organisés. « Je préférerais qu'ils se fédèrent et s'organisent », dit Vancalcke. « C'est plus facile pour nous et pour les manifestants. Je ne crains pas la radicalisation de ces milieux, ce que je crains, c'est une réaction comme on l'a vue au Pukkelpop contre Anuna de Wever ou le mannequin pendu à l'effigie de Greta Thunberg. Ou des automobilistes énervés par le blocage d'un carrefour. Si tous les jours des manifestants viennent bloquer la rue de la Loi, ça ne va pas aller... »

Documents sauvegardés

LE SOIR

© 2019 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR
Bruxelles, 2019 Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 7 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.
news:20191012-SR-3wijkw

Nom de la source	Samedi 12 octobre 2019
Le Soir	
Type de source	Le Soir
Presse • Journaux	• p. GENERALE2
Périodicité	• 622 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Esmeralda la rebelle proclame l'urgence climatique

Michel De Muelenaere

La princesse belge a été arrêtée par la police de Londres lors d'une action de désobéissance civile. Elle se réjouirait d'une prise de position du Roi sur l'urgence climatique.

Michel De Muelenaere

La princesse Esmeralda de Belgique a fait un bref passage par un commissariat londonien, ce jeudi. En cause : sa participation à une action de blocage menée par le mouvement de désobéissance civile non violent Extinction Rebellion. Elle a été rapidement libérée mais reste *under investigation*.

Ce n'est pas la première action d'ER à laquelle participe la fille du roi Léopold III et de la princesse Lilian de Rethy, mais c'est la première fois qu'elle est arrêtée lors d'une intervention policière. « Par leur mobilisation, les groupes Extinction Rebellion ont apporté un discours nouveau », explique-t-elle. « Jusqu'à présent, toutes les manifestations et les autres tentatives de faire agir les autorités ont débouché sur des belles paroles et des engagements rarement suivis d'actions. Je suis persuadée que les mouvements de désobéissance civile pacifique peuvent avoir des résultats. Tous les grands organes de presse s'y intéressent, même des journaux populaires y accordent de l'importance. Et ces actions touchent une population

jusqu'alors peu familière des questions environnementales et climatiques. »

Les manifestations attirent désormais des gens complètement différents, constate la présidente du fonds Léopold III pour l'exploration et la conservation de la nature. Des familles, des grands-parents, des avocats, des enfants, des ouvriers... L'inquiétude augmente au sein de la population. Les dérèglements climatiques, l'effondrement de la biodiversité : tout cela ça frappe les gens, quelle que soit leur origine.

Reste que si l'urgence climatique est parfois reconnue par les autorités – comme c'est le cas au Royaume-Uni –, celles-ci tiennent souvent « un double langage » en continuant à mener des politiques néfastes comme le subventionnement des énergies fossiles. Et les éventuels progrès sont trop lents, s'inquiète la princesse qui habite à Londres et intervient régulièrement comme ambassadrice du WWF. « La plupart des responsables politiques se rendent très bien compte de ce qui se passe. Mais certains bloquent volontairement tandis que d'autres craignent de prendre des mesures qui seraient impopulaires élec-

La princesse Esmeralda juge peu probable une prise de position du Roi.
. Pierre-Yves Thienpont. LESOIR

talement. C'est donc aux citoyens de faire pression. »

« Le message percole beaucoup trop lentement. Il ne faut pas se voiler la face, notre système ne fonctionne pas. Il faut le changer. Pour accroître les profits, on a épuisé les ressources naturelles, on a négligé de mettre la nature au centre de notre vie. » Il faut donc parler d'urgence. « Mais il reste de l'espoir. Il faut un peu faire paniquer les gens pour les amener à se mobiliser, mais il ne faut pas les démobiliser. Des solutions existent, il faut en parler. Il faut aussi insister sur le fait que la lutte pour notre environnement est aussi une lutte pour la justice. Car ce sont les plus défavorisés, les pays les plus pauvres, les populations les plus fragiles qui sont les principales victimes des dérèglements climatiques.

La princesse ne participera pas à l'action d'Extinction Rebellion Belgique dans les jardins du palais royal à Bruxelles, ce samedi à 14 heures. Mais elle partage

Documents sauvegardés

l'appel qui y sera lancé. Et ne verrait pas d'un mauvais œil que le roi Philippe sorte de sa réserve pour proclamer l'urgence climatique ainsi que le demandent les manifestants. « Il est très préoccupé par les questions environnementales. Ce serait merveilleux qu'il prenne position sur le climat : c'est un problème global, humain, urgent. Mais je suis bien consciente de la complexité de notre système. C'est ce qui l'empêchera de parler. »

Documents sauvegardés

LE SOIR

© 2019 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR
Bruxelles, 2019 Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 7 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20191014-SR-3wmh71

Nom de la source	Lundi 14 octobre 2019
Le Soir	
Type de source	Le Soir
Presse • Journaux	• p. GENERALE7
Périodicité	• 695 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique



Enquête sur les violences à l'encontre d'Extinction Rebellion

Michel De Muelenaere

La répression contre le mouvement Extinction Rebellion risque d'avoir abîmé l'image de la police de Bruxelles. Et renforcé celle des activistes. Le bourgmestre Close va les rencontrer.

Michel De Muelenaere Une enquête a été ouverte au sein de la police de Bruxelles sur la manière dont les forces de l'ordre ont fait évacuer la place Royale à Bruxelles que les sympathisants d'Extinction Rebellion ne prétendaient pas quitter, samedi. Alors que la manifestation pour le climat d'un millier de personnes se déroulait sans violence, dans une ambiance positive, la police a donné vers 17 h 25 l'ordre d'évacuer et, devant le refus des manifestants, a fait entrer en action une autopompe, sortant boucliers et chiens, et utilisant matraques et gaz au poivre contre certaines personnes.

Selon les témoignages, l'intervention policière a été très rapide après l'ordre de quitter la place. Elle n'a pas laissé le temps à des personnes âgées et à des enfants de se mettre à l'abri. Certains ont été atteints par les gaz, d'autres arrêtés. Un manifestant menotté a été gazé alors qu'il se trouvait à terre. Au sol, Patrick dit avoir été frappé au ventre et molesté. S'adressant à un gradé pour dénoncer l'utilisation excessive de la force, Olivi-

er de Schutter, professeur à l'université de Louvain, a été gazé au visage. Dans un entretien au *Soir*, peu de temps avant la manifestation, le commissaire Daniel Vancalcke, le « Monsieur Manif » de la police bruxelloise, avait indiqué que « tant qu'il n'y a pas de violence, de danger réel ou d'exagération, on n'utilise ni gaz ni violence ». Le commissaire n'était pas présent à Bruxelles, ce samedi.

« Nous étions prêts à des arrestations, mais on ne s'attendait pas à une telle violence », explique Jean Sobjack, un des représentants d'ER. « Il y a des indications que tout ne s'est pas passé conformément aux règles », reconnaît le porte-parole de la police bruxelloise. « Ce que les images montrent n'est certainement pas ce qui est prescrit. Cela fera l'objet d'une enquête. » 317 personnes ont été arrêtées. Une centaine de manifestants ont reçu une amende. S'il « ne jette pas la pierre » aux policiers, Patrick souligne qu'il a été violenté « avec exagération ». Il a passé la nuit au poste avec d'autres manifestants, « hyperpositifs, totalement non violents ». Et il in-

L'universitaire Olivier de Schutter, quelques secondes à peine avant d'être gazé en plein visage alors qu'il s'adressait pacifiquement à la police.

. D.R.

siste : au-delà des violences, « ce qui est important, c'est notre message sur le climat ».

Dans l'attente de plus amples informations sur le déroulement des opérations, le bourgmestre de la Ville de Bruxelles – dont le conseil communal a récemment déclaré la ville « en état d'urgence climatique » – s'est refusé à tout commentaire. Du côté des autorités, on souligne que la manifestation – non autorisée – a été tolérée pendant quatre heures. Que la circulation de trams et de bus était entravée. Et qu'il avait été demandé plusieurs fois que les militants quittent la zone. Contacté par des représentants d'Extinction Rebellion, Philippe Close (PS) a accepté de les rencontrer.

« Nous voulons créer une communication claire et établir la confiance avec l'autorité, mais notre objectif reste de perturber le trafic ou le système

Documents sauvegardés

économique », rétorque Sobjack. « Si les choses tournent comme cela, les gens vont se radicaliser, analyse un des manifestants », « scandalisé » par les événements. « Ce genre de réponse est la pire manière de s'adresser à ces jeunes qui se mobilisent pour le climat. »

Dès samedi soir, les événements de Bruxelles ont largement été diffusés dans la nébuleuse des activistes climatiques européenne et mondiale. « Nous sommes très déçus et tristes de la manière dont l'action s'est terminée », indique-t-on au sein du mouvement. « Mais elle a montré la capacité des personnes présentes de rester non violentes face aux actions de la police et elle aura fait parler du mouvement. » Pas question de se décourager : « Au contraire, on reviendra plus nombreux, plus déterminés et toujours non violents. »

Documents sauvegardés

LE SOIR

© 2019 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR
Bruxelles, 2019 Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 7 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20191015-SR-3wn93w

Nom de la source	Mardi 15 octobre 2019
Le Soir	
Type de source	Le Soir
Presse • Journaux	• p. GENERALE3
Périodicité	• 372 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



manif « Un échec pour tout le monde, j'assume »

V.La.

V. La.

Ce mardi, Philippe Close recevra les représentants d'Extinction Rebellion. Objectif : « Leur expliquer qu'ils peuvent venir à intervalles réguliers, mais dans un cadre. Et en tout cas pas dans la zone neutre. La désobéissance civile ne peut pas prendre en otage toute une Région ou une ville. Samedi, au bout de quatre heures, ce qu'on leur a demandé, c'est qu'ils libèrent les rails de tram : les lignes 92 et 93 bloquées traversent toute la Région. Avec un préavis. »

Exécuté un peu rapidement et surtout brutalement ? C'est l'avis de nombreux observateurs... et des échevins Ecolo de la Ville de Bruxelles. « Je reste choqué par certaines images », nous confie Benoît Hellings. « Notamment celles qui montrent l'usage de sprays au poivre ou de matraques envers des manifestants qui ne sont absolument pas violents. Or, l'utilisation de ces moyens est précisément définie par une circulaire. Par ailleurs, ces images sont désastreuses pour l'image de la Ville et de la police. »

Philippe Close reconnaît « un échec ». « L'autopompe, les sprays au poivre sont

utilisés quand on doit intervenir pour faire bouger des gens qui refusent d'obéir. Ce n'est pas au bourgmestre, qui n'est pas sur le terrain, de juger. Moi, je vais toujours considérer que, quand on a dû utiliser ces moyens spéciaux, c'est un échec, pour tout le monde. Mon boulot, c'est que ça se reproduise le moins possible. »

Raison pour laquelle un rapport a été demandé au chef du corps de police. Le document est attendu cette semaine encore, il sera alors analysé par Philippe Close, Benoît Hellings et Fabian Mainagin (Défi). « Sur cette base, nous déterminerons ce qu'il y a lieu de faire », conclut l'échevin Ecolo.

Le bourgmestre, de son côté, assume : « La police de Bruxelles fait son boulot, qui n'est pas simple. Il est normal qu'Ecolo m'interpelle. Mais, en matière d'ordre public, le bourgmestre est seul. J'assume absolument tout, je ne me défausserai jamais sur le corps de police. C'est le même boulot qu'un ministre de l'Intérieur. Il est donc normal qu'on m'interpelle, je répondrai. »

Documents sauvegardés

LE SOIR

© 2019 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR
Bruxelles, 2019 Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 7 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.
news:20191022-SR-3wtf66

Nom de la source Mardi 22 octobre 2019
Le Soir
Type de source Le Soir
Presse • Journaux • p. GENERALE9
Périodicité • 640 mots
Quotidien
Couverture géographique Nationale
Provenance Bruxelles, Belgique



Extinction Rebellion : quatre dossiers disciplinaires à la police

Véronique Lamquin

Interpellé par des manifestants et des élus, Philippe Close a livré le rapport de la police : « 2 h 40 de manifestation tolérée, 1 h 40 d'avertissement avant l'intervention. »

Véronique Lamquin

Salle comble, au conseil communal de la Ville, ce lundi. La séance s'est ouverte par une interpellation citoyenne, à plusieurs voix, sur les violences policières. En cause, l'intervention de la police lors d'Extinction Rebellion, le 12 octobre, mais aussi lors d'autres manifestations ou actions. « On a besoin de sécurité, pas de violence », a lancé l'un des interpellants. Au micro se sont relayés des citoyens engagés dans l'accueil des migrants, des jeunes et seniors manifestant pour le climat... A leur suite, les conseillers de la majorité et de l'opposition ont pris la parole. « Des sprays au poivre, c'est ça votre réponse aux jeunes qui manifestent pour le climat ? », a demandé Mathilde El Bakri (PTB). « C'est une catastrophe pour l'image de la Ville », a estimé David Weytsman (MR).

Philippe Close a livré le contenu du rapport du commissaire en chef sur l'intervention policière. « La manifestation n'était pas autorisée. Les premiers manifestants ont été repérés à midi, dans le

parc, sur la place des Palais, que nous avons évacuée à 13 h 45, et place Royale. A trois reprises, entre 14 h et 16 h, des manifestants ont tenté d'entrer dans le jardin du Palais royal ; 147 personnes ont été arrêtées, 17 ont réussi à franchir la clôture. »

Place Royale, la manifestation a été tolérée, explique Philippe Close. « 600 manifestants étaient présents. Deux heures quarante après le début de l'action, la police a pour la première fois demandé de libérer les voies de trams, il était 16 heures. Cette demande a été communiquée à plusieurs reprises, notamment à deux activistes munis d'une chasuble contact police. Et annoncée sur Twitter, reprise sur la page Facebook d'Extinction Rebellion. Mais ils se sont regroupés sur les voies de tram, y ont déposé un bateau et annoncé qu'ils voulaient rester 24 heures. »

Selon Philippe Close, l'officier de police responsable sur le terrain « parle aux petits groupes de manifestants à partir de 17 h 10. En leur demandant de quitter les lieux. Comme de très jeunes enfants avaient été repérés, le commis-

Au total, 317 arrestations administratives ont eu lieu au cours de la manifestation d'Extinction Rebellion du 12 octobre.

. Photonews. PHOTONEWS

taire en charge des dossiers jeunesse et des policiers en civil sont allés demander aux parents de partir. Tout cela est filmé. Ils ont refusé. A 17 h 40, la police est intervenue de manière ralenties, pour laisser aux gens la possibilité de quitter la place vers le Mont des Arts. Devant leur refus d'obtempérer, du spray lacrymogène et l'arroseuse ont été utilisés ». Au total, 317 arrestations administratives ont eu lieu. « Cinq personnes, mineures, ont été relâchées immédiatement. Les autres l'ont été entre 21 h et 3 h du matin. » Par ailleurs, 118 personnes ont été envoyées pour identification au commissariat, 130 sur place. Soit 565 contrôles au total.

Philippe Close a ensuite confirmé que quatre dossiers disciplinaires ont été ouverts à propos des témoignages de violences policières. « Il y a deux plaintes individuelles pour usage de spray lacrymogène qui ne semble pas correspondre à l'utilisation réglementée des moyens

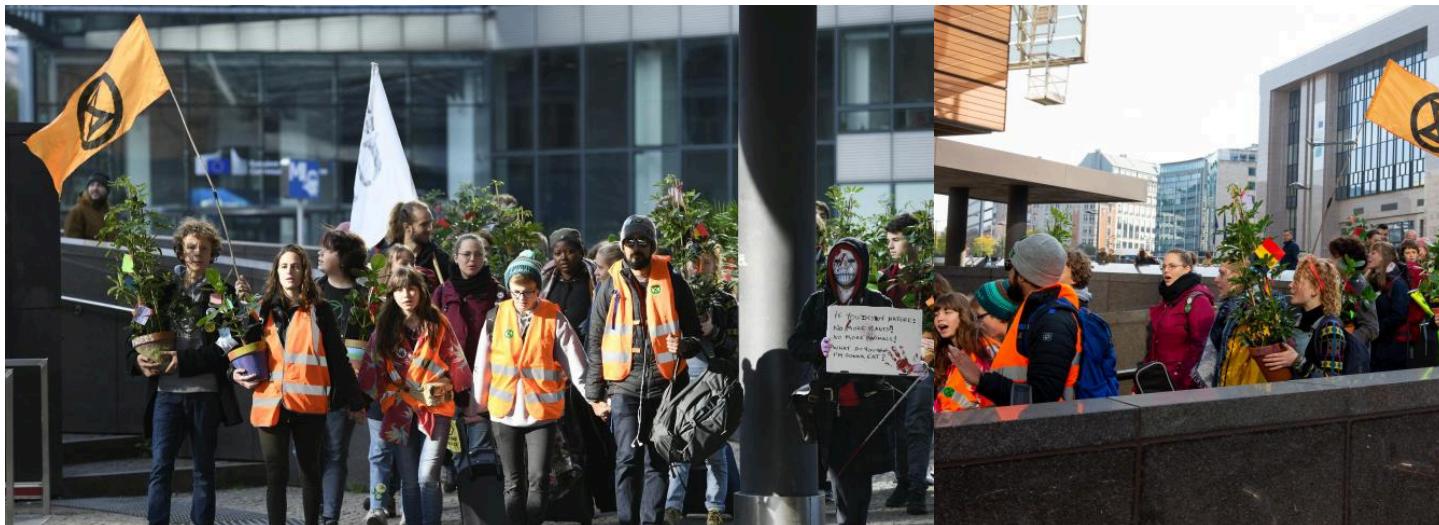
Documents sauvegardés

spéciaux. Une troisième porte sur les témoignages, relayés par la VRT, concernant des incidents au commissariat central. Une quatrième est ouverte sur la base de 33 témoignages anonymes qui m'ont été remis par Extinction Rebellion ; elle fait l'objet d'une enquête interne. » Le bourgmestre n'a pu donner plus de commentaires, pour ne pas entacher la procédure en cours.

De son côté, Benoît Hellings, premier échevin (Ecolo), a insisté : « Les comportements inacceptables doivent être sanctionnés. »

Bruxelles: des militants pro-climat distribuent des plantes vertes aux commissaires européens

L'action a été organisée par Youth for Climate, Fridays for Future et Extinction Rebellion.



Belga

Belga

OO



Par Belga

Publié le 31/10/2019 à 14:15

Temps de lecture: 2 min



Une quarantaine de jeunes rappelant l'urgence écologique et climatique se sont rassemblés jeudi de 12 à 14h devant le Berlaymont à Bruxelles pour distribuer des plantes aux nouveaux commissaires européens.

► [Climat : environ 300 millions de personnes menacées par la montée des océans en 2050](https://www.lesoir.be/257361/article/2019-10-30/climat-environ-300-millions-de-personnes-menacees-par-la-montee-des-oceans-en) (https://www.lesoir.be/257361/article/2019-10-30/climat-environ-300-millions-de-personnes-menacees-par-la-montee-des-oceans-en)



L'action a été organisée par Youth for Climate, Fridays for Future et Extinction Rebellion. Des jeunes avaient fait le déplacement depuis différents pays parmi lesquels les Pays-Bas, le Danemark, l'Allemagne et l'Angleterre.

Ils ont déployé une grande banderole sur laquelle était écrit le message « Vote for my future ». Ils ont lu une lettre ouverte dans laquelle ils ont exprimé leurs espoirs et leurs frustrations après un an de mobilisation pour le climat. Ils ont également chanté la chanson « Imagine » de John Lennon.

Les jeunes ont entre autres offert des plantes aux commissaires européens Maroš Šefčovič, qui s'est vu confier une mission de prospective pour anticiper les développements futurs de la science, de la technologie, de l'économie et de l'environnement, et Frans Timmermans, vice-président exécutif du Green Deal européen.

« Notre avenir, on nous l'a volé », défend Nicolas, 14 ans, membre du mouvement Extinction Rebellion. « On espère que les leaders européens agiront aujourd'hui pour le meilleur. C'est comme pour le Titanic. On a déjà percuté l'iceberg, mais on peut encore sauver les personnes qui sont à bord ».



Extinction Rebellion mène une action silencieuse à la gare d'Anvers (photos)

Présente sur les lieux, la police n'a pas eu à intervenir.



Belga

Belga

○○○



Par Belga

Publié le 11/11/2019 à 14:02

Temps de lecture: 1 min



Une cinquantaine de militants du mouvement Extinction Rebellion ont mené une action silencieuse, lundi midi, dans le hall de la gare d'Anvers-Central afin de dénoncer l'attitude des autorités qui refusent de prendre au sérieux la crise climatique et diffusent, selon eux, de fausses informations.

A 12h05, grimés de noir, ils ont lancé des tracts affirmant qu'« en 7 ans, le nombre d'autos a progressé d'un quart », que « 6,5 millions de tonnes de déchets atterrissent chaque année dans les océans » ou encore que « 11.000 scientifiques prédisent un nombre incalculable de victimes en raison de la crise climatique ».

« Nous voulions remercier les voyageurs qui utilisent les transports en commun et en même temps les mettre en garde contre les autorités qui diffusent des informations erronées sur la crise du climat. Le gouvernement doit dire la vérité: la terre se réchauffe vite et le problème ne fait que s'aggraver », a expliqué An Deleu, l'une des militantes d'Extinction Rebellion.

Présente sur les lieux, la police n'a pas eu à intervenir. L'action n'a duré qu'une vingtaine de minutes. Les militants se sont ensuite dispersés dans le calme.

Bruxelles: une vingtaine d'activistes d'Extinction Rebellion interpellés jeudi soir

Selon la police, ils s'apprêtaient à débuter une campagne d'affichage contre le Black Friday. Les activistes démentent avoir détenu du matériel.



Isopix



Par Belga

Publié le 29/11/2019 à 15:44 | Temps de lecture: 2 min ⓘ

La police de la zone Bruxelles-Capitale/Ixelles a procédé à l'interpellation de 22 activistes d'Extinction Rebellion, jeudi soir, alors qu'ils s'apprêtaient à débuter une campagne d'affichage contre le Black Friday, selon une information de Bruzz confirmée par la zone à l'agence Belga.

Les membres du groupe d'action écologique Extinction Rebellion ont été interpellés jeudi vers 23h dans le centre de Bruxelles, à la suite d'un contrôle.

« Ils étaient en possession de matériel qui laissait penser qu'ils planifiaient quelque chose : des pinceaux, de la peinture en aérosol, de la colle, des affiches et des banderoles dirigées contre Black Friday. Les banderoles et les affiches avaient le logo d'Extinction Rebellion », a déclaré Ilse Van de keere, porte-parole de la zone de police Bruxelles-Capitale/Ixelles. La police a arrêté les activistes, qui ont passé la nuit de jeudi à vendredi derrière les barreaux.

Du côté des activistes, on conteste la version policière. On parle de 21 personnes arrêtées qui n'avaient, dit-on « aucun matériel en leur possession ». La police, « fait de l' intox » selon un porte-parole de XR. Et de se référer à des arrestations « préventives et abusives » opérées en octobre dernier par la police londonienne et pour lesquelles celle-ci avait été critiquée. A l'époque, un réseau de surveillance des activités de la police avait accusé celle-ci de discrimination systématique (<https://netpol.org/wp-content/uploads/2019/11/Restricting-Rebellion-Report-with-Full-Appendices.pdf>), d'usage routinier de la force, d'intimidation et de violence physique à l'égard des manifestants. Début novembre, la cour suprême avait estimé que la police avait illégalement excédé ses pouvoirs en décrétant une interdiction totale de manifester à l'encontre d'Extinction Rebellion.

En Belgique, les relais juridiques d'Extinction Rebellion étudiaient l'éventualité d'une plainte contre la police de Bruxelles.

La manifestation de vendredi interdite

 Article réservé aux abonnés



Par J.BS

Publié le 18/12/2019 à 18:36 | Temps de lecture: 1 min 

Le timing du dépôt de la plainte des militants d'Extinction Rebellion est tout sauf anodin, car ce vendredi une nouvelle manifestation est prévue, sur la Grand-Place. « Une action qui se veut festive et pacifique » assure Pierre, un membre du collectif. À 20h08, les manifestants souhaitent lire une « deuxième explication de la rébellion. » Sauf que Philippe Close l'a rappelé hier, la Grand-Place est une zone neutre, où toute manifestation est interdite. « Il faut que les personnes qui veulent s'y rendre soient mises au courant pour éviter tout malentendu sur le caractère de cette action » rappelle le bourgmestre. En fonction du déroulement de l'action, la mission sera donnée à la police d'agir de manière adaptée. « Il y a de multiples appels au dialogue avec Extinction Rebellion, mais aucune discussion n'est possible, ajoute son attachée Wafaa Hammich. Aucun compromis n'a été trouvé, contrairement aux 1.000 manifestations par an qu'accueille la Ville de Bruxelles. » Du côté d'Extinction on assure avoir voulu rencontrer le bourgmestre, sans réponse de sa part. Reste à voir si le mouvement braverà l'interdiction annoncée ce vendredi soir.

Philippe Close, bourgmestre de Bruxelles, interdit l'action d'Extinction Rebellion sur la Grand-Place

Aucun compromis n'a été trouvé entre la Ville et le groupe de manifestants climatiques.



Philippe Close. - Pierre-Yves Thienpont.



Par Belga

Publié le 18/12/2019 à 15:48 | Temps de lecture: 2 min

La zone de police de Bruxelles-Capitale Ixelles et le groupe d'action radical pour le climat Extinction Rebellion n'ont pas pu trouver de compromis sur la campagne (<https://www.lesoir.be/267337/article/2019-12-16/extinction-rebellion-prevoit-une-manifestation-sur-la-grand-place-close-negocie>)« Extension Rebellion » que les manifestants climatiques veulent mener vendredi. Leur action de désobéissance civile est prévue sur la Grand-Place, mais c'est et reste une zone neutre où la protestation n'est pas autorisée. L'association a annoncé une action de désobéissance civile le 20 décembre sur la Grand-Place de Bruxelles pour fêter sa première année d'existence en Belgique.

Les militants climatiques d'Extinction Rebellion veulent lire à haute voix, à 20h08, après le spectacle son et lumière des Plaisirs d'Hiver, une « deuxième explication de la rébellion ». Lundi, un consensus était recherché au niveau du conseil communal, comme c'est le cas pour les 1.000 demandes de manifestations sur le territoire bruxellois. Mais ce compromis n'a pas été trouvé. « Jusqu'à aujourd'hui, aucune demande de manifestation n'a été soumise par Extinction Rebellion », a déclaré le bourgmestre de Bruxelles Philippe Close (PS).

Selon celui-ci, en fonction du déroulement de l'action, la mission sera donnée à la police d'agir de manière adaptée. La Grand-Place reste interdite à toute manifestation en tant que zone neutre, a-t-il rappelé. « Nous voulons que les personnes qui souhaitent entrer sur la Grand-Place à ce moment-là en soient bien conscientes, afin d'éviter les malentendus », souligne le bourgmestre de Bruxelles.

Extinction Rebellion avait annoncé précédemment qu'une interdiction ne les empêcherait pas de descendre jusqu'à la Grand-Place. Ils appellent leurs partisans à faire de même.

Documents sauvegardés

LE SOIR

© 2019 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR
Bruxelles, 2019 Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 7 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news-20191219-SR-3xw2pa

Nom de la source	Jeudi 19 décembre 2019
Le Soir	
Type de source	Le Soir
Presse • Journaux	• p. GENERALE9
Périodicité	• 574 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Extinction Rebellion en justice contre Bruxelles et la police

Julien Bialas

Fin novembre, 22 activistes d'Extinction Rebellion avaient été interpellés à la veille d'une campagne d'affichage contre le Black Friday. Aujourd'hui, plusieurs d'entre eux déposent plainte suite à cette arrestation qu'ils jugent illégale. Quant à la nouvelle manifestation prévue ce vendredi, Philippe Close l'interdit.

Julien Bialas

Les faits remontent au 28 novembre dernier, veille du Black Friday. À cette date, 22 militants du mouvement Extinction Rebellion sont réunis dans un café associatif du centre de Bruxelles. Et, au moment où les personnes quittent les lieux par petits groupes, la police interpelle tout ce petit monde. « Ils étaient en possession de matériel qui laissait penser qu'ils planifiaient quelque chose : pinceaux, peinture, colle, affiches et banderoles dirigées contre le Black Friday, » déclarait au moment de l'arrestation Ilse Van de Keere, porte-parole de la zone de police Bruxelles-Capitale/Ixelles, qui se refuse à tout nouveau commentaire. « On ne prévoyait aucun affichage illégal. Nous ne connaissons pas les motifs de notre arrestation et nous n'avions pas commis la moindre infraction, se défend Pierre, un des militants. On a tous été très choqués. On a été fouillés, menottés avec des colsons. On a passé la nuit en détention préventive à dormir sur le sol et certains de nos

proches n'ont même pas été prévenus. » Relâchés seulement à l'aube, les militants ont décidé de porter plainte pour cette arrestation qu'ils jugent illégale et abusive.

Aujourd'hui, ils sont donc 12 militants à déposer une plainte au civil devant le tribunal de première instance de Bruxelles. « Cette arrestation n'était pas justifiée, s'insurge leur avocate M e Margaux Nocent. Les libertés fondamentales telles que le droit de liberté ou de réunion ne peuvent être restreintes, sauf par une loi. » Une loi, justement, autorise les fonctionnaires de police à procéder à une arrestation administrative, mais seulement dans un cadre bien défini. Ainsi, en cas d'absolue nécessité, une personne peut être interpellée s'il existe des motifs raisonnables de croire qu'elle se prépare à commettre une infraction qui met gravement en danger la tranquillité et la sécurité publiques, afin de l'empêcher de commettre une telle infraction. Mais pour l'avocate, ces conditions ne sont pas réunies. « L'action policière était disproportionnée. Ils ont arrêté tout le

Le 12 octobre dernier, les militants d'Extinction Rebellion avaient fait l'objet d'une intervention musclée des forces de l'ordre place Royale à Bruxelles.

. Dominique Duchesnes. LESOIR

monde sans distinction. » Si la porte-parole de la police n'a pas souhaité réagir au dépôt de cette plainte, au cabinet du bourgmestre Philippe Close, on assure qu'il s'agissait d'un « contrôle inopiné, durant un week-end spécial, avec énormément de monde dans le centre-ville. Quant à la plainte, tout le monde a le droit d'en déposer une, et nous l'analyserons. »

Une action judiciaire qui est également un signal politique. « On a pris cette arrestation comme une intimidation, souligne Pierre. Mais cela ne va pas nous décourager, on est conscient de ce qui nous attend et, même si les obstacles sont plus importants, on va continuer. » M e Nocent souligne également l'importance et le poids de cette plainte. « Certains pourraient avoir peur de prendre part à ce genre d'actions. C'est pourquoi il est important pour eux de dénoncer les

Documents sauvegardés

abus de pouvoir tout en se protégeant
pour les futures actions. »

Extinction Rebellion annonce une action au Salon de l'auto le 18 janvier

Par son intervention, Extinction Rebellion entend dénoncer le thème choisi pour cette édition du Salon de l'auto, «Mobilité Douce».



Par Belga

Publié le 2/01/2020 à 19:46 | Temps de lecture: 2 min

Le collectif écologiste Extinction Rebellion Belgique invite «tout le monde à participer à l'action 'Salon des Mensonges', le samedi 18 janvier, afin de corriger l'image mensongère que l'industrie automobile donne d'elle-même», annonce-t-il dans un communiqué. Cette action dite «de désobéissance civile» vise à dénoncer «les nombreux mensonges que les fabricants automobile continuent de servir au public afin d'augmenter leur ventes».

«Avec le 'Dieselgate' en 2016 (le scandale de la fraude aux tests anti-pollution, NDLR.), le secteur automobile trahissait déjà la confiance des consommateurs et démontrait son manque total de scrupules. Confrontés à la réalité indiscutable du réchauffement climatique, les fabricants automobiles tentent à présent de se profiler en tant que moteurs d'une mobilité durable, déclare l'organisation.

► **Salon de l'auto: au moins 12 premières mondiales, un record pour Bruxelles** (<https://www.lesoir.be/265505/article/2019-12-07/salon-de-lauto-au-moins-12-premieres-mondiales-un-record-pour-bruxelles>)

L'organisation veut dénoncer un « mensonge »

Par son intervention, Extinction Rebellion entend dénoncer le thème choisi pour cette édition du Salon de l'auto, «Mobilité Douce». Soit, «le nouveau mensonge utilisé par le secteur automobile pour tromper ses clients et préserver un modèle commercial qui demeure une des causes principales de la crise écologique et climatique malgré toutes les nouvelles voitures électriques, hybrides, soi-disant vertes ou zéro-émissions qu'on essaie de nous vendre».

«Le développement technologique et industriel doit être mis au service du bien-être de la planète et de tous ses habitants, non pas au service du profit commercial», conclut Extinction Rebellion, appelant de ses voeux les citoyens à participer à l'action. «Salon du Mensonge» fait partie d'une campagne menée par une large coalition d'organisations de la société civile (#boycottAutosalon).

Extinction Rebellion mène une action spectaculaire au salon de l'auto: 185 militants interpellés (vidéo)

Par ces nombreuses actions, Extinction Rebellion veut dénoncer les « mensonges » de l'industrie automobile.



Photo News



Par Belga

Publié le 18/01/2020 à 20:32 | Temps de lecture: 2 min

La police a interpellé 185 activistes du mouvement Extinction Rebellion samedi au Salon de l'auto à Bruxelles. Les militants ont mené des dizaines d'actions dans différents stands de marques automobiles pour réclamer un « autre modèle de mobilité » face à l'urgence climatique.



Reuters

Malgré l'important dispositif policier déployé au Salon de l'auto, les activistes d'Extinction Rebellion ont attiré tous les regards samedi après-midi. Certains ont grimpé sur une plate-forme de l'entrée principale afin de remplacer la publicité automobile par une bannière d'Extinction Rebellion sur laquelle on pouvait lire : « Stop aux émissions de CO2 ».

D'autres actions ont ensuite été organisées dans les palais de Brussels Expo. Des militants se sont notamment enchaînés au volant des voitures exposées et d'autres ont « tagué » des véhicules. Chez Peugeot, quelques modèles ont été aspergés de faux sang.



AFP

De fausses amendes ont par ailleurs été placées sur les pare-brise des voitures stationnées sur le parking C. Puis, les activistes se sont allongés sur le sol en se faisant passer pour morts.

La police a systématiquement interpellé tous les militants.



Photo News

A travers ses nombreuses actions, qui se sont terminées vers 16h, Extinction Rebellion voulait dénoncer « les mensonges de l'industrie automobile ».



Photo News

Un briefing post-Davos annulé suite au siège de 150 activistes

L'action s'inscrit plus largement dans le cadre de la manifestation nationale de ce mardi 28 janvier.



Belga



Par SACHA VELKENEERS

Publié le 27/01/2020 à 23:22 | Temps de lecture: 2 min ⓘ

Quelque 150 activistes issus de 25 collectifs, dont des Gilets Jaunes et des membres d'Extinction Rebellion, ont décidé de bloquer vers 17h30 l'accès au bâtiment du Cercle de Lorraine à Bruxelles. Ce lundi 27 janvier, à l'intérieur, devait s'y dérouler « Back from Davos », une conférence organisée par European Business Summit. Pour la sixième année consécutive, des dirigeants d'entreprise, des commissaires européens ou encore des ministres étaient invités à un débriefing sur le Forum de Davos organisé du 21 au 24 janvier.

Cependant, tout ne s'est pas déroulé comme l'auraient souhaité ni le Cercle de Lorraine, ni les manifestants. En effet, il était prévu que les activistes rentrent dans la cour afin de s'enchaîner et d'empêcher les invités d'assister à la conférence. La police avait été avertie et s'était positionnée au niveau des grilles.

► [Perturbation de la conférence Back From Davos à Bruxelles : 3 blessés dont 2 policiers \(https://www.lesoir.be/275816/article/2020-01-27/perturbation-de-la-conference-back-davos-bruxelles-3-blesses-dont-2-policiers\)](https://www.lesoir.be/275816/article/2020-01-27/perturbation-de-la-conference-back-davos-bruxelles-3-blesses-dont-2-policiers)

Les manifestants ont donc changé d'approche en créant une chaîne humaine aux deux entrées du bâtiment (Place Poelaert et Rue aux Laines). Les cris « anticapitalisme » et « contre Davos » ont raisonnablement devant les grilles du Cercle, alors que les quelques invités, déjà entrés et curieux de la situation, se pressaient aux fenêtres du bâtiment pour observer. L'objectif était clair pour les activistes : « Il n'y aura pas de conférence ce soir. »

La conférence finalement annulée

Peu après le début du siège, certains manifestants ont été gazés par la police, et un militant blessé a dû faire l'objet de soins médicaux. La situation était tendue, militants comme policiers semblaient préparés au bras de fer. Ce que confirme la porte-parole de l'action : « On restera jusqu'à la fin. Pour nous, ces gens (à la conférence), ce n'est pas la démocratie. Ce sont des personnes qui, parce qu'elles

pèsent un certain nombre de milliards, pensent qu'elles ont le droit de prendre les décisions pour le climat et notre société. On est venu montrer que la démocratie, c'est la rue. »

Une bonne heure après le début de l'action, les invités ont fini par quitter les lieux. Certains ont d'ailleurs eu droit à de la farine en cadeau de départ. L'action s'inscrit plus largement dans le cadre de la manifestation nationale de ce mardi 28 janvier.

Documents sauvegardés

LE SOIR

© 2020 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR
Bruxelles, 2020 Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 7 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20200218-SR-3yxhy

Nom de la source	Mardi 18 février 2020
Le Soir	
Type de source	Le Soir
Presse • Journaux	• p. GENERALE15
Périodicité	• 896 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



Du triomphe des Verts à l'écologie comme religion

Jean-François Kahn Journaliste et essayiste

L'écologisme s'invite partout et se mêle à tous les courants philosophico-politiques de ce XXI^e siècle. Le mouvement vert est-il un dogme ? Il en prend en tout cas certains contours.

Top là !... Les écologistes autrichiens n'ont pas longtemps hésité avant de signer un accord de gouvernement avec la droite très conservatrice autrichienne.

Les « Grünen » allemands s'apprêtent à les imiter.

Trois semaines plus tard, à Paris, l'extrême gauche écolo-anarchisante d'« Extinction-Rebellion » s'attaquait à des succursales bancaires et dégradait, après les avoir envahis, les locaux de la société financière BlackRock.

Entre les deux événements, c'est le centrisme macronien qui décidait de se repeindre en vert. En vert cru.

Il existe également un écologisme d'extrême droite, rappelait opportunément *Le Figaro* : l'immigration désignée comme une pollution. La ruralité opposée à la ville corruptrice, retour à la terre. Le refus de la PMA ou de la GPA assimilé à un refus des OGM. Contre l'atteinte à l'intégrité de la nature, contre cette atteinte à l'intégrité de la culture qu'est le multiculturalisme.

« Tout le monde dehors », déclare Greta Thunberg sur une musique du groupe The 1975, « c'est le temps de la désobéissance civile. Il est temps de se rebeller. »

Mais c'est Margaret Thatcher qui déclarait : « Le cœur de la philosophie conservatrice, c'est la défense de l'environnement. Aucune génération n'a de propriété sur cette terre. »

Ecologie de droite, d'extrême droite, de gauche, d'extrême gauche donc. On ne saurait plus spectaculairement illustrer une prise d'hégémonie.

Le socialisme aussi, quand il fut au zénith, emprunta quatre directions : socialisme réel (communisme), socialisme démocratique, social-anarchisme, national-socialisme. Et même socialisme libéral.

La diversification des occurrences, c'est le signe du triomphe.

Que fut le christianisme ? Une « extinction-rebellion » à l'origine. Un égalitarisme radical. Plutôt le martyre que l'acceptation du pouvoir impérial. Puis l'empereur devint chrétien. Il christian-

isa l'empire. Le christianisme devenu idéologie officielle généra ses deux excroissances sur sa gauche et sur sa droite : les anabaptistes du révolutionnaire Thomas Müntzer ; les inquisiteurs fanatisés de saint Dominique.

Ici et là, au nom de la nécessaire régénérescence. De la rédemption de la planète. « Agnus Dei, qui tollis peccata mundi. » Il était temps de racheter les péchés du monde. D'en consumer les horreurs sur les bûchers de ses vanités. Sans quoi l'apocalypse, le grand embrasement purificateur.

« Je veux que vous paniquez. Que chaque jour vous ayez peur comme moi. Je veux que vous agissiez comme si votre maison était en feu. Parce qu'elle l'est. » Qui lançait ce cri d'alarme ? Ce n'était pas le prophète Jérémie. Ce n'était pas Savonarole entouré d'enfants purs tout de blanc vêtus. C'est Greta Thunberg.

L'écologisme triomphant comme nouveau christianisme triomphant ?

Il a son credo. Ses dogmes. Ses pères de l'Eglise. Ses prophètes. Ses grands

Documents sauvegardés

prêtres. Ses curies d'experts, le Giec. Ses synodes œcuméniques (les COP). Ses croisades des enfants. Ses processions. Ses étendards. Ses grands-messes. Il en appelle aux contritions. Inspire des mea-culpa. Fustige les pécheurs, stigmatise l'esprit de lucre et la goinfrierie consommatrice, appelle au repentir, à l'abstinence, au carême, à faire maigre, à changer notre façon de vivre au risque de l'apocalypse là encore, il a son clergé, son catéchisme, ses inquisiteurs, ses millénaristes, ses intégristes, ses cathares, ses orthodoxes, ses exaltés à la Tertullien ou à la Yves Cochet : « Credo quia absurdum. » Il ne recule ni devant l'excommunication ni devant l'anathème visant les mécréants et les hérétiques. Il divise l'univers en bons et en méchants, en anges et en démons, en forces du bien et forces du mal. Comme les chrétiens multipliaient les Saints-Sacrements, les Saints-Sépulcres, les saints chrêmes dans la sainte ampoule, le saint-frusquin, l'écologisme sacrifie les mots en les faisant précéder du préfixe *bio* ou *éco*. Biodiversité. Ecodéveloppement. Et déjà, c'est fatal, il a ses tartuffes et ses cardinaux athées.

Le socialisme et le libéralisme, le républicanisme et le laïcisme aussi sont devenus des religions : ce qui a débouché sur le goulag, l'horreur néolibérale, la terreur robespierriste et les persécutions anticléricales. Puis sur les réactions que ces dérives ont suscitées.

Là est le danger. On milite, et on a raison, en faveur d'une atmosphère décarbonée. D'une mer dépolluée. A partir de quoi on élargit le front des « sans » : sans voiture, sans nucléaire, sans pétrole, sans béton. On n'a pas tort. Puis on élargit encore : steak sans viande, bière sans alcool, café sans caféine (et, pour d'autres raisons, pâté sans porc), espace

sans cigarette et cigarettes sans tabac.

C'est le propre des avant-gardes que d'épurer. Régis Debray le rappelle dans un stimulant petit « Tracts » : musique sans mélodie, poésie sans rimes, roman sans récit, peinture sans figuration, reproduction sans le sexe, le mot sans la chose. Mais aussi l'eurocéisme sans frontière, le mondialisme sans identité, le numérique sans altérité, le libéralisme sans concurrence, le socialisme sans le peuple.

Et qu'a-t-on récolté ? Le retour en force des nationalismes, des populismes, des identitarismes, des racialismes, du roman-feuilleton à l'ancienne, de la musique de papa, de la chanson remplaçant la poésie, de l'hyperméalisme en peinture, du libéralisme à la Trump et du socialisme à la chinoise. La mécréance a du bon.

Extinction Rebellion produit une vidéo d'un discours fictif de Wilmès pour relancer leurs actions

Dans une vidéo manipulée et trafiquée mis en ligne ce mardi, Extinction Rébellion fait croire que la Première Ministre reconnaît « que la pandémie actuelle et la crise climatique et écologique ont des origines communes ».



Capture



Par Belga

Publié le 14/04/2020 à 10:53 | Temps de lecture: 2 min

Extinction Rebellion Belgique lance une nouvelle série d'actions « visant à sortir véritablement de cette crise de manière équitable », a fait savoir mardi le groupement d'activistes par communiqué. Il commence par la mise en ligne d'une vidéo manipulée d'un discours fictif de la Première ministre Sophie Wilmès.

« La pandémie actuelle de Covid-19 plonge ses racines dans la destruction écologique mondiale et ce sont les plus vulnérables dans nos sociétés qui sont le plus durement frappées », explique d'emblée le collectif écologiste non-violent.

Dans le discours fictif mis en ligne ce mardi, Extinction Rébellion a manipulé une vidéo laissant croire que la Première ministre assure « que la pandémie actuelle et la crise climatique et écologique ont des origines communes et nécessitent des solutions intégrées et justes ».

Le groupement souhaite ainsi taper sur le clou et rappeler aux autorités qu'ils attendent la vérité « sur l'état d'urgence climatique et écologique dans lequel nous nous trouvons ».

Le discours a en outre été envoyé à Sophie Wilmès et les ministres-présidents des trois Régions.

Les autres actions de XR auront lieu numériquement dans les jours et semaines à venir. « Elles seront ensuite prolongées dans les rues, tout en respectant les consignes en matière de santé publique », souligne le groupement.

Extinction Rebellion tague les rues de Namur (vidéo)

Les activistes dénoncent le consumérisme.



Par Belge

Publié le 12/05/2020 à 10:59 | Temps de lecture: 1 min

De nombreux tags contre le consumérisme émaillaient les rues de Namur lundi, alors que les commerces rouvraient peu à peu leur volet après près de deux mois de confinement. Ils ont été réalisés par des militants locaux du mouvement écologiste radical Extinction Rebellion, qui a mené des actions semblables dans d'autres villes.

« Refusons le retour à la normale » ; « le vrai virus c'est le capitalisme, le seul remède la décroissance » ; « moins de biens, plus de liens » clamaient les slogans dispersés sur les trottoirs des artères commerciales namuroises.

La branche namuroise d'Extinction Rebellion mène des actions depuis près d'un an à l'échelon local. « Si on ne change rien, d'autres pandémies vont suivre », ont expliqué ses membres sur sa page Facebook.

En juillet 2019, les activistes avaient notamment déversé du faux sang sur certains magasins pour symboliser la traite des enfants. Ils s'en sont également pris à des élus locaux.

Extinction Rebellion mène une action contre la 5G à Molenbeek (photos)

Les militants pour le climat et l'environnement estiment que la technologie 5G conduira à une catastrophe écologique.



Reuters



Reuters

○○○



Par Belga

Publié le 5/06/2020 à 17:51 | Temps de lecture: 2 min ⏲

5 G ou la vie ? Laissons la population choisir ». Des activistes du collectif écologiste Extinction Rebellion (XR) ont recouvert, vendredi, un grand panneau publicitaire situé à Molenbeek-Saint-Jean de leur propre revendication anti-5G.

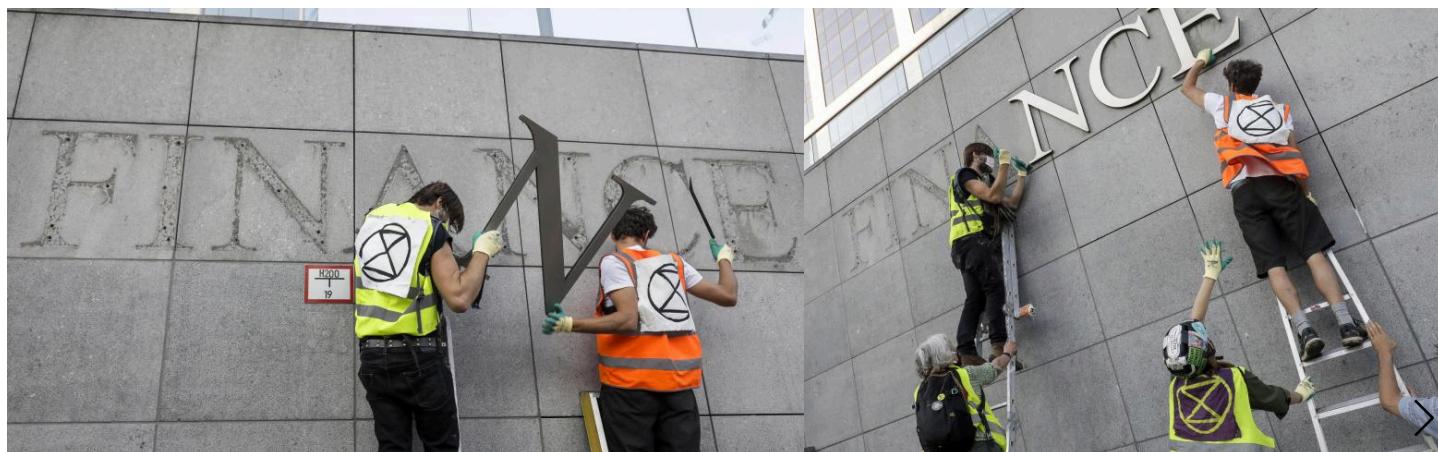
XR s'oppose, par cette action de désobéissance civile, au déploiement de la 5G en Belgique. Le collectif écologiste non-violent estime que la technologie mènera à une catastrophe écologique. Outre une explosion du trafic de données, les activistes craignent que l'arrivée de la 5G n'augmente considérablement la production d'équipements intelligents. Les matières premières seront, par conséquent, encore plus rapidement épuisées, tandis que la mise en décharge ne fera qu'augmenter.

Le collectif estime par ailleurs que le lancement de la 5G s'est fait de manière antidémocratique et sans aucune prise en compte de l'opinion publique. C'est ce que dénonce notamment l'affiche mesurant plusieurs mètres de largeur et placée sur un panneau publicitaire.

« Nous désapprouvons également les conflits d'intérêts : l'État belge est actionnaire à 53,5 % de Proximus, qui a fait de la 5G une de ses priorités absolues. Comment l'État peut-il objectivement exprimer son opinion sur l'utilité de la 5G ? Il est donc essentiel que les citoyens soient consultés sur la décision de déployer ou non la 5G », souligne Lylou, activiste au sein du mouvement.

Extinction Rebellion décroche les lettres en métal de la Tour des Finances à Bruxelles (vidéo et photos)

Le groupe précise que les lettres seront rendues au premier ministre du prochain gouvernement fédéral.



La Tour des Finances - Belga

Belga



Par P. LA.

Publié le 25/06/2020 à 08:04 | Temps de lecture: 2 min ⓘ

Tôt ce jeudi matin, un petit groupe de rebelles d'Extinction Rebellion Belgique a retiré les lettres en métal « FINANCE » du mur à l'entrée de la Tour des Finances dans le cadre de la campagne d'actions « Notre Avenir, Nos Choix ».

« L'action a été menée sans causer de dommages au mur ou aux lettres en métal. Extinction Rebellion Belgique précise qu'il s'agit d'un emprunt et que les lettres seront rendues au premier ministre du prochain gouvernement fédéral, une fois que celui-ci aura été formé afin qu'elles puissent être mises dans un musée », signale Extinction Rebellion Belgique dans un communiqué.

« Ce lieu abrite des compétences essentielles telles que l'immigration et la santé sous la coupelle de la « Finance », ce qui offre un symbole parlant des priorités qui de toute évidence guident nos gouvernements. Nous souhaitons que nos gouvernements se concentrent sur la construction d'une société plus résiliente afin que nous puissions faire face aux crises futures. », explique Pauline, porte-parole d'Extinction Rebellion Belgique.

Extinction Rebellion a décidé de rebaptiser la Tour « Resilience Tower », « afin de montrer quel devrait être le principe directeur d'une société soucieuse de garantir les conditions d'une vie digne pour tou.te.s en Belgique et dans le monde ; maintenant, tout comme pour les générations futures ».

Extinction Rebellion manifeste en plein centre de Bruxelles (photos)

Les activistes veulent répéter leur protestation à 16 heures dans la rue Neuve et à 17 heures devant la tour des Finances



OOOOO



Par Belga

Publié le 27/06/2020 à 15:58 | Temps de lecture: 2 min



Des dizaines de membres d'Extinction Rebellion ont organisé une action de protestation devant la Bourse de Bruxelles, ce samedi à 15 heures. Avec des masques et à une distance considérable les uns des autres, ils sont restés immobiles pendant environ cinq minutes pendant qu'un discours était tenu depuis un bâtiment de la place.

Les militants ont brandi des pancartes écrites en rouge avec ce qu'ils voulaient voir disparaître et en vert avec ce qu'ils voulaient garder et chérir. La police de Bruxelles était présente en grand nombre dans les rues secondaires mais n'est pas intervenue pendant l'action.

Tournant de l'histoire

« Nous sommes à un tournant de l'histoire », a déclaré Pauline, porte-parole des militants. « Nous sortons d'une crise sanitaire majeure et c'est le moment idéal pour s'arrêter et se demander où nous voulons aller avec notre monde. Nous devons faire une pause et réfléchir à nos besoins réels pour l'avenir. Voulons-nous revenir à un système basé sur les combustibles fossiles, l'agriculture industrielle, l'exploitation humaine et le racisme structurel ? Ou bien voulons-nous œuvrer pour une société résiliente qui reconnaît l'urgence des différentes crises qui nous attendent ? »

« En ce moment, les différents gouvernements de notre pays prennent des décisions importantes qui déterminent l'avenir de notre société et de notre monde », poursuit le porte-parole. « Par notre action, nous voulons reconquérir l'espace public afin que les citoyens puissent à nouveau faire entendre leur voix et faire valoir leurs exigences d'un avenir résilient auprès de ceux qui sont au pouvoir ».

D'autres manifestations prévues

Les activistes veulent répéter leur protestation à 16 heures dans la rue Neuve et à 17 heures devant la tour des Finances. En début de semaine, ils ont retiré les lettres métalliques « Finance » de cette tour et à 17 heures, ils veulent la rebaptiser Resilience Tower.

« Nous voulons que nos gouvernements se concentrent sur la construction d'une société résistante et mieux préparée aux crises qui nous attendent », semble-t-il.

Manifestation d'Extinction Rebellion: une soixantaine d'activistes arrêtés

Les activistes avaient mené trois actions dans l'après-midi, qui s'étaient déroulées sans incidents.



Photo News

OO



Par Belga

Publié le 27/06/2020 à 20:27 | Temps de lecture: 2 min ⏲

Environ soixante personnes ont fait l'objet d'une arrestation administrative, samedi, après l'action du mouvement Extinction Rebellion, qui s'était pourtant déroulée dans le calme au centre de Bruxelles. Les manifestants souhaitaient prendre la direction de la rue de la Loi – après avoir mené des actions à la place de la Bourse, à la rue Neuve et à la Tour des Finances – mais ont été retenus par la police, qui a fini par leur proposer de choisir entre quitter les lieux ou se faire arrêter.

Les activistes avaient mené trois actions dans l'après-midi, qui s'étaient déroulées sans incidents. La manifestation devait se terminer au pied de la Tour des Finances, dont les lettres composant le mot 'Finance', sur la devanture, avaient été retirées plus tôt dans la semaine dans le but de les remplacer par le mot 'Resilience' samedi.

La police n'a cependant pas autorisé l'apposition de nouvelles lettres sur la façade du bâtiment et a empêché les manifestants de se rendre ensuite à la rue de la Loi.

Quelques dizaines d'activistes retenus par les forces de l'ordre sur le boulevard Pacheco ont fini par devoir décliner leur identité et laisser leur matériel de protestation, puis partir. Une majorité de manifestants s'est pliée aux injonctions de la police.

Ceux qui ont refusé de partir – environ soixante personnes – ont été appréhendés. Ils pourront retrouver la liberté dans le courant de la soirée.

Manifestation Extinction Rebellion: la police retient les activistes sur le boulevard Pacheco

Les organisateurs de la manifestation tentent maintenant de négocier avec la police.



Belga

 Par Belga

Publié le 27/06/2020 à 18:01 | Temps de lecture: 2 min

La manifestation du mouvement Extinction Rebellion qui s'était déroulée jusqu'à présent dans le calme dans le centre de Bruxelles a désormais pris une autre tournure samedi en fin d'après-midi quand les activistes ont décidé de prendre la direction de la rue de la Loi après avoir rebaptisé la Tour des Finances en Resilience Tower.

Les forces de l'ordre retiennent ainsi quelques dizaines d'activistes et de journalistes sur le boulevard Pacheco. Les organisateurs de la manifestation tentent maintenant de négocier avec la police.

Manifestation figée

Quelques dizaines de membres du mouvement Extinction Rebellion, munis de masques buccaux et à distance les uns des autres, se sont figés pendant cinq minutes, samedi, sur la place de la Bourse dans le centre de Bruxelles. Les activistes tenaient également des pancartes où était inscrit en rouge ce qu'ils souhaitent voir disparaître et en vert ce qu'ils désirent conserver et protéger.

« Nous sommes à un tournant de l'histoire », a déclaré Pauline, porte-parole du mouvement. « Nous sortons d'une crise sanitaire majeure et c'est le moment idéal pour nous arrêter et nous demander ce que nous voulons faire de notre monde. Nous devons faire une pause et réfléchir à nos besoins réels pour l'avenir. Voulons-nous revenir à un système basé sur les énergies fossiles, l'agriculture industrielle, l'exploitation humaine et le racisme structurel ? Ou voulons-nous œuvrer pour une société résiliente qui reconnaît l'urgence des différentes crises qui nous attendent ? »

Facebook supprime la page d'Extinction Rebellion Belgique pour «discours haineux»

Le motif invoqué par le réseau social aurait trait à un événement créé par le mouvement sur Facebook, dans le cadre de la marche pour les droits des femmes à Bruxelles le 8 mars dernier.



Photo News



Par Belga

Publié le 7/09/2020 à 19:30 | Temps de lecture: 2 min ⏲

Facebook a supprimé la page d'Extinction Rebellion Belgique pour non-respect des « standards de la communauté », a indiqué lundi le mouvement dans un communiqué. Ayant constaté la suppression vendredi dernier, l'équipe de communication n'aurait reçu ni préavis ni notification.

Le motif invoqué par le réseau social aurait trait à un événement créé par le mouvement sur Facebook, dans le cadre de la marche pour les droits des femmes à Bruxelles le 8 mars dernier. Cet événement aurait apparemment été considéré comme contenant un « discours haineux ».

« Nous ignorons pourquoi cet événement a été signalé comme discours haineux, le contenu incriminé ne nous a pas été communiqué », a déclaré une porte-parole du mouvement belge, citée dans le communiqué. L'équipe de communication aurait contacté le service d'assistance de Facebook « afin de débloquer la situation », mais les évaluateurs disponibles donnent la priorité aux cas urgents, a déclaré celui-ci.

« Nous respectons les règles de Facebook, et jamais nous n'avons publié ni ne publierons de contenu incitant à la haine, de discours raciste ou sexiste, et nous ne diffuserons jamais volontairement de fausses informations », a affirmé une porte-parole.

« Extinction Rebellion Belgique appelle Facebook à rétablir la page, à expliquer les raisons de ce blocage et à ne pas censurer les mouvements populaires pacifiques », conclut le mouvement écologiste.

Extinction Rebellion tague des murs du palais royal et des parlements (photos)

Les graffitis ont depuis été supprimés.



Par Belga

Publié le 20/09/2020 à 22:12 | Temps de lecture: 1 min

Des militants du mouvement pour le climat Extinction Rebellion ont couvert les murs du palais royal de Bruxelles de graffitis dans la nuit de samedi à dimanche et ont également laissé des tags à la craie sur les parlements. Avec cette nouvelle action de désobéissance civile, ils veulent faire comprendre aux responsables politiques que l'effondrement écologique doit être abordé dans le prochain accord de gouvernement.

Les militants d'Extinction Rebellion espèrent des actions claires apportant des solutions dans la lutte contre le changement climatique. C'est l'idée de l'inscription «Et quel est ton plan?» qu'ils ont laissée sur les murs du Palais Royal, avec leur logo. Les graffitis ont depuis été supprimés et la police a rédigé un procès-verbal qui sera transmis au parquet de Bruxelles.

Le bourgmestre de Bruxelles Philippe Close a exprimé ses réserves sur l'action des militants pour le climat sur Twitter. «Dommage de voir Extinction Rebellion une fois de plus cibler le palais royal et notre patrimoine. Je ne suis pas sûr que cela aidera la question climatique», écrit M. Close.

Négociations fédérales: trois activistes d'Extinction Rebellion arrêtés devant le palais d'Egmont

Lieu de l'actuelle négociation fédérale, le palais d'Egmont a été visé par des militants du mouvement Extinction Rebellion qui souhaitaient déployer une banderole.



Le palais d'Egmont - Dominique Rodenbach



Par Belga

Publié le 24/09/2020 à 20:08 | Temps de lecture: 2 min

La police a arrêté administrativement trois activistes du mouvement Extinction Rebellion (XR) jeudi entre 18h00 et 19h00, devant le palais d'Egmont, lieu des négociations pour la formation du gouvernement fédéral, a indiqué en fin de journée la porte-parole de la police de Bruxelles-Ixelles Ilse Van de keere.

« Quel est votre plan ? »

Les militants ont déployé une banderole portant le message « Quel est votre plan ? » avant de se faire rapidement arrêter. Ils n'étaient pas cette fois dans la zone neutre, un périmètre dans lequel les manifestations sont strictement interdites, qui s'étend du palais royal au parlement fédéral et au cabinet de la Première ministre. Les policiers n'ont cependant pas toléré l'action, au motif qu'elle n'avait pas obtenu une autorisation préalable.

« Un système économique toujours en croissance »

Les militants demandent à faire passer la crise climatique avant les mésententes politiques, qui freinent la constitution d'un gouvernement fédéral. « En tant que citoyens, nous ne pouvons rester les bras croisés pendant que nos politiciens gaspillent du temps à choisir avec qui collaborer ou non, alors que la biodiversité disparaît à un rythme sans précédent à cause d'un système économique toujours en croissance », souligne l'organisation.

Lundi en fin de journée, la police avait arrêté devant le palais royal, en marge d'une réunion du Roi avec les préformateurs du gouvernement fédéral, 13 activistes de Youth For Climate et de l'ONG Greenpeace, puis trois militants de XR. Mardi, ce sont cinq activistes de XR qui se sont faits arrêter devant le 10, rue de la Loi. Il y avait encore eu huit arrestations administratives devant le palais royal mercredi vers 18h30.

Magnette et De Croo reçus par le Roi: plusieurs activistes arrêtés devant le Palais Royal (photos)

Plusieurs militants pour le climat ont été arrêtés devant le Palais Royal alors que les co-formateurs Paul Magnette et Alexander De Croo s'y rendaient en audience pour faire rapport au Roi.



EPA et Photo News



EPA et Photo News

oooo



Par Belga

Publié le 28/09/2020 à 19:11 | Temps de lecture: 2 min

La police a de nouveau arrêté administrativement lundi vers 18h00, devant le palais royal, 7 activistes du mouvement Extinction Rebellion (XR), a annoncé en fin de journée la porte-parole de la police de Bruxelles-Ixelles Ilse Van de keere. Le mouvement cherche à attirer l'attention des préformateurs du gouvernement et du Roi sur la situation écologique et climatique. Après une semaine de mobilisation, aucune violence policière n'a été dénoncée, a indiqué un porte-parole du mouvement.

Lundi soir, ce sont 5 femmes qui portaient la banderole sur laquelle est inscrit le message «Quel est votre plan ?».

Extinction Rebellion a engagé depuis lundi dernier un «marathon d'actions quotidiennes» pour faire pression sur les négociations en cours et faire de la question climatique une priorité de la coalition Vivaldi.

En plus de celles de lundi, le mouvement comptabilise 36 arrestations administratives devant le palais d'Egmont, devant le palais royal ou rue de la Loi, tous les soirs de la semaine dernière, à l'exception du dimanche soir. Lundi passé, treize activistes de Youth For Climate et de l'ONG Greenpeace avaient également été arrêtés au cours d'une action pour réclamer une politique climatique ambitieuse au sein du prochain gouvernement.

Manifestation à Bruxelles contre le déploiement du réseau 5G

Selon les manifestants, le déploiement de la 5G provoquera une pollution électromagnétique importante, en plus de celle de ces 25 dernières années, soit le résultat de ce qu'ils appellent l'explosion des technologies sans fil.



Belga

Belga



S | Par Belga

Publié le 20/03/2021 à 20:49 | Temps de lecture: 2 min ⏲

Environ 70 personnes ont manifesté samedi après-midi à la Gare centrale de Bruxelles contre le déploiement du réseau 5G en Belgique, dans le cadre d'une journée d'actions internationale défendant la même position. Selon la police de Bruxelles capitale-Ixelles, le rassemblement s'est déroulé sans incident.

Samedi matin, des militants d'Extinction Rebellion avaient déjà bloqué le magasin Proximus au pied de la Tour Proximus, avenue Albert II à Bruxelles, pour protester contre la technologie.

Selon les manifestants de la Gare centrale, le déploiement de la 5G provoquera une pollution électromagnétique importante, en plus de celle de ces 25 dernières années, soit le résultat de ce qu'ils appellent l'explosion des technologies sans fil.

« L'exposition permanente à des valeurs de rayonnement qui sont même bien en deçà des normes légales actuelles conduira à des effets biologiques qui ont de graves conséquences sur la santé, en particulier chez les enfants et les embryons qui sont plus sensibles », ont noté les manifestants. « Nous parlons de lésions cellulaires ADN, de stress cellulaire, de changements dans le matériel génétique, de cancers, de problèmes cardiaques et de troubles neurologiques, y compris la dépression et l'autisme. »

En outre, « l'énergie nécessaire pour connecter les antennes et les appareils intelligents augmentera à elle seule la consommation d'électricité de plus de 2 % dans les pays européens », dénoncent-ils, soulignant encore les effets néfastes sur l'environnement de l'extraction de minéraux rares pour les appareils 5G et leur raffinage.

Extinction Rebellion gagne un procès contre la police bruxelloise

La zone de police Bruxelles Capitale-Ixelles a commis une faute en arrêtant les militants écologistes juste avant une action contre le Black Friday, en 2019. Les conditions de la détention sont aussi condamnées.



Hatim Kaghat / Belga.



Chef adjoint du pôle Enquêtes
Par [Louis Colart](#) (/979/dpi-authors/louis-colart) et L.Co.

Publié le 7/07/2021 à 18:38 | Temps de lecture: 2 min ⓘ

Le 28 novembre 2019, veille du Black Friday, un groupe de militants d'Extinction Rebellion se réunit dans un café du centre de Bruxelles. Objet de la rencontre : planifier une action le lendemain contre la nouvelle grand-messe des soldes. L'idée est de coller des affiches sur les magasins de la rue Neuve. Vers 22 heures, lorsqu'ils sortent du café, certains avec les affiches à coller dans leurs sacs, la police locale leur tombe sur le râble ; 22 personnes sont privées de liberté administrativement. Menottes, fourgon et fouille à nu. Les militants ne sont relâchés qu'au petit matin, après la nuit passée en cellule. Oubliez l'action contre « la société de consommation » : il est trop tard.

Douze des 22 personnes arrêtées ce jour-là ont décidé d'attaquer au civil la zone de police Bruxelles Capitale-Ixelles. Le tribunal de première instance vient de rendre son jugement, qui donne raison aux militants sur toute la ligne. La justice y voit une arrestation arbitraire : « Ni le risque d'une atteinte grave à l'ordre public, ni l'absolue nécessité de cette arrestation » ne sont démontrés, explique le tribunal. Au surplus, l'usage de menottes et la fouille à nu n'étaient pas davantage justifiés, selon le jugement. Le droit pour les personnes arrêtées de contacter une personne de confiance n'a pas été assuré. La zone de police est condamnée à indemniser les victimes à hauteur de 250 euros par personne. En revanche, les poursuites intentées contre le bourgmestre de Bruxelles, Philippe Close (PS), en tant que responsable administratif de la police, sont jugées non fondées.

« Je suis super contente de ce jugement », déclare l'avocate des douze activistes d'Extinction Rebellion, Me Margaux Nocent. « Nous sommes allés au civil pour prouver que des fautes avaient été commises et que ces fautes ont causé un dommage. Lorsque j'ai pris ce dossier, j'ai trouvé des personnes complètement choquées et qui avaient peur de mener d'autres actions. » Contactés par téléphone pour une éventuelle réaction, ni le cabinet d'avocats défendant la zone de police, ni la zone elle-même, n'étaient disponibles.

Extinction Rébellion: 238 arrestations administratives après une action rue de la Loi à Bruxelles

L'action, non autorisée, visait à dénoncer le manque de courage des autorités politiques pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique.



OO



Par la rédaction

Publié le 6/11/2021 à 18:14 | Temps de lecture: 3 min

Ce sont au total 238 personnes, selon la zone de police Bruxelles-Capitale/Ixelles, qui ont fait l'objet d'une arrestation administrative, samedi après-midi, rue de la Loi à Bruxelles, à la suite d'une action non autorisée du mouvement militant écologiste Extinction Rebellion.

Extinction Rebellion avait appelé à une occupation de la rue de la Loi, samedi vers 12h00, dans le cadre d'une action nommée «Time4rage». Via celle-ci, les militants ont dénoncé une réponse politique qu'ils estiment «désastreuse» face à la crise écologique. «Par cette action de désobéissance civile non violente, le mouvement a voulu exprimer sa colère après des années de protestations, de grèves des élèves, et de pétitions. Nos politiciens ne restent pas inactifs, ils aggravent le problème en soutenant des industries nuisibles», a encore déclaré le mouvement samedi soir.

Mobilisation policière

Un important contingent de policiers avait été mobilisé sur place dès la matinée. Des combis de police ont bloqué un large tronçon de la rue de la Loi, au-delà de la zone neutre. «Nous avons eu contact avec l'organisation et avons proposé de tenir une action statique, mais cela a été refusé», a expliqué la zone de police Bruxelles-Capitale/Ixelles. «Comme une partie de la rue de la Loi se trouve dans la zone neutre, les accès ont été contrôlés. Plusieurs véhicules ont été fouillés avec pour but d'interroger et d'identifier les personnes en possession d'objets pouvant servir au blocage.»

Des policiers, dont certains accompagnés de chiens, appuyés par un hélicoptère qui survolait la zone, ont procédé à l'arrestation administrative des militants, qui s'étaient couchés sur la route. Tous ont été arrêtés, selon la police, puis libérés quelques heures plus tard. Ils étaient au total 238.

Les manifestants ont voulu marquer leur mécontentement face à ce qu'ils estiment être un manque de courage des responsables politiques pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique, alors que se tient en ce moment la COP26 à Glasgow. «De plus en plus d'hommes politiques internationaux donnent l'impression de reconnaître l'urgence de la situation lorsqu'on les entend parler aujourd'hui. Pourtant, il existe un fossé énorme entre leurs paroles et leurs actes. Trop souvent, ils font le contraire de ce qu'ils devraient faire pour que notre planète reste habitable», a déclaré Xavier De Wannemaeker, porte-parole d'Extinction Rebellion. Le groupe cite notamment «les usines à gaz subventionnées de Tinne Van der Straeten», «l'extension de

Extinction Rébellion: 238 arrestations administratives après une action rue de la Loi à Bruxelles - Le Soir

l'aéroport de Liège pour le géant du commerce électronique Alibaba» ou encore «le pipeline reliant la Ruhr au port d'Anvers pour lequel des réserves naturelles doivent être sacrifiées».

> **Les photos de l'action**

Photos Belga





Extinction Rebellion mène une action devant le Burger King de Louvain-la-Neuve



Par Belga

Publié le 4/12/2021 à 14:23 | Temps de lecture: 2 min

Une quinzaine de membres du collectif «Animal» d'Extinction Rebellion mènent samedi une action devant l'enseigne Burger King, située place de l'Accueil à Louvain-la-Neuve. Ils ne bloquent pas l'accès au fast-food, où la clientèle est d'ailleurs nombreuse, mais ont reconstitué une «scène d'écocide» sur place et ont déployé des banderoles où l'enseigne est rebaptisée Murder King. Extinction Rebellion demande le passage à un système d'agriculture végétale respectueux de l'environnement et des animaux.

Des participants déguisés ont mis en scène une vache morte et une autre qui porte le deuil de sa congénère. Certains activistes se sont installés en terrasse pour manger un repas végétalien. Des tracts «Welcome to Murder King» ont été distribués, clamant que l'élevage intensif est un crime d'écocide, entraînant la mise à mort de plusieurs milliards d'animaux par an, la déforestation, des émissions de gaz à effet de serre et la dégradation des espaces aquatiques.

«La source majeure d'approvisionnement des multinationales du fast-food est l'élevage industriel. Nous demandons que Burger King prenne ses responsabilités et effectue une transition radicale vers une alimentation végétale sans souffrance animale, une agriculture régénérante et résiliente, et un business model respectueux des travailleurs et de l'environnement», plaignent les organisateurs de l'action.

L'action menée par Extinction Rebellion à Louvain-la-Neuve s'inscrit dans une campagne plus globale, qui a déjà vu des protestations semblables menées devant des implantations de McDonald à Bruxelles, à Bruges ou encore à Mons.

Extinction Rebellion: des militants bloquent l'accès au terminal charbonnier de Gand

Les militants protestent contre l'utilisation des combustibles fossiles, dont ils dénoncent la provenance russe.



Belga.

>

OO



Par Belga

Publié le 1/04/2022 à 10:44 | Temps de lecture: 2 min ⏲

Une vingtaine de militants d'Extinction Rebellion bloquent vendredi l'entrée d'un terminal charbonnier dans le port de Gand. Ils protestent contre l'utilisation de combustibles fossiles qui, selon les eux, proviennent souvent de Russie. Un barrage routier a été mis en place et six « rebelles rouges » ont créé une scène théâtrale pour renforcer l'impact visuel de l'action.

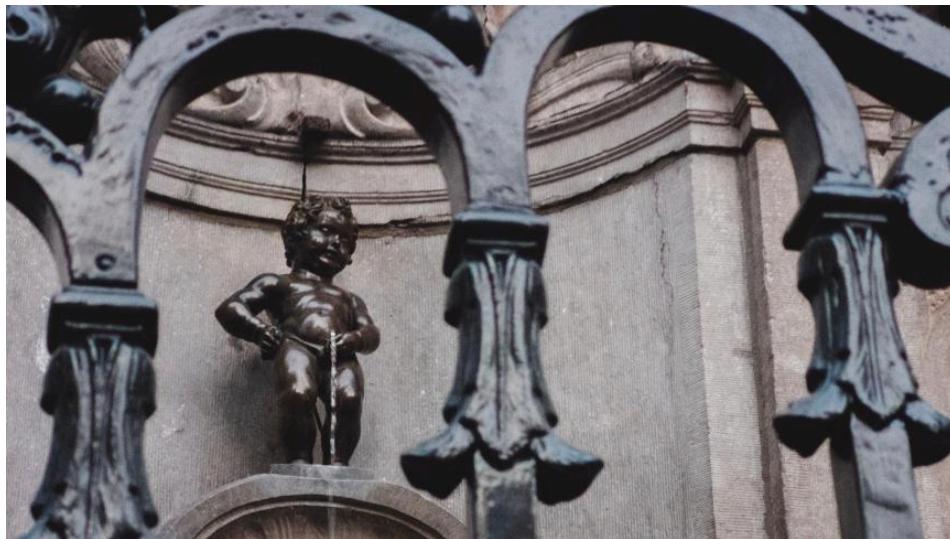
Le lieu de l'action a été tenu secret jusqu'au dernier moment afin d'éviter qu'elle ne dégénère. La police, présente à proximité du terminal, laisse pour l'instant passer les militants. Les camions seront déviés.

Extinction Rebellion qualifie le plan climatique de Gand de « modérément ambitieux » et affirme que les émissions de la zone portuaire, qui fait partie du North Sea Port, sont largement ignorées. « La Russie est aujourd'hui le principal partenaire commercial du port de Gand, avec 6,2 millions de tonnes de marchandises importées l'année dernière, majoritairement du charbon. Il en résulte une zone d'une superficie équivalente à plusieurs fois celle de la ville de Gand où les émissions sont extrêmement élevées, et ce à un jet de pierre de la LEZ de Gand. »

Ce n'est pas la première fois qu'Extinction Rebellion mène une action dans le port de Gand. Fin février, une action avait déjà eu lieu dans un terminal charbonnier.

Extinction Rébellion dénonce une politique climatique «négligente», devant le Manneken Pis

Un activiste du mouvement Extinction Rébellion a déployé, jeudi, une banderole devant la statue du Manneken Pis à Bruxelles, avec ces mots : « nous gaspillons notre avenir ». L'action avait pour but de dénoncer les « conséquences de la négligence systématique et criminelle » de la politique climatique menée par la Belgique.



La statue du Manneken-Pis à Bruxelles - Unsplash



Par Belga

Publié le 4/08/2022 à 12:15 | Temps de lecture: 2 min

Le Manneken Pis muni d'un masque représentant le visage du Premier ministre Alexander De Croo, une banderole mentionnant « nous gaspillons notre avenir » et un activiste enchaîné à la statue : ce jeudi l'action d'Extinction Rébellion a rappelé qu'Alexander De Croo avait prononcé des paroles fortes lors du dernier sommet sur le climat à Glasgow, une conviction « qu'il faut saluer », mais le mouvement a aussi voulu témoigner de la désillusion face au manque d'actes concrets pour agir sur le climat, malgré les « belles paroles » des dirigeants politiques.

Le groupe a notamment évoqué le « World Overshoot Day » ou « jour du dépassement », qui est tombé le 28 juillet. À cette date située à la moitié de l'année, l'ensemble des ressources que la planète peut générer en un an était déjà consommé totalement. « Ce qui est inquiétant, c'est que ce jour tombe chaque fois plus tôt. D'ailleurs, nous avons aussi le jour de dépassement concernant la Belgique. Il est tombé en mars cette année. Cela signifie que l'empreinte écologique du Belge moyen est plus de quatre fois supérieure à ce qui est acceptable en fonction des ressources disponibles », a expliqué Extinction Rébellion.

Documents sauvegardés

LE SOIR

© 2022 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR
Bruxelles, 2022 Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 7 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20221103-SR:gy5r08

Nom de la source	Jeudi 3 novembre 2022
Le Soir	
Type de source	Le Soir
Presse • Journaux	• p. WALLONIE1
Périodicité	• 547 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	



L'ennemi ce n'est pas l'activisme, l'ennemi c'est l'inaction

Béatrice Delvaux Éditorialiste en chef

Shocking ! Comment osent-ils ? Lancer de la soupe tomate sur *Les Tournesols* de Van Gogh à Londres, projeter de la peinture sur des concessions automobiles, bloquer des routes ou des sites de grands groupes pétroliers : les actions choc se multiplient, signées d'Extinction Rebellion, de Code Rouge en Belgique, de Just-StopOil ou encore d'écologistes s'opposant en France au stockage d'eau par des agriculteurs. Leur point commun ? La désobéissance civile.

Des très jeunes passent à l'acte sur le terrain mais prennent aussi possession des plateaux de télévision, revendiquant leurs faits et gestes avec des arguments et une détermination qu'ils opposent avec gravité aux politiciens, scientifiques, commentateurs, seuls habitués jusque-là de ces lieux médiatiques. Il n'y a pas que les jeunes d'ailleurs qui sont passés à la vitesse supérieure et veulent rendre visibles les effets et les acteurs de la descente aux enfers climatiques de la planète : un réalisateur britannique qui suit en particulier Just-StopOil a identifié nombre de personnes âgées, activistes à leur tour car terriblement soucieuses pour leurs petits-enfants. « Il n'y a pas beaucoup de scénar-

ios où retraités et jeunes sont ainsi réunis », souligne à raison le cinéaste.

Eco-terrorisme ? Plus facile de jeter l'opprobre sur ces mouvements et de les disqualifier avec des mots ou de condamner leurs membres à de la prison comme ce fut le cas ce mercredi à La Haye pour les jeunes Belges de Just-StopOil qui s'étaient collés à *La jeune fille à la perle* de Vermeer. L'idée n'est pas ici d'inciter à la rébellion ou de légitimer une violence qui est toujours à bannir. Mais on se doit de reconnaître que la seule manière de désamorcer cette colère et cette désespérance, nourries par la peur panique d'un « non-retour » pour notre humanité et de la perte de contrôle total de notre destin climatique n'est pas de réprimer mais d'agir. Il faut faire bifurquer les orientations stratégiques et les comportements énergétiques, économiques, environnementaux de nos sociétés. Ce n'est pas que rien ne soit fait, mais ce n'est absolument pas assez : Greta Thunberg n'est désormais plus la seule à le dire.

Ce n'est pas contre la société que ces activistes sortent du rang, mais pour la sauver et forcer ceux et celles qui ont le pouvoir à inverser le sens des priorités et à investir urgément dans la survie de

l'humanité. « Qu'est-ce qui vaut plus ? L'art ou la vie ? » : c'est cela le terrible rappel à l'ordre hurlé par ces jeunes gens en T-shirt blanc.

Le scientifique américain Amory Lovins, sorte d'Albert Einstein de l'efficacité énergétique, revendiquait dans une interview au *Monde* « l'espérance appliquée », soit une pratique quotidienne qui consiste à faire des choses pour essayer de créer un monde valant la peine d'être espéré. Se concentrer sur ce qu'on peut faire et pas seulement en parler. Citant un essayiste britannique – « Etre vraiment radical, c'est rendre l'espérance possible » –, il ajoute : « Je ne pense pas qu'on puisse pousser les gens à agir en les désespérant. » Ne nous trompons donc pas : l'ennemi n'est pas l'activiste, mais l'inaction.



Salon de l'auto: des publicités détournées pour protester contre Toyota et BMW (photos)

Le groupe écologiste Extinction Rebellion a remplacé les publicités de BMW et Toyota par des fausses affiches, protestant contre la « publicité mensongère » des deux constructeurs automobiles.



Par Belga

Publié le 16/01/2023 à 13:42 | Temps de lecture: 2 min

Le groupe écologiste Extinction Rebellion ainsi que des membres de Subvertisers International et de Bandalism ont détourné plus de 400 panneaux publicitaires de villes européennes, dont Bruxelles, pour protester contre « la publicité mensongère de BMW et Toyota et leur lobbying agressif contre la politique climatique », ont-ils indiqué lundi dans un communiqué.

Outre Bruxelles, où neuf larges panneaux publicitaires ont été recouverts et 70 affiches d'abribus remplacées, l'action a également pris place à Berlin, Londres ou encore Paris. En créant de fausses affiches publicitaires qu'ils ont apposées à la place des vraies, les militants ont voulu démontrer leur mécontentement envers les deux marques automobiles qui « se consacrent encore largement à la production de véhicules à combustion, malgré d'ambitieuses campagnes de marketing promouvant leurs véhicules électriques ».

D'après les activistes, BMW et Toyota ont fait partie du top 20 des entreprises les plus impliquées en 2022 dans le lobbying pro-énergies fossiles, faisant d'elles les premières firmes automobiles de ce classement. « En 2021, les véhicules à émissions zéro de Toyota ne représentaient que 0,2 % de leurs ventes totales, soit la plus faible proportion parmi les dix plus grands constructeurs automobiles », ont-ils ajouté.

Cet acte de protestation à l'échelle européenne a été coordonné pour se tenir en même temps que le Salon de l'Auto de Bruxelles (14-22 janvier), lors duquel les deux constructeurs sont présents. Il s'inscrit également dans un contexte où de nombreux gouvernements ont interdit (ou y réfléchissent) la publicité des biens et services nocifs pour l'écosystème.

« En Belgique, Ecolo-Groen propose une législation semblable, à laquelle nous donnons tout notre soutien. Nous demandons aux gouvernements de réguler la publicité pour les produits nocifs pour l'environnement, et d'interdire la publicité mensongère des entreprises polluantes », ponctue le message des activistes.

Tour des Flandres: pourquoi la course risque d'être perturbée

Le groupe écologiste radical Extinction Rebellion a indiqué vendredi qu'il allait mener une action lors du Tour des Flandres qui se déroulera dimanche.



Belga



Par Belga

Publié le 31/03/2023 à 11:27 | Temps de lecture: 2 min

Sous le slogan «Changeons de course - stop aux subventions pour les fossiles», les militants seront dans une prairie le long du parcours et se feront passer pour des «morts climatiques». Ils seront couchés sous un drap blanc, le tout sous un panache de fumée rouge.

Selon Extinction Rebellion, le 'Ronde', un des cinq monuments cyclistes avec Liège-Bastogne-Liège, est «l'endroit idéal pour toucher un large public sur un problème qui devrait tous nous concerner davantage», souligne le mouvement dans son communiqué, sans préciser le lieu de l'action.

«Dans le dernier rapport sur le climat publié par les Nations unies, les spécialistes ont averti que nous étions engagés dans une course vers un futur invivable avec des migrations en masse et des millions de morts», rappelle le mouvement. «C'est un signal assez clair pour que nous prenions nos responsabilités et agir contre la crise environnementale et climatique.»

Déjà eu des actions l'an dernier

Le principal secteur qui doit se remettre en question est celui de l'énergie fossile, assure Extinction Rebellion. Chaque année, 13 milliards d'euros venant des contribuables sont injectés dans les entreprises de combustibles fossiles. Cet argent pourrait être mieux investi dans l'isolation des maisons de la population belge, ajoutent les activistes.

L'année dernière, des partisans du groupe ont mené des actions aux arrivées du Tour des Flandres et de Liège-Bastogne-Liège.

Documents sauvegardés

LE SOIR

© 2023 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR
Bruxelles, 2023 Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 7 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20230425-SR-gz4har

Nom de la source	Mardi 25 avril 2023
Le Soir	
Type de source	Le Soir
Presse • Journaux	• p. GENERALE24
Périodicité	• 663 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique



La nature en rébellion contre le béton

Caroline Dunski

Des ateliers de superpouvoirs s'adressent aux petits comme aux grands, chaque jour du festival Demain, à Mons, jusqu'à dimanche. Ces ateliers mains à la pâte et terre sous les ongles visent à rapprocher les citoyens du vivant.

Caroline Dunski

La pluie ne les a pas dissuadées... L'idée de devoir rendre des comptes ou d'être interpellées pour avoir commis des actes de désobéissance civile non plus. Equipées de bêches, de bombes à craie et à graines, de brouettes, de terre, de plantes diverses et d'autocollants militants, une quinzaine de personnes ont effectué une balade de végétalisation et de revendication à l'occasion de la première journée de Demain, festival des transitions écologiques et sociales, qui se tient à Mons jusqu'au dimanche 30 avril.

Rendez-vous laconique avait été donné à la Maison Folie. Il était question de « rebeller la ville et végétaliser les espaces » en compagnie de membres du groupe Extinction Rebellion Mons-Borinage. Avant de démarrer la promenade, Christel et ses comparses du mouvement citoyen de lutte pour la justice climatique, écologique et sociale donnaient quelques informations sur l'action organisée et distribuaient des documents d'informations juridiques. « Le 22 avril

est la journée internationale de la terre nourricière. Extinction Rebellion Mons-Borinage a choisi ce jour pour organiser une action de désobéissance civile non violente. De telles actions directes peuvent mener à des arrestations judiciaires ou administratives, mais on n'a pas voulu vous emmener au cachot directement. A la fin de la balade, nous mènerons une action un peu plus désobéissante. On va retirer un peu de gravier et de béton pour les remplacer par de la terre et pour planter des fleurs.

»

Le mouvement, créé en Grande-Bretagne en 2018, vise à faire pression sur les gouvernements pour obtenir l'adoption d'un plan d'urgence climatique complet et contraignant. En Belgique, depuis 2019, il a déjà pris part à quelques actions de désobéissance civile plus ou moins spectaculaires, comme l'action Code rouge de blocage des installations de TotalEnergies à Feluy.

A Mons, le groupe d'action directe a déjà repéré le parcours et les espaces publics où auront lieu les différentes interventions : plantations sauvages, iden-

Une des actions menées à Mons: créer des parterres autour d'arbres emprisonnés par les pavés.

. David Bormans.

tification à la craie de superficies où la végétation devrait remplacer le béton... Dès les premiers instants, murs et mobiliers urbains sont ornés de dessins végétaux et de slogans tracés à la craie. Les murs du siège du gouvernement provincial en font les frais. Des autocollants invitant à rejoindre la rébellion sont apposés sur un panneau routier, un horodateur ou encore la porte cochère d'une maison cossue. Près de la place du Parc, de petites plantes agrémentent désormais les pieds d'une fontaine.

Puis vient un gros morceau : l'immense rond-point passerelle à l'entrée de la ville. Quelques pauvres arbres tentent d'y grandir. Pendant que certains dégagent le sol à leur pied pour y planter de la menthe, des fleurs ou encore un petit laurier, d'autres canardent le rond-point central de bombes à graines, puis s'endurcissent à affronter le trafic pour rejoindre le terre-plein de pierres et poursuivre le travail de plantation sous les klaxons des automobilistes. Après avoir



Documents sauvegardés

accroché deux banderoles aux garde-fous des passerelles qui surplombent les boulevards, les activistes reprennent la route pour créer des parterres autour des arbres sur la terrasse devant le théâtre Le Manège, eux aussi emprisonnés par les pavés. Il s'agit de combattre l'artificialisation afin de lutter contre les problèmes de rétention des eaux de pluie et de favoriser la biodiversité. Si ces actes sont illégaux, puisqu'ils sont posés sans autorisation communale, Extinction Rebellion les considère comme légitimes.

Et alors que la balade de samedi s'adressait aux adultes, ce mercredi, le groupe montois invite les enfants, futurs écoci-toyens, à rejoindre la Maison Folie pour exprimer leur point de vue sur la désobéissance civile.

La police de Bruxelles condamnée pour l'interpellation de militants d'Extinction Rebellion

Le 28 novembre 2019, la police bruxelloise avait interpellé 22 militants d'Extinction Rebellion alors qu'ils préparaient une action de protestation contre le Black Friday.



Par la rédaction

Publié le 16/05/2023 à 17:23 | Temps de lecture: 2 min

La cour d'appel de Bruxelles a condamné lundi la zone de police de Bruxelles Capitale-Ixelles pour l'arrestation illégale de 22 membres d'Extinction Rebellion en novembre 2019, ont rapporté mardi l'organisation écologiste et son avocate. En plus de la confirmation du jugement prononcé par le tribunal de première instance, la cour a également doublé le montant des dommages et intérêts, les faisant passer à 500 euros pour chaque activiste concerné.

Le 28 novembre 2019, la police bruxelloise avait interpellé 22 militants d'Extinction Rebellion alors qu'ils préparaient une action de protestation contre le Black Friday. La police avait alors justifié ses agissements en soulignant que les personnes interceptées « étaient en possession de matériel qui laissait penser qu'elles planifiaient quelque chose : des pinceaux, de la peinture en aérosol, de la colle, des affiches et des banderoles dirigées contre le Black Friday. Les banderoles et les affiches avaient le logo d'Extinction Rebellion ».

Les activistes avaient été soumis à une fouille à nu avec génuflexion et avaient passé la nuit en cellule. Douze d'entre eux ont ensuite décidé d'attaquer au civil la zone de police de Bruxelles.

Le tribunal de première instance francophone leur avait donné raison en juillet 2021, considérant que leur interpellation était illégale et arbitraire. Celui-ci a jugé que la campagne d'affichage planifiée par le groupe constituait bien une infraction, mais qu'elle ne justifiait pas les interpellations.

La zone de police, qui avait fait appel de ce jugement, a donc également été déboutée par la cour d'appel. « La cour a repris presque intégralement les arguments du tribunal de première instance et a jugé que les arrestations étaient illégales », a expliqué Me Margaux Nocent, qui représente Extinction Rebellion. « La décision a toutefois été partiellement modifiée, en ce sens que les dommages et intérêts sont plus élevés, à savoir 500 euros par personne. »

Documents sauvegardés

LE SOIR

© 2024 Rossel & Cie S.A. - LE SOIR
Bruxelles, 2024 Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 7 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news:20240127-SR-d-20240126-417mmw

Nom de la source	Samedi 27 janvier 2024
Le Soir	
Type de source	Le Soir
Presse • Journaux	• p. GENERALE17
Périodicité	• 1143 mots
Quotidien	
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique



activisme

Les actions de désobéissance civile sont-elles légitimes ?

Agathe Decleire

Les activistes d'Extinction Rebellion prévoient une action dimanche, à Bruxelles, pour exiger la fin des subsides aux énergies fossiles, alors que le coprésident d'Ecolo Jean-Marc Nollet a encouragé les jeunes à poursuivre leurs actions de désobéissance civile.

Les activistes peuvent commettre des destructions de biens (...) mais en aucun cas ils ne commettent de violence à l'égard de personnes. C'est ce qu'elles distinguent d'actions telles que le terrorisme. Manuel Cervera-Marzal, Professeur de sociologie à l'ULiège, spécialisé dans la désobéissance civile

Agathe Decleire

Treize milliards d'euros de subsides fédéraux aux industries fossiles en 2020, soit 2,8 % du PIB annuel de la Belgique. C'est pour réclamer la fermeture de ce robinet, chiffré en avril 2023 par l'administration des Finances, que le mouvement Extinction Rebellion organise dimanche une action, place de l'Albertine à Bruxelles. « Nous avons choisi de porter une demande atteignable au gouvernement fédéral (la Belgique fait d'ailleurs partie des pays qui ont appelé à « l'abandon progressif du financement public des énergies fossiles » lors de la

COP28, NDLR) », explique Xavier De Wannemaeker, chargé de la communication du mouvement écologiste. « Mais c'est triste qu'aujourd'hui, nous portions encore cette demande alors qu'on aurait dû se débarrasser des combustibles fossiles il y a longtemps. »

Au programme ? Une action familiale et accessible, ponctuée d'ateliers, d'assemblées populaires, de musique et de nourriture. Ce n'est pas le style d'activité auquel nous ont habitués les activistes d'Extinction Rebellion, qui ont précédemment préféré des actions plus radicales, comme l'envahissement des aéroports de Liège et d'Anvers, en décembre dernier, avec Code rouge. « Nous pensons qu'il est aussi important d'organiser des actions plus accessibles, pour que les citoyens puissent faire connaissance avec notre mouvement et avec la cause que nous défendons. »

Extinction Rebellion ne compte pas abandonner la désobéissance civile pour autant. « Nous voulons organiser des ac-

Le mouvement Extinction Rebellion organise une action ce dimanche, place de l'Albertine à Bruxelles. Belga.
Photo News.

tions mensuelles, tapant toujours sur le clou des subventions aux énergies fossiles. Nous espérons ainsi mobiliser de plus en plus de monde et graduellement passer à des actions plus désobéissantes », détaille Xavier De Wannemaeker. Pour l'action de ce 28 janvier, la police a été prévenue et malgré le blocage de Cantersteen (le prolongement du boulevard de l'Empereur devant le Mont des Arts) pour la durée de l'action, aucun incident n'est attendu. Une action légale et encadrée, donc. « Mais nous ne considérons pas que les actions de désobéissance civile sont illégales », souligne le porte-parole d'Extinction Rebellion. « C'est notre droit à manifester que nous exerçons. Et lorsque le gouvernement ne prend pas les décisions qui sont pour le bien du plus grand nombre – et c'est flagrant dans le cas de la crise écologique qui menace la vie d'un milliard de per-



Documents sauvegardés

sonnes selon un consensus scientifique – il est justifié de recourir à de la désobéissance civile. »

La question démocratique

Alors, légale la désobéissance civile ? « Ce n'est pas illégitime », répond Manuel Cervera-Marzal, professeur de sociologie à l'ULiège, spécialisé dans la désobéissance civile. « Mais c'est illégal, ça c'est sûr. Ces actions sont légitimes parce qu'elles visent à défendre l'intérêt général, à préserver la santé de toutes et tous notamment. » Illégalité n'est pas illégitimité, mais peut-on parler d'une action démocratique ? Extinction Rebellion prévient : bien que le mouvement soit composé de citoyens venant de divers horizons, il ne prétend pas représenter l'ensemble de la population. Manuel Cervera-Marzal recadre : « Les pouvoirs politiques et les décideurs économiques directement attaqués accusent la désobéissance civile de s'opposer à la démocratie en s'opposant au principe de majorité. Mais la démocratie ne se limite pas au simple fait de voter. » Au contraire, renchérit Marie Jadoul, doctorante en droit pénal à l'UCLouvain, « en s'emparant eux-mêmes de questions qu'ils jugent primordiales, les citoyens viennent interpeller la démocratie dans ses fonctions les plus anciennes. »

Mais la justification de la désobéissance civile ne se fait pas sans limite. Elle garde un cadre immuable : la non-violence. « Les adhérents à ce mode d'activisme y ont un attachement profond. Certes, ils peuvent commettre des destructions de biens ou des entraves à la circulation, mais en aucun cas ils ne commettent de violence à l'égard de personnes. C'est ce qui les distingue d'actions telles que le terrorisme. Le

mot éco-terroriste n'a ainsi aucune crédibilité scientifique : c'est un mot obus de disqualification massive », précise Manuel Cervera-Marzal.

Marie Jadoul, qui étudie notamment la désobéissance civile écologique face au système pénal et répressif, remarque cependant que l'acceptabilité de ce mode d'action par les magistrats est fortement réduite lorsqu'il y a une dimension d'atteinte aux biens ou d'entrave à la liberté d'autrui. « Les magistrats mettent en évidence la kyrielle de moyens d'action légaux dont les activistes pourraient s'emparer, que ce soit les marches, les pétitions, les actions judiciaires... » Mais c'est souvent après avoir expérimenté l'insuffisance des moyens institutionnalisés que les activistes optent pour la désobéissance civile. « Des institutions démocratiques en panne, des canaux d'expression légaux en panne... ils finissent par se tourner vers d'autres solutions qui, dans l'histoire, ont fait leurs preuves », résume Manuel Cervera-Marzal, citant les suffragettes et le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis.

D'autant que des études montrent une certaine efficacité de la désobéissance civile écologique, pointe Marie Jadoul. « Dans une méta-analyse qualitative d'études de cas concernant les contributions des mouvements sociaux au respect du budget carbone mondial, on remarque que la désobéissance civile fait la différence. Lorsqu'une association significative de stratégies est utilisée pour demander le report de projets extractifs d'énergies fossiles, on constate que la revendication est plus efficace quand la désobéissance civile fait partie des stratégies plutôt qu'une approche uniquement institutionnelle. » « Continuez à mettre cette pression », avait

d'ailleurs encouragé Jean-Marc Nollet, le coprésident d'Ecolo, dans l'émission Le Tournant (RTBF), provoquant de vives réactions chez les autres partis politiques. « Les activistes nous ouvrent des possibilités, à nous dans les institutions, d'avancer plus vite. »

Une efficacité que relève également Xavier De Wannemaeker. Après avoir bloqué l'autoroute A12 pendant 27 jours consécutifs, les collègues néerlandais d'Extinction Rebellion ont levé leur barrage suite à l'approbation par le Parlement néerlandais d'une motion visant la suppression progressive des énergies fossiles. « Nous essayons de lancer la même chose », explique le porte-parole. Depuis sa création en 2018, le mouvement constate que bien que les mentalités ont changé – ils se félicitent d'avoir contribué à la médiatisation de la crise écologique –, ils restent une minorité de personnes à s'impliquer dans les actions. Au moment d'écrire ces lignes, Extinction Rebellion s'attend à la présence de quelque 150 activistes.

Les militants écologistes d'Extinction Rebellion occupent la rue Cantersteen à Bruxelles (photos)

Extinction Rebellion demande au gouvernement belge d'arrêter progressivement l'utilisation et l'importation de combustibles fossiles, et notamment de supprimer les subventions accordées aux combustibles fossiles.



BELGA.



Par Belga

Publié le 28/01/2024 à 17:08 | Temps de lecture: 2 min

Quelque 150 activistes climatiques d'Extinction Rebellion sont descendus dans la rue dimanche à Bruxelles, pour réclamer un avenir sans combustibles fossiles. Ils ont occupé la rue Cantersteen, entre le Mont des Arts et la place de l'Albertine. La police était sur place et la manifestation s'est déroulée sans débordements.

Cette action est la première d'une série annoncée par le collectif à l'approche des élections belges et européennes du 9 juin prochain.

À lire aussi | [Les actions de désobéissance civile sont-elles légitimes ?](#)
(/564194/article/2024-01-26/les-actions-de-desobeissance-civile-sont-elles-legitimes)

«Nous voulons tous vivre dans des endroits propres et sains mais le gouvernement belge investit des milliards d'euros dans des projets liés aux combustibles fossiles, qui nous mènent tout droit à la destruction», affirme Alena d'Extinction Rebellion. «Imaginez ce qui se produirait si ces fonds étaient utilisés pour créer un avenir sans énergie fossile, un avenir vert, accessible et inclusif».



BELGA



BELGA



BELGA

○○○

Extinction Rebellion demande au gouvernement belge d'arrêter progressivement l'utilisation et l'importation de combustibles fossiles, et notamment de supprimer les subventions accordées aux combustibles fossiles. «La transition vers un avenir sans énergie fossile doit donner la priorité à l'équité, à l'accès à une énergie au coût abordable pour tous et à la préservation de notre environnement naturel».

Selon la Banque européenne d'investissement, 82% des Belges considèrent la crise climatique comme la plus grande menace du XXI^e siècle et 70% d'entre eux sont favorables à des mesures gouvernementales plus strictes en faveur du climat, assure le collectif. En 2020, la Belgique a subventionné les combustibles fossiles à hauteur de 12,9 milliards d'euros, poursuit-il. «La même année, seuls 13% de l'énergie produite en Belgique provenait de sources renouvelables. Malgré la destruction du climat qu'elles provoquent, le gouvernement belge prévoit de subventionner la construction d'au moins quatre nouvelles centrales à gaz fossile».

Bruxelles : des activistes écologistes ont occupé la place de l'Albertine

Aucun débordement n'a été signalé.



Image prétexte. - Belga.



Par Belga

Publié le 2/03/2024 à 16:40 | Temps de lecture: 1 min

Une centaine d'activistes de l'organisation Extinction Rebellion a occupé samedi la place de l'Albertine à Bruxelles. La police est intervenue en fin d'après-midi.

« En amont des élections belges et européennes prévues en juin 2024, le mouvement demande l'arrêt immédiat des subventions aux énergies fossiles, de la construction de nouvelles infrastructures liées aux énergies fossiles, et une transition vers les énergies renouvelables », ont martelé les activistes.

Selon une porte-parole de l'organisation, l'action s'est déroulée dans une ambiance festive, « en musique ». « Nous avons ensuite défilé dans les rues et bloqué quelques voitures pour sensibiliser à la cause ».

« Selon les chiffres du gouvernement, la Belgique a subventionné les combustibles fossiles à hauteur de 12,9 milliards d'euros. (...) Malgré la destruction du climat qu'elles provoquent, le gouvernement belge prévoit également de subventionner la construction de trois nouvelles usines à Seraing, Flémalle et Wondelghem, selon Tegengas-Dégaze (un mouvement citoyen, NDLR), et d'autres entreprises sont en train de demander des permis », ont ajouté les activistes.

Le 28 janvier dernier, quelque 150 militants avaient déjà bloqué la rue Cantersteen à Bruxelles. L'action organisée samedi était la deuxième d'une série annoncée par le collectif à l'approche des élections belges et européennes du 9 juin.

Bruxelles : une compagnie d'assurances bloquée par des activistes

Les organisations réclament que la société se retire du projet de pipeline EACOP dans l'est de l'Afrique. La police est sur place.



Photo d'illustration. - Photo News.



Par Belga

Publié le 28/03/2024 à 11:12 | Temps de lecture: 1 min

Une centaine d'activistes d'Extinction Rebellion et de Totalelement Down ont bloqué jeudi matin vers 9 h l'accès à la compagnie d'assurances Marsh sur l'avenue Herman Debroux à Auderghem. Les organisations réclament que la société se retire du projet de pipeline EACOP dans l'est de l'Afrique. La police est sur place.

Le projet EACOP est un futur pipeline qui doit relier le lac Albert au port de Tanga sur l'océan Indien. Ce pipeline doit transporter du pétrole de l'Ouganda vers la Tanzanie.

Ce projet, soutenu par TotalEnergies, devrait être le plus long du monde, d'une longueur de 1.443 km, et doit coûter 4 milliards de dollars. Marsh est l'un des souscripteurs du projet.

Ce projet est critiqué dans le monde entier pour son impact sur le climat, les populations et leur environnement en Afrique de l'Est. « Cet oléoduc est un projet désastreux pour l'environnement, le climat et les écosystèmes de la région. Il présente également un risque de marée noire », a déclaré Extinction Rebellion. En outre, le projet viole les droits de l'homme, affirment les organisations. « Les compagnies pétrolières ont dépossédé des milliers de familles d'agriculteurs et leur ont versé des indemnités bien trop faibles », soulignent-elles.

Près de 13.000 familles et 100.000 personnes ont dû quitter leur foyer. Le nombre de violations des droits de l'homme dans la région augmente également, en particulier à l'égard des militants qui défendent l'environnement et les droits des communautés locales.

« Bombe climatique »

« Le courtier Marsh assure une bombe climatique et met sa réputation en jeu », affirment les militants.

« Les clients ne peuvent pas faire confiance à Marsh pour gérer leurs risques climatiques lorsqu'ils savent que l'assureur soutient également un projet qui augmente considérablement ces mêmes risques. Nous demandons à Marsh d'arrêter l'hypocrisie et de cesser tout soutien à un projet écocide comme EACOP », conclut Damien, activiste d'Extinction Rebellion.

Le blocus d'Extinction Rebellion et de Totalement Down fait partie d'une initiative de boycott international plus large. Grâce à cette action mondiale #StopEACOP, 24 banques et 28 compagnies d'assurances se sont déjà retirées du projet.

La compagnie d'assurances Marsh ne souhaite pas répondre à l'action et aux demandes des activistes pour le moment.

Bruxelles : des activistes bloquent la rue Belliard pour dire « stop » aux énergies fossiles (photos)

Les activistes demandent aux responsables politiques belges de mettre immédiatement fin aux subventions pour le pétrole, le charbon et le gaz et qu'ils initient le démantèlement de toutes les infrastructures liées aux énergies fossiles en Belgique.



Emilie Ndjuni (st.)



Par Belga

Publié le 6/04/2024 à 15:56 | Temps de lecture: 1 min

Des activistes d'Extinction Rebellion ont envahi la rue Belliard à Bruxelles samedi après-midi pour exiger que le gouvernement belge mette fin à toutes les subventions aux combustibles fossiles. Cette action « de désobéissance civile » s'inscrit dans une nouvelle campagne européenne intitulée « Stop EU Fossil Subsidies », lancée juste avant les élections européennes de juin.

Les activistes demandent aux responsables politiques belges de mettre immédiatement fin aux subventions pour le pétrole, le charbon et le gaz et qu'ils initient le démantèlement de toutes les infrastructures liées aux énergies fossiles en Belgique.



Emilie Ndjuni (st.)

« En 2023, les émissions de CO2 provenant des combustibles fossiles ont atteint un niveau record. Le gouvernement belge doit reconnaître le chaos climatique actuel et la dévastation environnementale causée par un système économique basé sur les combustibles fossiles », a déclaré l'un des activistes.

« Nous l'exhortons à mettre en œuvre un plan d'urgence national pour passer à une économie sans combustibles fossiles, qui prenne soin à la fois des plus vulnérables et de l'écosystème. Cela doit passer par l'arrêt immédiat des subventions aux combustibles fossiles. Le changement climatique risque de tuer un milliard de personnes d'ici 2050. Nous devons agir immédiatement », a-t-il clamé.



Emilie Ndjuni (st.)

Selon Extinction Rebellion, le gouvernement belge a accordé 12,9 milliards d'euros de subventions aux combustibles fossiles en 2020 et prévoit de subventionner la construction de trois nouvelles centrales au gaz à Seraing, Flémalle et Wondelgem. Des décisions incompréhensibles, selon ce collectif, au regard des preuves scientifiques qui abondent sur la dangerosité du réchauffement climatique, causé par les gaz à effet de serre rejetés par l'industrie.



Emilie Ndjuni (st.)



Emilie Ndjuni (st.)

Extinction Rebellion masque la vue de statues en Belgique

Des activistes d'Extinction Rebellion ont bandé les yeux de plusieurs statues dans la nuit de samedi à dimanche, à Anvers, Gand, De Haan et Turnhout. Le mouvement mènera à nouveau une campagne « contre les subventions fossiles », en Belgique, le 4 mai.



Photo prétexte. - AFP.



Par la rédaction

Publié le 21/04/2024 à 10:56 | Temps de lecture: 1 min

Sur de nombreux marchés et places, les membres du mouvement Extinction Rebellion ont bandé les yeux de statues et ont posé des affiches, des panneaux de protestation et des banderoles sur des statues pendant la nuit.

« Chaque année, plus de 400 milliards d'euros sont alloués aux secteurs fossiles en Europe », a indiqué Extinction Rebellion dans un communiqué de presse dimanche. « En 2023, l'année la plus chaude jamais enregistrée, les émissions de carbone provenant des combustibles fossiles ont atteint un niveau record. »

La quatrième édition de l'action « Let's Be Fossil Free » aura lieu le 4 mai. Il s'agira d'actions assez colorées. Le mouvement a récemment indiqué que « les activistes belges augmenteront l'intensité de leur désobéissance civile ».

Bruxelles : des activistes du climat bloquent le siège d'une compagnie d'assurance

Les activistes dénoncent le soutien de l'assureur au projet de pipeline Eacop dans l'est de l'Afrique.



Image prétexte. - BELGA.



Par Belga

Publié le 18/06/2024 à 10:24 | Temps de lecture: 1 min

Des activistes du collectif Extinction Rebellion ont mené mardi matin une action de blocage devant le siège belge d'AIG, à Bruxelles. L'objectif : dénoncer le soutien du réseau mondial d'assurance au projet de pipeline Eacop dans l'est de l'Afrique, et sensibiliser ses employés aux dégâts « humains, environnementaux et climatiques » causés par un tel oléoduc.

Le projet Eacop est un futur pipeline qui doit relier le lac Albert au port de Tanga sur l'océan indien. Cet oléoduc doit transporter du pétrole de l'Ouganda vers la Tanzanie. Soutenu par TotalEnergies, il devrait être le plus long du monde (1.443 km) et coûter 4 milliards de dollars. Il est critiqué dans le monde entier pour son impact sur le climat, les populations et leur environnement en Afrique de l'Est.

Selon Extinction Rebellion, près de 100.000 personnes ont été déplacées, victimes d'expropriations. Ce pipeline menace également des zones riches en habitats sauvages protégés et longe le lac Victoria, principale source d'eau potable de la région. « Enfin, avec l'émission estimée de 34,3 millions de tonnes de CO2 par an, l'EACOP est une véritable bombe climatique », alerte le collectif.

Outre l'implication de l'AIG dans le projet, il pointe également la responsabilité du courtier en assurances Marsh. Lundi soir, des activistes ont aspergé de peinture rouge la façade de l'entreprise, basée à Auderghem. « Cette action plus radicale fait suite au blocage de Marsh le 28 mars dernier – l'entreprise n'ayant toujours pas décidé de se retirer d'Eacop », explique le collectif.

« Ces assureurs sont complices d'un projet qui menace à la fois le climat, la biodiversité et les droits humains », a appuyé Elliot, membre d'Extinction Rebellion. « À la suite de campagnes internationales de pression et sensibilisation, quelque 28 banques et 29 assurances mondiales se sont déjà retirées du projet. Nous poursuivrons notre mobilisation tant qu'il le faudra », a-t-il conclu.

Une odeur nauséabonde : que s'est-il passé au salon de l'auto ?

Des militants écologistes ont mené une action olfactive, en vaporisant une odeur nauséabonde, au salon de l'auto.



BELGAIMAGE.



Par Belga

Publié le 19/01/2025 à 14:59 | Temps de lecture: 2 min ⓘ

Une trentaine d'activistes pour le climat du mouvement Extinction Rebellion (XR) ont organisé dimanche après-midi une action olfactive au salon de l'auto à Bruxelles. Ils ont pulvérisé une odeur nauséabonde autour des véhicules SUV afin de détourner les potentiels acheteurs de ces voitures « toujours plus lourdes et toujours plus grandes ».

« En Belgique, comme ailleurs dans le monde, les SUV dominent le marché automobile. Ces véhicules ont constitué près de la moitié des ventes de voitures neuves dans le monde en 2023 », indique Extinction Rebellion, citant des chiffres de l'Agence internationale de l'énergie. « Cela en fait le deuxième plus grand émetteur d'émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale au cours de la dernière décennie », pointe le collectif.

Une part importante des gains climatiques obtenus par l'électrification de la flotte automobile est d'ailleurs anéantie par l'essor des SUV, déplorent les militants. « Sans ces modèles, les émissions de CO2 des voitures auraient pu diminuer de 30 %. Or, la baisse n'atteint que 4 %. La promotion massive des SUV électriques par les constructeurs, qui les présentent comme une alternative écologique, relève souvent de greenwashing. »

Le collectif met également en avant que l'extraction des métaux nécessaires à la production des batteries des SUV électriques – qui sont plus volumineuses que celles des voitures électriques ordinaires – présente également une forte empreinte carbone, ce qui a des répercussions négatives sur les écosystèmes et les communautés locales.

Les militants dénoncent encore la part croissante de l'espace public occupée par ces véhicules. « En plus, leur poids provoque davantage d'émissions de particules fines liées au freinage et à l'usure des pneus. Les accidents impliquant des SUV sont en outre deux à trois fois plus meurtriers pour les piétons et 30 % plus dangereux pour les cyclistes », signale encore XR.

Des agences BNP Paribas Fortis visées par des actions pro-palestiniennes

Les groupes d'action menacent d'accentuer la pression sur l'institution bancaire en l'absence d'engagement de sa part pour cesser totalement ses partenariats avec les entreprises impliquées dans la colonisation et l'occupation israélienne des territoires palestiniens.



Image d'illustration. - AFP.



Par Belga

Publié le 6/05/2025 à 06:37 | Temps de lecture: 1 min

Des groupes d'action pro-palestiniens ont visé lundi des agences de la banque BNP Paribas Fortis à Gand, Bruxelles, Liège et Verviers. Les devantures ont été couvertes de messages en soutien à la Palestine, selon un communiqué de militants du collectif Palestine Action, transmis à Belga mardi.

Les militants réclament « une politique d'investissement stricte vis-à-vis des crimes de guerre et de la colonisation en Palestine ». Ils demandent notamment que la banque BNP Paribas Fortis désinvestisse d'Elbit Systems, un fabricant d'armes israélien. La banque devrait aussi adopter une charte interne « clarifiant une politique d'investissement dans des sociétés liées à la colonisation, l'occupation et l'arsenal militaire israélien » et « mettant fin à tous les liens avec les entreprises impliquées dans la colonisation et l'occupation israéliennes », exigent les militants.

Les groupes d'action menacent d'accentuer la pression sur l'institution bancaire en l'absence d'engagement de sa part pour cesser totalement ses partenariats avec les entreprises impliquées dans la colonisation et l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

Auparavant, des activistes d'Extinction Rebellion ont aussi mené des actions visant la banque BNP Paribas Fortis à Louvain début avril, ainsi qu'à Bruges, Gand et Anvers fin mars, pour dénoncer les prêts accordés à Elbit Systems, et le soutien du financier aux violences perpétrées à Gaza.

Israël a annoncé lundi une nouvelle campagne militaire sur la bande de Gaza, qui prévoit la « conquête » du territoire palestinien et nécessitera, selon l'armée, le déplacement interne de « la plupart » de ses habitants. La veille, l'armée israélienne avait confirmé le rappel de « dizaines de milliers de réservistes ».

LE VIF/L'EXPRESS

Documents sauvegardés

LE VIF!

© 2019 Le Vif (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PublieCertificat émis le 11 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news 20191015-BVIVW-320360_23865

Nom de la source

Le Vif (site web)

Mardi 15 octobre 2019

Type de source

Presse • Presse Web

Le Vif (site web) • 223 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Des copeaux de bois déversés par Extinction Rebellion devant l'Hôtel de ville de Namur

Plusieurs mètres cubes de copeaux de bois ont été déversés mardi matin devant l'entrée de l'Hôtel de ville namurois par les activistes de l'antenne locale d'Extinction Rebellion. Ceux-ci souhaitaient "dénoncer l'inaction politique de la commune en matière de climat".

"La Ville de Namur se dit consciente des enjeux touchant au climat et à la biodiversité mais manque cependant d'ambition", ont-ils indiqué dans un communiqué. "Elle le prouve notamment par l'abattage d'arbres anciens sur différents sites, dont le parc Léopold, en prétendant erronément pouvoir le compenser."

"En ces jours où les consciences se tournent vers le drame des dévastations de masse de forêts aux quatre coins du monde, nous, Extinction Rebellion Namur, rappelons aux Namurois la triste trahison de leur commune", ont-ils ajouté. "Ce tas de copeaux issu d'éléments organiques récupérés illustre l'erreur de notre commune, en ce jour du conseil communal mensuel."

Outre les copeaux, plusieurs panneaux laissaient apparaître des messages. On pouvait notamment y lire "Aux arbres citoyens", "L'Amazonie brûle et vous

coupez nos arbres" ou encore "Un arbre coupé n'abrite pas de nids".

Extinction Rebellion est un mouvement né à Londres. Il se définit comme un collectif écologiste non-violent et revendique la désobéissance civile pour inciter les gouvernements à agir contre le changement climatique et ses conséquences.

Cet article est paru dans Le Vif (site web)

<http://www.levif.be/actualite/environnement/des-copeaux-de-bois-deverses-par-extinction-rebellion-devant-l-hotel-de-ville-de-namur/article-news-1203467.html>

Documents sauvegardés

LE VIF!

© 2019 Le Vif (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PublieCertificat émis le 11 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news 20191015-BVIVW-320478_23865

Nom de la source

Le Vif (site web)

Mardi 15 octobre 2019

Type de source

Presse • Presse Web

Le Vif (site web) • 467 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion: "Il y a des cow-boys dans la police de Bruxelles".

Simon Demeulemeester

Lécrivain bruxellois, Luckas Van der Taelen, espère qu'il y aura une enquête approfondie sur les actions policières contre les militants d'Extinction Rebellion.

435 militants de l'organisation climatique Extinction Rebellion ont été arrêtés ce week-end après avoir occupé la place Royale à Bruxelles. L'approche excessivement agressive de la police a provoqué de nombreux remous: on a sorti le canon à eau et le gaz au poivre. "Un énième désastre RP pour Bruxelles", soupire Luckas Van der Taelen, qui va bientôt publier un nouveau livre sur Bruxelles, *La ville que j'aime*

. "Cela a choqué du côté francophone. Le premier échevin bruxellois, Benoît Hellings (Ecolo), a eu raison de convoquer en urgence un collège d'échevins".

Van der Taelen ne trouve pas anodin que ce soit justement une action d'Extinction Rébellion qui soit à l'origine d'un tel débordement. "J'ai entendu dire dans un reportage radiophonique que ce mouvement suivait la stratégie du Mahatma Gandhi : pousser à l'arrestation de manière totalement non-violente." Le fait que les militants aient occupé la

place Royale est par contre, pour Van der Taelen, une provocation. "J'ai trouvé la réaction de la conseillère Groen Liesbeth Temmerman embarrassante. Elle a dit qu'il n'est pas obligatoire de mettre fin à une action qui prend place dans la zone neutre. Ce n'est pas comme ça que ça marche. Une zone est neutre ou elle ne l'est pas."

"Cela n'enlève rien au fait que la police n'aurait pas dû réagir de cette façon", toujours selon Van der Taelen. "Dans le temps, les chevaux de la gendarmerie étaient très bien entraînés. Les pétards ne les effrayaient pas. On peut se demander si les policiers d'aujourd'hui ont reçu une formation aussi solide. Nous savons que la police bruxelloise compte des cow-boys dans ses rangs. De ceux qui ne se rendent pas compte qu'avec des réactions aussi dures, ils obtiennent le contraire de ce qu'ils veulent. Maintenant, c'est eux qui font la une des journaux, pas l'action Extinction Rebellion."

Van der Taelen souligne une ambiguïté dans la réaction du conseil municipal de Bruxelles. "Pourquoi n'ont-ils pas aussi convoqué un collège supplémentaire lorsque VTM a récemment diffusé un reportage sur l'insécurité de la zone pié-

tonne la nuit ? Ces deux questions sont tout aussi préoccupantes."

Selon Van der Taelen, le bourgmestre de Bruxelles, Philippe Close (PS), se rend compte, contrairement à son prédécesseur Yvan Mayeur (PS), qu'il est inutile de mener une guerre à sa police. "J'espère qu'il mènera une enquête approfondie à ce sujet. Qu'il y aura des discussions musclées, entre quatre murs comme il se doit. Et, qu'au passage, il en profitera pour demander une meilleure formation pour ses forces policières. Une police irréprochable, au minimum bilingue et qui se contrôle: ce n'est pas trop demander pour la capitale de l'Union européenne".

Cet article est paru dans Le Vif (site web)

<http://www.levif.be/actualite/belgique/extinction-rebellion-il-y-a-des-cow-boys-dans-la-police-de-bruxelles/article-normale-1203621.html>

Documents sauvegardés

LE VIF!

© 2019 Le Vif (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 11 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news 20191015-BVIVW-320492_23865

Nom de la source	Mardi 15 octobre 2019
Le Vif (site web)	
Type de source	Presse • Presse Web
Périodicité	En continu
Couverture géographique	Nationale
Provenance	Bruxelles, Belgique

Des dizaines de témoignages d'abus et une enquête ouverte

Le mouvement Extinction Rebellion a déjà rassemblé plus de 30 témoignages sur l'action de la police de Bruxelles-Ixelles dans le cadre de la répression de l'action de désobéissance civile sur l'urgence climatique de samedi, tant sur la place Royale que dans les cellules. Il est question de harcèlement et même de possibles mauvais traitements.

"Si ces déclarations s'avèrent correctes, ces actes sont naturellement inadmissibles", a déclaré Ilse Van de keere, porte-parole de la police zonale.

L'intervention des forces de l'ordre a fait l'objet de nombreuses critiques quant à la proportionnalité des moyens déployés face à des manifestants non violents et à la gratuité de certains gestes posés par des policiers. C'est notamment le recours à l'auto-pompe qui est questionné au niveau des décisions prises par les responsables. A titre individuel, des images diffusées dans les médias ont par exemple montré des manifestants aspergés de gaz lacrymogène alors qu'ils étaient immobilisés au sol. "Les gens ont été impressionnés, perplexes même, face à ce qui s'est passé", rapporte Linde Polfliet, porte-parole d'Extinction. "Le sentiment général c'est qu'ils ne s'at-

tendaient pas à que cela soit possible en Belgique". La police a déjà annoncé qu'une enquête serait ouverte pour évaluer l'intervention policière. Extinction Rebellion envisage de déposer une plainte collective sur la base des témoignages rassemblés, mais la question n'est pas encore tranchée. Pieter Geens, un autre porte-parole du mouvement, explique que "toute notre énergie se concentre pour l'instant à apporter du soutien aux victimes, physiquement, psychologiquement mais aussi juridiquement. On s'occupe d'abord des gens qui ont souffert et on verra dans un second temps si on décide de porter plainte. Ce n'est pas le plus important pour nous".

Le journal De Standaard fait écho d'un incident particulièrement préoccupant qui aurait eu lieu dans les garages du commissariat central de la rue du Marché au Charbon, où une quarantaine de manifestants auraient été amenés après leurs arrestations. A un certain moment, des policiers auraient fermé toutes les portes du garage et l'un d'eux serait monté sur sa moto en dirigeant le pot d'échappement vers les manifestants et en accélérant à plusieurs reprises. Il aurait aussi fait des tours autour du groupe pendant environ 5 minutes. D'autres policiers auraient de plus com-

mencé à fumer. Les manifestants qui avaient du mal à respirer auraient demandé de l'eau, qui leur aurait été refusée. Une jeune fille aurait fini par vomir et d'autres se seraient urinés dessus car les policiers refusaient de les laisser aller aux toilettes. Le quotidien parle encore de moqueries et d'intimidations.

Pieter Geens avance avoir eu des échos de cet incident dans les témoignages recueillis. "Si ces déclarations sont avérées, ces faits sont naturellement inacceptables", a déclaré Ilse Van de Keere. "Nous allons ouvrir une enquête". Les militants envisagent de se mobiliser lundi au prochain conseil communal de la Ville de Bruxelles. Le bourgmestre Philippe Close a en tretemps proposé de se mettre autour de la table avec les activistes pour voir comment ils peuvent organiser au mieux leurs éventuelles prochaines actions. "Nous sommes toujours prêts à dialoguer", a assuré Linde Polfliet. Pieter Geens estime que cette question de la violence policière éclue leurs revendications premières qui concernent le climat: "Est-ce que le gouvernement veut nous aider à grandir en mettant en oeuvre un vrai dialogue démocratique ou est-ce qu'il choisit de nous réprimer en utilisant la violence?", s'interroge-t-il.



Documents sauvegardés

LE VIF!

© 2019 Le Vif (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 11 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news 20191016_BVIVW-320591_23865

Nom de la source	Mercredi 16 octobre 2019
Le Vif (site web)	
Type de source	Presse • Presse Web
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
Bruxelles, Belgique	

Extinction Rebellion conteste en justice l'interdiction des ses actions

Le mouvement écologiste Extinction Rebellion va contester mercredi devant la justice britannique l'interdiction de manifester à Londres décrétée par la police locale, à la deuxième semaine de sa mobilisation internationale contre la crise climatique.

Les avocats d'Extinction Rebellion vont demander à la Haute Cour de Londres d'examiner l'ordre d'interdiction, selon un communiqué du mouvement.

Extinction Rebellion a lancé le 7 octobre une série d'actions chocs au Royaume-Uni et dans le reste du monde, intitulée "Autumn Uprising" (soulèvement d'automne). Le but: perturber le fonctionnement des capitales pour dénoncer l'inaction des gouvernements contre la crise climatique.

Mais après des manifestations dans le centre financier de Londres lundi, la police a émis un ordre d'interdiction à l'encontre d'Extinction Rebellion et de leur "soulèvement d'automne", qui causerait des "perturbations graves" dans la ville. Ceux qui continueront tout de même de manifester pourront faire l'objet d'arrestations et de poursuites, a averti la police.

Cette décision a été critiquée, Amnesty

International dénonçant "une restriction illégale à la liberté d'expression".

"Si la lutte contre l'effondrement du climat et de l'écologie, et pour l'humanité, est contraire aux règles, alors les règles doivent être brisées", a réagi dans un tweet Greta Thunberg, Suédoise de 16 ans devenue l'égérie internationale du combat des jeunes en faveur du climat.

Suite à cette interdiction, les manifestants d'Extinction Rebellion ont été délogés lundi soir de Trafalgar Square, place célèbre du cœur de la capitale. Mais ils ont poursuivi leurs actions dès le lendemain, notamment devant le ministère des Transports et les services de renseignement MI5.

Le maire travailliste de Londres Sadiq Khan a de son côté assuré ne pas être à l'origine de l'interdiction et a indiqué avoir demandé à la police de "trouver un moyen" pour permettre à "ceux qui veulent protester contre l'urgence climatique" de pouvoir le faire "légalement et pacifiquement".

Toutefois, la ministre de l'Intérieur Priti Patel a appelé à "soutenir la police". "Les officiers de tout le pays ont fait un boulot fantastique pour maintenir l'ordre lors des manifestations d'Extinction Re-

bellion", a-t-elle affirmé sur Twitter.

Les forces de l'ordre ont procédé à près de 1.642 arrestations à Londres depuis le début de la mobilisation la semaine dernière, selon les chiffres actualisés mercredi.

Cet article est paru dans Le Vif (site web)

<http://www.levif.be/actualite/internationale/extinction-rebellion-conteste-en-justice-l-interdiction-des-ses-actions/article-e-news-1204193.html>

Documents sauvegardés

LE VIF!

© 2019 Le Vif (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 11 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news 20191017-BVIVW-320821_23865

Nom de la source

Le Vif (site web)

Jeudi 17 octobre 2019

Type de source

Presse • Presse Web

Le Vif (site web) • 363 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion : le PTB exige que les ordres du bourgmestre et le rapport d'enquête soient rendus publics

Le PTB a exigé jeudi que les ordres donnés par le bourgmestre de la Ville de Bruxelles à la police de la zone de Bruxelles-Ixelles et les résultats de l'enquête sur l'intervention des forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation d'Extinction Rebellion soient rendus publics.

Le mouvement Extinction Rebellion a rassemblé une série de témoignages sur l'action de la police de Bruxelles-Ixelles dans le cadre de la répression de l'action de désobéissance civile sur l'urgence climatique menée samedi dernier. L'intervention des forces de l'ordre est au centre de nombreuses critiques quant à la proportionnalité des moyens déployés face à des manifestants non violents et à la gratuité de certains gestes posés par des policiers.

La police a annoncé l'ouverture d'une enquête pour évaluer l'intervention policière.

Jeudi, le PTB a déposé une proposition de motion au conseil communal de la Ville de Bruxelles pour avoir des "engagements clairs" de la majorité Ecolo-PS-Défi.

"Les déclarations du bourgmestre selon lesquelles il n'y aurait pas eu de comportements illégitimes sont extrêmement inquiétantes pour notre démocratie. Comment est-il possible que le bourgmestre endosse la responsabilité du recours au spray à poivre? Son rôle devrait être de faire respecter la circulaire ministérielle qui précise que son utilisation doit rester limitée aux situations de violence collective grave commise contre la police ou contre des personnes, aux cas de légitime défense", a commenté la cheffe de file de la formation d'extrême gauche au conseil communal, Mathilde El Bakri.

Pour le PTB, les résultats de l'enquête qui doit "désigner clairement qui porte la responsabilité politique des abus et du recours à la violence" doivent être rendus publics. "Les citoyens ont le droit de savoir si c'est le bourgmestre qui a donné l'ordre à son corps de police de faire usage de la violence et d'utiliser du spray à poivre" a encore dit Mathilde El Bakri.

Pour elle, la majorité doit réaffirmer le droit constitutionnel de manifester et le bourgmestre, chef de corps de la zone de police, doit faire respecter ce droit sur le

territoire de la commune lors de manifestations pacifistes et démocratiques.

Cet article est paru dans Le Vif (site web)

<http://www.levif.be/actualite/belgique/extinction-rebellion-le-ptb-exige-que-les-ordres-du-bourgmestre-et-le-rapport-d-enquete-soient-rendus-publics/article-news-1204747.html>

Documents sauvegardés

LE VIF!

© 2019 Le Vif (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publie

Certificat émis le 11 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news 20191021-BVIVW-321292_23865

Nom de la source

Le Vif (site web)

Lundi 21 octobre 2019

Type de source

Presse • Presse Web

Le Vif (site web) • 588 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion: quatre procédures d'enquête disciplinaire à l'égard de policiers

Quatre procédures d'enquête disciplinaire ont été ouvertes à l'égard de policiers à la suite de l'intervention des forces de l'ordre dans le cadre de l'action de désobéissance d'Extinction Rebellion, le 12 octobre dernier, dans la zone neutre de la capitale, a indiqué lundi le bourgmestre de la Ville de Bruxelles Philippe Close.

M. Close était interpellé devant le conseil communal de la Ville par des citoyens mais aussi par des représentants de l'ensemble des groupes politiques au sujet de la proportionnalité de l'intervention des policiers lors de cette action non autorisée.

Il y a eu moins de critiques autour du principe même du refus d'autoriser une manifestation dans la zone neutre. Didier Wauters (cdH; opposition), et Marie Nagy (DéFI; majorité) ont souligné les risques que cela comporte pour les institutions démocratiques présentes dans la zone neutre, en cas de répétition par des organisations aux objectifs moins louables.

Dans la majorité, outre les Verts, Opoku Bosompra (PS) a pointé du doigt "un problème de mentalité chez certains policiers", face à des "gens non-violents

qui ont été traités comme des criminels".

Mathilde El Bakri (PTB) a insisté sur la nécessité de savoir qui porte la responsabilité politique des abus et du recours à la violence par la police.

David Weytsman (MR) se pose lui aussi des questions sur la violence de l'intervention sans explication jusqu'à présent. Mais il a rappelé que les policiers mettaient régulièrement leur vie en danger pour assurer la sécurité de la population et pointé les "explications peu claires et en ordre dispersé" des membres du collège échevinal, critiquant ouvertement les Verts pour avoir pris position contre la police sans s'être informés.

Dans sa réponse, Philippe Close a notamment indiqué que quatre procédures d'enquête disciplinaires avaient été ouvertes: deux pour l'usage de spray lacrymogène de type CS; une sur base d'une plainte évoquée via la VRT concernant un fait au commissariat central, et une autre sur foi de 33 témoignages d'activistes d'Extinction Rebellion.

Selon le bourgmestre, 317 personnes ont fait l'objet d'une arrestation administrative; 118 personnes ont été envoyées au commissariat central en vue d'une vérification d'identité; 130 autres ont été in-

terpellées et identifiées sur place.

Les remises en liberté ont eu lieu entre 21h et 3h du matin.

Philippe Close a par ailleurs répété qu'Extinction Rebellion avait annoncé avant l'action son intention d'investir le jardin du Palais royal, fermé au public et situé dans la zone neutre et refusé chacun des lieux proposés à titre alternatif. Cela a donc justifié l'interdiction de la manifestation.

Le jour-même, deux heures quarante se sont écoulées entre le début de la manifestation et la demande d'évacuer les rails de trams sur la Place Royale.

Avant d'entamer "une manoeuvre ralenti d'évacuation" à 17h40, il a été demandé à plusieurs reprises, à partir de 16h, de libérer les rails de trams, notamment via les manifestants affichant une chasuble "contact police" et via une demande spécifique aux parents venus avec des enfants.

A 17h40, la manoeuvre ralentie d'évacuation a commencé, après également divers contacts par petits groupes de manifestants interposés, pour laisser aux gens l'occasion d'évacuer vers le Mont des Arts.

Documents sauvegardés

Toujours d'après Philippe Close, la zone de police s'attèlera à une meilleure formation des policiers pour gérer ce type d'action de désobéissance civile. Il a dit rester ouvert au dialogue pour "éviter que cela se reproduise".

De son côté, le Premier échevin Benoît Hellings (Ecolo) a précisé que la position défendue lundi soir par Philippe Close était celle de l'ensemble du collège.

Cet article est paru dans Le Vif (site web)

<http://www.levif.be/actualite/belgique/extinction-rebellion-quatre-procedures-d-enquete-disciplinaire-a-l-egard-de-policiers/article-news-1205971.html>

Documents sauvegardés

LE VIF!

© 2019 Le Vif (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 11 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news 20191024-BVIVW-321822_23865

Nom de la source

Le Vif (site web)

Jeudi 24 octobre 2019

Type de source

Presse • Presse Web

Le Vif (site web) • 1434 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion: pourquoi notre police n'est pas capable de gérer les manifestants comme à Londres ou Amsterdam ?

Jan de Deken

La première journée d'action nationale du groupe d'action Extinction Rebellion à Bruxelles a conduit à des centaines d'arrestations, tout comme dans nos pays voisins. Rien de plus normal puisque les activistes manifestent sans autorisation. Néanmoins l'approche de notre police s'est indiscutablement distinguée de celle de Londres ou d'Amsterdam.

"Un biscuit, monsieur l'agent ?" Pendant un moment, le policier hésite. Il finit tout de même par accepter le biscuit fait maison et recouvert de pépites de chocolat. Après tout, il est en faction depuis longtemps. "Merci", lui répond la femme avec la corbeille de biscuits. "Vous faites du bon travail. Nous sommes là pour vous aussi, et pour vos enfants."

La tombée de la nuit ne viendra pas plomber l'ambiance devant les portes de Downing Street, où se trouve la résidence officielle du Premier ministre Boris Johnson. 'Oh police, let's go down, down in the river to pray'(Oh police, descendons, descendons dans la rivière pour prier) est la prière qui s'élève de

centaines de gorges. Nous sommes le mardi 8 octobre, deuxième jour de ce qui doit être une occupation de deux semaines du district gouvernemental de Westminster, à Londres. C'est bien simple à chaque coin de rue, on tombe sur des factions d'Extinction Rebellion. Ils bloquent les routes, les ponts, les ministères et le parlement. Deux grosses averses qui ont eu lieu plus tôt dans la journée ne sont pas parvenues à les chasser. Tout comme les avertissements répétés de la police qui leur demande : "s'il vous plaît, partez ou vous serez arrêté".

Les activistes sont enchaînés ensemble au sol, les bras serrés par paires dans des tuyaux. Ils n'ont pas facilité les choses pour les forces de l'ordre et c'est avec une scie circulaire et une patience d'ange que les policiers tentent de libérer les manifestants. Ces derniers reçoivent des masques de protection. Aux autres ont dit de reculer: "Nous travaillons avec des outils dangereux et ne voulons blesser personne."

Les arrestations sont à chaque fois identiques : quatre policiers soulèvent le manifestant par les bras et les jambes.

Ce dernier se laisse emporter avec un large sourire, poussé par les applaudissements et les cris de la foule. Ce sont des martyrs.

Un homme de 57 ans attend son tour, les genoux serrés contre la poitrine. Il a froid. Quelques mètres plus loin, sa femme le regarde, inquiète. "Ce gouvernement ne fait rien contre le désastre climatique qui s'annonce. Je m'inquiète pour l'avenir de mes petits-enfants. Je n'ai jamais demandé aussi ouvertement d'être arrêté, mais je ne sais pas quoi faire d'autre. C'est la dernière carte que je peux jouer." Il en sera néanmoins pour ses frais puisque les flics font reculer la foule. L'homme restera assis avec un couple de retraités aux portes de Downing Street. Rien qu'au cours des quatre premiers jours des manifestations, plus d'un millier de personnes seront arrêtées. Les tentes et les fournitures des militants sont systématiquement enlevées. Mais il n'y a guère d'histoires de violences policières.

Simon Lietar est également descendu à Londres. Il est infirmier et a pris un an de crédit temps pour mettre en place une cellule Extinction Rebellion à Gand.



Documents sauvegardés

"Nous sommes venus ici pour apprendre. Samedi nous aurons notre première journée nationale d'action à Bruxelles, nous occuperons les jardins du palais royal. À ce moment, il ne s'inquiète pas pour la police." J'ai fait beaucoup de démonstrations, on n'a jamais eu de problèmes."

Traumatisant

Lietar rit jaune, une semaine plus tard, lorsqu'il repense à ces propos. "J'étais en effet rentré de Londres avec l'idée : c'est comme ça que ça marche. Tout se passait bien là-bas. Personne n'était préparé à ce qui s'est passé à Bruxelles."

Suivant l'exemple de Londres, les militants avaient occupé plusieurs points stratégiques dans et autour de la place Royale. "À notre grande surprise, nous avons soudain vu la police antiémeute partout. Nous ne pouvions pas aller plus loin", dit Els Galle, une sage-femme de 27 ans. J'ai essayé de rassurer ceux qui étaient mineurs. C'était leur première démonstration, ils étaient très nerveux. C'est à ce moment qu'on a eu du gaz poivré sur le visage. Nous avons entendu les policiers taper leurs matraques sur leurs boucliers. C'est très effrayant, surtout quand on ne voit plus rien. J'ai commencé à marcher à l'aveugle avant d'être touché dans le dos par le jet du canon à eau."

null © jan de deken

Galle et les autres militants sont restés assis menottés et trempés sur le sol pendant quatre heures. Galle : "J'ai demandé à prendre soin d'un homme blessé à la tête, mais on m'a ri au nez. On a eu droit à la même réaction lorsqu'on a voulu appeler une ambulance. Nous avons dû crier sur des passants pour demander de l'aide. L'homme s'est évanoui, l'ambu-

lance n'est arrivée que vingt minutes plus tard.

Six jours plus tôt, Galle était à une action d'Extinction Rebellion à Amsterdam. À Bruxelles, l'ambiance était au départ conviviale, voire festive. Nous avons débattu, il y avait des familles avec de jeunes enfants. À Amsterdam, c'était une vraie occupation. Nous avons bloqué la route pendant douze heures, les bras tressés ensemble. Malgré ça, la police est restée amicale et correcte. Ils ont dit que ce que nous faisions était illégal et que nous serions arrêtés. Chaque personne arrêtée avait le choix : se lever volontairement ou être tirée de force. Dans ce cas, ils plient votre poignet en deux pour vous garder sous contrôle : c'est désagréable, mais pas plus."

Les 435 arrestations de Bruxelles ne surprennent pas Galle et Lietar. "C'est compréhensible, parce que nous ne partions pas volontairement. Mais nous ne résistions pas vraiment non plus. Nous acceptions simplement le fait que nous puissions être arrêtés", dit Lietar. Cette stratégie est bien pensée. Extinction Rebellion est un mouvement non violent et qui prône la désobéissance civile. Selon des recherches universitaires menées par la politologue américaine Erica Chenoweth, ce sont ce genre de groupes d'action qui, historiquement, sont les plus efficaces.

"Je veux bien faire des sacrifices pour une politique climatique plus ambitieuse. Mais le gaz poivré et être tiré par les cheveux ne me semble pas être la façon normale de réagir", dit Lietar. Il ne comprend pas ce qui a pris à la police. "On a vu qu'il y avait des conflits au sein même de la police. Ce n'était pas un jeu du bon flic, mauvais flic. Certains policiers n'étaient manifestement pas

d'accord avec les actes de violence de leurs collègues."

N'y a-t-il donc eu aucune violence de la part des manifestants ? "Un homme a jeté une chaise dans le dos d'un policier", dit Lietar. Mais d'autres manifestants l'ont immédiatement rappelé à l'ordre et se sont excusés auprès de l'officier. Lorsqu'on est attaqué, on réagit parfois instinctivement. Mais j'ai été surpris de voir combien de gens se sont rassassés du spray au poivre en plein visage, ont reçu des coups de pied et ont été immobilisés."

Une fois dans le commissariat, Galle a été tout aussi choqué par l'attitude humiliante de la police. "Personne n'avait le droit d'aller aux toilettes. Beaucoup ont été obligés d'uriner dans leur pantalon. D'abord, tous les hommes ont été enregistrés et emmenés. "Lorsqu'il ne restait plus que les militantes, les remarques sexistes ont fusé, dit Heide Verbruggen, 21 ans. "Ils se sont moqués de moi quand je leur ai demandé d'arrêter. Au moins nous étions, au plus ils commençaient à nous regarder et à faire des commentaires de façon insistante."

Selon Lietar, ce fut pour beaucoup une expérience traumatisante. Tout le monde n'était pas prêt pour une telle opération policière. Beaucoup de gens étaient là tout simplement parce qu'ils se préoccupaient du climat. Certains d'entre eux ont du mal à sortir de chez eux. Ils sont accompagnés de psychologues. Il y a quelques jours, nous avons tenu une réunion de debrief avec les participants de Gand. La police fédérale avait vu cet événement sur Facebook et était également présente. Ils voulaient ouvrir le dialogue et répondre aux questions, mais de nombreux militants se sont instantanément figés dès qu'ils ont appris que la

Documents sauvegardés

police était présente.

Les sections belges d'Extinction Rebellion, encore jeunes, sont peut-être encore en train de panser leurs plaies, mais force est de constater que leur objectif a été largement atteint avec la première journée d'action nationale. Lietar: "Je n'aime pas penser en ces termes, mais je ne peux nier que nous recevons une attention massive des médias. Beaucoup d'activistes présents lors de ce premier samedi n'oseront pas revenir, mais en même temps beaucoup de nouvelles personnes se présentent. Par indignation."

Cet article est paru dans Le Vif (site web)

<http://www.levif.be/actualite/belgique/extinction-rebellion-pourquoi-notre-police-n-est-pas-capable-de-gerer-les-manifestants-comme-a-londres-ou-amsterdam/article-normal-1207803.html>

Documents sauvegardés

LE VIF!

© 2019 Le Vif (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publie

Certificat émis le 11 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news 20191026-BVIVW-322091_23865

Nom de la source

Le Vif (site web)

Samedi 26 octobre 2019

Type de source

Presse • Presse Web

Le Vif (site web) • 337 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion veut intenter une action civile contre la Ville de Bruxelles

Extinction Rebellion veut engager une action civile contre la Ville de Bruxelles, a fait savoir la section belge de ce mouvement citoyen international sur sa page Facebook. Les militants écologistes qui estiment avoir subi un dommage physique ou moral lors de l'intervention policière du 12 octobre dernier sont invités à se joindre à la cause.

"Des actions pénales nous feront plus de tort que de bien et n'ont qu'une très faible probabilité de succès. C'est pourquoi nous voulons engager des actions civiles contre la Ville de Bruxelles, autorité judiciaire responsable de la police", a expliqué Extinction Rebellion Belgium sur sa page Facebook et par courriel à ses membres. Les personnes concernées ont jusqu'au 29 octobre pour se signaler si elles souhaitent rejoindre cette action collective.

"Si vous avez une assurance familiale ou juridique, vous serez très probablement couverts pour ce genre de cas et cela ne vous coûtera rien", a précisé le mouvement écologiste. L'organisation va aussi déposer une plainte pénale pour obtenir la confirmation officielle que la zone de police de Bruxelles-Capitale-Ixelles a ouvert une enquête interne sur le

déroulement de son intervention et que celle-ci "ne sera pas enterrée, une fois la pression médiatique retombée". En revanche, aucune plainte ne sera adressée par Extinction Rebellion auprès du Comité P.

"Nous estimons que notre énergie devrait être concentrée sur les étapes précédentes, de sorte que les conséquences concrètes en découlent pour les responsables", justifie l'organisation. Par ailleurs, Extinction Rebellion indique que, si certains reçoivent une amende administrative communale ces prochains jours, elle les soutiendra dans les démarches à accomplir individuellement pour la contester.

Le 12 octobre dernier, des centaines d'activistes se sont rassemblés sur la place Royale pour dénoncer l'urgence climatique. De nombreuses voix se sont indignées de la manière dont les forces de l'ordre ont évacué les participants à cette action de désobéissance civile. Quatre procédures d'enquête disciplinaire ont été ouvertes à l'égard de policiers, selon le bourgmestre de la Ville, Philippe Close.

Cet article est paru dans Le Vif (site web)

<http://www.levif.be/actualite/belgique/extinction-rebellion-veut-intenter-une-action-civile-contre-la-ville-de-bruxelles/article-normal-1208415.html>

Documents sauvegardés

LE VIF!

© 2019 Le Vif (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 11 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news 20191216-BVIVW-328738_23865

Nom de la source

Le Vif (site web)

Lundi 16 décembre 2019

Type de source

Presse • Presse Web

Le Vif (site web) • 262 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Extinction Rebellion veut manifester sur la Grand Place: Close privilégie la négociation

Le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Philippe Close (PS), privilégie pour le moment la voie de la négociation avec le groupe d'activistes pour le climat Extinction Rebellion avant de dire s'il autorise ou non l'action que celui-ci a programmée vendredi prochain, au cœur de la capitale.

Extinction Rebellion a annoncé une action de désobéissance civile le 20 décembre sur la Grand-Place de Bruxelles pour fêter sa première année d'existence en Belgique.

Il prévoit un rassemblement des militants afin de lire collectivement leur "deuxième déclaration de rébellion".

Comme la Grand-Place est une zone neutre, et donc interdite à toute manifestation, les activistes d'Extinction Rebellion demandent aux participants de ne pas porter de vêtements ou d'accessoires qui pourraient révéler leur intention et ainsi éviter d'être intercepté par la police.

Interrogé lundi soir par le conseiller communal N-VA Mathias Vanden Borre sur ses intentions par rapport à cette action, Philippe Close a rappelé, par l'entremise de l'échevine Ans Persoons, que

la Grand Place constituait toujours une zone neutre, où l'on ne peut manifester.

"Il est trop tôt pour dire quelque chose. Nous laissons encore ouvertes toutes les chances d'aboutir à une solution commune, au cours d'une concertation, comme nous essayons de le faire pour les 1.000 manifestations par an qui ont lieu sur notre territoire", a dit l'échevine, au nom du bourgmestre.

"En fonction de la concertation et du déroulement de l'action, la mission sera donnée à la police d'agir de manière adaptée", a-t-elle encore dit, lisant manifestement un message préparé.

Cet article est paru dans Le Vif (site web)

<http://www.levif.be/actualite/belgique/extinction-rebellion-veut-manifester-sur-la-grand-place-close-privilegie-la-negociation/article-news-1229019.html>



Documents sauvegardés

LE VIF!

© 2020 Le Vif (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCCertificat émis le 11 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news 20200123-BVIVW-333104_23865

Nom de la source Jeudi 23 janvier 2020

Le Vif (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Le Brussels Motor Show, une réussite malgré la professionnalisation des manifestants d'Extinction/Rebellion

Robert Van Apeldoorn

Du Trends-Tendances du 23/01/2020 23/01/20 à 11:17
Mise à jour à 11:17 Source: Trends-Tendances

Pour 20 euros, aidez un rebelle ! C'est la proposition de crowdfunding d'Extinction/Rebellion, le mouvement qui a perturbé le Salon de l'Auto, samedi 18 janvier. Environ 200 manifestants ont réalisé divers happenings, les plus visuels possibles pour les caméras, dénonçant le "Salon du Mensonge" que serait le Brussels Motor Show, qui a néanmoins accueilli plus de 500.000 visiteurs.

Ils ont notamment décoré un capot de voiture avec du faux sang, mimé des victimes de la route, en se couchant sur le sol. Ils estiment que les constructeurs ne disent pas la vérité sur les émissions des voitures. Pour financer l'opération, et les tickets d'entrée au salon, Extinction/Rebellion avait donc lancé un crowdfunding. C'est l'un des nombreux éléments qui indique le niveau de professionnalisation atteint par Extinction/Rebellion, véritable start-up de la protestation.

"Médiateurs de désescalade"

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les documents publiés sur le site de l'association. On y trouve entre autres un "legal brief" qui détaille les risques pris par les manifestants. "Arrestation administrative: maximum 12 heures. Le plus probable. Souvent pour avoir 'perturbé la tranquillité publique'." Avec un risque de sanction administrative communale, "maximum 350 euros dans les six mois".

Les actions ont été planifiées deux semaines à l'avance, en organisant ce que le document descriptif qualifie de GA (des groupes d'affinités), de deux à six personnes. Un tutoriel précise comment former ces groupes. Ils doivent comporter un ou plusieurs "médiateur(s) de la désescalade", pour jouer un rôle d'apaisement, éviter les affrontements avec les visiteurs du salon ou le personnel des stands, "gardez à l'esprit que ce n'est pas contre eux que nous agissons".

Actions spectaculaires, buts flous

D'autres tutoriels donnent des conseils sur les opérations, par exemple la manière d'utiliser le faux sang. "Veillez à utiliser une peinture lavable et (si possible) biodégradable", sur la colle à

utiliser pour se fixer à des objets. Enfin, le mental est soigné, car les documents proposent une assistance psychologique pour les manifestants troublés durant les actions. En français, anglais et néerlandais.

L'objectif de ces actions très télégéniques est toutefois vague : une demande que "la mobilité future (soit) discutée et choisie par des assemblées de citoyens". Il s'agit surtout d'une action en culpabilisation d'un secteur qui a du poids, mais peine, depuis le dieselgate, à se faire entendre des autorités. Comme le montre l'interdiction programmée du diesel notamment à Bruxelles, au plus tard en 2030. Les propositions les plus concrètes sont finalement assez soft. "La voiture n'est pas à jeter aux orties", indique un des documents distribués, qui recommande, pour réduire les émissions, de rouler davantage à vélo, en transports en commun, de covoiturier, de télétravailler. Tout ça pour ça...

Plus de 500.000 visiteurs

Manifestants ou pas, le Brussels Motor Show a rempli l'objectif affiché à son

Documents sauvegardés

démarrage : dépasser les 500.000 visiteurs. " Nous avons atteint les 501.789 personnes ", indique Pierre Lalmand, manager du Brussels Motor Show. En sensible retrait par rapport à 2018 (-7 %), mais le salon comptait un jour de moins.

Il reste à faire le bilan commercial. La vente sur les stands n'est plus guère pratiquée, les clients sont informés puis orientés vers les concessionnaires. Ces contacts favorables semblent avoir été plus nombreux cette année que l'an dernier, estime Pierre Lalmand.

Parmi les visiteurs, les dirigeants du salon de Genève et celui du Mondial de Paris ont fait le déplacement pour voir comment la Febiac, qui organise le Salon, parvenait à conserver un Salon dont la formule est déclinée partout ailleurs. Beaucoup de constructeurs, comme Volvo, boudent les salons, mais viennent toujours à Bruxelles.

Les organisateurs du salon avaient été prévenus des actions d'Extinction/Rebellion, avec qui ils ont eu des contacts. Ils craignaient surtout des mouvements de foule et avaient prévenu les autorités. Les dommages ont finalement été limités, même si quelques plaintes ont été déposées pour dégâts matériels.

Pour 20 euros, aidez un rebelle! C'est la proposition de crowdfunding d'Extinction/Rebellion, le mouvement qui a perturbé le Salon de l'Auto, samedi 18 janvier. Environ 200 manifestants ont réalisé divers happenings, les plus visuels possibles pour les caméras, dénonçant le " Salon du Mensonge " que serait le Brussels Motor Show, qui a néanmoins accueilli plus de 500.000 visiteurs. Ils ont notamment décoré un capot de voiture avec du faux sang, mimé des

victimes de la route, en se couchant sur le sol. Ils estiment que les constructeurs ne disent pas la vérité sur les émissions des voitures. Pour financer l'opération, et les tickets d'entrée au salon, Extinction/Rebellion avait donc lancé un crowdfunding. C'est l'un des nombreux éléments qui indique le niveau de professionnalisation atteint par Extinction/Rebellion, véritable start-up de la protestation. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les documents publiés sur le site de l'association. On y trouve entre autres un "legal brief" qui détaille les risques pris par les manifestants. "Arrestation administrative: maximum 12 heures. Le plus probable. Souvent pour avoir 'perturbé la tranquillité publique'." Avec un risque de sanction administrative communale, "maximum 350 euros dans les six mois". Les actions ont été planifiées deux semaines à l'avance, en organisant ce que le document descriptif qualifie de GA (des groupes d'affinités), de deux à six personnes. Un tutoriel précise comment former ces groupes. Ils doivent comporter un ou plusieurs " médiateur(s) de la désescalade ", pour jouer un rôle d'apaisement, éviter les affrontements avec les visiteurs du salon ou le personnel des stands, "gardez à l'esprit que ce n'est pas contre eux que nous agissons". D'autres tutoriels donnent des conseils sur les opérations, par exemple la manière d'utiliser le faux sang. "Veillez à utiliser une peinture lavable et (si possible) biodégradable", sur la colle à utiliser pour se fixer à des objets. Enfin, le mental est soigné, car les documents proposent une assistance psychologique pour les manifestants troublés durant les actions. En français, anglais et néerlandais. L'objectif de ces actions très télégéniques est toutefois vague: une demande que " la mobilité future (soit) discutée et choisie par des

assemblées de citoyens ". Il s'agit surtout d'une action en culpabilisation d'un secteur qui a du poids, mais peine, depuis le dieselgate, à se faire entendre des autorités. Comme le montre l'interdiction programmée du diesel notamment à Bruxelles, au plus tard en 2030. Les propositions les plus concrètes sont finalement assez soft. " La voiture n'est pas à jeter aux orties", indique un des documents distribués, qui recommande, pour réduire les émissions, de rouler davantage à vélo, en transports en commun, de covoiturer, de télétravailler. Tout ça pour ça...

Cet article est paru dans Le Vif (site web)

<http://trends.levif.be/economie/entreprises/le-brussels-motor-show-une-reussite-malgre-la-professionnalisation-des-manifestants-d-extinction-rebellion/article-normal-1242559.html>

Documents sauvegardés

LE VIF!

© 2020 Le Vif (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC

Certificat émis le 11 octobre 2024 à UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news 20200701-BVIVW-352567_23865

Nom de la source

Le Vif (site web)

Mercredi 1 juillet 2020

Type de source

Presse • Presse Web

Le Vif (site web) • 3219 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

Esmeralda de Belgique se confie: "Il faut une réelle pression si l'on veut extraire le racisme de nos mentalités"

Olivier Rogeau

Féministe et militante proclamée proche du mouvement Extinction Rebellion, la fille cadette de Léopold III et de Lilian de Réthy est plus fière de son image d'"activiste" que de son titre de "princesse". Son souhait que le roi Philippe, son neveu, s'exprime sur les violences et cruautés de la colonisation a été entendu par le Palais, mais ses interventions dans le débat ont fait grincer des dents. Dont celles de certains de ses amis.

Le "confinement", la princesse connaît. Et cela dès sa plus tendre enfance. La fille cadette de Léopold III et de sa seconde épouse Lilian Baels de Réthy a passé les quatre premières années de sa vie au château royal de Laeken, où elle est née. Puis, elle a vécu à Argenteuil, à la lisière de la forêt de Soignes, domaine mis à la disposition de ses parents fin 1960, près de dix ans après l'abdication du roi. Pas question, pour la gamine, d'aller à l'école : elle reçoit les enseignements de professeurs particuliers. Son frère Alexandre, qui a quatorze ans de plus qu'elle, n'est plus à la maison, et sa soeur Marie-Christine s'est vite retrouvée en pension. Seule enfant à Argen-

teuil, entourée d'adultes, Esmeralda grandit à l'écart de la vie réelle. Elle dit regretter de ne pas avoir eu la chance de côtoyer des camarades de son âge avec lesquels elle aurait pu étudier et jouer, apprendre la compétition et le partage, découvrir la diversité.

Depuis mars dernier, la princesse vit un autre genre de confinement, imposé par la pandémie de Covid-19. Elle qui habituellement voyage beaucoup, accumule les rencontres et se rend deux à trois fois par mois en Belgique pour des réunions et des conférences n'a pas quitté sa maison du cœur de Londres, où elle s'est installée il y a plus de vingt ans. Seules escapades en trois mois et demi : des sorties à vélo, une à deux heures par jour. "J'ai la chance d'avoir un jardin. Le confinement m'a forcée à structurer mes journées, à être plus disciplinée pour éviter de voir le temps s'effilocher." Elle détaille : exercices de gym tous les matins, gestion de sa messagerie, vidéo-conférences avec les fondations et ONG auxquelles elle collabore - elle préside depuis 1983 le Fonds Léopold III pour l'exploration et la conservation de la nature -, rédaction d'un article, nouveau projet de documentaire...

La princesse Esmeralda, avec les femmes de la coalition climat WeCan International. © D.R.

A Londres, la famille confinée

En revanche, la préparation des repas, c'est plutôt l'affaire de son mari, Salvador Moncada, pharmacologue britannique d'origine hondurienne, connu pour ses travaux dans le domaine cardio-vasculaire. "Il adore cela et est un excellent cuisinier", assure son épouse. Au menu, légumes, poisson, parfois du poulet, mais presque jamais de viande rouge. "Le confinement aura été pour nous l'occasion de tester de nouvelles recettes. Même mon fils Leopoldo s'y est mis. Lui qui, à 19 ans, n'avait jamais cuisiné de sa vie a cherché des recettes en ligne." Né en 2001, cent ans après la naissance de son grand-père Léopold III, Leopoldo porte ce prénom parce que sa maman a voulu "faire un cadeau" à sa propre mère, Lilian, disparue un an plus tard. L'adolescent a terminé sa première année de sciences politiques à la London School of Economics. Il a passé ses examens en ligne. Passionné par la politique, il veut devenir journaliste. Comme maman. A 22 ans, la princesse

Documents sauvegardés

Esmeralda, qui aspirait à mener une vie indépendante, est partie à Paris et y a travaillé en tant que pigiste pour plusieurs magazines européens. Un reportage qui l'a particulièrement marquée ? Celui qu'elle a fait en 1990 au Koweït, après l'invasion de l'émirat par l'Irak. "Des scènes dantesques, se souvient-elle : les destructions à Koweït City, les chars abandonnés, les centaines de puits de pétroles en feu qui causaient une catastrophe écologique..." La fille aînée de la princesse, Alexandra, 22 ans, suit, elle, la voie scientifique paternelle : elle a achevé sa dernière année de biologie marine à l'université de Southampton. Elle envisage d'entreprendre des études de médecine au Canada. Elle a été privée de cérémonie officielle de remise des diplômes à cause du coronavirus.

"Il ne suffit pas, quand une cause vous tient à cœur, d'être journaliste. Il faut aussi être activiste. J'ai ressenti le besoin de me battre pour les droits des femmes, pour le climat. Et cela a libéré ma parole."

"La crise sanitaire a été très mal gérée par les autorités britanniques, estime sa mère. La communication des autorités manque de transparence et ses messages sont confus. Le virus a fait plus de 43 000 morts au Royaume-Uni. On peut parler d'un carnage dans les maisons de repos. Quel fiasco !" La princesse n'a pas de mots assez durs dénoncer l'échec des gouvernements, qui n'ont pas tenu compte des avertissements des scientifiques sur les risques de pandémie. Autrefois réservée, discrète, voire timide et introvertie, Esmeralda n'hésite pas, de plus en plus souvent, à monter au front, à exprimer haut et fort son indignation. "Il y a eu un déclic, reconnaît-elle. J'ai réalisé qu'il ne suffit pas, quand une cause vous tient à cœur, d'être jour-

naliste. Il faut aussi être activiste. J'ai ressenti le besoin de me battre pour les droits des femmes, pour le climat. Et cela a libéré ma parole."

Les "profonds regrets" du roi Philippe

Au point de ne plus s'imposer, en tant que "princesse de Belgique", un devoir de réserve ? "Je ne suis pas tenue à ce devoir, puisque je ne reçois pas de dotation princière", répond-t-elle. Je peux m'exprimer en toute liberté, et si je me fixe certaines limites, c'est par choix personnel. Il serait notamment inconvenant que je tienne des propos sur la politique belge, moi qui vit à l'étranger." Reste que ses récentes interventions télévisées dans le débat sur le passé colonial de la Belgique et la décolonisation de l'espace public ont fait grincer des dents dans certains milieux conservateurs. En substance, elle a appelé le roi Philippe à présenter des excuses au nom de la Belgique pour les atrocités commises lors de la colonisation du Congo, pays qui a d'abord été la propriété personnelle de Léopold II, aïeul du souverain actuel. Souhait entendu par le Palais, du moins dans une certaine mesure : le roi a exprimé, dans une lettre adressée au président congolais Félix Tshisekedi à l'occasion du 60 e anniversaire de l'indépendance, ses "plus profonds regrets pour ces blessures du passé, dont la douleur est aujourd'hui ravivée par les discriminations encore trop présentes dans nos sociétés."

> A lire sur le sujet - Regrets du roi Philippe sur la colonisation: royale maestria

La princesse dit aussi "comprendre" les actes de vandalisme et les déboulonnages de monuments symboles de la colonisation. Parce que "les demandes et

pétitions" d'activistes n'ont pas été suivies d'effets. Parce que "la frustration" s'est accumulée. Et parce que la plupart de ces statues, qui "représentent la suprématie de la race blanche... heurtent, blessent toute une communauté." Une consultation populaire permettrait, estime la tante du roi, de décider ce qu'il faut en faire : les doter de plaques explicatives ou les envoyer dans un musée.

La princesse dit "comprendre" les actes de vandalisme et les déboulonnages de monuments symboles de la colonisation

Ses déclarations lui ont valu, confie-t-elle, une volée de critiques. Certaines agressives. Du genre : "De quoi se mêle-t-elle, elle qui ne vit même pas en Belgique ?" "Curieux reproche, réplique-t-elle : je n'ai jamais rompu avec mon pays et je suis belge, ma seule nationalité." En octobre dernier, après son arrestation par la police pour avoir manifesté à Trafalgar Square avec le collectif écologiste Extinction Rebellion, des Britanniques lui ont fait des réflexions du même genre : "Ils m'ont dit que je ferais mieux de retourner en Belgique !" La princesse assume ses prises de position progressistes : "Peu importe que certains milieux soient en désaccord avec mes idées. Dans la vie, il ne faut pas chercher à être populaire, il faut être sincère. Même mes amis ne partagent pas tous mes opinions. Ce n'est pas pour cela qu'on ne se parle plus." Elle tient à préciser sa pensée : "Il est important de s'engager, de dénoncer les discriminations, car le silence est violence. Il faut une réelle pression si l'on veut extraire le poison du racisme de nos structures et mentalités. La démarche d'Extinction Rebellion s'inscrit dans la même ligne : la désobéissance civile non violente face à l'urgence climatique. Et il est évident que l'on ne peut aborder le sujet sans

Documents sauvegardés

parler de l'injustice géographique : des pays du Sud subissent de plein fouet des phénomènes climatiques extrêmes dont ils ne sont pas responsables."

La cause des peuples autochtones

La survie des peuples autochtones est l'une des principales préoccupations de la demi-soeur d'Albert II. L'an dernier, elle a discuté du respect des droits de ces communautés avec Nicolas Hulot, l'ancien ministre français de la Transition écologique, de passage en Belgique. "Leur situation s'est encore dégradée ces derniers mois en régions amazoniennes du Brésil et de l'Equateur, où le Covid-19 décime des villages, signale la princesse. Le virus est souvent apporté par des bûcherons illégaux et des travailleurs de compagnies minières dont les incursions en zones protégées, toujours plus nombreuses, sont une catastrophe pour l'environnement."

Emeralda de Belgique, avec une délégation de femmes autochtones de la communauté de Sarayaku, en Equateur. © D.R.

La défense des communautés indigènes était déjà le combat de son père, devenu, après son abdication, explorateur-photographe. "Dans les années 1960, il passait trois à quatre mois par an en Amazonie. Il m'écrivait de là-bas. A son retour, je l'aids à sélectionner ses photos. Il m'a fait comprendre que ces peuples étaient les meilleurs gardiens de la biodiversité. Et il m'a transmis son amour de la nature, des forêts."

Une époque qui est aussi celle des rencontres, au château d'Argenteuil, avec des célébrités invitées par son père : l'explorateur Paul-Emile Victor, le volcanologue Haroun Tazieff, le commandant Cousteau... Aujourd'hui, la

princesse Esmeralda s'entretient surtout avec des femmes : la militante écologiste suédoise Greta Thunberg, la journaliste yéménite Tawakkol Karman, première femme arabe lauréate du prix Nobel de la paix. Et tant d'autres, parfois beaucoup moins connues, comme ces femmes engagées dans des projets sociaux et de microcrédit, auxquelles elle veut consacrer un livre et un film-documentaire.

Le "confinement", la princesse connaît. Et cela dès sa plus tendre enfance. La fille cadette de Léopold III et de sa seconde épouse Lilian Baels de Réthy a passé les quatre premières années de sa vie au château royal de Laeken, où elle est née. Puis, elle a vécu à Argenteuil, à la lisière de la forêt de Soignes, domaine mis à la disposition de ses parents fin 1960, près de dix ans après l'abdication du roi. Pas question, pour la gamine, d'aller à l'école: elle reçoit les enseignements de professeurs particuliers. Son frère Alexandre, qui a quatorze ans de plus qu'elle, n'est plus à la maison, et sa soeur Marie-Christine s'est vite retrouvée en pension. Seule enfant à Argenteuil, entourée d'adultes, Esmeralda grandit à l'écart de la vie réelle. Elle dit regretter de ne pas avoir eu la chance de côtoyer des camarades de son âge avec lesquels elle aurait pu étudier et jouer, apprendre la compétition et le partage, découvrir la diversité. Depuis mars dernier, la princesse vit un autre genre de confinement, imposé par la pandémie de Covid-19. Elle qui habituellement voyage beaucoup, accumule les rencontres et se rend deux à trois fois par mois en Belgique pour des réunions et des conférences n'a pas quitté sa maison du cœur de Londres, où elle s'est installée il y a plus de vingt ans. Seules escapades en trois mois et demi: des sorties à vélo, une à deux heures par jour. "J'ai la

chance d'avoir un jardin. Le confinement m'a forcée à structurer mes journées, à être plus disciplinée pour éviter de voir le temps s'effilocher." Elle détaille: exercices de gym tous les matins, gestion de sa messagerie, vidéo-conférences avec les fondations et ONG auxquelles elle collabore - elle préside depuis 1983 le Fonds Léopold III pour l'exploration et la conservation de la nature -, rédaction d'un article, nouveau projet de documentaire... En revanche, la préparation des repas, c'est plutôt l'affaire de son mari, Salvador Moncada, pharmacologue britannique d'origine hondurienne, connu pour ses travaux dans le domaine cardio-vasculaire. "Il adore cela et est un excellent cuisinier", assure son épouse. Au menu, légumes, poisson, parfois du poulet, mais presque jamais de viande rouge. "Le confinement aura été pour nous l'occasion de tester de nouvelles recettes. Même mon fils Leopoldo s'y est mis. Lui qui, à 19 ans, n'avait jamais cuisiné de sa vie a cherché des recettes en ligne." Né en 2001, cent ans après la naissance de son grand-père Léopold III, Leopoldo porte ce prénom parce que sa maman a voulu "faire un cadeau" à sa propre mère, Lilian, disparue un an plus tard. L'adolescent a terminé sa première année de sciences politiques à la London School of Economics. Il a passé ses examens en ligne. Passionné par la politique, il veut devenir journaliste. Comme maman. A 22 ans, la princesse Esmeralda, qui aspirait à mener une vie indépendante, est partie à Paris et y a travaillé en tant que pigiste pour plusieurs magazines européens. Un reportage qui l'a particulièrement marquée? Celui qu'elle a fait en 1990 au Koweït, après l'invasion de l'émirat par l'Irak. "Des scènes dantesques, se souvient-elle: les destructions à Koweït City, les chars abandon-

Documents sauvegardés

nés, les centaines de puits de pétroles en feu qui causaient une catastrophe écologique..." La fille aînée de la princesse, Alexandra, 22 ans, suit, elle, la voie scientifique paternelle: elle a achevé sa dernière année de biologie marine à l'université de Southampton. Elle envisage d'entreprendre des études de médecine au Canada. Elle a été privée de cérémonie officielle de remise des diplômes à cause du coronavirus."La crise sanitaire a été très mal gérée par les autorités britanniques, estime sa mère. La communication des autorités manque de transparence et ses messages sont confus. Le virus a fait plus de 43 000 morts au Royaume-Uni. On peut parler d'un carnage dans les maisons de repos. Quel fiasco !" La princesse n'a pas de mots assez durs dénoncer l'échec des gouvernements, qui n'ont pas tenu compte des avertissements des scientifiques sur les risques de pandémie. Autrefois réservée, discrète, voire timide et introvertie, Esmeralda n'hésite pas, de plus en plus souvent, à monter au front, à exprimer haut et fort son indignation. "Il y a eu un déclic, reconnaît-elle. J'ai réalisé qu'il ne suffit pas, quand une cause vous tient à cœur, d'être journaliste. Il faut aussi être activiste. J'ai ressenti le besoin de me battre pour les droits des femmes, pour le climat. Et cela a libéré ma parole." Au point de ne plus s'imposer, en tant que "princesse de Belgique", un devoir de réserve? "Je ne suis pas tenue à ce devoir, puisque je ne reçois pas de dotation princière, répond-t-elle. Je peux m'exprimer en toute liberté, et si je me fixe certaines limites, c'est par choix personnel. Il serait notamment inconvenant que je tienne des propos sur la politique belge, moi qui vit à l'étranger." Reste que ses récentes interventions télévisées dans le débat sur le passé colonial de

la Belgique et la décolonisation de l'espace public ont fait grincer des dents dans certains milieux conservateurs. En substance, elle a appelé le roi Philippe à présenter des excuses au nom de la Belgique pour les atrocités commises lors de la colonisation du Congo, pays qui a d'abord été la propriété personnelle de Léopold II, aïeul du souverain actuel. Souhait entendu par le Palais, du moins dans une certaine mesure: le roi a exprimé, dans une lettre adressée au président congolais Félix Tshisekedi à l'occasion du 60e anniversaire de l'indépendance, ses "plus profonds regrets pour ces blessures du passé, dont la douleur est aujourd'hui ravivée par les discriminations encore trop présentes dans nos sociétés." La princesse dit aussi "comprendre" les actes de vandalisme et les déboulonnages de monuments symboles de la colonisation. Parce que "les demandes et pétitions" d'activistes n'ont pas été suivies d'effets. Parce que "la frustration" s'est accumulée. Et parce que la plupart de ces statues, qui "représentent la suprématie de la race blanche... heurtent, blessent toute une communauté." Une consultation populaire permettrait, estime la tante du roi, de décider ce qu'il faut en faire: les doter de plaques explicatives ou les envoyer dans un musée. Ses déclarations lui ont valu, confie-t-elle, une volée de critiques. Certaines agressives. Du genre: "De quoi se mêle-t-elle, elle qui ne vit même pas en Belgique ?" "Curieux reproche, réplique-t-elle: je n'ai jamais rompu avec mon pays et je suis belge, ma seule nationalité." En octobre dernier, après son arrestation par la police pour avoir manifesté à Trafalgar Square avec le collectif écologiste Extinction Rebellion, des Britanniques lui ont fait des réflexions du même genre: "Ils m'ont dit que je ferais mieux de re-

tourner en Belgique !" La princesse assume ses prises de position progressistes: "Peu importe que certains milieux soient en désaccord avec mes idées. Dans la vie, il ne faut pas chercher à être populaire, il faut être sincère. Même mes amis ne partagent pas tous mes opinions. Ce n'est pas pour cela qu'on ne se parle plus." Elle tient à préciser sa pensée: "Il est important de s'engager, de dénoncer les discriminations, car le silence est violence. Il faut une réelle pression si l'on veut extraire le poison du racisme de nos structures et mentalités. La démarche d'Extinction Rebellion s'inscrit dans la même ligne: la désobéissance civile non violente face à l'urgence climatique. Et il est évident que l'on ne peut aborder le sujet sans parler de l'injustice géographique: des pays du Sud subissent de plein fouet des phénomènes climatiques extrêmes dont ils ne sont pas responsables." La survie des peuples autochtones est l'une des principales préoccupations de la demi-soeur d'Albert II. L'an dernier, elle a discuté du respect des droits de ces communautés avec Nicolas Hulot, l'ancien ministre français de la Transition écologique, de passage en Belgique. "Leur situation s'est encore dégradée ces derniers mois en régions amazoniennes du Brésil et de l'Équateur, où le Covid-19 décime des villages, signale la princesse. Le virus est souvent apporté par des bûcherons illégaux et des travailleurs de compagnies minières dont les incursions en zones protégées, toujours plus nombreuses, sont une catastrophe pour l'environnement." La défense des communautés indigènes était déjà le combat de son père, devenu, après son abdication, explorateur-photographe. "Dans les années 1960, il passait trois à quatre mois par an en Amazonie. Il m'écrivait de là-bas. A son re-

Documents sauvegardés

tour, je l'aidais à sélectionner ses photos. Il m'a fait comprendre que ces peuples étaient les meilleurs gardiens de la biodiversité. Et il m'a transmis son amour de la nature, des forêts."Une époque qui est aussi celle des rencontres, au château d'Argenteuil, avec des célébrités invitées par son père: l'explorateur Paul-Emile Victor, le volcanologue Haroun Tazieff, le commandant Cousteau... Aujourd'hui, la princesse Esmeralda s'entretient surtout avec des femmes: la militante écologiste suédoise Greta Thunberg, la journaliste yéménite Tawakkol Karman, première femme arabe lauréate du prix Nobel de la paix. Et tant d'autres, parfois beaucoup moins connues, comme ces femmes engagées dans des projets sociaux et de microcrédit, auxquelles elle veut consacrer un livre et un film-documentaire.

Cet article est paru dans Le Vif (site web)

<http://www.levif.be/actualite/belgique/esmeralda-de-belgique-se-confie-il-faut-une-reelle-pression-si-l-on-veut-extrire-le-racisme-de-nos-mentalites/article-analyse-1306511.html>

Documents sauvegardés

LE VIF!

© 2020 Le Vif (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publie

Certificat émis le 11 octobre 2024 à
UNIVERSITÉ-DE-LIEGE à des fins de
visualisation personnelle et temporaire.

news 20200710-BVW-353571_23865

Nom de la source

Le Vif (site web)

Vendredi 10 juillet 2020

Type de source

Presse • Presse Web

Le Vif (site web) • 4020 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Bruxelles, Belgique

La crise sanitaire a-t-elle dégonflé le potentiel émotionnel du mouvement Extinction Rebellion?

Marie-Cecile Royen

Son réveil est laborieux et les rapports avec la police toujours aussi délibérément chaotiques.

On ne peut pas dire que la dernière performance d'Extinction Rebellion (XR) à Bruxelles, le 27 juin dernier, ait été un réel succès : moins de 250 participants au pied de la Tour des Finances, rebaptisée pour l'occasion Resilience Tower. Deux jours auparavant, un commando avait détaché au petit matin les F-I-N-A-N-C-E-S de métal. Les lettres "empruntées" ont été renvoyées aux partis politiques par la poste, glissent les activistes pour qui chaque détail a son importance. Le scénario de base aurait voulu qu'elles soient remises au futur gouvernement de plein exercice, porteuses d'une invitation express à rendre le monde "plus juste, plus résilient, plus solidaire, plus modéré", énumère César, l'un des organisateurs du happening. Un appel à la sagesse, en somme.

En agitant la menace d'une extinction imminente du monde vivant, le mouvement parle aux tripes autant qu'à l'intellect.

Les Rebelles sont souvent ramenés à leurs origines supposées privilégiées -

des bobos qui ringardisent les formes d'expression traditionnelles ou, au contraire, frisent l'insignifiance. Ils pratiquent la non-violence chère à Henry David Thoreau, l'auteur fétiche de Walden et de La Désobéissance civile (xixe siècle), Gandhi, Martin Luther King et Nelson Mandela.

Boris Libois, 53 ans, est l'un des porte-parole les plus en vue d'Extinction Rebellion Belgique. L'éternel ludion a un passé chez Ecolo et au PS, dans l'audiovisuel, le coaching philosophique et la psychothérapie. Avant de signer un courrier, il pose délicatement la formule "Avec amour et rage". Le With Love and Rage de XR. "Je suis arrivé à Extinction Rebellion en mai 2019, se souvient-il. J'y ai trouvé une forme d'organisation horizontale qui me plaisait bien et qui offrait une place aux émotions. Le mouvement n'est ni de gauche ni de droite, mais il a une manière innovante de porter la question de l'effondrement de la civilisation industrielle sur la place publique, en se servant du visuel."

Fondé officiellement en mai 2018 par le Britannique Roger Hallam, un agriculteur bio et chercheur en désobéissance civile au prestigieux King's College de

Londres, le mouvement Extinction Rebellion a paralysé cinq ponts londoniens en novembre 2018, dont celui de Westminster. Ce fut son véritable acte de naissance médiatique. Il a essaimé dans le monde avec, aujourd'hui, une cinquantaine de groupes locaux. Son discours est à prendre ou à laisser mais toujours cohérent et pour cause, il est verrouillé de l'intérieur, avec trois demandes intangibles et dix principes et valeurs dont le non-respect (par exemple, le racisme) implique un "feedback" pour le contrevenant, souligne Boris Libois, c'est-à-dire l'écartement.

Le 12 octobre dernier, la Royale Rebellion avait été suivie de 503 arrestations administratives. © BELGAIMAGE

En agitant la menace d'une extinction imminente du monde vivant, le mouvement parle aux tripes autant qu'à l'intellect. Si cette dramatisation a été un formidable levier avant le corona, qu'en est-il après ? Le mouvement va-t-il poursuivre son aventure en solitaire, lui que d'aucuns soupçonnent de sectarisme ? Une semaine après le "coup" de la Tour des Finances, Greenpeace Belgique et une cinquantaine d'organisations avaient choisi le Mont des Arts, le

Documents sauvegardés

4 juillet, pour plaider en faveur d'une "nouvelle normalité", celle d'une société "plus juste et plus verte". Cela commence à faire beaucoup de monde sur la branche. XR n'était pas invité.

L'exemplarité du vert

Extinction Rebellion n'a jamais réédité sa démonstration de force britannique, mais ses idées - celles de beaucoup de groupes altermondialistes, depuis Attac jusqu'aux épigones du film Demain (2015) - ont percolé largement dans la société. L'affichage de son apolitisme permet d'attirer tous les publics, à l'exclusion de l'extrême droite. En France, la Convention citoyenne sur le climat (CCC), un processus participatif adoubé par le président Emmanuel Macron après la crise des gilets jaunes, présente de singulières affinités avec le discours fictif de la Première ministre Sophie Wilmès (MR), mis en ligne le 14 avril dernier dans le cadre de la campagne #TellTheTruth Belgium d'Extinction Rebellion : "J'annonce ainsi la mise en place immédiate de nouvelles Assemblées citoyennes. Assistées d'experts, ces assemblées auront pour tâche de déterminer les priorités les plus urgentes ainsi que formuler les politiques que le gouvernement devra suivre. " Exit la démocratie représentative. " Nous avons gravement endommagé notre planète, "poursuivait" la Première. Il est temps de faire face à cette difficile vérité et de prendre nos responsabilités. Je vous demande de vous rassembler, de former une communauté résiliente pour qu'en-semble, nous puissions renverser la vapeur. Ce fardeau historique sera partagé sur de nombreuses épaules et nous travaillerons ensemble pour un avenir plus sain, plus équilibré et plus radieux. " Pas de copyright sur les idées : elles sont dans l'air du temps.

César, 28 ans, bioingénieur, a adhéré au mouvement après une conférence de Roger Hallam à la Bibliothèque Ernest Solvay du parc Léopold. Professionnellement, il coordonne des projets d'animation dans les écoles sur la science et le développement. " J'ai d'abord fait partie du mouvement Transition, confie-t-il. Transition travaille à un changement radical par le bas, tandis que Extinction Rebellion veut provoquer un changement radical par le haut. " Le sentiment d'urgence, la dramatisation, voire la peur, sont des outils au service de cette cause. A XR Belgique, César s'occupe de logistique, de la communication et des contacts avec la police. " C'est assez organique comme type d'organisation, bien que le mouvement soit centralisé et qu'il y ait une répartition des tâches en fonction des compétences des uns et des autres. " On insiste sur le bien-être des membres. Le groupe "régénération" prend soin de l'individu dans le collectif : partage de vues et attention à l'autre, surtout après des contacts rugueux avec l'autorité. " Certains peuvent mal vivre les violences policières injustifiées, comme celles de la Royale Rebellion du 12 octobre 2019 (NDLR : 503 arrestations administratives place Royale et alentours, zone neutre, avec usage des autopompes et de sprays au poivre) ", illustre-t-il. De fait, la dernière saison de XR a été chaude, l'investissement des bénévoles a été plus qu'intense. Boris et César songent à prendre du recul, le premier pour réfléchir, se poser, revoir les modes d'action du mouvement, le second parce qu'il bosse déjà à plein temps, mais il prévoit de s'engager en politique.

A l'assaut des Finances

L'opération des 25 et 27 juin a été préparée quelques semaines en amont, dans le but de réveiller le mouvement en

douceur, de le sortir de son confinement. Les affiliés ont d'abord été sondés sur les actions à entreprendre. D'après Boris Libois, la page Facebook de XR est suivie par 15 000 à 16 000 personnes, mais les affiliés sont entre 4 000 et 5 000, répartis en 18 groupes locaux. Quelques centaines d'affiliés ont répondu. "Il est apparu que les gens ne voulaient plus se déplacer en Belgique, détaille César, et que certains ne voulaient pas se faire arrêter. Un atelier de réflexion a été constitué. On avait d'abord choisi la date du 28 juin qui correspondait à une réunion du Conseil européen, mais celle-ci s'est tenue en virtuel..."

Les Rebelles sont souvent ramenés à leurs origines supposées privilégiées - des bobos.

Il est 7 ou 8 heures, ce jeudi 25 juin, lorsqu'une douzaine de militants masqués posent leur échelle contre la Tour des Finances et dévissent les lettres honnies. " C'est la finance qui dirige le monde, elle est déconnectée de la réalité et nous empêche de profiter de la vie ", résume le militant bruxellois. "Une de nos camarades a été reconnue sur la vidéo. La police avait mis la pression sur elle, évoquait une perquisition. Comme on ne voulait pas faire souffrir cette personne, au lieu de garder les lettres, on a décidé de les renvoyer par la poste aux partis politiques. " Version policière : "Les policiers chargés des contacts avec les manifestants lui ont effectivement dit qu'il serait opportun que les lettres soient rendues avant la manif du 27, que cela serait une preuve de bonne volonté, que cela aiderait grandement dans les négociations relatives au déroulement de l'action. Le mot "pression" renvoie à l'image du "méchant policier antidémocratique" qu'ils aiment

Documents sauvegardés

tellement faire paraître", remarque le commissaire Daniel Van Calck, chargé des dossiers revendicatifs à la direction générale de la police locale de Bruxelles-Capitale/Ixelles.

Face à Boris Libois, d'Extinction Rebellion, le commissaire Pierre Vandersmissen. © FACEBOOK

Deux jours plus tard, le samedi 27 juin, un freeze (immobilisation) a lieu à la Bourse (15 heures), parce que c'est le haut lieu des manifs, et dans la rue Neuve (16 heures), symbole de la surconsommation. Les manifestants chargés de pancartes restent immobiles pendant quelques minutes. Ils ne dérangent personne. Au boulevard Pacheco, devant la Tour des Finances (17 heures), cela s'est - un peu - gâté. Les manifestants ont ensuite voulu se rendre au cabinet de la Première ministre, dans la zone neutre, donc, interdite.

Boris Libois fait partie des 75 manifestants qui ont été arrêtés administrativement pour avoir maintenu leur intention de fouler l'espace interdit. " La désobéissance civile est le cœur de notre action. C'est une ritualisation pacifique, visuelle et ludique de notre opposition radicale au système", professe l'homme, qui maîtrise l'art de se laisser tomber "comme un sac de pommes de terre" sous l'oeil des caméras. Ce faisant, le questionne-t-on, ne participe-t-il pas à la diabolisation des policiers ? " Ils font leur métier et leur réaction est plus ou moins proportionnée, admet-il. Notre adversaire, ce n'est pas la police, mais l'ordre inefficace et injuste qu'elle défend."

Les policiers bruxellois ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, Extinction

Rebellion tente de les criminaliser en se victimisant. " Les petites manifestations à la Bourse, rue Neuve et à la Tour des Finances, on a laissé faire tout ça, explique le commissaire Van Calck. J'étais dans la tour de contrôle, tant qu'il n'y avait pas de désordre, pas d'objection. On a fait un pas vers eux, on espérait la pareille, mais ils ont refusé tout dialogue. Lorsqu'ils ont indiqué qu'ils voulaient aller déposer leurs revendications au 16, rue de la Loi, on a dit, OK, mais nul ne peut manifester dans la zone neutre, qu'il importe la cause, et vous serez arrêtés. Je leur ai proposé de faire un déplacement, en respectant les mesures Covid, vers le barrage à proximité du 16 de la rue de la Loi. Ils ont d'abord accepté, mais insisté pour emprunter la rue Royale. On a dit non. Je ne vais pas bloquer la ville pour 250 personnes ! Toutes les opinions sont permises, je ne pose pas de jugement sur cela, mais il y a des manifestations bien plus importantes qui se déroulent sans violence à Bruxelles, 1 100 par an. Extinction Rebellion veut se faire de la publicité au détriment de la police. "

La suite était écrite d'avance. Les manifestants ont été " confinés " dans un coin de rue, leurs identités relevées, ceux qui voulaient partir sont partis. Est resté un noyau de 75 personnes en état d'arrestation administrative et qui pourront être taxées de 250 euros. " Ils voulaient être arrêtés, il fallait voir ça ", lâche le policier !

Pas moyen de moyennier avec XR, comme on dit à Bruxelles. Or, la philosophie du maintien de l'ordre en Belgique repose sur la gestion négociée de l'espace public.

Habituellement, les groupes introduisent une demande de manifestation, négoci-

cient avec la police les modalités de leur action et s'engagent à les faire respecter par leurs troupes. " Nous ne demandons pas d'autorisation, volontairement, déclare César. La rue est à tout le monde. Nous pensons que la liberté d'expression ne devrait pas être soumise à une demande particulière, c'est une liberté fondamentale inscrite dans la Constitution. " Pour autant, XR n'est pas dénué du sens des responsabilités : le mouvement a des contacts préalables avec les renseignements généraux de PolBru, il a ses stewards en gilet fluo rose, ses conseillers en légalité, ses médecins de rue, ses psy, des techniques de gestion de l'escalade et de la désescalade face à la police. La violence et l'extrémisme font toutefois débat. Bloquer un tram ou entraver la circulation, est-ce de la violence ? Pour certains membres, oui. Pour d'autres, non, car en face, disent-ils, il y a la violence des institutions et de l'économie.

Les trois demandes rebelles

1. Que le gouvernement déclare l'urgence climatique et écologique, et reconnaisse la nécessité d'une transformation rapide de notre système économique.

2. Que le gouvernement lance un Plan d'urgence national complet et juridiquement contraignant, qui élimine l'importation et l'extraction de combustibles fossiles d'ici à 2025, tout en privilégiant la restauration de la biodiversité et la préservation de notre environnement naturel.

3. Une assemblée de citoyens, dotant nos Régions et nos Communautés des ressources et de l'autorité nécessaires pour assurer une transition maîtrisée vers une société postcroissance équitable.

Documents sauvegardés

On ne peut pas dire que la dernière performance d'Extinction Rebellion (XR) à Bruxelles, le 27 juin dernier, ait été un réel succès: moins de 250 participants au pied de la Tour des Finances, rebaptisée pour l'occasion Resilience Tower. Deux jours auparavant, un commando avait détaché au petit matin les F-I-N-A-N-C-E-S de métal. Les lettres "empruntées" ont été renvoyées aux partis politiques par la poste, glissant les activistes pour qui chaque détail a son importance. Le scénario de base aurait voulu qu'elles soient remises au futur gouvernement de plein exercice, porteuses d'une invitation express à rendre le monde "plus juste, plus résilient, plus solidaire, plus modéré", énumère César, l'un des organisateurs du happening. Un appel à la sagesse, en somme. Les Rebelles sont souvent ramenés à leurs origines supposées privilégiées - des bobos qui ringardisent les formes d'expression traditionnelles ou, au contraire, frisent l'insignifiance. Ils pratiquent la non-violence chère à Henry David Thoreau, l'auteur fétiche de Walden et de La Dé-sobéissance civile (xixe siècle), Gandhi, Martin Luther King et Nelson Mandela. Boris Libois, 53 ans, est l'un des porte-parole les plus en vue d'Extinction Rebellion Belgique. L'éternel ludion a un passé chez Ecolo et au PS, dans l'audiovisuel, le coaching philosophique et la psychothérapie. Avant de signer un courrier, il pose délicatement la formule "Avec amour et rage". Le With Love and Rage de XR. " Je suis arrivé à Extinction Rebellion en mai 2019, se souvient-il. J'y ai trouvé une forme d'organisation horizontale qui me plaisait bien et qui offrait une place aux émotions. Le mouvement n'est ni de gauche ni de droite, mais il a une manière innovante de porter la question de l'effondrement de la civilisation industrielle sur la place

publique, en se servant du visuel. " Fondé officiellement en mai 2018 par le Britannique Roger Hallam, un agriculteur bio et chercheur en désobéissance civile au prestigieux King's College de Londres, le mouvement Extinction Rebellion a paralysé cinq ponts londoniens en novembre 2018, dont celui de Westminster. Ce fut son véritable acte de naissance médiatique. Il a essaimé dans le monde avec, aujourd'hui, une cinquantaine de groupes locaux. Son discours est à prendre ou à laisser mais toujours cohérent et pour cause, il est verrouillé de l'intérieur, avec trois demandes intangibles et dix principes et valeurs dont le non-respect (par exemple, le racisme) implique un "feedback" pour le contrevenant, souligne Boris Libois, c'est-à-dire l'écartement. En agitant la menace d'une extinction imminente du monde vivant, le mouvement parle aux tripes autant qu'à l'intellect. Si cette dramatisation a été un formidable levier avant le corona, qu'en est-il après? Le mouvement va-t-il poursuivre son aventure en solitaire, lui que d'aucuns soupçonnent de sectarisme? Une semaine après le "coup" de la Tour des Finances, Greenpeace Belgique et une cinquantaine d'organisations avaient choisi le Mont des Arts, le 4 juillet, pour plaider en faveur d'une "nouvelle normalité", celle d'une société "plus juste et plus verte". Cela commence à faire beaucoup de monde sur la branche. XR n'était pas invité. Extinction Rebellion n'a jamais réédité sa démonstration de force britannique, mais ses idées - celles de beaucoup de groupes altermondialistes, depuis Attac jusqu'aux épigones du film Demain (2015) - ont percolé largement dans la société. L'affichage de son apolitisme permet d'attirer tous les publics, à l'exclusion de l'extrême droite. En France, la Convention

citoyenne sur le climat (CCC), un processus participatif adoubé par le président Emmanuel Macron après la crise des gilets jaunes, présente de singulières affinités avec le discours fictif de la Première ministre Sophie Wilmès (MR), mis en ligne le 14 avril dernier dans le cadre de la campagne #Tell-TheTruth Belgium d'Extinction Rebellion: "J'annonce ainsi la mise en place immédiate de nouvelles Assemblées citoyennes. Assistées d'experts, ces assemblées auront pour tâche de déterminer les priorités les plus urgentes ainsi que formuler les politiques que le gouvernement devra suivre." Exit la démocratie représentative. "Nous avons gravement endommagé notre planète," poursuivait la Première. Il est temps de faire face à cette difficile vérité et de prendre nos responsabilités. Je vous demande de vous rassembler, de former une communauté résiliente pour qu'ensemble, nous puissions renverser la vapeur. Ce fardeau historique sera partagé sur de nombreuses épaules et nous travaillerons ensemble pour un avenir plus sain, plus équilibré et plus radieux. " Pas de copyright sur les idées: elles sont dans l'air du temps. César, 28 ans, bio-ingénieur, a adhéré au mouvement après une conférence de Roger Hallam à la Bibliothèque Ernest Solvay du parc Léopold. Professionnellement, il coordonne des projets d'animation dans les écoles sur la science et le développement. " J'ai d'abord fait partie du mouvement Transition, confie-t-il. Transition travaille à un changement radical par le bas, tandis que Extinction Rebellion veut provoquer un changement radical par le haut. " Le sentiment d'urgence, la dramatisation, voire la peur, sont des outils au service de cette cause. A XR Belgique, César s'occupe de logistique, de la communication et des contacts

Documents sauvegardés

avec la police. " C'est assez organique comme type d'organisation, bien que le mouvement soit centralisé et qu'il y ait une répartition des tâches en fonction des compétences des uns et des autres. " On insiste sur le bien-être des membres. Le groupe "régénération" prend soin de l'individu dans le collectif: partage de vues et attention à l'autre, surtout après des contacts rugueux avec l'autorité. " Certains peuvent mal vivre les violences policières injustifiées, comme celles de la Royale Rebellion du 12 octobre 2019 (NDLR: 503 arrestations administratives place Royale et alentours, zone neutre, avec usage des autopompes et de sprays au poivre) ", illustre-t-il. De fait, la dernière saison de XR a été chaude, l'investissement des bénévoles a été plus qu'intense. Boris et César songent à prendre du recul, le premier pour réfléchir, se poser, revoir les modes d'action du mouvement, le second parce qu'il bosse déjà à plein temps, mais il prévoit de s'engager en politique. L'opération des 25 et 27 juin a été préparée quelques semaines en amont, dans le but de réveiller le mouvement en douceur, de le sortir de son confinement. Les affiliés ont d'abord été sondés sur les actions à entreprendre. D'après Boris Libois, la page Facebook de XR est suivie par 15 000 à 16 000 personnes, mais les affiliés sont entre 4 000 et 5 000, répartis en 18 groupes locaux. Quelques centaines d'affiliés ont répondu. "Il est apparu que les gens ne voulaient plus se déplacer en Belgique, détaille César, et que certains ne voulaient pas se faire arrêter. Un atelier de réflexion a été constitué. On avait d'abord choisi la date du 28 juin qui correspondait à une réunion du Conseil européen, mais celle-ci s'est tenue en virtuel..." Il est 7 ou 8 heures, ce jeudi 25 juin, lorsqu'une douzaine de militants

masqués posent leur échelle contre la Tour des Finances et dévissent les lettres honnies. " C'est la finance qui dirige le monde, elle est déconnectée de la réalité et nous empêche de profiter de la vie", résume le militant bruxellois. "Une de nos camarades a été reconnue sur la vidéo. La police avait mis la pression sur elle, évoquait une perquisition. Comme on ne voulait pas faire souffrir cette personne, au lieu de garder les lettres, on a décidé de les renvoyer par la poste aux partis politiques." Version policière: "Les policiers chargés des contacts avec les manifestants lui ont effectivement dit qu'il serait opportun que les lettres soient rendues avant la manif du 27, que cela serait une preuve de bonne volonté, que cela aiderait grandement dans les négociations relatives au déroulement de l'action. Le mot "pression" renvoie à l'image du "méchant policier antidémocratique" qu'ils aiment tellement faire paraître", remarque le commissaire Daniel Van Calck, chargé des dossiers revendicatifs à la direction générale de la police locale de Bruxelles-Capitale/Ixelles. Deux jours plus tard, le samedi 27 juin, un freeze (immobilisation) a lieu à la Bourse (15 heures), parce que c'est le haut lieu des manifs, et dans la rue Neuve (16 heures), symbole de la surconsommation. Les manifestants chargés de pancartes restent immobiles pendant quelques minutes. Ils ne dérangent personne. Au boulevard Pacheco, devant la Tour des Finances (17 heures), cela s'est - un peu - gâté. Les manifestants ont ensuite voulu se rendre au cabinet de la Première ministre, dans la zone neutre, donc, interdite. Boris Libois fait partie des 75 manifestants qui ont été arrêtés administrativement pour avoir maintenu leur intention de fouler l'espace interdit. " La désobéissance civile est le cœur de notre

action. C'est une ritualisation pacifique, visuelle et ludique de notre opposition radicale au système", professe l'homme, qui maîtrise l'art de se laisser tomber "comme un sac de pommes de terre" sous l'oeil des caméras. Ce faisant, le questionne-t-on, ne participe-t-il pas à la diabolisation des policiers? " Ils font leur métier et leur réaction est plus ou moins proportionnée, admet-il. Notre adversaire, ce n'est pas la police, mais l'ordre inefficace et injuste qu'elle défend." Les policiers bruxellois ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, Extinction Rebellion tente de les criminaliser en se victimisant. " Les petites manifestations à la Bourse, rue Neuve et à la Tour des Finances, on a laissé faire tout ça, explique le commissaire Van Calck. J'étais dans la tour de contrôle, tant qu'il n'y avait pas de désordre, pas d'objection. On a fait un pas vers eux, on espérait la pareille, mais ils ont refusé tout dialogue. Lorsqu'ils ont indiqué qu'ils voulaient aller déposer leurs revendications au 16, rue de la Loi, on a dit, OK, mais nul ne peut manifester dans la zone neutre, qu'importe la cause, et vous serez arrêtés. Je leur ai proposé de faire un déplacement, en respectant les mesures Covid, vers le barrage à proximité du 16 de la rue de la Loi. Ils ont d'abord accepté, mais insisté pour emprunter la rue Royale. On a dit non. Je ne vais pas bloquer la ville pour 250 personnes! Toutes les opinions sont permises, je ne pose pas de jugement sur cela, mais il y a des manifestations bien plus importantes qui se déroulent sans violence à Bruxelles, 1 100 par an. Extinction Rebellion veut se faire de la publicité au détriment de la police. " La suite était écrite d'avance. Les manifestants ont été "confinés" dans un coin de rue, leurs identités relevées, ceux qui voulaient partir sont partis. Est resté un

Documents sauvegardés

noyau de 75 personnes en état d'arrestation administrative et qui pourront être taxées de 250 euros. " Ils voulaient être arrêtés, il fallait voir ça ", lâche le policier! Pas moyen de moyennner avec XR, comme on dit à Bruxelles. Or, la philosophie du maintien de l'ordre en Belgique repose sur la gestion négociée de l'espace public. Habituellement, les groupes introduisent une demande de manifestation, négocient avec la police les modalités de leur action et s'engagent à les faire respecter par leurs troupes. "Nous ne demandons pas d'autorisation, volontairement, déclare César. La rue est à tout le monde. Nous pensons que la liberté d'expression ne devrait pas être soumise à une demande particulière, c'est une liberté fondamentale inscrite dans la Constitution. " Pour autant, XR n'est pas dénué du sens des responsabilités: le mouvement a des contacts préalables avec les renseignements généraux de PolBru, il a ses stewards en gilet fluo rose, ses conseillers en légalité, ses médecins de rue, ses psys, des techniques de gestion de l'escalade et de la désescalade face à la police. La violence et l'extrémisme font toutefois débat. Bloquer un tram ou entraver la circulation, est-ce de la violence? Pour certains membres, oui. Pour d'autres, non, car en face, disent-ils, il y a la violence des institutions et de l'économie.

Cet article est paru dans Le Vif (site web)

<http://www.levif.be/actualite/belgique/la-crise-sanitaire-a-t-elle-degonfle-le-potentiel-emotionnel-du-mouvement-extinction-rebellion/article-normal-1308869.html>